

EN POLOGNE

**M. Gierak ajournerait
les augmentations
des prix alimentaires**

LIBRE PAGE 2

Le Monde

Fondateur : Hubert Beuve-Méry

Directeur : Jacques Fauvet

1,40 F

Algérie, 1 DA ; Maroc, 1,50 dir. ; Tunisie, 100 m. ;
Allemagne, 1 DM ; Autriche, 10 sch. ; Belgique,
12 fr. ; Canada, 5 C\$; Danemark, 3 kr. ;
Espagne, 20 pes. ; Grande-Bretagne, 20 p. ; Grèce,
18 dr. ; Iran, 45 rls. ; Italie, 200 L. ; Liban, 125 p. ;
Luxembourg, 12 fr. ; Norvège, 2,75 kr. ; Pays-Bas,
1 fl. ; Portugal, 120 esc. ; Roumanie, 2,25 lei. ;
Suisse, 1 fr. ; U.S.A., 85 cts ; Yougoslavie, 10 n. din.

Tarif des abonnements page 21
S. RUE DES ITALIENS
75427 PARIS - CEDEX 09
C.C.P. 6207-23 Paris
Tél. Paris n° 630872
Tél. : 246-72-23

L'opposition espagnole s'est réunie ouvertement à Madrid

Demi-succès

« Historique », en un sens le qualificatif par lequel plusieurs témoins de l'opposition démocratique espagnole ont salué la réunion à laquelle ils venaient de participer le 4 septembre, à Madrid, n'est pas usurpé. Jamais, depuis la fin de la guerre civile, autant de leaders politiques et syndicaux, venus d'horizons idéologiques et géographiques aussi vastes, ne s'étaient rencontrés. Que, d'autre part, la réunion ait eu lieu en Espagne même, avec l'assentiment tacite du gouvernement, et qu'elle ait aussi bénéficié d'une « couverture » de la part de la télévision officielle, cela montre le chemin parcouru entre-temps, mais d'un an après la mort du général Franco.

Pourtant, l'histoire ne se nourrit pas que de symboles. Les résultats obtenus au terme de onze heures de discussions serrées par une centaine de délégués réunis à Madrid, ne permettent pas à l'opposition de s'attarder à célébrer un succès jusqu'à nouvel ordre assez formel. La seule décision prise le 4 septembre a été la création d'une commission de coordination, où seront représentées les organisations unitaires ayant participé à la réunion de Madrid. On est loin de la formation de ce cabinet fantôme dont on parlait volontiers dans certains milieux de l'opposition.

De même, l'espérance de voir un programme commun de gouvernement être adopté, les débats ont simplement réaffirmé quelques principes essentiels. Il est vrai — garanties des libertés politiques, syndicales et nationales — sur lesquels ils entendent que soit consacré l'avenir de l'Espagne. La détermination de la « gravité de la crise » que traverse le pays et l'appel à des « manifestations populaires pacifiques » ne satisfont pas entièrement ceux qui attendaient beaucoup de la réunion de Madrid.

A vrai dire, les espoirs étaient sans doute un peu primaires. Des décennies de clandestinité n'ont pas favorisé le regroupement de l'opposition. La renaissance de sentiments nationaux hostiles au centralisme castillan a provoqué l'éclosion d'innombrables groupements : ainsi les Iles Baléares, à elles seules, étaient-elles représentées par une dizaine de mouvements. L'Espagne compte aujourd'hui plus de deux cents formations d'opposition, dont quatre-vingt seulement avaient envoyé des délégués à Madrid.

Parmi les grands absents figuraient l'important groupe des démocrates chrétiens, de M. José María Gil Robles, qui ont violemment leur propre stratégie vis-à-vis du pouvoir. Tout aussi inquiétante pour l'avenir était l'absence du Conseil des forces politiques de Catalogne. Les formations qui le composent, ainsi que certains mouvements basques ont craint de compromettre par leur présence, une « réunification » trop centralisée de l'opposition — malgré les assurances données par la Coordination démocratique. En dépit de cette défection, c'est la question des nationalités qui a fait l'objet des débats les plus animés le 4 septembre.

Les opposants réclament-ils, à mettre au point un projet commun au sein de la commission de coordination qu'ils viennent de créer ? C'est pour eux un impératif vital. Dans la mesure où le pouvoir n'a pas fait mauvaise figure ces derniers temps, M. Joaquín Ruiz Jimenes — dont la stature politique a été confirmée lors de la réunion de Madrid — a dû le reconnaître dans son discours inaugural. Rejoignant les leaders socialistes et démocrates chrétiens, refusant de laisser officiellement prêter en Espagne les figures de proue du parti communiste, le gouvernement tente clairement de diviser l'opposition afin d'aborder en bonne position les élections du printemps prochain.

Vers l'élaboration d'un programme
de négociations avec le gouvernement

Quatre-vingt-cinq dirigeants de l'opposition espagnole se sont réunis pour la première fois ouvertement à Madrid, le samedi 4 septembre. Les autorités n'ont pas tenté de faire obstacle à cette conférence. Ont participé à la réunion : la Coordination démocratique, les organisations démocratiques unitaires de plusieurs provinces (Baléares, Canaries, Galicie, Valence) des partis basques et catalans (pendant, le Conseil des forces politiques de Catalogne avait refusé d'assister), les organisations syndicales, à l'exception de la Centrale nationale des travailleurs, anarcho-sindicaliste.

La conférence a créé une commission de liaison de quatre membres — deux par organisation unitaire représentée — qui se réunira pour la première fois le 25 septembre à Valence. Cette commission préparera un projet de coordination. Elle élaborera un programme politique de « rupture démocratique » en vue de négocier avec le gouvernement.

De notre correspondant

Madrid. — « Une réunion historique », a-t-on dit à l'opposition espagnole à l'issue de la plus importante conférence de la trentième année. Les commentaires formulés à l'issue de la conférence de l'opposition espagnole, qui avait duré onze heures, par des délégués comme MM. Marcelino Camacho (commissaire ouvrier), Raul Morondo (parti socialiste populaire) et Joaquín Ruiz Jimenes (gauche démocratique).

La conférence a connu plusieurs moments de tension avant de s'accorder sur la rédaction des quatre conditions nécessaires à l'ouverture d'une période constitutionnelle, c'est-à-dire à la convocation d'élections générales auxquelles participeraient l'opposition : reconnaissance des libertés démocratiques, liberté syndicale, autonomie sans restrictions et reconnaissance des droits politiques des citoyens.

Le professeur Ruiz Jimenes, qui a ouvert les débats au nom de la Coordination démocratique, a analysé la situation politique du moment comme une phase de transition d'un « Etat autoritaire » à un « Etat démocratique ». Il a souligné que l'Espagne est un « Etat centralisé à un autre que l'Espagne ». Il a souligné que l'Espagne est un « Etat centralisé à un autre que l'Espagne ». Il a souligné que l'Espagne est un « Etat centralisé à un autre que l'Espagne ».

Le président de la gauche démocratique a ajouté : « C'est la crise de tout un système qui se produit en ce moment. A son achèvement, le gouvernement Suarez a...

AU JOUR LE JOUR

BLACK POWER

Henry Kissinger fait la leçon à John Vorster. Jimmy Carter condamne celui-ci par avance. Décidément, les Noirs d'Amérique vont finir par exister ceux d'Afrique du Sud. La campagne présidentielle américaine a de bien étranges effets. Il est vrai qu'à balayer devant la porte des autres on donne l'impression que l'on vit soi-même dans une maison de cristal.

Les Américains applaudiront donc au black power chez les autres en oubliant qu'au sein même de leur pays, le racisme est toujours en vigueur.

ROBERT ESCARPIT.

Ecole des Attachés de Direction EAD

L'EAD vous rend opérationnel. L'EAD vous donne une formation économique de base et vous propose, en outre, cinq options en prise de poste sur le développement de l'entreprise : Gestion financière, Gestion du Personnel, Etude de Produit et Distribution, Publicité et Relations publiques.

Commerce international. Les candidats titulaires d'une licence ou d'une maîtrise sont admis directement en 2^e année. Parallèlement à notre formation, il est possible de suivre la préparation au D.E.C.S. (Diplôme d'Etudes Comptables Supérieures), organisée par un établissement affilié.

EAD

8, rue Saint-Augustin 75002 Paris - Tél. 742.66.24 - 742.66.61.

LES SYNDICATS DEMANDENT A M. BARRE une réduction des inégalités sociales et le patronat une relance de l'investissement

Les entretiens de M. Barre avec les représentants des grandes organisations syndicales et professionnelles ont commencé, lundi 6 septembre, par une rencontre avec une délégation de Forces ouvrières, conduite par son secrétaire général, M. André Bergeron. Lundi après-midi, M. Séguin doit être reçu à la tête d'une délégation de la C.G.T. Les autres syndicats se rendront à l'hôtel Matignon dans l'ordre suivant : mardi, à 15 heures, la C.G.C. ; mercredi à 15 h. 30, la C.F.D.T. ; jeudi à 10 heures, le C.N.F.P. et, à 15 heures, la C.F.T.C. ; vendredi à 10 h. 30, la FEN et, à 15 heures, les Petites et Moyennes Entreprises. D'autres consultations ne sont pas exclues.

Si les invités du premier ministre sont unanimes à demander le maintien des libres négociations collectives et un financement équilibré de l'aide aux agriculteurs, leurs positions

divergent sur l'ordre de priorité à donner à la satisfaction des revendications, ainsi que sur les moyens de lutter contre l'inflation. La C.G.T. et la C.F.D.T. souhaitent une action vigoureuse de l'Etat pour réduire le chômage et les inégalités sociales. F.O. réclame une lutte opiniâtre contre les rigidités de l'économie ; la C.G.C. souhaite obtenir confirmation du rendez-vous spécial que lui avait promis M. Chirac.

Le patronat insistera pour sa part sur la nécessaire relance de l'investissement et proposera à cet effet plusieurs mesures fiscales testées aux Etats-Unis ou en Allemagne fédérale. Les P.M.E. demanderont un allègement de la charge supportée par les petites entreprises au titre du chômage et souligneront le danger de tout nouveau resserrement du crédit.

Tous les dirigeants des organisations professionnelles nationales, qu'elles représentent les ouvriers, les cadres ou les employeurs, comptent rendre au premier ministre, en des termes et avec des arrière-pensées différentes, leur attachement au maintien de la politique contractuelle et leur hostilité à une intervention autoritaire de l'Etat en matière de salaires. « Je pense », a répondu par avance M. Ligot, secrétaire d'Etat à la fonction publique, devant le congrès de la C.F.T.C. réuni dimanche à Cholet, que l'appel lancé par le premier ministre de rencontrer les organisations syndicales est l'affirmation de la nécessité de poursuivre dans la voie de la politique contractuelle.

« Un pays ne se gouverne bien, a ajouté le secrétaire d'Etat, que

si tous ses membres sont en communion. C'est un peu idéaliste, mais il faut croire au bon sens et à la bonne foi. La bonne volonté et l'esprit de conciliation sont autant d'éléments essentiels. L'unanimité de façade devrait également se confirmer pour accepter que joue la solidarité nationale en faveur des agriculteurs. Mais les syndicats de salariés ajouteront aussitôt que c'est à condition de ne pas assécher le prochain « impôt-sécheresse » sur le régime fiscal actuel. Enfin, chacun rappellera la nécessité de lutter contre les prix, de s'attaquer aux circuits de distribution et de réformer la fiscalité pour la rendre plus équitable.

J.-P. DUMONT
et PHILIPPE LABARDE.
(Lire la suite page 3.)

LA SANTÉ EN CHINE

NEUF CENTS MILLIONS DE CROISÉS

Comprendre, en neuf jours, le système sanitaire et social chinois ; en mesurer les résultats et saisir les concepts essentiels qui l'ont inspiré. Tel était l'objet du voyage accompli, avant l'été, à l'invitation du gouvernement chinois, par Mme Vell et la délégation composée de médecins et de spécialistes des problèmes de santé qui l'accompagnait.

L'attitude digne et disciplinée du peuple chinois formé à l'éducation sanitaire et le remarquable organisation d'un système de soins de masse distribués avec peu de moyens, telles qu'elles sont décrites dans ce récit et ces impressions de voyage, ont trouvé une confirmation lors du franchissement de terre de Tang-Chen, survenu le 28 juillet.

Les articles dont nous commençons aujourd'hui la publication ne peuvent, en aucun cas, apporter une analyse exhaustive d'une organisation sanitaire qui constitue, avec celle de l'éducation, l'un des objectifs majeurs de la Chine et son plus grand succès.

Néanmoins, les contacts noués sur le plan médical, et les exposés fournis par les responsables concernés, du ministre Liu Hsiang-ping aux « médecins aux pieds nus » ruraux, apportent un certain nombre d'images et de notions certes parcellaires, mais dont la cohérence ne peut que susciter, chez ceux qui confondent l'individualisme et l'liberté, chez ceux pour qui l'Etat est un bouc émissaire plus qu'une communauté, une impressionnante interrogation.

(Lire la suite page 3.)

I. - Choix financier et fervor politique

De notre envoyée spéciale
CLAUDINE
ESCOFFIER-LAMBIOTTE

L'hôpital du peuple n° 6 de Changhaï doit sa célébrité mondiale au chirurgien d'une cinquantaine d'années qui se tient discrètement assis à l'écart, cependant que le président du comité révolutionnaire local expose aux visiteurs français les caractéristiques pratiques, au demeurant modestes, de ce temple du plus grand succès chirurgical chinois.

C'est ici qu'en 1963 fut pleinement réussie la première réimplantation d'un main droite accidentellement sectionnée chez un ouvrier. Les exploits de cet ordre se sont, depuis lors, multipliés et raffinés. Transfert de lambeaux libres totaux, donnant, après l'extirpation d'un cancer de l'épaule, une musculature fonctionnelle au membre que l'occlusion eût emporté.

Transfert du pied droit sur la jambe gauche de l'orteil à la place du pouce, réimplantation des cinq doigts sectionnés (dix-

sept heures, d'une intervention conduite par la même équipe), défilé de conservation des membres amputés portés des 1970 à trente-six heures, à cent huit heures à présent, à moins 4°C.

Sur plus de cent interventions, les succès fonctionnels atteignent 84 % des cas, et 60 % des opérés reprennent le travail manuel qui était auparavant leur leur.

Tout cela, qui préfigurait avec dix ans d'avance l'avenir mondial de la microchirurgie, doit certes beaucoup à la prodigieuse habileté manuelle et à la patience du docteur Chen Chung-wei et de ses collaborateurs. Les progrès accomplis et l'amélioration continue des succès fonctionnels doivent beaucoup aussi à l'insaisissable expérimentation animale et aux recherches de physiologie nerveuse ou musculaire poursuivies.

Mais le matériel utilisé ferait pour sa part, pâlir de gêne les équipes occidentales, qui, bien que disposant d'équipements considérablement plus perfectionnés, ne cessent d'en réclamer de meilleurs et de plus coûteux. Une simple loupe binoculaire, un microscope unique, grossissant dix fois, utilisé seulement depuis 1971, de très fines aiguilles fabriquées à Changhaï. N'est-il pas surprenant de constater que ce simple appareillage, une technique

de pointe et de luxe, mobilisant pendant de si longues heures des salles d'opération, des matériels et des techniciens hautement qualifiés, si rares encore dans ce pays ?

(Lire la suite page 3.)

L'imbroglio institutionnel

Si les contacts que M. Raymond Barre prend tout au long de cette semaine illustrent l'impérieuse nécessité de la concertation avec les « partenaires sociaux », la « politique politique » n'est pas pour autant reléguée au second plan.

La gravité du conflit sans précédent qui a opposé M. Giscard d'Estaing à M. Chirac et qui a conduit ce dernier à remettre le 25 juillet une démission rendue publique le 25 août continue de susciter bien des commentaires et prises de position. Les doléances des uns et les suggestions des autres font apparaître l'urgence d'une tâche d'animation de la majorité confiée à M. Olivier Guichard, et fort aléatoire le succès de M. Yves Guéna, secrétaire général de l'U.D.R., qui appelle au rassemblement de « tous ceux qui ont milité pour le gaullisme ».

Le parti communiste, dont le comité central s'interroge, ce lundi sur la situation politique, n'est pas seul, et il s'en faut de beaucoup, à s'en préoccuper. La revue des intégristes gaullistes l'Appel invite l'U.D.R. à refuser « le nouveau compromis qu'on lui impose » et persiste, plus que jamais, à suspecter les intentions et à critiquer l'action du président de la République dans les domaines de la politique étrangère et de la défense nationale. Les jeunes de l'U.J.F. condamnent le glissement vers un « régime présidentiel néo-gaulliste », font grief à M. Giscard d'Estaing de « manipuler les gaullistes » et reprochent à M. Guichard de lui donner sa « caution ».

RAYMOND BARRILLON.

(Lire la suite page 6.)

RETROUVAILLES DE DICTIONNAIRE

« Prolos » et « nantis » au Petit Larousse

Faut-il se déconcerter (1) pour assurer au dictionnaire — et au public qui le consulte — une formation permanente ? Qui si, conformément à l'acceptation supplémentaire donnée par le Petit Larousse 1977, ce verbe pronominal ne signifie plus seulement se droguer, mais « faire de grands efforts dans un domaine quelconque ».

Et si la formation permanente enfin réalisée pour s'appliquer au travail éducatif, toujours recommencé des lexicographes.

Leur équipe ne cesse de suivre jour après jour le déroulement du langage tel qu'il se parle et s'écrit et de happer au passage les nouveautés qui, à force d'être répétées, ont fini par s'intégrer à la masse constituant notre principal système de communication.

En fait d'innovations, les records de l'an dernier sont battus : 305 ajouts contre 227. Soit 97 mots, 67 acceptions, 44 expressions et 97 noms propres, dont le tri a dû poser plus d'un problème de conscience à ses auteurs. Ce choix, dont le but poursuivi est l'utilité, a en outre

l'avantage involontaire d'être, répète-t-on une fois de plus, le miroir d'une société se déconcentrant elle-même en ses vocabulaires préférentiels. Pour sa part, la psychologie dénuée innocemment ses propres rouages. Que, surdoués ou non, nos contemporains cessent donc, frigidités par Dieu sait quelles inhibitions, de se culpabiliser. De grâce, qu'ils se débarrassent, qu'ils se débarrassent. Sinon ils seront des homoïdes de science-fiction.

Il y a les mots prélevés dans l'impensable fonds populaire, voire, signe de temps, dans l'argot des truands et des prisons ; et le mot enlevé au milieu de l'air — non, celui-ci n'est pas au Larousse — qui a brisé un pont. Ces deux derniers accusent un glissement de sens, un sens qui a changé de cap ; encore une acception nouvelle. Il y a les néologismes que l'usage a bien fini par imposer, mais urgents : les abréviations, telle hashch pour hashich, mathéressement trop employées pour être passées sous silence. Pourtant nous avons cherché en vain « draguer » en dehors des fonds d'eau douce ou salée.

JEAN-MARIE DUNOYER.

(Lire la suite page 15.)

LE RÉGIME
VEUT FAIRE RESPECTER
L'ORDRE A TOUT PRIX
(Lire page 3)
Article d'ALAIN JACOB.

EUROPE

Grande-Bretagne

LES PROBLÈMES DU RACISME APRÈS LES ÉMEUTES DE NOTTING-HILL

« Cette île est la nôtre »

M. Tony Benn, ministre britannique de l'énergie, a donné, vendredi 3 septembre, le coup d'envoi d'une campagne du parti travailliste contre l'extrême droite nationaliste.

La Grande-Bretagne fait face, a dit le

ministre, à la pire montée de racisme qu'elle ait connue depuis les années 30. Or l'aggravation du chômage permet aux mouvements d'extrême droite d'amplifier leur propagande raciste. Les candidats de l'extrême droite ont enregistré

des gains très nets au cours des dernières élections partielles. Le Parlement, sans jamais toutefois emporter le siège. Cette décision du parti au pouvoir s'explique aussi par les récents incidents qui ont eu lieu à Londres, où s'est rendu notre envoyé spécial.

De notre envoyé spécial

Londres. — N'étaient le ciel gris et un insidieux petit vent froid, on se croirait ailleurs. Ces ruelles étroites, ces façades de briques, ce linge qui sèche suspendu au-dessus des fenêtres, ces échoppes juchées sur la rue et ces étals qui débordent sur les trottoirs, cette clameur bruyante et cette envahissante odeur de curry émanent des latitudes lointaines. Portobello-Road est bien dans Londres, mais ses habitants viennent d'ailleurs, de la Jamaïque et des Indes occidentales. Beaucoup d'entre eux sont venus depuis longtemps chercher, sinon la fortune, du moins un travail garantissant à leur famille une vie décente. Les Londonsiens regardent d'œil méfiant ces cinquante mille Antillais entassés dans quelques pâtés de maisons sans le moindre confort ni même bien souvent la plus élémentaire hygiène, tout comme ils s'efforcent de ne pas trop penser aux soixante-dix mille Indiens de

Southall, dont le sort n'est guère plus enviable. Nul ne semble s'émouvoir que l'extrême droite britannique se transforme peu à peu en une casbah.

Aujourd'hui pourtant, le temps des illusions est passé. Déjà aux prises avec le problème triadiste et une sévère crise économique, l'Angleterre redécouvre depuis quelques temps un nouveau démon : le racisme. Lundi 30 août, il a suffi de quelques minutes dans le quartier de Nottinghill pour qu'un carnaval local se transforme en bataille rangée, que les « bobbies » londoniens ternissent leur image et que la haine latente entre des communautés qui cohabitent sans se voir se transforme en explosion dévastatrice : trois cent vingt-cinq policiers et cent trente manifestants blessés, trente-cinq véhicules détruits, des magasins endommagés et pillés. La plus dure manifestation en quarante et un ans de carrière, dira un membre des forces de l'ordre.

Depuis, le silence est retombé entre Portobello-Road, Actham Road et Ledbrooke-Grove. Les vitrines achètent de rendre aux rues leur physionomie antérieure, tandis que les autorités s'appliquent à minimiser la révolte de lundi. Sir Robert Mark, le chef de la police londonienne, refuse d'y voir autre chose que l'action d'un « huit cents hooligans » voyant une foule de cent cinquante mille personnes excitées par la musique et l'alcool. Quant au déploiement de forces, jugé provocant par les organisateurs du carnaval, Sir Robert le justifie aisément : le dimanche, on avait mobilisé neuf cent trois fonctionnaires et déjà on avait observé la présence de plus de cinq cents « hooligans » ; aussi paraissait-il naturel, le lundi, pour une assistance plus que doublée de prévoir un service d'ordre de mille cinq cents hommes. Les vingt-cinq policiers, dont mille quatre cent vingt en uniforme, au sein de la population, l'idée prévalait que la loi était appliquée, la révolte de Nottinghill révélée des tensions qui risquent de se reproduire. Le problème de l'immigration, du moins de la partie des « non-blancs » résidents maintenant en Grande-Bretagne, dont plus de 40 % dans la capitale et sa banlieue.

Pourtant, au sein de la population, l'idée prévalait que la loi était appliquée, la révolte de Nottinghill révélée des tensions qui risquent de se reproduire. Le problème de l'immigration, du moins de la partie des « non-blancs » résidents maintenant en Grande-Bretagne, dont plus de 40 % dans la capitale et sa banlieue.

À Manchester, à Birmingham et à Liverpool, l'été a été marqué par une forte agitation dans les ghettos de la capitale et même par des batailles de rues, début juin, dans les quartiers de Southall après une série de meurtres raciaux.

Tout ce racisme est la conséquence de l'échec de la politique d'immigration des populations de couleur menée par les gouvernements successifs des îles britanniques. Politique d'immigration, certes, mais aussi d'intégration, puisque les deux cinquièmes des « immigrants » sont nés sur le territoire britannique. Après avoir à deux reprises — en juillet 1962 et mars 1968 — adopté en ce qui concerne l'immigration, des mesures restrictives qui visaient à peu près sans effet (le ministre de l'Intérieur évaluait à plus de soixante-neuf mille le nombre mensuel des immigrants), les gouvernements se sont heurtés à un nouveau échec en tentant de promouvoir une réelle intégration des minorités raciales dans la vie du pays. Si les immigrants ont le droit de vote, la discrimination n'a pas encore disparu, notamment dans les domaines de l'emploi et du logement, en dépit d'une loi d'octobre 1968. Quelques subtilités de langage, certaines astuces de procédure, permettent de la tourner sans que les syndicats parviennent à s'en émouvoir beaucoup.

Les « laissés pour compte »

L'attitude du monde du travail envers les étrangers est généralement très ambiguë, surtout en cette période de récession, alors que le pays compte un million et demi de chômeurs. Un de ces chômeurs de Nottinghill essayait d'expliquer, après avoir assuré qu'il devait la perte de son emploi de mécanicien à l'embauche massive d'Indiens par l'entreprise qui lui avait été confiée, la situation de l'immigré : « Pour eux, la situation est favorable ; ils viennent profiter des victoires que nous avons, nous, acquises après bien des luttes. Comme ils veulent gagner beaucoup d'argent, ils ne résistent pas à la baisse sur les salaires. Il est facile d'ajouter que, pour transgresser les règles malheureuses des trade-unions, les immigrants s'exposent du même coup à leurs foudres. »

Pour trouver un logement, le « non-blanc » se heurte aussi à la barrière, comme l'explique l'un des responsables antiracistes de Nottinghill : « Nous ne pouvons pra-

tiquement pas louer d'appartements, car les propriétaires demandent sciemment des loyers élevés pour nous en dissuader. Reste une solution : l'achat, qui oblige à se grouper plusieurs. Nous faut aussi héberger ceux qui arrivent et n'ont pas les moyens d'accéder à la propriété. D'où le surpeuplement, souvent généralisé, de dégradation, qui a tendance à faire fuir les occupants blancs de l'immense ou des maisons voisines. »

Les immigrants tirent leur force de cette solidarité. De nombreuses organisations à caractère social prennent leurs intérêts en charge, certaines d'entre elles, d'obédience gauchiste ou anarchiste, prônant en outre une lutte active contre le « système oppresseur ».

Malgré les conditions qui leur sont faites dans la société britannique, certains étrangers réussissent pourtant à se tailler des places honorables. On dit que la moitié des médecins des hôpitaux du Service national de santé sont asiatiques et que les transports ne fonctionnent que grâce à la présence des travailleurs de couleur. Des Indiens et des Jamaïcains ont acheté des magasins ; comme ils ont le sens du commerce, ils offrent à leurs clients quantité de services et ils sont ouverts presque à toute heure. Conséquence : ils s'attirent l'animosité des commerçants métropolitains attachés à leurs routines.

JAMES SARAZIN.

Irlande

Partis politiques, Églises et syndicats demeurent à l'écart du mouvement spontané des Femmes pour la paix

De notre correspondant

Belfast. — Pour la quatrième fois en un mois, quinze à vingt mille personnes réunies par les Femmes pour la paix d'Irlande du Nord ont manifesté, samedi 4 septembre, dans la ville de Londonderry (cent mille habitants), à 115 kilomètres au nord-ouest de Belfast. C'est là qu'avait éclaté, il y a huit ans, les émeutes qui ont conduit au conflit actuel. Le rassemblement s'est tenu en un endroit symbolique : sur l'un des ponts de la ville qui relie les quartiers « durs » protestants du Waterside et catholiques du Bogside et du Creggan. L'armée britannique s'était retirée discrètement. Les deux organisations catholiques, Mère Betty Williams et Mère Mairead Corrigan, sont arrivées à la tête de plus de quatre mille personnes venues de Belfast pour rencontrer au milieu du pont, les femmes et les enfants de la rive droite. On s'est applaudi, embrassé et les larmes ont coulé.

Après un discours improvisé — où il était question que de paix, où il était question de « femmes » et une chanson écrite spécialement pour l'occasion, les manifestantes ont pris ensemble avant de regagner dans le calme leur domicile.

Malgré l'ampleur qu'a prise, le mouvement reste spontané, sincère et naïf. Si les Églises, les syndicats et les partis politiques le cautionnent, toutes les institutions semblent faire leur possible pour éviter de le récupérer. A croire que tout le monde espère que la sincérité de tous ces gens sera assez puissante pour changer le statu quo actuel.

Ce dernier correspond, en fait, à une vision politique totale : la province ne possède aucune institution locale, l'Ulster est représenté par douze députés. Mais les discussions entre partis, surtout entre le parti unionniste U.U.P. et le parti nationaliste S.I.P., sont au point mort. La Convention constitutionnelle, qui devait trouver une formule de gouvernement régional, a été convoquée à nouveau sans l'intervention du Parlement britannique. Il est peu probable, d'ailleurs, que l'Ulster, à l'exception du Nord, M. Marylin Rees, — qui doit, pense-t-on, quitter prochainement l'Ulster — y consentirait à la suite de ces démonstrations pacifiques. Mais on ne se prononce pas, mais observe avec intérêt.

Une chance de réussite

En Ulster, maintenant, tout le monde se pose la même question : quel est le mouvement qui a déclenché ? Plusieurs tentatives de ce genre ont échoué depuis quatre ans. La dernière a

plus de chances de réussir parce qu'une grande partie des habitants de la province sont arrivés au bout de leur lassitude. De plus, ce groupe a créé une nouvelle attitude dans les relations intercommunautaires : pour la première fois depuis des années, des mères de famille de tous les milieux — mais surtout de la classe ouvrière — avec leurs enfants et leurs maris, ont eu le courage de franchir la ligne sectaire, physique ou morale, qui sépare les deux communautés. Ils ont montré ainsi, à leur façon, qu'ils consentent à vivre ensemble, à se supporter, et qu'ils rejettent les idéologies professées par leurs activistes. Sont-ils prêts à accepter un Parlement régional qui comporterait un partage du pouvoir entre catholiques et protestants ? Les marcheurs n'hésitent pas à répondre oui. C'est bien la preuve que les mentalités ont changé. Mais les obstacles sont encore nombreux.

Il y a d'abord les extrémistes des deux camps. L'I.R.A. provoque l'opposition à ces manifestations parce qu'elle demande, en somme, le maintien du statu quo : que les troupes britanniques restent en Ulster et que la province soit toujours rattachée à la Grande-Bretagne. Tout le contraire de ce pourquoi les protestants combattent depuis six ans. Chez les protestants de l'U.D.A. il n'est pas question de poser les armes tant que les preuves attestent, et les loyalistes ne font pas confiance à l'armée anglaise pour les années. Pendant ce temps, les attentats et les règlements de comptes se poursuivent malgré les appels à la paix.

Depuis plusieurs semaines, les autorités (police et armée) obtiennent beaucoup plus d'informations sur les activités et les tentatives. Elles proviennent aussi bien des quartiers protestants que catholiques et arrivent souvent par le canal du « téléphone confidentiel », arme suprême de la dénonciation anonyme. Le soutien à la « cause » de uns ou des autres semble diminuer.

Si les politiciens restent en retrait de cette expression populaire spontanée, c'est sans doute parce qu'ils savent que tôt ou tard elle tombera dans le piège de la politique nord-irlandaise. Pour survivre en Ulster, tout groupe, parti, organisation, doit se prononcer sur les questions fondamentales de la politique irlandaise. Est-il pour ou contre la réunification de l'Irlande ? Pour ou contre le maintien de l'union avec la Grande-Bretagne ? Si les Femmes pour la paix évitent cet écueil, ces marches hebdomadaires pourraient sortir l'Ulster de sa torpeur et provoquer une nouvelle série de discussions entre les peuples nord-irlandais dans un climat plus propice aux concessions.

RICHARD DEUTSCH.

Pays-Bas

Les affaires de pois-de-vin

M. SCHMIDT N'aurait PAS FAIT L'OBJET DE PRESSIONS DU PRINCE BERNHARD

Selon le quotidien américain Washington Post, le chancelier ouest-allemand, M. Schmidt, a déclaré vendredi 3 septembre, à bord de son train électoral, que le prince Bernhard des Pays-Bas n'avait pas fait pression sur lui, il y a six ans, pour que l'Allemagne fédérale achète le chasseur américain Cobra de la compagnie Northrop. Un quotidien néerlandais avait déploré le même jour que le rapport de la commission gouvernementale d'enquête des Pays-Bas sur les pots-de-vin de Lockheed et le rôle du prince aujourd'hui en disgrâce n'ait pas évoqué cette affaire.

M. Schmidt a admis qu'en 1970, alors qu'il était ministre de la Défense, le prince Bernhard lui avait parlé de cet avion, mais il n'avait pas considéré comme « inappropriée » une discussion qu'il aurait cependant jugé « inhabituelle ». M. Schmidt aurait ensuite suggéré que les experts de la défense allemande et néerlandais discutent de l'affaire, qui n'aurait pas eu d'autre suite.

Pologne

M. Gierak semble résigné à ajourner les augmentations des prix des produits alimentaires

De notre correspondant

Vienna. — Le gouvernement polonais semble avoir décidé de surseoir pour cette année à l'augmentation des prix des principaux produits alimentaires, et en particulier de celui de la viande. Ce serait la conclusion à tirer d'un important discours prononcé vendredi 3 septembre par M. Gierak, le ministre de l'Agriculture, du bétail et des forêts, devant le parlement polonais. Il semble bien que les dirigeants polonais aient renoncé à procéder, d'ici la fin de l'année, aux hausses envisagées. Si elle est discutée du strict point de vue économique, étant donné la vue économique, étant donné la lourdeur des subventions budgétaires pour les produits de consommation courante, cette décision pourrait, en revanche, contribuer à détendre le climat social. Devant les ouvriers de Mielec, M. Gierak s'est dit « profondément convaincu que notre société juge de façon positive le développement de notre pays, les réalisations de ces dernières années. Il n'en a pas moins admis qu'il existait « des voix critiques, des voix exprimant l'insatisfaction, l'insécurité de nos conditions de vie, des difficultés d'approvisionnement, en particulier en viande ».

Envers ces critiques, a ajouté le chef du parti, « notre approche doit être raisonnable et compréhensive ».

Éviter les querelles avec l'Église

En repoussant les échéances d'un an, M. Gierak se donne du temps pour réfléchir. La méthode avait déjà été utilisée après les événements de 1970. Les problèmes économiques n'en avaient pas été pour autant éliminés. La prochaine réunion du comité central, le 9 septembre,

devrait toutefois adopter des mesures concernant la politique économique. Dans ce domaine, la situation n'est guère brillante : pour la troisième année consécutive, le produit intérieur brut a baissé, et l'État devra importer, comme en 1975, environ 7 millions de tonnes de céréales. En raison du manque de troupeaux, la production a diminué de près de 10 % et le cheptel bovin de 3,8 %.

Il est remarquable que dans cette situation difficile le chef du parti cherche à éviter toute querelle avec l'Église, voire s'efforce de gagner sa coopération. Répondant à une « question de l'assistance », le premier secrétaire a déclaré qu'il n'existait « aucun conflit entre l'Église et l'État en Pologne. Il n'existe aucun conflit entre les autorités et les croyants ni entre les autorités et la presse, la totalité du clergé ». Il a ajouté : « L'Église dirige la vie politique de notre pays, les réalisations de ces dernières années. Il n'en a pas moins admis qu'il existait « des voix critiques, des voix exprimant l'insatisfaction, l'insécurité de nos conditions de vie, des difficultés d'approvisionnement, en particulier en viande ».

Envers ces critiques, a ajouté le chef du parti, « notre approche doit être raisonnable et compréhensive ».

MANUEL LUCBERT.

Tchécoslovaquie

LES PEINES DE TROIS ORGANISATEURS D'UN CONCERT DE MUSIQUE POP SONT RÉDUITES EN APPEL

Prague (A.F.P.). — Le tribunal d'appel de Pilsen a réduit de moitié, vendredi 3 septembre, les peines d'emprisonnement des trois organisateurs d'un concert de musique populaire qui avaient été condamnés au début du mois de juillet pour avoir autorisé quatorze artistes non conformistes à se produire dans le club de la jeunesse de Pilsen. On a appris, dimanche à Prague, de source informée, M. Karel Havlicek et Miroslav Skalsky, qui avaient été condamnés respectivement à trente mois et dix-huit mois de prison ont vu leur peine réduite de moitié. M. Frantisek Sitar, condamné à huit mois, bénéficie d'un sursis et a été remis en liberté.

Les premières prononcées dans l'affaire de quatorze artistes et musiciens, appartenant à deux groupes de rock et de pop, les « Plastic People of the Universe » et « DG 307 », et poursuivis pour hooliganisme. Ces artistes devaient être jugés au début de ce mois de prison, ont vu leur peine à été ajournée le 30 août sans que l'on en connaisse les raisons. Il semble que les autorités tchécoslovaques, en réponse aux pressions de l'étranger de cette affaire, aient préféré faire marche arrière. Trois des sept prévenus encore en prison avaient été remis en liberté provisoire au début de la semaine dernière. Les sept autres avaient été libérés auparavant.

● M. Semion Gross, expert en agriculture, a été nommé président du conseil de la République soviétique de Moldavie. Il remplace M. Piotr Paskar, nommé en août dernier président adjoint du Gosplan (commission du plan d'État). — (Reuters).

Espagne

L'opposition s'est réunie ouvertement à Madrid

(Suite de la première page.)

Après avoir souligné que « l'on ne pourra jamais reprocher à l'opposition d'être une organisation ou une organisation », M. Ruiz-Jimenez a lancé un appel aux libéraux et aux démocrates chrétiens pour qu'ils adhèrent à la Coordination démocratique. Ces partis auraient actuellement tendance à se regrouper, afin de dialoguer avec le régime. M. Ruiz-Jimenez a déclaré que la coordination démocratique, plutôt que de s'intégrer à un groupe dont le parti communiste espagnol est membre.

L'un des principaux points de discussion lors de la réunion de samedi fut la demande, formulée par certains représentants des nationalités, de poser comme condition préalable le rétablissement des statuts d'autonomie accordés par la République, et l'instauration de gouvernements provisoires dans les régions. Mais la majorité s'y oppose, en particulier après les interventions de M. Enrique Mugica, du parti socialiste ouvrier espagnol, Morodo, secrétaire général du parti socialiste populaire, et Ruiz-Jimenez.

Une certaine tension se manifeste également lorsque des représentants de l'extrême gauche et le groupe des démocrates indépendants de M. Antonio Garcia-Trevijano proposent, comme condition préalable à toute négociation, la remise en question de la forme de l'État — c'est-à-dire de la monarchie — et de l'existence du gouvernement actuel. Le délégué du parti socialiste ouvrier espagnol menace de se retirer si cette condition était maintenue. M. Mugica nous avait déclaré à ce sujet : « Si le gouvernement accepte nos conditions, ce gouvernement est valable pour la transition. » Pour sa part, M. Simon Sanchez Montero (du

parti communiste espagnol) affirmait : « Nous n'acceptons pas la création d'un gouvernement provisoire. »

Le gouvernement a fait preuve de réalisme en n'interdisant pas la réunion. L'opposition, pour sa part, en déduisant ses conditions, a également prouvé qu'elle est capable de faire des concessions. Serait-ce le début du dialogue ?

JOSÉ-ANTONIO NOVAIS.

M. SANTIAGO CARRILLO DÉCLARE AVOIR RENCONTRÉ DES ÉMISSAIRES OFFICIELS DU GOUVERNEMENT

M. Santiago Carrillo, secrétaire général du parti communiste, a déclaré le 5 septembre, à France-Inter, qu'il avait rencontré en Espagne, où il a récemment séjourné clandestinement pendant sept mois — des « émissaires officiels du gouvernement ». « Je suis prêt, a-t-il déclaré, à parler avec le roi Juan Carlos ou avec le président, M. Adolfo Suarez, si l'occasion se présente. Le P.C.E. est prêt à discuter, est prêt à éviter une guerre civile et à engager la rupture démocratique », a-t-il déclaré. Mais il a ajouté qu'il pensait toujours que le roi était une « créature de Franco ». « Aujourd'hui, a-t-il dit, M. Carrillo, Juan Carlos n'est pas en train de démocratiser le pays. Pour démocratiser le pays il faut être un Parlement constituant, et jusqu'à présent le gouvernement de Juan Carlos n'a pas donné l'impression d'être disposé à faire cela ».

Handwritten note: 150

ASIE

Chine

DÉNONÇANT LES PILLARDS DE TANG-CHAN ET LES FACTIONS «BOURGEOISES» Le régime veut faire respecter l'ordre public à tout prix

De notre correspondant

Pékin. — La lutte contre les malfaiteurs et auteurs de troubles divers est à l'ordre du jour. Après le premier ministre, dont l'insistance sur ce sujet avait été remarquée lors de son discours du 1^{er} septembre devant les représentants des populations sinisées par le tremblement de terre, le commentaire du Drapeau rouge développe le même thème dans un numéro de la revue. Sous le titre « L'esprit communiste brille de tout son éclat », l'auteur — anonyme — évoque longuement les exploits héroïques des cadres du P.C. chinois à Tang-Chan et Tien-Tsin, soulignant qu'il ne s'agit pas seulement d'une « poignée d'individus », mais de « nombreux camarades », pour ajouter toutefois qu'il s'agit d'un « grand nombre de héros » et « certains d'entre eux ont été empoisonnés par la ligne révisionniste ». Il existe encore, écrit-il, des troubles et des sabotages dus à une poignée d'ennemis et à la bourgeoisie au sein du parti. Des malfaiteurs exercent leur influence, et la corruption rampant lance son offensive contre le socialisme. Tout cela montre que la lutte contre les éléments du système n'est pas seulement une lutte pure et simple entre l'homme et la nature, mais qu'elle est aussi étroitement liée à la lutte de classe et à la lutte entre deux lignes.

Le Drapeau rouge s'empresse d'ajouter que « ces héros révolutionnaires ont été transformés en ennemis », puisque c'est précisément dans la lutte que se développe l'esprit communiste. L'agence Chine nouvelle, de son côté, célèbre l'anniversaire des soldats venus au secours des populations sinisées et qui ont ramené intactes (aux autorités) les sommes d'argent, les poètes de radio, les appareils photographiques et autres biens personnels répartis dans les maisons effondrées.

Déjà, dans son éditorial du 2 septembre, le Quotidien du peuple avait exalté les héros de Tang-Chan, mais il avait aussi écrit qu'il « faut réprimer les contre-révolutionnaires », ajoutant que « l'ennemi est pervers ». S'agit-il seulement de la situation à Tang-Chan et dans la zone sinisée par le séisme du 28 juillet, ou des malfaiteurs à l'échelle nationale, ou de la situation de la sécurité au sein du gouvernement.

voire par des réactions assez compréhensibles après le traumatisme du cataclysme ? Plusieurs indications montrent en fait que des problèmes d'ordre public se posent aussi dans d'autres régions.

« Les ennemis de classe »

On sait déjà que des attaques à main armée ont été récemment signalées dans le Hunan et le Chekiang (le Monde du 1^{er} septembre). Dans deux autres provinces, des responsables locaux viennent de faire allusion à la nécessité d'une plus grande rigueur dans le maintien de l'ordre. A Kunming, le premier secrétaire du parti pour le Yunnan, M. Chia Chi-yun, a déclaré le 26 août : « Nous devons accroître notre vigilance et combattre résolument les activités des ennemis de classe. En ce qui concerne ceux qui se sont livrés à de graves sabotages, nous devons les traiter conformément à la loi. » Deux jours plus tard, dans le Fokien, le comité révolutionnaire de la province ont diffusé une note conjointe célébrant les mérites de la milice, mais ajoutant : « Nous devons combattre avec détermination les troubles et les sabotages des ennemis de classe ».

On ne saurait conclure de ces quelques indices que l'on assiste à une détérioration générale de l'ordre public. L'atmosphère qui règne à Pékin en ce début d'automne, où des nuées de malfaiteurs professionnels ou amateurs renouent à grande vitesse les liens endormis par le tremblement de terre, suffirait à écarter de telles craintes. Il demeure que les termes de « troubles », « sabotages », « pillages », « attaques », sont un peu trop souvent employés pour ne pas attirer l'attention.

Mis à part le cas des régions sinisées, il n'y a pas à cette époque, dans les provinces, d'une d'elles, si superficielle qu'elle paraît, ne peut être entièrement écartée. M. Hua Kuo-feng a été — et demeure toujours — en principe — responsable de la sécurité au sein du gouvernement.

Sans être un Fouché, c'est incontestablement un homme d'ordre. Il l'avait même trop été en 1956, au goût des gardes rouges qui l'attaquèrent sévèrement au début de la révolution culturelle dans le Hunan. Son premier discours connu de politique intérieure, le 15 octobre 1975, lors de la conférence nationale sur l'agriculture, était marqué par la rigueur d'un homme peu enclin à tolérer qu'on prenne des libertés avec la loi. « Il faut l'acquiescer énergiquement », disait-il alors, les mains levées, « rien d'émouvant dans une situation où l'agitation et l'incertitude politique ont pu réveiller toutes sortes d'appétits ».

Il est certain enfin que la consigne est actuellement à l'ordre et à la loi. Le mot « stabilité » reste présent du vocabulaire officiel en raison de l'usage abusif qu'en fit l'an dernier M. Tang Hsiao-ping. Mais le sens de l'important éditorial publié le 23 août par le Quotidien du peuple (le Monde du 27 août) ne fait aucun doute. La campagne de critique contre la ligne « révisionniste » de l'ancien vice-premier ministre et contre « la bourgeoisie au sein du parti » doit se développer « sur le plan idéologique », et à aucun prix ne doit prendre la forme de luttes entre factions. On peut se demander si un personnage comme M. Chia Chi-yun, par exemple, qui a été violemment attaqué en avril dans sa province du Yunnan (le Monde du 22 avril) ne saurait pas cette occasion pour réduire la contestation dans sa province et si les « sabotages » qu'il condamne ne sont pas surtout le fait d'adversaires trop réticents à son goût et à ses principes pour se soumettre. En d'autres temps, l'éthique de « factions bourgeoises » a déjà été utilisée pour combattre des éléments des revendications nées dans les provinces d'inspiration « droitiste ». Face aux calamités naturelles comme aux échecs d'une politique de succession politique, l'heure n'est certes pas à la critique populaire, à la tolérance ni envers les écarts de droit commun ni envers d'excessives manifestations de dissidence vis-à-vis des autorités.

Le rôle de la police et de la milice

Mais d'autres facteurs moins personnels jouent également. Les Chinois, à qui on fait remarquer qu'il est beaucoup question aujourd'hui de « défilés », de « saboteurs », etc., observent comme d'habitude qu'il s'agit d'une expression de la lutte de classe toujours aiguë, mais s'ajoutant qu'au lendemain ou à la fin de la révolution culturelle le même phénomène s'est produit. Ils disent-ils, où des responsables avaient été critiqués et attaqués, l'ordre public n'est pas toujours rétabli du jour au lendemain. Les revendications s'ajoutent à la contestation dans les provinces et si les « sabotages » qu'il condamne ne sont pas surtout le fait d'adversaires trop réticents à son goût et à ses principes pour se soumettre. En d'autres temps, l'éthique de « factions bourgeoises » a déjà été utilisée pour combattre des éléments des revendications nées dans les provinces d'inspiration « droitiste ». Face aux calamités naturelles comme aux échecs d'une politique de succession politique, l'heure n'est certes pas à la critique populaire, à la tolérance ni envers les écarts de droit commun ni envers d'excessives manifestations de dissidence vis-à-vis des autorités.

ALAIN JACOB.

Inde

Le P.C. indépendant de Moscou et de Pékin demande la tenue « sans délai » d'élections

De notre correspondant

New-Delhi. — Après trois jours de débats dans la capitale, le bureau politique du parti communiste indien marxiste (C.P.I.M.), indépendant de Moscou et de Pékin, a pris clairement position sur les problèmes actuels du pays. Ses conclusions sont intéressantes, dans la mesure où le C.P.I.M. est maintenant le plus à gauche des partis politiques autochtones, le C.P.I.E. (marxiste-léniniste), déclaré hors la loi, agissant dans la semi-clandestinité. Le C.P.I.M. demande d'abord des élections, « sans délai », pour le renouvellement de l'Assemblée fédérale et des Assemblées régionales, maintenues en place bien que leur mandat ait expiré (par exemple au Kerala, où la gauche est encore bien implantée).

Il condamne les amendements à la Constitution, que le Parlement est sur le point d'adopter, à la demande du gouvernement. Les six projets d'amendements élaborés au printemps par les instances supérieures du parti du Congrès (le Monde du 2 juin) ont été complétés par de nouvelles dispositions renforçant le caractère arbitraire du régime. Deux de ces dispositions sont particulièrement inquiétantes. Le Parlement aura le droit de légiférer pour « empêcher les activités antinationales » et pour interdire la création d'associations « fonctionnant à des fins politiques ».

Le C.P.I.M. fait le point au sujet de ses relations avec le C.P.I.E. pro-soviétique. Depuis plusieurs mois, notamment au Bengale, des discussions ont lieu entre militants des deux partis en vue de certaines actions communes.

Le C.P.I.M. dénonce, d'autre part, une loi récente qui « autorise » les sociétés industrielles et commerciales à verser une partie de leurs bénéfices aux partis. Le mouvement gouvernemental sera le principal bénéficiaire de ces largesses plus ou moins volontaires.

En outre, le C.P.I.M. s'explique au sujet de « la délicate question de l'interdiction de l'abattage des vaches ». Bien qu'on ait pensé qu'il y avait actuellement d'autres sujets d'indignation que celui-ci en Inde, M. Vinoba Bhave, un vieux dirigeant, se réclamant de la pensée de Gandhi, proteste depuis des semaines contre l'abattage des vaches sacrées : en effet, dans son ashram de Purnar, il menace de faire une grève de la faim. La presse n'a pas dit un mot de tout cela, mais personne parmi le petit peuple ignore que M. Bhave est prêt à « se sacrifier » pour la noble cause des vaches sacrées. L'opinion publique se passionne pour l'affaire. Pour éviter des manifestations, il semble que Mme Gandhi ait finalement accepté de donner satisfaction au vieillard mystique. L'abattage des vaches vient d'être interdit au Tamil-Nadu et en Andhra Pradesh. Le C.P.I.M. estime que la controverse sur les vaches est « une diversion » et que le peuple indien ferait mieux de se préoccuper de « problèmes plus brûlants ».

Enfin, le C.P.I.M. fait le point au sujet de ses relations avec le C.P.I.E. pro-soviétique. Depuis plusieurs mois, notamment au Bengale, des discussions ont lieu entre militants des deux partis en vue de certaines actions communes.

JEAN DE LA GUERIVIERE.

DIPLOMATIE

Dans des messages adressés à Athènes et à Ankara

M. Jivkov aurait suggéré à MM. Caramanlis et Demirel de se rencontrer en Bulgarie

De notre correspondant

Athènes. — A l'occasion de l'inauguration de la 41^e Foire internationale de Salonique, M. Caramanlis a fait, le 3 septembre, de la crise entre la Grèce et la Turquie.

Le chef du gouvernement grec a déclaré que dans la phase actuelle, « désagréable pour ne pas dire dangereuse », son pays tend à éviter une guerre avec la Turquie, mais qu'il était bien entendu que, le cas échéant, « il saurait défendre son honneur et ses intérêts essentiels ». Rien qu'en dépit des multiples protestations grecques, le bateau turc Sismik-1 poursuivait ses recherches en mer Égée. M. Caramanlis estime néanmoins qu'il est possible d'engager un sérieux dialogue « dialogues » avec les dirigeants d'Ankara.

Dimanche, la rumeur circulait dans Athènes qu'une première

rencontre pourrait avoir lieu en terrain neutre, à Sofia ou à Varna, en Bulgarie. Dans des messages adressés simultanément à Athènes et à Ankara, le 3 septembre dernier, le chef de l'Etat bulgare, M. Jivkov, aurait en effet suggéré une rencontre de MM. Caramanlis et Demirel sans conditions préalables. Le 17 août dernier déjà, les Soviétiques avaient fait une démarche pour recommander aux dirigeants turcs et grecs d'assumer la paix et la liberté de navigation dans la mer Égée. Mais il était évident pour Moscou d'intervenir dans un différend opposant deux pays membres de l'alliance atlantique. Il n'en serait pas de même pour la Bulgarie, qui a des frontières communes avec la Grèce et la Turquie, et qui est directement intéressée au maintien de la paix dans cette région. — M. M.

NEUF CENTES MILLIONS DE CROISÉS

(Suite de la première page.)

Ce paradoxe ne serait-il pas la microchirurgie infraction à l'idéologie totalitaire, à la règle universelle du conformisme et du pragmatisme, à la primauté du rendement et de la victoire, à la lutte sans merci contre l'ennemi et le végétarisme, dangers surgissant de ce révisionnisme latent qu'incarnerait aujourd'hui Teng Hsiao-ping ?

La microchirurgie et l'idéologie totalitaire

Le fait même que la question se pose — et ce problème de choix révéle en ce moment une grande acuité dans les services chirurgicaux anglo-saxons ou français engagés dans de tels exploits, — ce fait est significatif de l'ignorance où se trouve l'Occident quant à la puissance explicative et normative d'une idéologie totalitaire qui mobilise neuf cents millions d'hommes et à sa combinaison à l'extrême avec la science et la connaissance logique et une ferveur de type évangélique.

Il n'est pas douteux que cette ferveur anime le docteur Chang, que le président Mao a personnellement reçu en 1963. Les intellectuels, dit la suprême pensée, doivent s'intégrer aux ouvriers et aux paysans. C'est cette intégration que nous a conduite à trouver la solution technique aux problèmes d'implantation (1).

Les sutures des doigts, minuscules plus difficiles que celles des membres ? Un autre nous a dit : « Quand on répare une horloge, pourquoi ne pourrait-on réparer une montre ? ». Les problèmes de physiologie, de médecine, de sciences artérielles, de ganglions ne paraissent insurmontables qu'autant que la grande révolution culturelle nous sommes rendus à l'ère des campagnes pour nous faire rééduquer par les médecins aux pleurs. Leur attitude est profondément humaine, pauvre et vulgaire, nous a montré que notre état d'esprit était erroné, et a stimulé tout le personnel, l'ouvrier du paysan qui a perdu son être, ne peut plus travailler pour le socialisme.

Et les habiles solutions techniques apportées aux problèmes de l'hémodynamique et de la conservation des membres amputés ? La cause essentielle du développement d'une chose n'est pas externe mais interne ; elle réside dans la contradiction existant au

sein même de cette chose », a dit Mao. D'où, c'est clair, la sureté des hommes, valeurs plus importantes que celles des artères.

Le catéchisme inspire la théorie, qui suggère l'expérience, la quelle nait une théorie nouvelle dont la pureté doit être sévèrement préservée des spectres du révisionnisme, ou du déviationnisme.

Et l'on peut deviner l'intensité de l'adhésion et de la foi chez ces ouvriers ou paysans qui viennent présenter à leur délégué des poignes griffées de l'idéologie et de la réinsertion sociale.

Nature des sols et cancer de l'œsophage

La même pensée de Mao Tse-toung avait permis de répondre quelques jours plus tard à une question posée sur l'origine vitale éventuelle des cancers de l'œsophage, auxquels l'Institut d'oncologie de l'hôpital Jih-tan, de Pékin, a consacré l'année dernière des études épidémiologiques extraordinaires jamais entreprises.

Les cancers sont devenus, avec les maladies cardiovasculaires, les deux préoccupations majeures de la Chine, où la occupation respectivement et parmi les causes de mortalité les premières et deuxième rangs. Ce qui, incidemment, en dit long sur l'ampleur de la victoire remportée en vingt ans sur les deux grands tumeurs de la Chine des misères : la famine et les maladies infectieuses.

En cancérologie, déclare le président du comité révolutionnaire de l'Institut, l'histoire de la clinique et de la recherche se divise en deux époques. La première, stérile naturellement, se déroule dans les ténets d'ivoire que sont les laboratoires et les salles de malades. Elle est, par excellence, elle s'inspire des livres et des publications et se cantonne aux sciences dites fondamentales.

Survient la révolution culturelle, qui ouvre toutes grandes les portes des Instituts, expédie l'ensemble du personnel dans tout le pays pour des études épidémiologiques et implique, pour ce faire, « une mobilisation des forces vives populaires ». Deux cent millions d'hommes sont ainsi examinés et des zones géographiques de localisation privilégiées repérées : au centre et dans les régions côtières, les tumeurs du foie, au sud, celle du rhinopharynx ; au nord, enfin, un nombre étonnamment élevé de cancers de l'œsophage et

de l'estomac, cancers dont l'étiologie du niveau de vie n'a, depuis trente ans, pas dûment l'incidence, et qui atteignent dans ces régions les volailles et les monstres autant que les humains.

Ce qui suggère qu'il pourrait s'agir d'un problème d'environnement à laquelle s'ajoutent aussi les équipes envoyées sur place.

Un dépistage sur cinquante millions d'hommes

Une campagne de dépistage est alors entreprise, à l'échelle de cinquante millions de femmes et d'hommes, qui a fait remarquer, à l'origine, chaque année un tube dont le ballonnet terminal gonflable permet, lorsqu'on le retire, de « rincer la muqueuse » et d'examiner les cellules.

Ce premier examen microscopique, qui permet de crier le « normal » et le pathologique, est conduit par des médecins aux pieds nus qui ont suivi des cours spéciaux de formation épidémiologique au niveau de chaque brigade de production (2).

Les frottois anormaux sont systématiquement adressés à un spécialiste plus averti. Grâce à une adhésion massive des populations abondamment informées, ce moyen peu onéreux (4 centimes), mais pénible, permet un dépistage et un traitement précoces accordant, dit le professeur Wu, une survie de 80 % à cinq ans (29 % en ville, où le dépistage systématique n'est pas entrepris).

En outre, certains facteurs d'environnement communs aux hommes et aux bêtes vivant dans ces régions ont été identifiés : les nitrates présents dans la choucroute, aliment de base des provinces du Nord, certains champignons vivant sur les conserves de chou, et une insuffisance d'oligo-éléments dans les sols (surtout de molybdène). Une vaste campagne d'éducation diététique et d'enrichissement des sols en molybdène est en cours, laquelle comprend huit instituts des académies des sciences naturelles et médicales (géographes, géologues, agronomes, vétérinaires, médecins, biologistes, etc.).

Si la collaboration des masses est jugée nécessaire à de telles entreprises collectives, celle des entreprises collectives, celle des conditions du traitement. Chacun, nous avons pu le constater, connaît parfaitement son diagnostic et si la chimiothérapie, la radiothérapie et la chirurgie s'at-

taquent, comme chez nous, à la tumeur, toutes les ressources de la médecine traditionnelle sont mises à l'organisation en faveur du malade — esprit et corps — le soutien par les plantes, l'acupuncture, les massages, les mouvements, les exercices de gymnastique, la mobilisation de toutes ses défenses.

Les oripeaux étranges dont s'habille ainsi une médecine orientale essentiellement psychosomatique ne sont que le plus incongru, dans la tradition culturelle chinoise, que la présence des psychiatres dans nos centres anti-cancéreux.

Pour un peuple éminemment conservateur à 80 % rural, l'exigence d'un tel dépistage n'est pas mauvaise, cette aspiration humaine soit de cette façon constamment rappelée, aux côtés des bêtises et des sottises, des dosages radio-immunologiques, des cultures cellulaires et des mesures du pouvoir phagocytaire des macrophages.

La révolution culturelle d'abord, la lutte anti-révisionniste qui se poursuit ensuite, ne cessant d'ailleurs de revigorer le maintien de cette cohabitation.

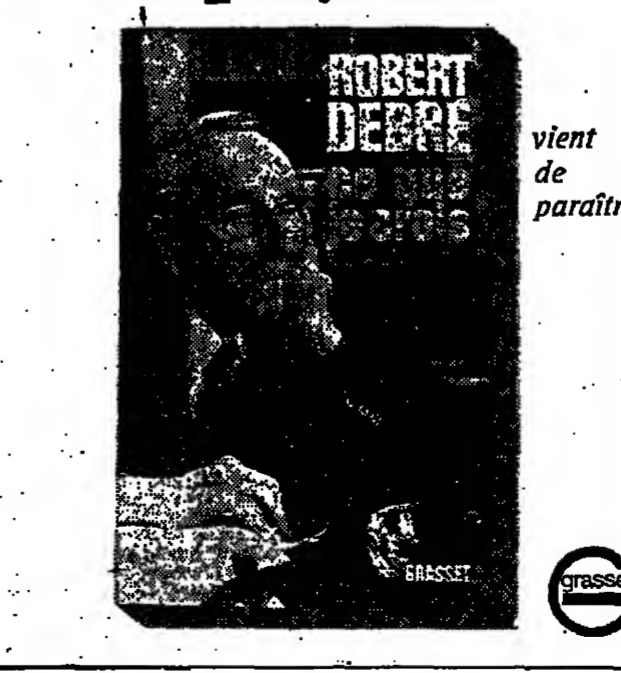
Au-delà des considérations ethniques, historiques ou politiques, nous doute n'est-il pas inutile que la médecine de pointe, la technologie la plus avancée et ceux qui les servent, se voient ramener de temps à autre aux réalités plus humbles, mais si profondément humaines, de la tisane parfumée et des pressions patientes et attentives qu'exige l'acupuncture.

D'ESCOFFIER-LAMBIOTTE.

(1) Le tiers du personnel médical de l'hôpital n° 6 est organisé pour son chaque année en équipes et par roulement dans les entreprises, les régions rurales et frontalières. (2) La brigade de production comporte environ deux mille personnes et compte une station sanitaire. Elle se divise en une dizaine d'équipes comptant chacune deux ou trois médecins aux pieds nus. (3) La mobilisation (de mots, de pensée, de l'âme) est le nom d'artemisia vulgaris) est la combustion, sur la peau ou au bout d'une aiguille d'acupuncture, d'une boulette d'herbe torréfiée.

Prochain article :
L'AFFAIRE DE TOUS
LE DEVOIR DE CHACUN

Robert Debré Ce que je crois



vient de paraître

Grasset

PROCHE-ORIENT

L'ÉCHEC DU DÉTOURNEMENT D'UN DC-9 DE LA K.L.M.

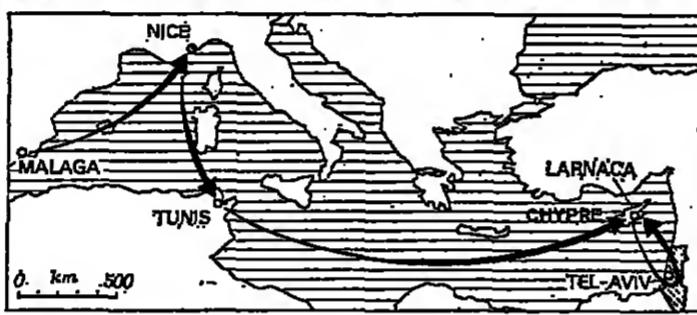
Les émissaires de l'O.L.P. et de Tripoli ont convaincu le commando palestinien de se rendre

Les soixante-neuf passagers du DC-9 de la compagnie aérienne hollandaise K.L.M., détourné dans la nuit du samedi 4 au dimanche 5 septembre, par un commando palestinien, ont passé la nuit de dimanche à lundi à Chypre, où ils avaient été libérés après que les terroristes eurent fait leur addition en échange d'un saut-conduite.

L'aventure des otages aura duré dix-huit heures. La K.L.M. a envoyé un autre DC-9 les chercher à Nicosie pour les ramener à Amsterdam, où ils devaient arriver ce lundi après-midi. A la Haye, comme à Jérusalem, les autorités ne cachent pas leur satisfaction devant le déroulement heureux de ce détournement. Elles avaient craint le pire lorsque les pirates avaient menacé de faire exploser l'appareil au-dessus de Tel-Aviv si le gouvernement israélien n'accédait pas à leur demande de libérer huit prisonniers actuellement détenus en Israël.

Les terroristes, désavoués par les principales organisations de résistance palestinienne, se sont heurtés au refus catégorique du gouvernement israélien d'ouvrir des négociations. Toutes les capitales arabes, avec lesquelles ils ont tenté de se mettre en relation, ont refusé la communication. C'est isolément les sans doute poussés à accepter de mettre un terme à leur tentative à l'issue de négociations menées par le représentant de l'O.L.P. à Nicosie, « Zacharia », et un diplomate libyen.

Okamoto, qui avait pris part, le 30 mai 1973, au massacre de Lod, Hamoud Ben Ahmed Darwich, important dirigeant du Fatah, et chef du commando fedayin qui avait attaqué en mars 1976, l'hôtel Savoy de Tel-Aviv, et Mgr. Ibrahim Capucci, archevêque grec catholique de Jérusalem, arrêté



de carburant que pour une cinquantaine de minutes de vol. Les Palestiniens donnent l'ordre au pilote de retourner à Larnaca, où l'appareil se pose à 13 h 30. Les autorités chypriotes engagées alors le dialogue avec le commando et ont recouru pour servir d'interprète, à un journaliste de l'agence France-Presse. A 17 h 40, « Zacharia », représentant de l'Organisation de libération de la Palestine (O.L.P.) à Nicosie, et un autre représentant de la résistance palestinienne arrivent à l'aéroport et entament des négociations avec les pirates. Ceux-ci déclarent tout d'abord qu'ils désirent gagner la Libye avec l'appareil et les otages. Le deuxième secrétaire de l'ambassade de Libye à Nicosie, présent alors aux tractations, à 18 h 30, le commando accepte de mettre fin à sa tentative. Les trois hommes font leur reddition aux autorités chypriotes, après avoir obtenu la promesse qu'ils pourront gagner le pays de leur choix. Les passagers sont libérés, et l'avion est évacué.

Il semble établi que les terroristes sont montés à bord de l'appareil à Malaga. Mais on ignore toujours tout de leurs motivations et de leurs buts. Ils n'ont aucune organisation, et l'O.L.P. comme le Front populaire pour la libération de la Palestine ont affirmé n'avoir aucune responsabilité dans ce détournement. (A.F.P., Reuters.)

JÉRUSALEM : satisfaction et mises en garde

De notre correspondant

Jérusalem. — En s'emparant d'un avion hollandais dans la nuit de samedi à dimanche, les pirates du Proche-Orient, les membres du commando palestinien, ont déclenché une nouvelle dimension à leur guerre contre Israël. C'est à cette conclusion qu'étaient parvenus, dimanche matin 5 septembre, les membres du gouvernement israélien en conseil de ministres. En même temps, la décision était prise de ne pas permettre à l'appareil de la K.L.M. de se poser à l'aéroport Ben-Gourion. L'éventualité de céder au chantage des ravisseurs n'a pas été envisagée.

D'ailleurs, devait indiquer dans la soirée M. Shimon Peres, ministre de la défense, à aucun moment le gouvernement israélien n'a demandé que satisfaction soit donnée aux terroristes, et ces derniers n'ont jamais demandé à être libérés. Les autorités israéliennes n'en maintiennent pas moins leur refus de toute discussion avec les pirates. A l'expiration de l'ultimatum, l'avion ne dispose plus

Un « sommet » arabe se tiendra au Caire dans la troisième semaine d'octobre

De notre correspondant

Le Caire. — Le conseil extraordinaire des ministres arabes des affaires étrangères qui s'est tenu dans la capitale égyptienne au cours des derniers « week-end » a décidé qu'une réunion des souverains et des présidents arabes aurait lieu au Caire au cours de la troisième semaine d'octobre, pour examiner la question libanaise. D'ici là, la Ligue arabe poursuivra ses efforts en vue de restaurer la paix au Liban. Le cheikh Weïl Dakhil, secrétaire général du ministère libanais des affaires étrangères et chef de la délégation de son pays au conseil extraordinaire, a déclaré : « Le « sommet » prévu au Caire devra examiner en priorité le dossier de la présence au Liban des Palestiniens. Il faudra régler le statut de ceux-ci, ou bien les déporter. »

Malgré le caractère dramatique de la situation au Liban, les Etats arabes, redoutant d'élever leur impuissance à régler le problème libano-palestinien et leurs querelles internes, ont préféré se donner un répit d'un mois et demi, au cours duquel ils pensent, ou ils souhaitent, que le président Sarkis, qui doit prendre ses fonctions le 23 septembre, et la Syrie auront réussi à « stabiliser » quelque peu la situation au Liban. Tous les dirigeants arabes, y compris ceux qui passent pour les plus pro-palestiniens, et qui n'étaient pas représentés par un ministre à la réunion du Caire (Iraq, Libye, Algérie, Yémen du Sud, Somalie), savent évidemment que l'établissement de la paix syrienne sur les régions du Liban encore contrôlées par les fedayin et par leurs alliés libanais signifie la mise au pas politique et militaire, d'ailleurs en cours, des Palestiniens.

Apparemment, le chef de la diplomatie syrienne, M. Khaddam, n'a pas été mis sur la sellette par ses pairs. Un incident a marqué le conseil, lorsque M. Tewfik Sultan, représentant officiel en Egypte du parti socialiste progressiste libanais de M. Jumblatt, qui s'était introduit dans la salle des séances à huis clos, sans doute en se mêlant à la délégation palestinienne, a

contesté la présence de M. Dahdah à la tête de la délégation libanaise, celui-ci ayant été envoyé par M. Frangieh et Chamoun. M. Mohamed Sabra, ambassadeur du Liban au Caire, et délégué permanent près la Ligue arabe, qui avait été mandaté par M. Karame, a alors déclaré que « la délégation du Liban était unie » et qu'il en faisait partie au même titre que M. Dahdah. M. Sabra et Dahdah ont été traités sur un pied d'égalité par la Ligue arabe.

La délégation libanaise s'est muée en conseil d'exception, que le « sommet » se tienne au Caire. Appuyée en cela par les Palestiniens, elle avait proposé que la conférence des chefs d'Etat se réunisse au Liban. Les libanais auraient également préféré que le « sommet » ait lieu à une date plus rapprochée, mais après la prise de fonctions de M. Sarkis. Quant aux Palestiniens, ils n'étaient guère favorables à un « sommet ». Mais, a dit M. Radoumi, chef du département politique de l'O.L.P. et délégué au conseil extraordinaire : « Nous nous sommes pliés à la volonté de la majorité. »

En marge des travaux de la Ligue arabe, les ministres des affaires étrangères de Damas et du Caire, M. Khaddam et Fakhri, se sont rencontrés. L'imam Moussa Sadr, chef spirituel de la communauté musulmane chiite du Liban, qui a été reçu récemment en Syrie par le président Assad, et en Egypte par le président Sadat, n'est pas étranger à cette « délicate » qui préside peut-être à une amplification réelle des relations syro-égyptiennes.

Le colonel Kadhafi ayant, de son côté, proposé de rencontrer le Raïs, il y a peut-être espoir que certains illages qui déchirent le monde arabe reçoivent prochainement un début de solution, que le « sommet » d'octobre, s'il a lieu (d'aucuns en doutent ici), puisse se dérouler dans un climat un peu plus détendu que celui qui prévaut actuellement.

J.-P. PERONCEL-HUGOZ.

Liban

La gauche et les Palestiniens sont exclus des consultations de Damas

De notre correspondant

Beyrouth. — Pour débayer le terrain devant le président libanais élu, M. Elias Sarkis, avant son entrée en fonction dans dix-sept jours, le président syrien, M. Hafez Assad, consacre son temps, ces jours-ci, à recevoir la plupart des personnalités libanaises influentes. A l'exception des représentants de la gauche et des chrétiens libéraux, les délégués de toutes les tendances politiques et de toutes les communautés religieuses défilent à Damas.

Les laïcs-pour-compte de cette consultation — les progressistes libanais et la résistance palestinienne — ont, pour leur part, adopté une attitude positive à l'égard du président Sarkis. Le numéro deux du Fatah, Abou Ayad, a confirmé cette position dans une interview parue lundi matin à Beyrouth. Il a souligné que les propos trop conciliants qui lui ont été attribués par le « Corriere della Sera » (le Monde, 5 septembre) avaient été déformés.

M. Abou Ayad a affirmé qu'il ne fera pas plus de deux heures aux Palestiniens pour se conformer aux accords du Caire au cas où serait rétabli au Liban une

autorité légale reconnue par tous les Libanais. Ce renouveau donnera-t-il des résultats décisifs ? Il est douteux qu'il permette plus qu'une passation des pouvoirs présidentiels sans encombre le 23 septembre et au mieux la formation d'un gouvernement. Des négociations ardues sont en cours depuis plusieurs jours en vue de dégager une voie d'accès menant au palais présidentiel de Baabda, situé dans la zone tenue par la droite. Sans doute l'installation du président Sarkis à Baabda aura-t-elle une valeur symbolique. Néanmoins, l'objectif limité et modeste des négociations en cours montre combien on est encore loin des solutions de fond du problème. C'est sans surprise, mais avec pessimisme, que les observateurs à Beyrouth ont accueilli la décision des ministres arabes réunis au Caire de fixer à la troisième semaine d'octobre la réunion d'un « sommet » consacré à la crise libanaise. La gauche constate avec inquiétude qu'un début de rapprochement syro-égyptien s'est manifesté au Caire. L'inquiétude des Palestiniens, qui se sont rapprochés de l'Egypte au cours des derniers mois, n'est pas moins vive. LUCIEN GEORGE.

Je suis absolument opposé à un Liban « chrétien » nous déclare le patriarche Maximos V

De passage à Paris, Sa Béatitude Maximos V Hakim, patriarche grec-mélique d'Antioche, d'Alexandrie, de Jérusalem et de tout l'Orient, nous a reçu dans l'appartement du curé de Saint-Julien-le-Fauvre. Vêtu d'une simple soutane rouge et portant l'encolopie, médaillon en émail représentant la Vierge, le patriarche nous a déclaré, à propos du drame du Liban :

« Malgré les apparences, ce n'est ni une guerre de religion ni une guerre civile. Nous avons vécu en bons termes avec les musulmans depuis plus d'un siècle et, même, nous nous sommes retrouvés dans les vingt-quatre heures. C'est essentiellement une guerre entre Libanais et non-Libanais. »

« Je suis absolument opposé à un Liban « chrétien », nous déclare le patriarche Maximos V. Sur le problème épineux de la « confessionnalisation » du Liban, le patriarche reconnaît que le système a des avantages, il n'est pas « intouchable », et dans l'hypothèse d'une nouvelle répartition, « certains chrétiens devraient faire des concessions, ce qu'ils ont accepté, d'ailleurs, comme l'a affirmé le président Frangieh. »

Totalement hostile à la partition comme éventuelle solution à la crise libanaise, « Je suis absolument opposé à un Liban chrétien, je ne veux pas vivre dans un ghetto », — le patriarche, tout en espérant que « le Liban restera uni », n'aurait pas évité l'usage d'une « confessionnalisation de type suisse ». « Notre devoir, affirme-t-il, est de vivre avec nos frères musulmans, que nous aimons, et avec nos frères palestiniens, du moment que ceux-ci ne cherchent pas à créer un Etat dans l'Etat. »

A propos des controverses autour de la « guerre sainte » — la croisade menée par des chrétiens qui ont orné leurs chars de croix et d'images de la Vierge, et par des religieux qui ont pris les armes, — Mgr Hakim se montre nuancé.

Tout en affirmant que « la violence est condamnable en soi », il rappelle que « c'est la première fois que les chrétiens prennent les armes et décident de se défendre. En 1915, un million de chrétiens arméniens furent massacrés, et ce n'est pas le seul exemple. »

« Je suis personnellement tout à fait favorable à l'intervention syrienne », déclare Mgr Hakim, et le patriarche reconnaît qu'elle ne soit pas décisive. Jusqu'à présent, elle a évité le partage du Liban. Je sais que le président Assad n'a aucun désir de rester au Liban ; tout ce qu'il souhaite c'est que le Liban retrouve la paix. Il a assez de problèmes au Nord pour ne pas s'attaquer à d'autres sur la frontière ouest. »

Il est également tout à fait favorable à la « droite chrétienne » et de la « gauche islamoprogressiste ». « Dans la première se trouvent beaucoup de musulmans, et dans la seconde beaucoup de chrétiens. Les deux parties de non-Libanais militent des partis libanais de gauche, tous dirigés par des chrétiens. »

« Je ne sois pas trop dur à l'égard des Palestiniens, nous confie le prélat avant de mettre fin à l'entretien. Ce qu'il faut condamner au Liban, d'abord et avant tout, c'est l'action subversive du communisme international. Et il conclut : « Je souhaite que cette guerre atroce prenne fin avant le 23 septembre, date d'entrée en fonction du président élu, M. Elias Sarkis, et je ne veux aux cinq autres chefs religieux (1) pour me mettre à sa disposition afin de reconstruire le pays. »

ALAIN WOODROW.

(1) Les dirigeants des communautés maronite et orthodoxe (chrétiens), sunnite et druse (musulmans).

LA TENSION ÉGYPTO-LIBYENNE

Le colonel Kadhafi souhaite rencontrer le président Sadat dans un pays neutre

Le Caire (U.P.). — Dans une interview publiée samedi 4 septembre par l'hebdomadaire égyptien « El Youssaf », le colonel Kadhafi témoigne d'un grand désir de se rencontrer avec l'Égypte, et se déclare disposé à rencontrer le président Sadat, qu'il considère comme son « père ». « Tout ce que je veux, dit-il, c'est une entente de cinq heures au plus avec lui, sans intermédiaires, et dans un pays neutre. C'est tout ce que je demande. »

Le chef de l'Etat libyen poursuit : « Lorsque j'ai appris que les Égyptiens massaient des troupes à la frontière, j'ai immédiatement ordonné à mes forces libyennes de se retirer de la région, de manière à éviter toute friction. J'ai dit aux officiers que j'armes égyptiens : « Si vous voulez que si elle s'ouvre (en Libye), on ne devrai pas lui résister, puisqu'elle avancerait sur son propre sol. »

Le colonel Kadhafi ajoute que les armes qu'il achète à l'Union soviétique seraient mises à la disposition de l'Égypte si ce pays

LE TÉMOIGNAGE D'UN PASSAGER

Nicosie (A.F.P.). — Les passagers du DC-9 ont déclaré qu'ils avaient été bien traités par les membres du commando. Selon M. Sam Bloembergen, ceux-ci sont entrés en action immédiatement après le décollage de Nice. Ce passager, de nationalité hollandaise, était assis à côté de deux des terroristes. « Dès que l'appareil a pris l'air, a-t-il raconté, les deux hommes se sont levés comme des diables et ont commencé à brandir des pistolets et des grenades défensives. Le troisième pirate se trouvait à l'arrière de l'avion. »

Tous les passagers ont été peu après pris de se regrouper à l'arrière de l'appareil et de laisser sur leurs sièges objets personnels. Ils ont cependant été autorisés à garder leurs portefeuilles. « Le chef du commando », a dit encore M. Bloembergen, était très poli. Il nous a rassurés plusieurs fois. Il était le seul à avoir passé son pistolet à la ceinture et à avoir abaissé le cliquet de l'arme. »

Lors des négociations avec la tour de contrôle de Larnaca, l'aéroport chypriote où l'avion est revenu après avoir tourné pendant deux heures au large des côtes israéliennes, un « début de panique » s'est produit à bord. L'avion était presque à court de carburant, et les passagers pouvaient suivre le déroulement des discussions en hollandais et arabe grâce aux haut-parleurs de la cabine que le commandant de bord avait laissés branchés. L'annonce de l'atterrissage a ramené le calme.

Les passagers ont tout le sang-froid de la situation, le commandant Jensen, qui a réussi à poser son avion « de force » à Tunis, et qui avait annoncé qu'il était prêt à faire de même à Larnaca et les négociations n'avaient pas abouti.

INSCRIPTIONS SCOLAIRES A L'ATHÉNÉE DE BEYROUTH

A RABYÉ
Externat, internat, primaire, complémentaire et secondaire. Bac français et libanais, littér. et scient., anglais, recyclage langue arabe. Transports assurés. Rentrée 5 oct.
Tél. 410205.
Adr. : K 25 Mailierie de Lobanoo ROAD GREECE

150

AFRIQUE

APRÈS LEUR RENCONTRE DE ZÜRICH

MM. Kissinger et Vorster font état de « progrès » sur les problèmes de la Rhodésie et de la Namibie

Au moment où s'achèvent les conversations engagées à Zurich entre MM. Henry Kissinger et John Vorster, la situation reste tendue en Afrique du Sud. Des mois d'ordre de grève générale circulent à Soweto, ville africaine satellite de Johannesburg. L'interdiction de deux semaines après la grève des 23, 24 et 25 août, qui avait paralysé la zone industrielle de la capitale économique sud-africaine, le mouvement d'arrêt de travail pourrait commencer dès mardi 7 septembre.

À la suite des violents incidents dont la ville du Cap a été le théâtre la semaine dernière, une centaine de policiers ont été transportés samedi et dimanche à Johannesburg vers le Cap. Samedi, les forces de l'ordre sont intervenues contre des manifestants à Port-Elizabeth. D'autre part, le cardinal Owen Mc Carron, archevêque du Cap, chef de l'Eglise catholique sud-africaine, et quatre-vingt prêtres ont adressé, samedi 6 septembre, une lettre à M. John Vorster, demandant que le droit de vote soit accordé à tous les Sud-Africains et condamnant les déclarations sans jugement et les mises en résidence surveillée. Ce texte réclame également le rétablissement total de la liberté d'expression dans le pays.

Zurich. — Jusqu'à bout les tentatives de Zurich pour désamorcer un grand secret, l'issue de leur dernière séance de travail, MM. Henry Kissinger et John Vorster devaient, lundi,

De notre envoyé spécial

rompre ce silence en s'adressant chacun à son tour à la presse. Dans l'attente de ce double épilogue public, quelques « petites phrases » lâchées par les officiels avaient permis de juger le climat d'une rencontre qui aura duré au total une bonne dizaine d'heures. Thème unique des conversations : l'accomplissement de « progrès » dans l'examen des dossiers rhodésien et namibien. Dimanche après-midi, les deux délégations avaient constitué des groupes de travail apparemment chargés de rédiger la déclaration commune.

Concernant le conflit rhodésien, il semble que les discussions aient porté pour l'essentiel sur la création d'un fonds international d'indemnisation destiné à compenser la préjudice que subiront les colons blancs après l'accession au pouvoir de la majorité noire. Ces indemnités, destinées à garantir la vie matérielle des colons, comprennent, notamment, par M. Kissinger à un « programme d'assurance », seraient versées tant aux blancs résidents que ceux qui choisissent l'exode. Selon les premières estimations américaines, abouties par les membres de la délégation sud-africaine, cette « enveloppe » s'élèverait à 1,5 milliard de dollars.

Cette formule n'est pas neuve ; elle fut rodée au Kenya, lorsque Londres accorda une assistance financière au jeune gouvernement de Nairobi pour lui permettre de racheter les terres qui, à l'époque, appartenaient aux fermiers européens. L'application en Rhodésie d'une solution analogue, si elle n'est-elle, serait loin d'être aisée. Tout indique que les ma-

quand il a assuré que son pays n'envisageait pas d'annexer « le moindre pouce du territoire namibien ». M. Vorster a ensuite jeté un peu de lest en affirmant reconnaître la légitimité, en tant que faction politique, de la SWAPO (Organisation du peuple du Sud-ouest africain). Mais, s'est-il empressé d'ajouter, il s'agit « d'un parti, parmi vingt autres ». Au même moment, M. Peter Katjavivi, secrétaire pour l'information de la SWAPO, proclamait dans une autre halle de Zurich que son mouvement poursuivait la lutte armée si les travaux de la conférence de Windhoek (1) se soldaient par la mise en place d'un gouvernement multiracial.

Une autre échéance importante concerne l'Afrique du Sud. M. Vorster, président, le 10 septembre, une réunion restreinte du parti nationaliste, dont il est le leader ; puis, à partir du 13 septembre, un congrès national réunissant tous les parlementaires et délégués provinciaux de cette formation. Evénement exceptionnel, puisque le plus récent rassemblement de ce genre remonte à 1960. Il s'agit alors de transformer l'Union en une république. M. Vorster pourrait, à l'occasion de ce congrès, faire avaliser de substantielles réformes internes. M. Kissinger a-t-il en la première de ces « new deals » ?

— J.-P. L.

(1) Cette conférence, qui se prolonge depuis un an dans la capitale du Sud-Ouest allemand, a pour but de définir un nouveau statut politique pour le territoire.

M. KISSINGER RENCONTRERA LES DIRIGEANTS BRITANNIQUES FRANÇAIS ET OUEST-ALLEMANDS

Le secrétaire d'Etat américain, M. Kissinger, est attendu, le 10 septembre, à Paris, où il prendra, mardi matin, un « petit déjeuner de travail » avec M. Giscard d'Estaing et M. de Gaulle, ministre des affaires étrangères.

Venant de Zurich, où il s'est entretenu pendant le week-end avec le premier ministre sud-africain, M. Vorster, le secrétaire d'Etat devra faire, dans l'après-midi, un détour par Londres pour rencontrer les dirigeants britanniques. Sur le chemin de Zurich, il s'était déjà arrêté, samedi, dans la capitale britannique pour s'entretenir avec le secrétaire au Foreign Office, M. Croom, et le ministre adjoint au Foreign Office, M. Bowland, qui revient d'une mission en Afrique. Enfin, M. Kissinger se rendra, mardi, à Hambourg pour rencontrer le chancelier de l'Allemagne fédérale, M. Schmidt.

En dehors de la situation en Afrique australe, il est très probable que la non-prolifération nucléaire sera discutée au cours des entretiens de Paris. Au début d'août, M. Kissinger avait ouvert l'année dernière, la vente au Pakistan d'une usine française de retraitement du combustible nucléaire irradié. L'ancien premier ministre, M. Chirac, avait alors catégoriquement rejeté l'idée lancée par M. Kissinger d'un règlement franco-américain-pakistanaï de cette affaire. Depuis, le nouveau gouvernement s'est montré plus souple, et la création d'un comité de politique nucléaire extérieure.

Il est probable que MM. Giscard d'Estaing et Kissinger parleront aussi de la reprise, envisagée pour la semaine prochaine, des travaux de la conférence Nord-Sud.

La SWAPO : un parti parmi d'autres

S'agissant du sort de la Namibie, le premier ministre sud-africain s'est montré tout à la fois ferme et raisonnable. Il a refusé d'accuser l'ONU de s'ériger en « super-Parlement », apaisant

République Sud-Africaine

« All Blacks, all blacks... »

De notre envoyée spéciale

Le Cap. — « Vous croyez qu'ils vont manifester pendant le match ? », demande, mi-critique, mi-excitée, une mère de famille, à son voisin. « Qui sait ? », répond celui-ci en haussant les épaules. Après trois jours de manifestations en plein centre du Cap, le remue-ménage diplomatique vendredi — les (les étudiants et lycéens noirs ou métis) vont profiter du match de rugby samedi entre les All Blacks (Nouvelle-Zélande) et les Springboks (Afrique du Sud) pour manifester.

A 15 h. 30, les spectateurs s'installent dans le stade, chacun à sa place. Les blancs sur les côtés, les noirs, les métis et indiens derrière les buts. Entre eux, un épais et solide grillage.

« All Blacks, All Blacks ! » D'un seul cri, la foule, debout, hurle le nom de l'équipe néo-

zelandaise. Les joueurs se mettent en place. Du côté blanc, on se fait, on observe, sans avoir l'air, ce qui se passe derrière le grillage. Du côté noir, la joie éclate au milieu des drapés aux couleurs des All Blacks.

Le jeu commence. A chaque transformation à l'usage par l'équipe des All Blacks, c'est le délire. Emportés par leur enthousiasme, quelques jeunes, derrière les buts, agitent sur le terrain. De temps en temps, une bouteille prend une autre trajectoire et atterrit dans le jeu. Au premier projectile, un spectateur blanc veut répondre, mais ses voisins l'empêchent. Sur le terrain, les Springboks luttent pour arracher la victoire. Imperturbable, un groupe d'ethniques, « Hole de whisky à la main, trinque à la santé de leurs favoris. »

CHRISTIANE CHOMBEAU.

AMÉRIQUES

Etats-Unis

Ouverture officielle de la campagne pour l'élection présidentielle

La campagne pour l'élection présidentielle commence officiellement ce lundi 6 septembre aux Etats-Unis. Cependant, M. Ford ne compte prononcer que le 13 septembre son premier discours. Il entend montrer qu'il se soucie de sa charge avant de penser aux nécessités électorales. On lui prête d'autre part l'intention de faire un effort particulier pour gagner à sa cause les catholiques. Actuellement, il mise à son colistier, M. Dole, le soin de mener l'offensive contre son adversaire. Pourtant, le candidat républicain à la vice-présidence doit lui-même se défendre contre les attaques. Samedi, il a reconnu qu'il avait été convoqué en février devant un « grand jury » qui enquê-

taut sur les contributions politiques illégales de la Gulf Oil. Il a affirmé qu'il n'avait jamais touché d'argent.

M. Jimmy Carter, à qui la centrale syndicale A.F.L.-C.I.O. vient d'apporter son soutien, souhaite « rencontrer les Américains personnellement » à la porte des usines et dans les supermarchés. Il visitera vingt villes et onze Etats. Il sera aidé par sa femme et ses enfants. Les membres de la famille Carter se rendront, d'ici à novembre, dans cent dix-huit villes.

Enfin, les représentants des deux candidats ont décidé d'organiser, le 23 septembre, le premier débat télévisé entre MM. Ford et Carter.

SELON UN SONDAGE

Près de la moitié des citoyens ont l'intention de s'abstenir

Washington. — Malgré les dizaines de milliers de kilomètres parcourus et les millions de mots prononcés par les candidats, qui ont dépensé plus de 100 millions de dollars pour obtenir le soutien de l'opinion, quelques semaines de millions de citoyens — soit un peu moins de la moitié de l'électorat potentiel — n'envisagent pas de voter le 2 novembre prochain. Cette indication affaiblit d'être fournie par l'institut Hart, une des plus sérieuses organisations de sondage de l'opinion. Si cette tendance se confirme, le nombre des abstentionnistes risque cette année de battre les records.

La perspective est embarrassante pour les deux candidats. Les explications données par les personnes interrogées sont d'ailleurs gênantes pour le président Ford et pour M. Carter. Une des raisons essentielles du désenchantement tient en effet à la stature politique insuffisante, au faible calibre intellectuel des candidats. Ainsi, parmi les personnalités politiques préférées par ces abstentionnistes en puissance, Kennedy vient en tête (environ 50 %), suivi de Roosevelt (20 %), Lincoln (10 %), Truman (10 %).

En revanche, MM. Ford et Carter ne recueillent que 1 % des suffrages.

Selon le sondage Hart, plus de la moitié des personnes consultées (50 %) déclarent avoir été déçues par les candidats qui ne tiennent pas leurs promesses ; 55 % estiment aussi que « quel que soit le président, rien ne va à l'heure ». 53 % pensent que Watergate a démontré que les hommes politiques ne se préoccupent vraiment que de leurs propres intérêts.

Ce sondage confirme que la campagne présidentielle soulève peu de passions. Par comparaison, les relativement fortes participations électorales du passé, comme 61,6 % en 1932 et 63,6 % en 1960, sont expliquées par l'affrontement de deux personnalités séduisantes comme Eisenhower et Stevenson, ou Kennedy et Nixon. Ou encore par un problème très

De notre correspondant

grave comme celui de la guerre et de la paix, en 1964, lorsque la participation atteignait 61,6 %. L'examen de ces chiffres impose aux candidats actuels de faire un grand effort dans les prochains débats télévisés. A priori, la tâche est plus importante pour M. Carter, car l'apathie électorale frappe surtout les démocrates, dont les électeurs sont le plus souvent pauvres, jeunes, moins éduqués, appartenant aux minorités ethniques. Pourtant, le sondage corrige cette appréciation : un tiers seulement des personnes consultées justifient leur décision de s'abstenir par leur statut de minoritaires (Noirs, Portoricains, etc.). Manquent de connaissance de la langue anglaise, par les difficultés de transport pour s'inscrire sur les registres électoraux. En fait, les abstentionnistes sont très nombreux parmi les Blancs éduqués relativement aisés (ceux qui disposent d'un revenu annuel de 5 000 à 10 000 dollars votent moins que ceux dont le revenu annuel est inférieur à 5 000 dollars) du Nord et de l'Ouest.

Les jeunes désenchantés

Il s'agit donc bien du désenchantement général, qui ne se limite pas aux couches défavorisées de l'électorat. L'aspect le plus préoccupant est que l'apathie politique touche essentiellement les jeunes, ceux de dix-huit à trente-quatre ans, qui, selon le sondage, représentent la moitié du total des abstentionnistes. Les experts constatent avec inquiétude qu'il ne s'agit pas d'un phénomène passager, explicable par les difficultés rencontrées dans la recherche d'un emploi, mais d'une attitude définitive et durable. Ceux des jeunes qui n'avaient pas voté en 1972 affirment qu'ils continueront à désertier les urnes, et la plupart d'entre eux affichent leur dédain des deux partis traditionnels en se

proclamant indépendants. M. Peter Hart, directeur du sondage, s'inquiète de ce courant dominant parmi les jeunes couches de l'électorat et se demande si cette génération nouvelle arrivera à s'intégrer dans le système politique américain. « Que se passera-t-il, écrit-il, si l'abstentionnisme devient une pratique courante et acceptée ? Il serait grave qu'une simple minorité de l'électorat, représentant des intérêts particuliers, aille aux urnes, tandis que les Noirs et les jeunes les désertent. »

Cependant, ces jeunes désenchantés n'éprouvent pas un sentiment d'aliénation et n'envisagent pas une contestation violente du système ; 87 % des jeunes consultés estiment, en effet, que les Etats-Unis sont le pays le plus démocratique du monde. Leurs griefs concernent essentiellement une fiscalité injuste, l'incapacité des gouvernements à régler le problème du chômage, à protéger l'environnement, la qualité de la vie.

Néanmoins, les conclusions du sondage rejoignent les appréciations, pessimistes dans leur ensemble, des professeurs de sciences politiques, dont l'association tient à Chicago sa convention annuelle. Une majorité d'entre eux croient que le désenchantement des institutions politiques dans le système des deux partis. Le professeur Burns, président de l'association, redoute que le système politique américain n'évolue vers des formules dictatoriales, et il exprime son scepticisme sur la volonté de M. Carter de changer ce système. Quant au parti républicain, la plupart des professeurs considèrent qu'il est devenu réactionnaire, et qu'il est voté à rester minoritaire, parce qu'il ne s'est pas adapté à la société post-industrielle.

HENRI PIERRE.

LE PRÉSIDENT FORD a annoncé, vendredi 3 septembre, son intention de nommer M. Julius Katz, qui était chargé des questions économiques au département d'Etat, secrétaire d'Etat adjoint chargé des affaires économiques et M. Joseph Greewald, qui a démissionné pour entrer dans l'industrie privée. — (U.P.I.)

A TRAVERS LE MONDE

Afrique du Sud

Mgr MENAGER, A EN TANT QUE PRÉSIDENT DE LA COMMISSION FRANÇAISE JUSTICE ET PAIX (71, rue Notre-Dame-des-Champs, Paris-6^e), adressé, le 27 août, une lettre à l'ambassadeur de la République Sud-Africaine en France, à propos de la récente arrestation d'un prêtre catholique sud-africain, le Père Richard, à l'occasion de la manifestation des forces armées françaises au secrétariat général de la conférence épiscopale de l'Afrique du Sud. Il écrit notamment : « Nous ne pouvons pas nous imaginer que les hommes, en raison de leur ethnicité et de leur couleur, soient méprisés et systématiquement discriminés. Nous sommes tous égaux, nous sommes tous humains, nous sommes tous frères. »

Iran

TROIS IRANIENS appartenant au groupe subversif des « marxistes islamiques », et dont l'un aurait participé, le 23 août, au meurtre des trois techniciens américains de la firme Rockwell International, ont été tués jeudi 2 et vendredi 3 septembre à Téhéran au cours d'engagements avec les forces de l'ordre, ont annoncé dimanche les journaux iraniens. Hassan Akabour, l'un des hommes abattus, avait acheté sous une fausse identité la voiture avec laquelle les trois techniciens ont été interceptés. Au cours de l'acrobatie, cinq autres « marxistes » auraient été blessés. — (A.F.P.)

Laos

M. KAYSONE PHOMVICHANE, premier ministre du Laos, est arrivé, dimanche 5 septembre, en visite officielle à Moscou. Il doit se rendre ensuite à Cuba, en Tchecoslovaquie, en Roumanie, en Bulgarie, en Hongrie, en Pologne et en Mongolie. — (A.F.P.)

Italie

LE DÉFICIT DE LA BALANCE COMMERCIALE a triplé durant le premier semestre 1976 par rapport à la même période de l'année précédente, selon les chiffres définitifs de l'Institut central des statistiques (Istat). Pour les six premiers mois de cette année, le déficit s'est élevé à 3 068 milliards de francs (environ 18 milliards de francs) ; pour le premier semestre 1975, il est de 487 milliards de francs (2,8 milliards de francs), deux fois plus élevé qu'en juin 1975.

C'est le pétrole qui pèse le plus lourd dans ce trou : un déficit de 519,4 milliards de francs (31,2 milliards de francs) en juin 1976 et de 100,4 milliards de francs (6,3 milliards de francs) en juin 1975.

Jordanie

UN ACCORD DÉFINITIF EST INTERVENU POUR LA LIVRAISON DE MISSILES AMÉRICAINS HAWK A LA JORDANIE, a annoncé dimanche 5 septembre l'Agence jordanienne de presse. A cette occasion, le roi Hussein a exprimé la gratitude du peuple jordanien envers l'Arabie Saoudite, qui finance l'achat de ces missiles destinés à l'armée de l'air jordanienne. — (A.F.P.)

Laos

M. KAYSONE PHOMVICHANE, premier ministre du Laos, est arrivé, dimanche 5 septembre, en visite officielle à Moscou. Il doit se rendre ensuite à Cuba, en Tchecoslovaquie, en Roumanie, en Bulgarie, en Hongrie, en Pologne et en Mongolie. — (A.F.P.)

OUTRE-MER

Pour protéger les réfugiés de la Basse-Terre contre la spéculation

LE PRÉFET DE LA GUADELOUPE BLOQUE TOUS LES LOYERS

Pointe-à-Pitre (A.F.P., Reuter). — M. Jean-Claude Auroousseau, préfet de la Guadeloupe, a pris, à la fin de la semaine dernière, un arrêté bloquant les loyers de toutes les catégories à leur niveau du 1^{er} août pour protéger les réfugiés de la Basse-Terre contre les hausses spéculatives. En revanche, le préfet a décidé d'avancer de 7 heures à 5 h. 30 l'heure à laquelle les travailleurs de la Basse-Terre sont autorisés à pénétrer sur les bananeraies de la zone interdite. Enfin, M. Auroousseau envisage de transférer à Vieux-Port, à la pointe sud de la Basse-Terre, trois mille cinq cents réfugiés. Vieux-Port n'est situé, certes, qu'à une douzaine de kilomètres de la Soufrière, mais la ville est protégée du volcan par des hauteurs, tel le mont Carabe (693 mètres).

M. Claude Allègre, directeur de l'Institut de physique du globe de Paris, a quitté la Guadeloupe le 4 septembre. Mais plusieurs géophysiciens sont arrivés dans l'île, notamment M. Tom Magette, un Américain de l'Agence de recherche sur l'énergie (Centre de Los Alamos), et M. Bernard Minster, un Français qui travaille au California Institute of Technology de Pasadena. En outre, le professeur Kinley, de l'université d'Alaska, et un expert soviétique, qui ont l'un et l'autre étudié le phénomène des « nées ardentes », sont attendus prochainement à la Guadeloupe.

S sont exclus Damas

Liban chrétien Maximos V

ne veut pas vivre dans un ghetto

POLITIQUE

Libres opinions

« Le Monde » du 27 août a publié des déclarations d'extrême gauche, faites le 5 mai par le ministre des cultes polonais, M. Kasimir Kadol. Puisse-t-il être à ces déclarations, mais sans les reproduire, « l'humanité » du 2 septembre a indiqué que, aucun texte de ces déclarations n'ayant été publié en Pologne, elle ne pouvait se prononcer sur leur exactitude. L'organe communiste a rappelé ensuite les positions fondamentales énoncées le 10 juin, à Lyon, par M. Georges Marchais.

Membre du bureau politique et chargé des relations avec les milieux et les mouvements chrétiens, M. Maxime Gremetz définit ici la position du P.C.F.

CHRÉTIENS ET COMMUNISTES

par MAXIME GREMETZ

A PRES (et même avant) le discours de Georges Marchais à Lyon à l'adresse des chrétiens, on avait dit, sous forme de approche, aux communistes que nous sommes : « Quel, vous vous adressez aux chrétiens en tant que tels ? Mais c'est pur électoralisme ou bien vous retardez... » Chacun se souvient — je ne parle pas des réactions diverses émanant des milieux chrétiens, marquées essentiellement par le sens de la mesure et celui de l'ouverture et sur lesquelles, compte tenu de leur densité et de leur richesse, nous aurons amené à écrire — de ces voix plus ou moins cédantes qui s'élevaient de droite et de gauche. Et voici qu'aujourd'hui les mêmes ont sorti plume et encrier pour écrire à l'intention des chrétiens, voire de l'Eglise !

Je serais naturellement porté non pas à sourire mais à me féliciter de ces retournements spectaculaires : ne témoignent-ils pas à leur façon de l'écho de notre appel de Lyon ? Un écho qui est — soit dit en passant — encore plus ample qu'on ne le soupçonnait encore.

Mais là où l'éprouve le besoin de réagir, c'est quand ces articles ou déclarations sont faits sur le mode : « Chez nous aussi, les chrétiens peuvent adhérer au P.C.F. » Naturellement, quoique le spectacle soit affligeant lorsque de la sorte les chrétiens sont considérés comme une « force d'appoint », libérée à ces hommes politiques de s'adresser aux chrétiens comme ils l'entendent. Ce qu'il ne faudrait pas, en revanche, c'est que ces émissions tardives à l'intention des chrétiens brouillent le sens de l'appel que les communistes ont lancé à Lyon. Car, pour eux, il s'agit de tout autre chose que d'appeler les chrétiens à devenir ou à voter communiste. Il faut que les choses, soient claires à ce sujet.

Quel est donc le sens de notre démarche vers les chrétiens ? Disons tout de suite que nous ne nous plaçons naturellement pas de voir des chrétiens en nombre grandissant adhérer à notre parti ou voter pour lui. Si j'écrivais le contraire, personne, avec raison, ne me croirait.

Mais s'il ne s'agit pas de cela, Georges Marchais ne serait certainement pas allé à Lyon et le comité central de notre parti n'aurait pas un secteur spécifique qui travaille sur cette question : il y a déjà un secteur organisation chargé, notamment, des adhésions.

Non, ce n'est pas « adhésion » ou « élection » que nous voulons, nous, dire aux chrétiens. C'est : UNION ! Il faut que l'on revienne sur ce point car, sans cesse, en parlant ou en écrivant, certains glissent ce qui constitue un espoir pour notre pays.

Chrétiens et communistes ont, c'est vrai, des doctrines différentes. (Qu'ils en possèdent une, fait sans doute d'ailleurs leur force historique, pauvre celui qui navigue à l'aventure...) Et les communistes ne cachent pas la leur quand ils s'adressent aux chrétiens.

Que disent-ils ? Tout simplement la chose suivante : on veut séparer ceux qui croient en Dieu et ceux qui n'y croient pas. Mais, quel que soit ce que nous pensons sur l'au-delà et pour le temps qu'il nous est donné de vivre ensemble sur terre, n'existe-t-il point entre nous, tirés de notre vie commune et de nos idéaux respectifs, des points d'accord ? Si oui, ne se voit-ce point une bonne chose de mettre nos efforts en commun pour travailler tout de suite au progrès humain, construire ensemble ou côte à côte une société où la vie sera plus juste parce que débarrassée de ce fléau majeur qui fait de l'homme un homme point un ami, un frère pour l'homme mais un « loup » ?

Nous nous sommes retrouvés à de nombreux moments de notre histoire que nous avons faite en commun. Au moment de la Résistance, qui aurait osé dire : « Toi, tu ne peux défendre la patrie parce que tu es catholique ou tu ne crois pas en Dieu » ? Communistes et chrétiens ont défendu ardemment la France. C'était le temps de la rose et du rosier. Aujourd'hui, le combat est autre pour n'en être pas moins celui de la liberté.

Regardez ce vieux monde en crise. Il sécrète la misère, l'abaissement national mais aussi humanité et moral. Il connaît une crise telle que les fondements sur lesquels repose la civilisation, à laquelle nous tenons les uns et les autres, sont atteints. Ce n'est pas la déliquescence de l'Empire romain, c'est celle de la société dominée par l'argent.

Comment dès lors les communistes ne feraient-ils pas ce geste qui, pour être constant, n'en est pas moins chargé de tant de choses, de sensibilités nouvelles : tendre la main aux chrétiens ? Et comment pour les nobles objectifs humains qu'il s'agit d'atteindre ne nous retrouverions-nous pas plus nombreux encore que par le passé ?

« Mais, travailler ensemble, jusqu'où ? », nous demandent parfois des chrétiens. « Cela dépend de vous », répondons-nous. Contrairement à ce qu'on peut dire, nous ne voulons pas instaurer la cité de l'athéisme, nous voulons instaurer la cité de la démocratie moderne : le socialisme !

Nous ne voulons pas que l'Eglise soit, demain, soumise à l'Etat. Nous voulons un Etat ni athée ni chrétien, mais simplement démocratique.

Nous ne voulons pas non plus que les chrétiens ne puissent plus, demain, exprimer leur foi : nous voulons simplement que les exploités ne puissent plus exploiter. Y a-t-il dans la foi des chrétiens quelque chose qui s'oppose à cela ?

Et cette cité, nous voulons la construire pour et avec notre peuple et dans le respect de sa diversité, qui contribue à lui donner richesse. Non, notre combat ce n'est pas celui de l'athéisme contre la religion, c'est celui qui vise à rassembler les croyants et les incroyants contre ceux qui les exploitent et les oppriment.

Cette vision des choses avance dans le pays. De bonnes conditions existent donc pour que dans le respect réciproque, chrétiens et communistes — eux qu'on dit si éloignés les uns des autres et que tant de choses rapprochent pourtant — non seulement coexistent sans ignorance hostile, mais se retrouvent côte à côte — parce qu'ils veulent la libération de l'homme, l'épanouissement de sa personnalité — les communistes parce que c'est leur idéal socialiste, les chrétiens parce que c'est leur idéal évangélique, les uns et les autres parce qu'ils veulent la fraternité et la justice. (1). Et quand nous disons cela, c'est le bon sens qui parle.

En un mot, ce que nous voulons, c'est que les communistes et les chrétiens se rencontrent et travaillent sans attendre au bonheur de l'homme, qu'ils se rapprochent pour prendre place, avec d'autres naturellement, dans cette union du peuple de France d'où, jaillira la France de demain.

Pour le reste, les communistes continueront demain à voter communiste, les chrétiens à aller à la messe, à voter ce que bon leur semble et à adhérer s'ils le veulent au parti de leur choix. Naturellement, c'est pourquoi le le répète, tel n'était pas notre propos à Lyon. Il vise beaucoup plus loin, plus haut : c'est de l'avenir de l'homme et de la France dont il est question.

Voilà ce que nous avons en vue. Et c'est ce que comprennent les chrétiens qui, nombreux, débattaient avec nous comme à Besançon, à Nice ou à Paris.

Voilà, il fallait redire cela, en prenant nos bonnes distances de la démarche d'autres. De sorte que les débats, les réflexions, les actions des communistes et des chrétiens connaissent l'ampleur nouvelle qui est en germe.

(1) G. Marchais, Lyon, le 10-9-1976.

LE DÉBAT SUR LES INSTITUTIONS

M. EDGAR FAURE : il faut réduire le mandat présidentiel à cinq ans.

M. Edgar Faure, président de l'Assemblée nationale, dans une interview accordée au *Nouvel Observateur* (numéro du 6 au 12 septembre), estime : « Nous avons vu que le président pouvait rencontrer des difficultés avec le premier ministre. D.D.R. dont il n'est lui-même séparé que par des nuances. Comment pourrait-il s'entendre avec un premier ministre représentant une coalition social-communiste ? C'est inconcevable. Ce n'est pas seulement le président qui serait effacé, c'est le régime. Le programme commun prévoit un contrat de législature entre l'Assemblée et le gouvernement. Ce qui est totalement incompatible avec la fonction présidentielle telle qu'on l'entend depuis 1958. »

M. Edgar Faure propose comme solution « l'élection simultanée du président de la République et de l'Assemblée nationale ». « J'ajoute : « C'est pourquoi j'ai soutenu la proposition de Georges Pompidou de réduire le mandat présidentiel à cinq ans. Il me paraît souhaitable que le chef de l'Etat reprenne cette proposition. »

M. MAURICE FAURE : M. Giscard d'Estaing risque de perdre toute possibilité d'arbitrage en 1978.

M. Maurice Faure, membre du bureau du Mouvement des radicaux de gauche, député du Lot, a fêté dimanche 5 septembre ses vingt-cinq ans de vie parlementaire, à l'occasion du congrès fédéral de son parti.

Devant celui-ci, le maire de Cahors et « le président de la République risque d'arriver en 1978, dans une situation telle qu'il ne pourra plus en rien être l'arbitre que la Constitution prévoit. (...) Croit-il qu'il pourra changer de premier ministre chaque fois qu'il se sera trompé ? »

« L'APPEL » : le départ de M. Chirac supprime toute ambiguïté.

La revue *L'Appel*, organe pour le renouveau du gaullisme, estime que la politique du président de la République s'écartant « de la voie nationale tracée par le général de Gaulle, notamment dans les domaines des affaires étrangères et de la défense nationale », le départ de M. Chirac — qui, aux yeux de beaucoup, représente une certaine continuité — supprime toute ambiguïté.

Pour *L'Appel*, « si l'U.D.R. voulait revenir au gaullisme et retrouver son raison d'être, elle devrait rejeter le nouveau programme qu'on lui impose [et] montrer quelle reste attachée à l'indépendance nationale lors des votes sur le budget de la défense et sur l'élection au suffrage universel direct d'un président de la République. En revanche, elle serait fidèle à sa vocation en repoussant notre soutien à M. Barre dans une politique de redressement économique dont le succès dépend d'un vigoureux effort de justice sociale. »

« Tribune juive » : un programme de dignité rendrait aux Français la confiance dans leur propre destin

Le rabbin Grunewald, directeur de l'hebdomadaire *Tribune juive* (1), publie, dans sa dernière édition de cette revue, une « lettre ouverte » au premier ministre dans laquelle il écrit notamment :

« La crise économique est aussi la conséquence de l'orientation morale et du renouveau économique. L'une et l'autre sont étroitement imbriquées. Ainsi, notre pays a-t-il été mis à l'apprentissage de la lâcheté et du renouveau moral au nom de considérations économiques. La politique de vente d'armes et d'équipement nucléaire aux pays totalitaires a été justifiée essentiellement par de prétendus impératifs économiques. (...) Pour satisfaire les revendications arabes, la France a cédé à toutes les menaces et les intimidations, acceptant ou plutôt proposant d'être en Europe le chef de file de la démission. »

Quelle démission : c'est notre pays, précisément, qui encourage l'Europe à abdiquer sa dignité lors des menaces pétrolières en 1973, qui a été victime, seul de toutes les nations européennes, du projet d'embarquement du pétrole, décrié à Colombo ! (...) La politique française au Proche-Orient a fini par ébranler le sens de l'honneur et de la souveraineté de la société que vous êtes appelé à gouverner. (...) Monsieur le premier minis-

M. GUÉNA : l'U.D.R. est prête à soutenir un plan cohérent contre l'inflation.

M. Yves Guéna, secrétaire général de l'U.D.R., a déclaré, jeudi 4 septembre, à France-Inter : « Nous sommes décidés à aider le président et le premier ministre à lutter contre l'inflation. Pourquoi nous-mêmes ? Je ne puis donner une réponse définitive aujourd'hui. Il faut que nous voyions ce que le premier ministre proposera à la fin du mois de septembre, dans sa déclaration de politique générale et dans le budget. Mais il est certain, compte tenu des discussions qui ont eu lieu en sein des instances de l'U.D.R. que nous sommes disposés à apporter un véritable soutien et un appui puissant au gouvernement, dans la mesure où il proposera un plan cohérent pour lutter contre l'inflation, même s'il y a des mesures impopulaires dans ce plan. »

Interrogé sur ce que serait l'attitude de l'U.D.R. en cas de désaccord avec les mesures proposées par le gouvernement, M. Guéna a précisé : « Je suppose qu'il y aura une concertation entre le premier ministre et sa majorité. Mais je suis sûr que nous aurons à surmonter des problèmes difficiles à ce moment-là à l'intérieur du parti. Ce sera un plan de redressement est toujours difficile à dire par les parlementaires auprès de leurs électeurs. Nous avons eu des expériences du passé, montrant que nous étions capables de nous placer à ce niveau. Nous en serons à nouveau capables. »

Un appel aux gaullistes

Prenant la parole à Anglet (Pyrénées-Atlantiques), dimanche 5 septembre, M. Guéna a lancé un appel aux gaullistes en ces termes : « C'est dans l'épreuve que les gaullistes se retrouvent. Afin que l'essentiel soit sauvegardé, afin que continue à passer ce grand courant qui a mis la France debout, nous demandons à tous ceux qui ont milité pour le gaullisme, et qui, du fait des aléas de la politique, sont restés à un moment donné à l'écart, de nous rejoindre pour se rassembler avec nous. »

M. FILLIOUD (P.S.) : le gouvernement prépare les élections plus que la lutte contre l'inflation.

M. Georges Fillioud, membre du bureau exécutif du P.S. député de la Drôme, a déclaré dimanche 5 septembre, au cours de la fête annuelle de la fédération socialiste de la Drôme : « La Constitution du nouveau organisme de coordination de la majorité prouve que Valéry Giscard d'Estaing et son nouveau gouvernement mesurent plus de soin et de hâte à préparer les prochaines élections et échéances électorales qu'à engager la lutte contre l'inflation. La « tribune à quatre », pilotée par Olivier Guichard est déjà en place pour tenter de résoudre les problèmes électorales de la majorité, d'arbitrer et d'accorder des investitures, tandis que les premières mesures de caractère économique ne font l'objet que de déclarations d'intention et sont renvoyées à la fin du mois de septembre. »

« Tribune juive » : un programme de dignité rendrait aux Français la confiance dans leur propre destin

Le rabbin Grunewald, directeur de l'hebdomadaire *Tribune juive* (1), publie, dans sa dernière édition de cette revue, une « lettre ouverte » au premier ministre dans laquelle il écrit notamment :

« La crise économique est aussi la conséquence de l'orientation morale et du renouveau économique. L'une et l'autre sont étroitement imbriquées. Ainsi, notre pays a-t-il été mis à l'apprentissage de la lâcheté et du renouveau moral au nom de considérations économiques. La politique de vente d'armes et d'équipement nucléaire aux pays totalitaires a été justifiée essentiellement par de prétendus impératifs économiques. (...) Pour satisfaire les revendications arabes, la France a cédé à toutes les menaces et les intimidations, acceptant ou plutôt proposant d'être en Europe le chef de file de la démission. »

Quelle démission : c'est notre pays, précisément, qui encourage l'Europe à abdiquer sa dignité lors des menaces pétrolières en 1973, qui a été victime, seul de toutes les nations européennes, du projet d'embarquement du pétrole, décrié à Colombo ! (...) La politique française au Proche-Orient a fini par ébranler le sens de l'honneur et de la souveraineté de la société que vous êtes appelé à gouverner. (...) Monsieur le premier minis-

L'imbroglio

(Suite de la première page.)

Démocratie nouvelle, organe du Centre des démocrates sociaux de M. Jean Lacanuel, bougonne et ressent comme une « injustice » l'élection de M. André Fosset au ministère de la qualité de la vie.

Au-delà de ces préoccupations immédiates, le problème fondamental de l'équilibre entre les pouvoirs respectifs du président de la République et du premier ministre est une fois de plus relancé. M. Maurice Faure, membre du bureau national du Mouvement des radicaux de gauche, constate que les positions prises le 25 août par M. Giscard d'Estaing l'ont trop engagé pour qu'il puisse songer à jouer un rôle d'arbitre au moment des élections législatives de 1978. M. Edgar Faure, président de l'Assemblée nationale, enregistre, dans le *Nouvel Observateur*, « l'existence d'un pouvoir bicéphale », juge « inconcevable » que le chef de l'Etat puisse s'entendre avec « une coalition social-communiste ».

Il se prononce pour la substitution d'un quinquennat au septennat comme il l'avait déjà fait en appuyant l'initiative sans lendemain de Georges Pompidou, qui avait fait cette proposition le 5 avril puis le 27 septembre 1973, et il préconise, en outre, la

simultanéité des élections législatives et de l'élection présidentielle.

Une telle modification, qui figure dans le programme commun de gouvernement de la gauche, ne suscite sans doute pas à résoudre toutes les difficultés, mais elle contribuerait peut-être à rendre un peu moins préoccupante l'impassée constitutionnelle dont les événements récents ont de nouveau souligné la gravité.

Il serait grave en tout cas de s'accommoder longtemps encore du dialogue de sourds qu'entraînent M. Giscard d'Estaing, affirmant catégoriquement le 25 août : « Je considère que la France ne peut avoir deux politiques », et M. Mitterrand, qui avait déclaré la veille : « Si la gauche l'emporte aux élections législatives, elle devra assumer ses responsabilités, elle devra appliquer son programme avec le président de la République élu. »

Cette ambiguïté devient de plus en plus insupportable, et l'on comprend que M. Edgar Faure invite M. Giscard d'Estaing à reprendre les propositions qu'il avait formulées lorsqu'il était candidat à l'Élysée (sept ans, c'est trop long), avait-il dit le 11 avril 1974, mais qu'il y est installé.

RAYMOND BARRILLON.

L'animation de la majorité

M. DOMINATI : je suis certain que M. Guichard réussira.

M. Jacques Dominati, secrétaire général de la Fédération nationale des républicains indépendants, a déclaré samedi 4 septembre, à propos de la constitution du « groupe de travail » gouvernemental chargé de préparer les élections pour la présidentielle : « M. Olivier Guichard est chargé de préparer une commission qui doit précisément donner à la majorité beaucoup plus d'efficacité. Je suis certain qu'il réussira. Je suis de ceux qui pensent que Jacques Chirac aurait pu résister. » M. Dominati a ajouté : « Chaque formation politique aura un responsable, et M. Olivier Guichard n'interviendra pas sur les formations politiques. »

L'U.J.P. : M. Giscard d'Estaing manipule les gaullistes.

Le bureau national de l'Union des jeunes pour le progrès (jeunes gaullistes) affirme que « le chef de l'Etat veut donner l'illusion de l'autorité en faisant glisser la V^e République vers un régime présidentiel néfaste ». « Si Valéry Giscard d'Estaing n'a pas de talent pour gouverner, il semble qu'il en ait pour manipuler et pour dresser les uns contre les autres certains gaullistes. Aussi est-il regrettable que M. Jacques Chirac lui ait accordé une caution personnelle deux ans et qu'Olivier Guichard fasse de même aujourd'hui. »

L'U.J.P., qui lance un appel à l'unité des gaullistes, indique qu'elle organisera dans trois mois de grandes journées nationales avec le concours de nombreuses personnalités.

A Béziers

Deux adjoints de M. Brousse renoncent à leur délégation

Deux adjoints socialistes au maire de Béziers, M. Pierre Brousse, ministre du Commerce et de l'Artisanat (radical), viennent d'adresser à celui-ci leur démission des fonctions qu'ils exercent en tant que conseillers municipaux. Ils déclarent qu'ils ne leur a été confié que par les électeurs.

Il s'agit de MM. Jules Faigt, adjoint chargé des sports, et Roger Soulatrol, chargé de l'industrie, de la culture, de la construction publique et de la culture. Un troisième adjoint, élu comme socialiste, M. Guilhem, a préféré quitter le P.S. et conserver sa délégation.

Les deux démissionnaires fondent principalement leur décision sur l'attitude politique de M. Brousse, qui a quitté le Mouvement des radicaux de gauche en janvier dernier et qui est entré au gouvernement. Ils souhaitent, ainsi que leurs collègues socialistes du conseil municipal, constituer une liste d'union de la gauche aux élections de mars 1977.

En 1971, la liste conduite par M. Pierre Brousse, maire sortant et sénateur radical, avait remporté au premier tour les trois-sept sièges à pourvoir entre une liste communiste et une autre conduite par l'U.D.R. Le conseil municipal de Béziers comptait alors 11 P.S., 10 radicaux, 7 Centre démocrate et 5 modérés. L'existence du parti radical entre « majoritaires » et « minoritaires », puis divers décès, devaient modifier cette composition. Actuellement, sur trente conseillers municipaux en fonction, le groupe d'opposition constitué par les socialistes en compte huit.

A Seclin (Nord)

Un adjoint au maire quitte le P.C.

De notre correspondant

Lille. — L'un des deux conseillers communistes de la commune urbaine de Lille, M. Camille Sergier, adjoint au maire de Seclin, vient d'annoncer sa rupture avec le P.C. dont il était membre depuis vingt-six ans (ancien secrétaire fédéral administratif). Il avait également été administrateur adjoint du quotidien communiste régional *Liberté*.

Cette rupture a eu lieu en avril dernier à propos d'un vote de M. Sergier favorable à la limitation de la zone industrielle de Seclin. Le maire de cette ville, M. Dubois (P.C.), convoqua le conseil municipal pour faire condamner l'attitude de son adjoint et lui retira sa délégation.

Pour M. Sergier, il s'agit là d'un aboutissement logique, mais non moral, de divergences profondes dans la conduite des affaires communales. Il déclare que son action visant à associer directement la population ou des représentants de sociétés diverses

aux initiatives de la municipalité a été constamment entravée par le maire, et ajoute : « Il s'agit d'un mépris constant de la règle démocratique dans un seul sens électoraliste (...). Il serait temps que le parti mette ses attitudes en accord avec ses grandes déclarations sur les libertés et le dialogue. De telles pratiques sont de la gauche. » M. Sergier n'a pas moins décidé de garder ses mandats à la commune urbaine et à la mairie, estimant qu'il n'est pas comptable de vant les électeurs. Il n'adhère pas à un autre parti, « reste communiste de cœur », et tentera de mettre sur pied, à Seclin, en mars prochain, une liste d'union de la gauche. — G. S.

(La municipalité de Seclin (commune qui compte quelque dix mille habitants) est dirigée par le parti communiste depuis 1928. Sur les vingt conseillers municipaux actuellement en fonctions, on compte, outre M. Sergier, quinze communistes et quatre socialistes.)

150

glio

[illegible]

« Démocratie moderne », organe hebdomadaire du Centre des démocrates-socialistes, indique dans son numéro daté du 2 septembre que « c'est avec tristesse, mais aussi le sentiment d'une inéluctable nécessité, que M. André Fosset, nommé ministre de la qualité de la vie en janvier 1976, ne faisait plus partie du nouveau gouvernement ». La démission de M. André Fosset n'aura malheureusement pas eu la possibilité d'aboutir à des résultats décisifs parce qu'on ne lui en a pas laissé le temps. C'est une véritable injustice, car il est regrettable pour l'efficacité de l'action.

● **PRECISION.** — M. Michel Albert, commissaire adjoint au Plan, devient chargé de mission auprès du ministre d'Etat chargé du Plan et de l'aménagement du territoire, M. Lecaune (et non chargé de mission à son cabinet, comme nous l'avions écrit dans nos éditions d'hier). M. Albert est, rappelons-le, le coauteur avec M. Jean-Jacques Servan-Schreiber du manifeste radical.

Le Vatican envisagerait de dépêcher un médiateur auprès du prélat

maintenant et l'avenir peut de-
autant l'angoisse de solitude
remède que la clarté diffuse
e espérance transcendante les
ples déceptions d'une vie reli-
gieuse aujourd'hui si souvent cou-
de la vie quotidienne.

LES RÉACTIONS

tre maintenant et l'avenir peut devenir autant l'angoisse de solitude sans remède que la clarté diffuse d'une espérance transcendante les multiples déceptions d'une vie religieuse aujourd'hui si souvent coupée de la vie quotidienne.

e pressentiment des catacombes

médications psychologiques plus et immédiates que, la direction rituelle ou la méditation de l'Évangile, désespérer serait pourtant sauter sur la marche de notre temps. Collectivement, l'Eglise et nous ont des promesses de salut. Mais il nous faut pour cela l'adhésion d'un nouvel ordre politique social auquel l'Eglise, depuis son *Novum* jusqu'aux déclarations de l'épiscopat français à l'automne de 1972, sur la lutte des classes, sont ce pressentiment d'une solution différente et, donc, d'une conciliation avec notre monde, qui nous est aussi besoin. Dieu a tellement fait les hommes...

...d'ailleurs Mgr Lefebvre pourfendrait traitres au rituel de saint Pie V que les rédacteurs naïfs du document pontifical sur « l'éthique sexuelle » condamnent tout ce qui serait pas fonctionnel, donc inacceptable et animal en nous, n'est pas si faux ni rétrograde qu'on le dit trop vite. Ce peut être la part d'une vaine escarpée, la plus rude d'une théologie qui se cherche et que nous sommes toujours le devoir de l'Eglise maintenir — même si aujourd'hui

soufflée dans les interventions sociétales, même si demain l'Eglise ne respiret plus que dans le cœur de fidèles vivant l'impremié mais de temps temps qui alla naguère de l'Ascension à la Pentecôte.

Ce temps qui revient est sans doute celui du secret des âmes qui sont assues, de l'émotion mais aussi du danger, qui courent dans la nuit des calcaires, les intelligences et les corps. Ce temps qui, revient est simplement la mue de l'Eglise commencée sous nos yeux, mais qui ne s'achèvera que d'ici plusieurs générations. La nôtre — quelle croit au ciel ou qu'elle n'y croit pas — la vera sans doute une fois fermée nos yeux terrestres. La loi aujourd'hui de l'Eglise, corps mystique, est d'anticiper cette rédemption : que chacun des chrétiens soit — peut-être même physiquement — demain le dernier relais en train maintenant et l'avenir peut devenir autant l'angoisse de solitudes sans remède que la clarté diffuse d'une espérance transcendant les multiples déceptions d'une vie religieuse aujourd'hui si souvent coupée de la vie quotidienne.

RELIGION

Bouze mille protestants ont participé au pèlerinage du Musée du Désert

«Être libre et prêcher l'Évangile»

De notre correspondant

Montpellier. — Cette année, le rassemblement traditionnel du Musée du Désert sous les hauts et vastes châtaigniers cantonniers du village de Lussiers, près de Muret, dans les Cévennes gardoises, était consacré, dimanche 5 septembre, à Pierre Valdo, qui, comme devait le préciser le pasteur Pierre Boile, de l'université de Grenoble, a proclamé que la Bible est la seule règle de la foi et seule détentrice de l'autorité quatre siècles avant Luther.

Pierre Valdo, orthographe aussi Valdois, Valdo ou Valdes, né vers 1140 en Dauphiné, s'était établi marchand à Lyon. Il ramena au monde en 1174 la suite de la mort brutale d'un de ses amis au cours d'une fête. Il se consacra aux pauvres, auxquels il commença par distribuer ses biens. Il fonda autour de lui « les pauvres de Lyon » ou « Valdois » et commenta la Bible et l'évangile, refusant les sacrements et la soumission à la hiérarchie ecclésiastique. Condamné par le concile de Vézère de 1184, il vécut tour à tour en Picardie, en Bavière et en Bohême, où il mourut vers 1200.

Bouze mille protestants venus de France, d'Allemagne, de Belgique, de Hollande, de Suisse, d'Angleterre, auxquels s'étaient joints près d'une centaine d'habitants des vallées valdoises, se réunirent à la péninsule italienne où survit une importante minorité protestante d'environ vingt-cinq mille membres, ont suivi le culte célébré le matin par le pasteur Gressi de Nîmes, selon l'ordre du dix-huitième siècle.

Conformément à la tradition, plusieurs enfants et adultes furent baptisés. Près de la moitié des fidèles de l'assistance participèrent à la sainte Cène.

Au mas Soubeyran, au cours de l'après-midi, l'assistance groupée autour de ses pasteurs pria et chanta le souvenir de ceux qui affichaient leur liberté dans la foi au creux de cette terre cévenole symbole et témoin de leur sacrifice. Après les chœurs interprétés en français et en italien, le pasteur Colson, d'Angoulême, et M. Armand-Hugon, de Torrefontaine, évoquèrent la vie de Pierre Valdo dont « la pauvreté était le moyen d'être libre et de prêcher l'Évangile ».

Sans aucune préparation, ce fait, disait M. Armand-Hugon « est la source d'une circulation d'idées et d'un retour à un biblisme populaire en ces temps où l'Europe avait subi l'évangile et où les gens désolés de la réforme au sein de l'Église ».

Enfin, M. Pierre Boile et le pasteur Revet, de Marillargues, près de Montpellier, rapprochèrent les traits communs des valdois et des protestants cévenols unis dans une même foi et une même souffrance.

« Il est bon pour nous, protestants français, déclarait M. Pierre Boile, de se rendre compte que tout ne commence pas avec Luther et Calvin ».

SC.PO

Préparation annuelle sur place ou par correspondance :

- Examen d'entrée 1^{re} année ;
- Procédure admission 2^e année ;
- Soutien en cours d'A.P. ;
- Concours E.N.A.

3 CENTRES CEPES

Groupement libre de professeurs
87, rue Charles-Lacaze, 92 Neuilly
722-84-84 ou 742-88-18

Pour parler une langue. Et pas seulement pour vous débrouiller.

Au Laboratoire de Langues Pigier, vous parlerez vraiment l'Anglais ou l'Allemand. Et cela dans des conditions particulièrement agréables. En effet, vous suivrez les cours de votre choix en compagnie de stagiaires poursuivant le même objectif que vous et avec un professeur natif du pays de la langue enseignée.

Les cours commencent en septembre, octobre. Renseignez-vous. Nous mettrons ensemble le programme qui correspond le mieux à vos possibilités, à vos besoins, à votre emploi du temps.

Préparation à l'examen de la Chambre de Commerce Franco-Allemande.

Laboratoire de Langues Pigier Rive Gauche
22, rue Tiphaine, 75013 Paris. Tél. : 567.81.56
29, quai Saint-Michel, 75005 Paris. Tél. : 033.88.02

Le Monde réalise chaque semaine UNE SÉLECTION HERBOMADAIRE

Réserve aux lecteurs résidents à l'étranger

Numéro spécimen sur demande
5, rue des Italiens, 75001 PARIS cedex 01

ÉDUCATION

LES BOURSES D'ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR AUGMENTERONT DE 369 F

Une circulaire publiée au Bulletin officiel de l'éducation nationale du jeudi 2 septembre indique que le montant des bourses d'enseignement supérieur pour l'année 1976-1977 sera majoré uniformément de 369 francs à partir du 1^{er} octobre prochain. Les bourses passeront ainsi à 2 438 francs pour la première catégorie (soit une augmentation de plus de 12 %) et à 7 344 francs pour les bourses d'agrégation (+ 5,5 %).

Une aide supplémentaire étant accordée depuis 1973 aux boursiers qui représentent leurs études supérieures après avoir accompli leur service militaire, le montant des bourses pour ces étudiants atteindra 5 157 francs pour le premier échelon et 9 883 francs pour les bourses d'agrégation.

CORRESPONDANCE

Les assistants de facultés ne sont pas des « fainéants »

Parmi les réactions suscitées par la publication d'une « Libre opinion » de M. Philippe Malouin au sujet de la peine de mort (le Monde du 6 août), plusieurs émanaient d'assistants de facultés dont M. Malouin soulignait qu'ils étaient « astreints à six heures de cours par semaine ».

Voici l'essentiel de l'une de ces lettres, que nous « adressons » à M. Jean-Claude Gégot, agrégé d'histoire, assistant à l'université Paul-Valéry de Montpellier :

M. Malouin s'en prend aux universitaires, ou plutôt aux assistants, ces galeux de l'université. Pour un ancien ministre de la fonction publique, la diffamation n'est pas une punition. C'est la majorité des assistants à des sympathies de gauche, et le « libéralisme » musclé de M. Malouin a du mal à l'admettre. Mais les assistants sont loin de cautionner l'aventurisme de certains étudiants et l'action des casseurs.

Surtout, il est injurieux de présenter aux lecteurs non avertis les assistants des universités comme « des fainéants et des parasites », ex. glissant insidieusement qu'ils ne sont « astreints qu'à six heures de cours par semaine ». Soit donc une heure par jour. L'ancien ministre sait bien, mais ne l'écrit pas, qu'une heure de cours nécessite, dans l'enseignement supérieur, un long travail de préparation. Il sait aussi qu'un assistant, détaché de l'enseignement secondaire, a l'obligation statutaire de se livrer à des travaux de recherche aboutissant à la rédaction d'une thèse. Et sans tenir une comptabilité rigoureuse de mon temps de travail, je peux assurer que ma semaine dépasse les quarante heures réglementaires et qu'effectivement, bien qu'en « vacances », je passe plusieurs heures par jour à ma table de travail.

Les techniciens américains espèrent que Viking-2 donnera une réponse claire sur l'éventuelle vie martienne

Après avoir atterri sur la plaine Utopia de Mars le samedi 4 septembre à 1 heure du matin (heure de Paris), la sonde américaine Viking-2 a commencé son programme expérimental. Dans la journée de samedi, elle a transmis deux photographies en noir et blanc, une vue rapprochée d'un des trois pieds et du sol sur lequel elle repose, puis une vue panoramique de la plaine Utopia. Le lendemain dimanche, Viking-2 envoyait sa première photographie en couleur, qui montre, comme celles transmises par Viking-1, un ciel rose et une terre rouge-orange.

D'autre part, les sismographes que porte Viking-2 sont en état de marche et prêts à enregistrer toute vibration du sol de quelque importance. C'est une information importante, car les sismographes de Viking-1 n'avaient pu être débloqués après l'atterrissage, et l'on ignore donc encore tout de la sismicité de Mars. Or, l'étude des ondes sismiques est pratiquement le seul moyen dont on dispose pour connaître l'intérieur de la planète.

Tout semble bien fonctionner à bord de Viking-2, et l'on prévoit un premier prélèvement de sol vers la fin de la semaine. Mais si l'optique est revenue à Pasadena, ce fut après bien des inquiétudes. Les communications radioélectriques avaient été interrompues dans la nuit de l'atterrissage, et l'on put craindre pendant quelques heures qu'elles ne puissent être rétablies et que la mission ne soit un échec complet. En fait, cette interruption n'avait rien de grave : le compartiment de Viking-2, qui reste en orbite, était désorienté, son antenne n'était plus dirigée vers la Terre. Les techniciens ont pu le ramener dans la position correcte, et, avec huit heures de retard, Viking-2 a transmis ses premières photos.

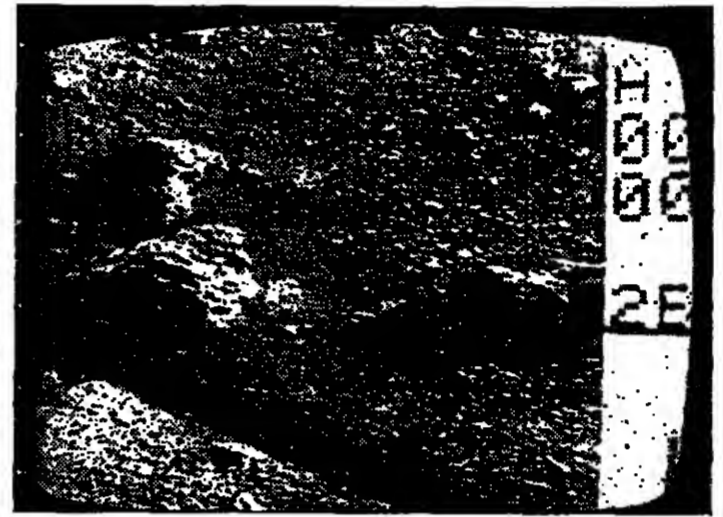
Mais les responsables n'étaient pas rassurés de leur succès. La première photographie montrait un des trois pieds de l'engin reposant sur une surface sablonneuse — ce qui était prévu — et riche en petits gravillons. Mais la seconde était bien plus surprenante. On s'attendait à un paysage de dunes ; or le panorama d'Utopia montrait, avant tout, des rochers, bien plus nombreux que ceux qui paraissent sur Chryse, où s'est posé Viking-1. Certains sont assez gros et auraient pu causer des dégâts à la sonde. Beaucoup ont des arêtes vives, mais d'autres sont arrondis et ressemblent à des éponges. Ils sont probablement de nature volcanique. En revanche, on ne voit pas les dunes attendues. Il se pourrait que Viking-2 se soit posé sur le bord intérieur d'un cratère ; mais à cette interprétation est actuellement la plus plausible, il est trop tôt pour l'affirmer.

Une situation confuse : C'est la présence de gros rochers qui a inquiété les responsables pendant plusieurs heures. Les premières informations montrent que la sonde est assez fortement penchée vers l'ouest, l'inclinaison atteignant 8 degrés. D'autre part, l'ensemble de Viking semblait avoir été endommagé au moment de l'atterrissage : une photographie montre ce qui pourrait être une déchirure. On a craint que Viking-2, au lieu de s'appuyer sur ses trois pieds, ne repose directement sur un gros rocher, qui pourrait avoir endommagé la partie inférieure de la sonde. Or c'est là que se trouve l'électronique qui commande les déplacements du bras chargé de prélever des échantillons, et qui contrôle les expériences biologiques.

Les divers tests faits au cours de la journée de dimanche ont cependant montré que ces craintes étaient vaines et que la sonde n'a subi aucun dommage. Selon toute probabilité, l'inclinaison est due à une inégalité locale du terrain, peut-être adjacente à une pierre sur laquelle un des trois pieds s'appuierait. Mais la sonde proprement dite ne touche aucun rocher, et le bon fonctionnement des sismographes indique que le choc n'a pas été trop violent au moment de l'atterrissage. Et ce qui semblait être une déchirure de l'antenne parait, après un examen plus approfondi, un simple dépôt de poussière.

Une crainte subsiste : que la nature rocaillieuse du terrain empêche de prélever des échantillons. Mais la probabilité en est faible. Le bras de Viking peut balayer une zone de terrain suffisante pour que, malgré la grande densité de rochers, on puisse trouver presque sûrement un endroit favorable. Les analyses chimiques et biologiques devraient commencer dans une semaine.

Donneront-elles des résultats plus clairs que celles de Viking-1 ? Il faut l'espérer, car la situation demeure bien confuse. Les premières expériences biologiques de Viking-1 avaient conduit à des dépôts de gaz carbonique et d'oxygène dans deux des expériences, à une absorption de gaz carbonique dans la troisième. Tout cela était



Huit heures après son arrivée, Viking-2 a transmis cette photo du sol martien. (Photo A.P.F.)

tenir venir des résultats. Il faut espérer qu'ils seront plus clairs que ceux qu'a envoyés Viking-1. Sinon, la question de la vie sur Mars risque de ne pas trouver de réponse avant la prochaine expédition sur la planète rouge.

MAURICE ARVONNY.

École Ménagère du Quartier Latin

Enseignement privé mixte
ORGANISATION ET GESTION DE LA MAISON - COUPE ET COUTURE
PUÉRICULTURE - CUISINE ET DIÉTÉTIQUE
DÉCORATION - AMÉLIORATION

Séances intensives ou programmes sur année scolaire
Cours matin, après-midi ou soir (sauf samedi)

Premières Sessions : 15 SEPTEMBRE

66, rue de la Montagne-Sainte-Genièvre - 75005 PARIS - Tél. 033-13-44

LES COMMUNISTES VUS PAR UN COMMUNISTE

un entretien exclusif
de Jean ELLEINSTEIN
avec Georges MAMY

LES FRANÇAIS MALADÉS DE L'INÉGALITÉ

entre riches et pauvres l'écart
est deux fois plus injuste en France
qu'en Allemagne ou en Angleterre,
trois fois plus injuste qu'aux Pays-Bas.

une grande enquête de F. H. de VIRIEU

LE NOUVEL observateur

un numéro à ne pas manquer
en vente aujourd'hui

(Publiotté)
FORMATION
DE TECHNICIENS SUPÉRIEURS
SPECIALISÉS

L'industrie des PÉTROLES a créé une école destinée à former des Techniciens Supérieurs spécialisés. Sont admis dans cette école, dont le cursus des études est de 2 ans, les Bacheliers des séries C, D, E, F, L'industrie des PÉTROLES manifeste actuellement d'importants besoins en Techniciens Supérieurs spécialisés et de ce fait, peut assurer aux élèves de cet établissement des situations stables et bien rémunérées.

Pour tout renseignement, s'adresser à :
S.E.P.P.E.L., 311, av. Jean-Jaurès,
69001 LYON - Tél. (78) 72-28-31.



DIRECTEUR COMMERCIAL

175.000 F

Biens d'équipement T.P. lourds — Une importante société, leader français de sa profession (chiffre d'affaires 170 millions, 700 personnes), filiale d'un groupe américain spécialisé dans la fabrication et la commercialisation d'installations de traitement de matériaux, recherche dans le cadre de sa réorganisation, son Directeur Commercial. Membre de l'équipe de direction, il lui sera confiée la responsabilité totale de la fonction commerciale à l'échelon national et international (marketing, animation du réseau, projets et devis, montage et démarrage des appareils, rechanges, administration des ventes — 100 personnes). En liaison avec la Direction Générale, il définira la politique commerciale largement fondée sur les positions acquises sur les marchés étrangers (export : 11 % en 1973, 55 % en 1976). Il se donnera pour missions principales d'assurer la promotion des ventes et de contrôler la bonne exécution des programmes et des budgets avec l'appui de l'équipe commerciale. Ce poste, situé dans une ville moyenne au Nord de Lyon, ne peut convenir qu'à un candidat de 40 ans ou moins, possédant une double formation d'ingénieur et de gestionnaire. Habitué à diriger des effectifs importants, il aura acquis à un poste de hautes responsabilités, les qualités pour conseiller et vendre des biens industriels conçus comme des synthèses entre des techniques spécifiques et les besoins des utilisateurs. La pratique de l'anglais est nécessaire. Des informations complémentaires seront fournies au cours d'un entretien confidentiel avec notre consultant. Écrire à M. BUHLER à Lyon.

Réf. A/3395M

CONTROLLER

140.000 F

Cette même société (cf. Réf. A/3395) dont le chiffre d'affaires a triplé ces cinq dernières années, recherche, pour sa nouvelle structure, son « Controller ». Rattaché à la Direction Générale et en liaison avec le « Contrôleur » du groupe, il dirigera les différents services comptables (comptabilité générale, analytique, budgétaire...). Il aura pour mission de prendre en charge la mise en place d'un système d'information de gestion, assurera et fonctionnera les responsabilités dans la conception, l'analyse et l'interprétation des résultats. Ce poste, basé dans une ville moyenne au Nord de Lyon, conviendrait à un candidat âgé de 35 ans minimum, diplômé d'une grande école (HEC, ESSEC, ESCP...) maîtrisant parfaitement les techniques comptables. Son expérience de plus de cinq années à un poste de responsabilités dans une entreprise moyenne et/ou un cabinet d'audit anglo-saxon de préférence, lui aura permis de bien comprendre la rôle fonctionnel et pédagogique de ce poste. La connaissance de l'anglais est impérative. La rémunération, de l'ordre de 140.000 francs, pourra être supérieure si l'expérience le justifie. Écrire à M. BUHLER à Lyon.

Réf. A/3396M

DIRECTION DE FILIALE

140.000 F

GERICKE, groupe industriel suisse spécialisé dans le traitement de produits granulaires et en poudre (chiffre d'affaires : 20 millions de francs suisses), recherche le futur gérant de sa filiale française en voie de création. Relevant de la Direction Générale de la maison-mère qui lui apportera l'aide financière et l'appui technique nécessaires, il aura à démarrer et à développer cette filiale. Sa première mission consistera à pénétrer le marché français et à implanter un réseau de vente, à partir d'un plan d'action, d'objectifs commerciaux et d'un budget publicitaire. Il aura l'entière responsabilité. Parallèlement au développement d'une clientèle auprès de laquelle il assurera les négociations et le suivi technique, il devra organiser et gérer la filiale en constituant et formant une équipe dont l'importance sera liée au chiffre d'affaires réalisés. Ce poste ne peut convenir qu'à un candidat dynamique, âgé d'au moins 32 ans, de formation supérieure : école d'ingénieurs ou de commerce, et ayant acquis, à un poste de responsabilités, une très solide expérience de gestion commerciale et de vente d'équipements destinés à l'industrie alimentaire ou chimique. La connaissance de la technologie du traitement de poudres constituerait un atout supplémentaire. La pratique courante de l'anglais est impérative. La rémunération annuelle sera de l'ordre de 140.000 francs en fonction du niveau d'expérience atteint. Écrire à G. RAYNAUD à Paris, en adressant photo, lettre manuscrite et curriculum-vitae.

Réf. A/2454M

MARKETING SALES MANAGER

Lyon

VERDOL S.A., un des spécialistes mondiaux de la fabrication de matériaux textiles, crée le poste de Responsable de son département « Jacquard » (50 % du marché mondial, 90 % du chiffre d'affaires réalisé à l'exportation). Basé à Lyon, et rattaché au Directeur Commercial, il prendra en charge, après une période de formation approfondie, la responsabilité globale de la gestion et du développement des ventes de ce département. Pour cela, il déterminera les objectifs les plus adaptés à la poursuite de l'expansion, élaborera les stratégies de marketing et de vente sur le marché mondial, aura la responsabilité de leur mise en œuvre ainsi que du contrôle des résultats. Conservant une activité personnelle de vente, il animera une équipe de technico-commerciaux négociant des contrats importants exigeant une grande qualité d'assistance. Ce poste conviendrait à un cadre de formation supérieure commerciale ou technique, âgé d'au moins 30 ans. Il posséderait l'expérience d'un poste à responsabilités dans le domaine du marketing et des ventes de biens d'équipement industriel négociés au niveau international. La familiarisation avec le secteur textile constituerait un atout supplémentaire. Le poste demande une grande disponibilité pour de fréquents déplacements à l'étranger et une facilité d'adaptation à des situations très variées. Une parfaite maîtrise de la langue allemande, une bonne connaissance de l'anglais sont indispensables. La rémunération, fonction de l'importance de ce poste, sera directement liée à l'expérience acquise. Écrire à G. ANDRIEU à Lyon.

Réf. A/3389M

DIRECTION COMMERCIALE

120.000 F

Un groupe français (chiffre d'affaires consolidé : 220 millions de francs), lié à une puissante holding, et spécialisé dans la fabrication et la vente de produits destinés aux industries alimentaires, pharmaceutiques, recherche pour son siège situé au proche banlieue Sud-Est de Paris, un cadre commercial de haut niveau. Sous l'autorité du Directeur Commercial du groupe, il sera chargé de diverses missions (contacts commerciaux à haut niveau, études commerciales, administration et organisation des ventes) puis se verra confier la Direction Commerciale effective de deux sociétés du groupe représentant un chiffre d'affaires de 120 millions de francs. Ce poste conviendrait à un candidat âgé d'au moins 32 ans, de formation commerciale supérieure, ayant acquis une solide expérience de la vente et du marketing de produits industriels. Une bonne connaissance de l'anglais est nécessaire. La rémunération annuelle de départ, de l'ordre de 120.000 francs, sera fonction de l'expérience acquise. Écrire à J. MOUNIER à Paris.

Réf. A/2454M

ATTACHÉ COMMERCIAL EXPORT

100.000 F

Cette même société (cf. Réf. A/2454) crée dans le cadre de son développement à l'exportation un poste d'Attaché Commercial au service exportation. Il assistera le Directeur des Exportations dans la prospection et la vente de produits destinés à l'étranger. Il aura la responsabilité dans le domaine des industries alimentaires. Ce poste conviendrait à un candidat âgé d'au moins 32 ans, parlant couramment l'anglais et possédant l'allemand ou l'espagnol, ayant une expérience commerciale des contacts à l'étranger et disposant d'une large disponibilité pour voyager. Le candidat devra posséder des qualités de dynamisme, ténacité et d'adaptation. La rémunération annuelle de départ sera de l'ordre de 100.000 francs. Écrire à J. MOUNIER à Paris.

Réf. A/2454M

EXPORT PRODUITS GRAND PUBLIC

GROSFLUX, un des leaders européens dans le domaine de la transformation des plastiques, recherche, pour faire face à son développement à l'exportation, deux cadres commerciaux :

Directeur des ventes

Allemagne

Responsable du département « mobilier de jardin », de la filiale allemande située à Offenbourg (Baden Wurtemberg), ce cadre rendra compte au responsable des filiales « Ameublement » basé à Oyonnax. Il bénéficiera d'une grande autonomie commerciale. Homme de marketing et de ventes, il établira le plan d'action commercial annuel, définira les politiques de prix et les objectifs à atteindre (chiffre d'affaires, marges, stocks). Il animera l'équipe en place et coordonnera les efforts du personnel des services intérieurs et extérieurs. Ce poste, présentant de réelles perspectives d'évolution, conviendrait à un candidat bilingue, de nationalité allemande de préférence, âgé de 28 ans minimum. De formation commerciale supérieure, son expérience professionnelle de plusieurs années dans la vente de biens de consommation durables lui aura permis de mettre en œuvre des qualités d'organisateur, de meneur d'hommes et de gestionnaire. La rémunération annuelle, de l'ordre de 45.000 DM, sera liée aux résultats, après une période d'intégration. Il s'y ajoutera diverses indemnités. Écrire à A. RICHARD à Lyon.

Réf. A/3394M

Inspecteur des ventes

Europe

Rattaché au Directeur Export, il aura pour mission de développer les ventes sur l'Allemagne, l'Autriche et les Pays-Bas auprès d'une clientèle composée actuellement de distributeurs spécialisés et de grossistes. Avec une grande autonomie, il travaillera dans le cadre d'un programme annuel précis. Il établira les plans de marketing, animera les ventes, organisera les promotions et suivra le merchandising. Ce poste conviendrait à un candidat âgé de 27 ans minimum, de formation commerciale supérieure, ayant acquis une expérience de la vente de produits grand public à l'étranger, de préférence dans ces pays. Il parlera couramment l'allemand et si possible l'anglais. Il faut envisager une résidence à Oyonnax et des déplacements fréquents. La rémunération annuelle de départ sera fonction de l'expérience du candidat retenu. Écrire à A. RICHARD à Lyon.

Réf. A/3393M

Adresser C.V. détaillé en rappelant la référence sur l'enveloppe. Pour les réf. A/, aucun renseignement ne sera transmis sans l'accord préalable des candidats. Pour les réf. B/, les réponses seront transmises à notre client, sans être ouvertes à moins qu'elles ne soient adressées à notre « Service de Contrôle » indiquant les noms des sociétés auxquelles elles ne doivent pas être communiquées.

PA Conseiller de Direction S.A. - 8, rue Bellini, 75782 Paris - Cedex 16 - Tél. 727-35-79
9, rue Jacques-Moyron, 69006 Lyon - Tél. (78) 52-90-63 - 19, Résidence Flandre, 59170 Croix - Tél. (20) 72-52-25

Amsterdam - Barcelone - Bruxelles - Copenhague - Düsseldorf - Frankfurt - Hambourg - Lille - Londres - Lyon - Madrid - Milan - New York - Munich - Rome - Stockholm - Stuttgart - Turin - Zurich

DIRECTEUR D'USINE

Vénézuéla

Electrometallurgie — Dans le cadre de son développement international, BOZEL-ÉLEC-TROMÉTALLURGIE cherche à pourvoir le poste de Directeur d'Usine pour sa filiale au Vénézuéla. L'usine, située dans la zone industrielle de Matanzas, et dans la banlieue d'une ville de 200.000 habitants, produit du ferro-alliages dans deux fours de 50.000 KVA. Ce poste s'adresse à un ingénieur grande école, possédant 10 ans d'expérience en production et/ou entretien acquis en électrometallurgie ou sidérurgie. La connaissance de l'espagnol et une expérience antérieure d'exportation sont souhaitables. Un contrat français est assuré et des perspectives de carrière sont largement ouvertes tant en France qu'à l'étranger pour un candidat de fort potentiel. Écrire à Paris.

Réf. B/5567M

CONSTRUCTIONS INDUSTRIALISÉES

170.000 F

Direction Générale Sud-Ouest — Un important groupe international recherche, pour sa filiale française spécialisée dans la réalisation de bâtiments industrialisés (bureau, usines, entrepôts, équipements collectifs...) un cadre de Direction Générale pour le Sud-Ouest. Basé en Dordogne, il assurera la Direction Générale et Administrative de la société et sera responsable d'un centre de profit impliquant la gestion d'une usine de 100 personnes (amélioration produits, productivité, organisation générale) ainsi que le développement des ventes pour le Sud-Ouest. Ce poste conviendrait à un candidat âgé d'au moins 35 ans, ingénieur de formation, connaissant bien la branche de la construction, industrialisée de préférence. Sa carrière lui aura permis d'acquies l'expérience du marketing et des ventes d'équipements et de connaître les techniques de fabrication s'y rapportant. La direction d'équipes, le sens commercial ainsi que la pratique des méthodes de gestion sont indispensables. Une très bonne connaissance de l'anglais est nécessaire. Ce poste suppose à court ou moyen terme une évolution au niveau de l'ensemble de la société. La rémunération annuelle prévue se situe aux environs de 170.000 francs. Écrire à J.-P. CHABAUD à Paris.

Réf. A/2453M

DIRECTEUR GÉNÉRAL

160.000 F

Pièces automobiles — Une très importante société internationale implantée sur les cinq continents, recherche pour sa filiale française de distribution, son Directeur Général. Il répondra directement au Président de la filiale qui est basé au siège de la maison-mère, et jouira donc de ce fait d'une très large autonomie. Tout en bénéficiant du support d'un groupe important, il sera entièrement responsable de la bonne marche de l'entreprise sur le plan gestion, rentabilité, développement, direction des hommes. Plus particulièrement, il devra s'employer à parfaire l'organisation du réseau de distributeurs actuels, et à augmenter l'implantation des produits de la marque en France. Ce poste ne peut convenir qu'à un cadre dirigeant confirmé, âgé d'au moins 35 ans, justifiant d'une expérience de direction d'entreprise (ou d'un poste de second très opérationnel) et apportant surtout la preuve de sa capacité à diriger une PME de distribution, ce qui implique aussi qu'il soit bon vendeur et homme de négociations. La connaissance du domaine de la pièce détachée automobile n'est pas obligatoire, mais serait fortement appréciée. La maîtrise de l'allemand ou de l'anglais est un critère impératif. La rémunération annuelle de départ, à laquelle s'ajoute une voiture de fonction, pourra atteindre 160.000 francs si les qualités de la personne retenue le justifient. Écrire à R. GARDEUX à Paris.

Réf. A/2453M

DIRECTEUR DES VENTES

France - Bénélux

Produits chimiques industriels — Une importante société multinationale de la pétrochimie recherche un Directeur des Ventes pour la France et le Bénélux. Basé à Paris, en étroite liaison avec la Direction Européenne de la maison-mère, les services techniques, les autres régions de vente et plus particulièrement le Directeur Européen des Ventes, son supérieur direct, il sera chargé du développement des ventes d'une gamme étendue de produits chimiques à des sociétés industrielles françaises et du Bénélux. Il sera entièrement responsable du budget ainsi que de la gestion financière de son secteur. La planification, l'organisation, la mise en œuvre et le contrôle de toutes les activités de marketing et de la vente, y compris les contacts à haut niveau, constitueront, par ailleurs, ses attributions principales. Ce poste de responsabilité, recouvrant tous les aspects de la gestion des ventes, conviendra à un candidat, chimiste de formation, bon gestionnaire et possédant un sens aigu des affaires. Il devra avoir acquis une expérience de quelques années dans la chimie industrielle et plus particulièrement dans des secteurs tels que : traitement de surfaces, étanchéité, presses à injecter. Ce poste requiert une parfaite maîtrise du français ainsi qu'une bonne connaissance de l'anglais. Un stage initial de formation est prévu. Compte tenu du haut niveau de ce poste, la rémunération annuelle de départ envisagée sera élevée et étroitement liée à la valeur et l'expérience du candidat retenu. Écrire à Paris.

Réf. A/7313M

DIRECTEUR COMMERCIAL

120.000 F

Produits industriels — La filiale française d'un groupe international de taille restreinte exerçant ses activités dans un créneau bien déterminé d'un marché en pleine expansion, recherche son Directeur Commercial pour son siège basé en région Nord. En liaison étroite avec le Directeur Général, il définira la politique commerciale et sera chargé de l'appliquer. Dès son entrée dans la société, il réorganisera le service des ventes pour en accroître l'efficacité. Il aura des contacts personnels permanents, en France et à l'étranger, avec les clients et sera assisté par deux cadres commerciaux. Le candidat retenu sera de préférence un ingénieur (du type Génie Civil, Ponts, TP) ayant acquis une expérience dans la vente de produits industriels et sachant organiser et animer un service commercial. La pratique de l'anglais est strictement indispensable. La rémunération de départ, fonction des compétences acquises, sera constituée d'un fixe de l'ordre de 9.000 francs par mois et d'un intéressement. Il est prévu une voiture de fonction. Les perspectives d'expansion de la société sont importantes et garantissent une évolution intéressante du poste. Écrire à J.-B. FOURNIER à Croix.

Réf. A/4313M

JURISTE D'ENTREPRISE

90.000 F

Secrétariat Général — Notre client est un important groupe français à vocation essentiellement commerciale. Déjà leader sur un marché porteur, il connaît une progression remarquable qu'il entend poursuivre. Dans le cadre de ce développement, il recherche un Juriste d'Entreprise susceptible de secondar progressivement mais efficacement le Secrétaire Général. En relation avec les partenaires du groupe mais aussi avec les tiers, notamment les pouvoirs publics et organismes officiels, il sera amené à prendre en charge la contentieux général, les analyses financières et le service « litiges ». Nous recherchons un candidat âgé de 30 ans ou moins, titulaire d'un diplôme de l'enseignement juridique et financier supérieur et qui, grâce à une expérience de quelques années acquise en Direction Générale, Direction Administrative-Financière ou Secrétariat Général, aura été confronté aux problèmes posés par la vie d'une entreprise dynamique. La rémunération annuelle de départ qui pourrait être de l'ordre de 90.000 francs sera négociée en fonction de l'acquis. Il s'agit d'un poste à créer (en métropole Nord) qui pourrait donc connaître d'importants développements. Écrire à D. GRENON à Croix.

Réf. A/42878M

ADJOINT DIRECTEUR PRODUCTION

80.000 F

Une société française, bien implantée sur le plan international, spécialisée dans la fabrication de petit matériel électromécanique en grande série, recherche pour une de ses usines situées dans une agréable région du littoral Pas-de-Calais, un Adjoint au Directeur de Production. Il assurera ce dernier dans ses différentes fonctions : encadrement et gestion du personnel de fabrication (300 personnes avec une majorité de femmes), réalisation des objectifs de production, organisation des ateliers. Il s'appuiera sur le service technique pour la satisfaction des besoins qu'il aura exprimés concernant les machines. Ce poste convient à un candidat âgé d'au moins 25 ans, possédant un diplôme d'ingénieur à dominante mécanique ou électromécanique (ICAM, IDN, HEI, CNAM...) et ayant acquis une bonne expérience dans la fabrication en série de matériel électromécanique. Des connaissances dans le domaine du moulage des thermoplastiques, de la découpe, de l'automatisme seraient très appréciées. Des qualités de dynamisme ainsi qu'un bon sens du commandement sont nécessaires. La pratique de l'anglais constituerait un atout supplémentaire pour l'évolution ultérieure du candidat. La rémunération annuelle de départ, de l'ordre de 80.000 francs, sera fonction de la valeur et de l'expérience acquise. Écrire à M. OLARI à Croix.

Réf. A/4316M

ATTACHÉ COMMERCIAL

Paris

Mobilier de bureau — Un très important fabricant et distributeur de mobilier de bureau de standing, recherche un Attaché Commercial pour son Département « Collectivités ». Sous l'autorité du Directeur des Ventes, il aura pour mission de prospecter et de vendre une gamme très complète de mobilier aux collectivités (entreprises, administrations), à Paris et dans la région parisienne. Le poste convient à un (a) candidat (a) âgé (e) d'une trentaine d'années, justifiant de quelques années d'expérience dans la vente de produits durables aux collectivités, si possible de mobilier ou produits similaires. La rémunération comprendra un fixe et un intéressement aux prises d'ordres. Le poste est à pourvoir à Paris. Écrire à Paris.

Réf. B/5566M

Je tiens à remercier M. J. S. D.

CARNET

Naissances

— M. Jean-Michel Chassériau et Mme, née Eliane Jaudery, partagent avec Anne-Laure la joie d'annoncer la naissance de Nathalie, le 24 août 1976, Londres, Mairie.

— Jean-Pierre et Katherine Marang ont la joie d'annoncer la naissance de Anne-Julie, le 27 août 1976, Londres, Mairie.

Décès

— On nous prie d'annoncer le décès de M. Henri BOUGGAREL, avocat général honoraire à la cour d'appel, survenu le 3 septembre 1976. Le service religieux sera célébré le jeudi 9 septembre 1976, à 10 h. 30, en l'église réformée des Batignolles, 44, bd des Batignolles, Paris-17^e. M. fleur au convoi.

De la part de Mme Henri BOURGAREL et de toute la famille.

L'inhumation aura lieu à Pointe-à-Pitre (Guadeloupe), 34, avenue de Clichy, Paris-17^e.

— Il a plu à Dieu de rappeler à Lui, le 5 août 1976, à Paris, dans sa soixante-deuxième année, Mme Robert C. CARMICHAEL, née Hélène Schneider.

De la part de : M. et Mme Pierre Carmichael, le professeur et Mme Joël Bonnal, M. et Mme Alain Carmichael, M. et Mme René Lora, ses enfants, Annie, Yves, Marion Carmichael, Aude, Béatrice, Chantal, Bénédicte Bonnal, Martin, Bruno, Jean-Loup, Antoine, Fanny Carmichael, Sabine, Christophe, Nadège Lora, ses petits-enfants, Et des familles Bonnal, Vandeweyer, Carmichael, Mikolajek et Schilling.

Le service religieux a eu lieu au temple de Montreuil, le 10 août 1976. L'inhumation, dans la plus stricte intimité, à Allier-sur-Somme, le 12 août.

Sépulture, 26200 Montellier, 34, rue de Fraiture, 4102 Seny-en-Condors (Belgique), 40, avenue Villeneuve-L'Étang, 75009 Versailles, 27, boulevard Samson, 91120 Palaiseau.

ÉCHECS

● La FIDE refuse d'exclure Korchnoi du championnat du monde. — La Fédération internationale des échecs (FIDE) a annoncé samedi qu'elle ne se plierait pas à une demande soviétique en vue de l'exclusion du grand maître Viktor Korchnoi de toutes les rencontres pour le titre mondial des échecs (le Monde daté 5-6 septembre). Mme Inche Bakker, secrétaire de la FIDE, a précisé que tous les concurrents pour le titre mondial jouaient à titre individuel et non en tant que représentants de leur pays.

— M. et Mme Jean-Pierre Gonon et leurs enfants, M. et Mme Patricia-A. Gonon et leurs enfants, M. et Mme Frédéric-Pierre Gonon et leur fille, Mme Yves-A. Gonon et ses enfants, Les familles parentes et alliées, ont la douleur de faire part du décès de Pierre-Alexandre GONON, avocat honoraire au barreau d'Alger, rappelé à Dieu, le 31 août 1976, dans sa quatre-vingt-deuxième année. Les obsèques ont eu lieu dans la plus stricte intimité, le samedi 3 septembre 1976, en l'église de Fesloux (Alsace).

INÉ à Alger le 31 mai 1904, inscrit au barreau de cette ville en 1928, M. Gonon y poursuivit une longue carrière d'avocat, mettant toujours son talent à défendre les opprimés et les plus humbles. Membre de la petite communauté européenne libérale, il fut un des premiers à comprendre, admettre et soutenir l'évolution de l'Algérie vers son indépendance.

— Mme Henri Jory, son épouse, M. et Mme Claude et Danièle Bouchon, ses enfants, Jean-Hugues et Corinne Bouchon, ses petits-enfants, Mlle Yvonne Jory, Mlle Anne-Cécile Couffy, ses sœurs, beau-frère et belle-sœur, Toutes les familles.

En sa famille, ont la douleur de faire part de la mort accidentelle, survenue le 31 août 1976, de M. Henri JORY, administrateur de la Banque commerciale pour l'Europe du Nord (Eurobank).

La cérémonie religieuse sera célébrée le mercredi 8 septembre 1976, à 14 heures, en l'église Notre-Dame de l'Assomption, 58, rue de l'Assomption, 75018 Paris, où l'on se réunira.

Ensuite, l'inhumation aura lieu au cimetière parisien de Saint-Ouen, dans le caveau de famille, 31, rue du Ranelagh, 75018 Paris.

— Le conseil d'administration, la direction générale, la direction, l'ensemble du personnel de la Banque commerciale pour l'Europe du Nord (Eurobank), ont la douleur de faire part de la mort accidentelle, survenue le 31 août 1976, de leur administrateur.

M. Henri Jory fut directeur général adjoint de la Banque, où il entra en 1928, et à laquelle il consacra quarante-trois années de son activité professionnelle. Depuis 1968, il siégeait à son conseil d'administration.

Tous ceux qui l'ont connu ont apprécié ses qualités professionnelles et s'associent au deuil de sa famille.

— M. et Mme Georges Optat, M. et Mme Raymond Vergès, Rémy, Brigitte et Elisabeth Vergès, ont la douleur de faire part du décès de M. Emile OPTAT, survenu le 28 août 1976 à Carcassonne dans sa quatre-vingt-huitième année.

Les obsèques ont eu lieu, dans l'intimité, le 30 août 1976, en l'église Saint-Michel de Carcassonne et l'inhumation dans le caveau de famille, à Montpellier, 30, rue François-Bourvin, 75015 Paris, 200, quai de Jemmapes, 75010 Paris.

— Mme Jacqueline Weill, née Gaud, M. et Mme Robert Weill, M. et Mme Louis Bernard, leurs enfants et petits-enfants, ont la douleur de faire part du décès de M. Léopold WEILL, avocat à la cour de Paris, survenu accidentellement, le 31 août, à l'âge de soixante-trois ans.

De la part de son épouse, son frère, ses belles-sœurs et beaux-frères, Les obsèques auront lieu le 7 septembre, à 15 heures, au cimetière du Montparnasse, 3 boulevard Edgar-Quinet, Paris-16^e.

— Le Suprême Conseil du rite écossais ancien et accepté pour la France a le regret de faire part du passage à l'Occident éternel du Très Illustré Maître Jacques de PARIENTE 33^e Mérite Grand commandeur du Vénérable Maître et des officiers de la respectable loge la République n° 111, Orient de Neuilly-sur-Seine.

— La direction et le personnel des sociétés Parry S.A., Palmyre, Chaudvieux et de l'entreprise Louis Parry ont la tristesse d'annoncer le décès de M. Louis PATRY, fondateur des établissements Louis Parry.

— M. Louis PATRY, président honoraire de la société Louis Parry, chevalier de l'Ordre national du Mérite, survenu le 2 septembre 1976, dans sa soixante-dixième année.

La cérémonie religieuse sera célébrée mercredi 8 septembre, à 10 h. 30, en l'église Saint-Augustin, à Paris (8^e), où l'on se réunira, 23, rue La Boétie, 75008 Paris.

— Mme Louis Patry, M. et Mme Jean-Louis Patry et leurs enfants, ont la douleur de faire part du décès de M. Louis PATRY, fondateur des Ets Louis Patry, président honoraire de la société Louis Patry, croix de guerre 1939-1945, chevalier de l'Ordre national du Mérite.

survenu le 2 septembre 1976, dans sa soixante-dixième année.

La cérémonie religieuse sera célébrée le mercredi 8 septembre, à 10 h. 30, en l'église Saint-Augustin, à Paris-8^e, où l'on se réunira, 23, boulevard Malesherbes, 75008 Paris.

Notre épouse, bénéficiant d'une réputation de la part de la presse de Monde, a été prise de la mort le 28 août de l'âge de 86 ans. Elle laisse pour justifier de cette qualité.

— Mme Jacqueline Weill, née Gaud, M. et Mme Robert Weill, M. et Mme Louis Bernard, leurs enfants et petits-enfants, ont la douleur de faire part du décès de M. Léopold WEILL, avocat à la cour de Paris, survenu accidentellement, le 31 août, à l'âge de soixante-trois ans.

De la part de son épouse, son frère, ses belles-sœurs et beaux-frères, Les obsèques auront lieu le 7 septembre, à 15 heures, au cimetière du Montparnasse, 3 boulevard Edgar-Quinet, Paris-16^e.

— Le Suprême Conseil du rite écossais ancien et accepté pour la France a le regret de faire part du passage à l'Occident éternel du Très Illustré Maître Jacques de PARIENTE 33^e Mérite Grand commandeur du Vénérable Maître et des officiers de la respectable loge la République n° 111, Orient de Neuilly-sur-Seine.

— La direction et le personnel des sociétés Parry S.A., Palmyre, Chaudvieux et de l'entreprise Louis Parry ont la tristesse d'annoncer le décès de M. Louis PATRY, fondateur des établissements Louis Parry.

— M. Louis PATRY, président honoraire de la société Louis Patry, chevalier de l'Ordre national du Mérite, survenu le 2 septembre 1976, dans sa soixante-dixième année.

La cérémonie religieuse sera célébrée mercredi 8 septembre, à 10 h. 30, en l'église Saint-Augustin, à Paris (8^e), où l'on se réunira, 23, rue La Boétie, 75008 Paris.

— Mme Louis Patry, M. et Mme Jean-Louis Patry et leurs enfants, ont la douleur de faire part du décès de M. Louis PATRY, fondateur des Ets Louis Patry, président honoraire de la société Louis Patry, croix de guerre 1939-1945, chevalier de l'Ordre national du Mérite.

survenu le 2 septembre 1976, dans sa soixante-dixième année.

La cérémonie religieuse sera célébrée le mercredi 8 septembre, à 10 h. 30, en l'église Saint-Augustin, à Paris-8^e, où l'on se réunira, 23, boulevard Malesherbes, 75008 Paris.

Notre épouse, bénéficiant d'une réputation de la part de la presse de Monde, a été prise de la mort le 28 août de l'âge de 86 ans. Elle laisse pour justifier de cette qualité.

DÉFENSE

L'armée et son image de marque

Un sondage d'opinion de l'IFOP

Le Service d'information et de relations publiques des armées (SIRPA) publie, dans son bulletin hebdomadaire daté du 2 septembre, les résultats de deux sondages effectués pour son compte par l'IFOP concernant l'image de l'armée française dans l'opinion, l'autre l'impact de la présentation des armées aux Tuileries au mois de juillet dernier.

En ce qui concerne le premier sondage, l'enquête portait sur trois points : l'intérêt, la confiance et l'image que les Français accordent

à l'armée. Les résultats globaux, à vrai dire, ne déçoivent pas d'indicateurs qui permettent de prendre la température de l'opinion publique à l'égard de l'armée. Ou plutôt cette température est « normale ». Les chiffres oscillent dans un équilibre qui dénote davantage l'indifférence que la ferveur des personnes interrogées. Ainsi 49 % de celles-ci disent accorder de l'importance à ce sondage. D'après les conclusions que le SIRPA apporte à ce sondage les personnes les moins concernées seraient les jeunes, les femmes et les « provinciaux ». Parmi les jeunes de vingt et un à trente-quatre ans, seuls 34 % font état de leur intérêt pour ce qui concerne l'armée.

En général, on pense que l'armée est en mesure d'assurer la sécurité du pays (51 % le pensent, 41 % ne le pensent pas ou ne se prononcent pas), et qu'elle est formée de cadres compétents (48 % le pensent, 18 % ne le pensent pas et 38 % ne se prononcent pas). Le chiffre le plus favorable du sondage concerne l'équipement matériel de l'armée, 71 % des personnes interrogées estiment que l'armée est en voie d'amélioration sur ce point, en revanche, 47 % pensent qu'elle est à la pointe du progrès technique, il est, d'autre part, que selon 58 % des personnes interrogées (et 56 % des quinze-vingt ans) l'armée offre des carrières intéressantes. Quarante-deux pour cent estiment qu'elle est bien intégrée dans la nation, contre 58 % qui pensent le contraire ou ne se prononcent pas.

Les réponses au deuxième questionnaire qui portait sur la Fête des Tuileries montrent que par la présentation colorée et souvent bien réglée de ses divers matériels l'armée française a réussi à convaincre la contrôlabilité du bon usage qu'elle faisait des impôts de la nation (le Monde du 4 juillet).

[Un seul élément permet d'éclaircir les résultats de ce sondage. L'enquête pour le premier sondage a été faite entre le 12 et le 17 juillet, c'est-à-dire à une période où l'armée s'est livrée à un certain nombre de démonstrations de prestige — de la revue navale entre Mire et Toulon au défilé du 14 juillet sur les Champs-Élysées en passant, évidemment, par la présentation des armées aux Tuileries. Que l'armée ait eu alors les faveurs du public, cela n'a rien de bien surprenant. Mais cette faveur, qui n'est pas ferveur, ne parvient pas à dissuader l'ignorance de fait que l'opinion nourrit à l'égard des véritables problèmes de l'armée.]

AÉRONAUTIQUE

QUATRE CENTS SOCIÉTÉS PARTICIPENT AU SALON DE FARNBOROUGH

Quatre cents sociétés, dont deux cent trente britanniques, sont représentées au Salon aéronautique international de Farnborough, qui a lieu du 5 au 12 septembre, à 60 kilomètres au sud de Londres. Une centaine d'appareils seront présentés en vol et au sol, parmi lesquels le Concorde, le Tristar de Lockheed et des prototypes tels que le YC-15 de McDonnell-Douglas, avion de transport décollant et atterrissant sur courte distance.

La vedette du salon sera sans doute le nouvel avion de combat, bi-réacteur supersonique à missions multiples, le M.R.C.A. « Tornado », construit en commun par la République fédérale d'Allemagne, la Grande-Bretagne et l'Italie.

Parmi les nouveautés britanniques annoncées à l'occasion du salon, mais qui n'y seront pas présentées, figurent deux hélicoptères miniatures télécommandés, fabriqués par la société Westland. Ces appareils, baptisés « Wispis » et « Widyse », assureront la reconnaissance d'objectifs, la lutte contre les incendies et le réglage des tirs d'artillerie. Leurs premiers vols doivent commencer dès ce mois de septembre.

Un salon de transport des forces aériennes vénézuéliennes, un Hercules C-130, s'est écrasé en flammes à 200 mètres de la piste d'atterrissage de La Jota, sur l'île de Tercera, aux Açores, vendredi 3 septembre, vers 21 h. 45 GMT. Il n'y a aucun survivant parmi les soixante-huit passagers et membres de l'équipage que transportait l'appareil.

Pour la rentrée, sachez compter.

Bandoulière toile gansée **15f**

Fourre-tout expansé **2,950f**

Trousse en expansé 3 plateaux, 20 accessoires **12f**

Boîte de compas, 7 pièces **13f**

Calculatrice électronique scientifique, fonctions trigonométriques et logarithmiques programmées **145f**

Pochette de 24 feutres **6f**

Galerias Lafayette

Haussmann - Montparnasse - Belle Epine

150

● Il y avait foule dimanche à Sceaux dans les jardins jaunis par la sécheresse mais dont les dessins si harmonieux rafraîchissaient cependant la vue des Parisiens à peine rentrés de vacances, et foule également à l'Orangerie pour écouter le « Troisième Concerto brandebourgeois » et la « Petite Musique de nuit » par l'orchestre de chambre Jean Barthe.

Dans sa huitième année, le Festival de Soaux, dirigé par Alfred Loewenguth, a atteint son plein épanouissement : la musique est ouverte à tous les goûts, les compositeurs viennent légitimement chercher les « travailleurs » pendant le week-end. Et elle est merveilleusement à sa place dans ce grand salon construit par l'architecte H. de Colas dans le jardin de la villa de la Paix, de Racine et de Lully, où les fameuses nuits de Soaux de la duchesse du Maine ont été créées. Les cordes de Mollière, les bois de Voltaire, la musique de Moutet. Rénovée depuis trois ans grâce au conseil général des Hautes-de-Seine, cette Orangerie, les tableaux des tapisseries et les célèbres du musée de l'île de France, a retrouvé son harmonieuse fonction.

● L'orchestre de chambre de Jean Martin est un ensemble de jeunes instrumentistes à cordes, dirigé par le second violoncelle de l'Orchestre de Paris, qui fait assez excellentement profiter ses camarades de son expérience. Formés assez récemment, le groupe bouillonne de vie et de générosité, mais il est encore un peu maladroit, et surtout un peu trop jeune : il lui faut travailler assidûment pour obtenir l'homogénéité d'attique, la qualité et la transparence de sonorité d'un quatuor, et dépasser la simple littéralité de la musique. Mais Jean Martin aime la musique, et il aime les jeunes. Il lui-même, le « Concerto pour violoncelle en mi mineur » de Vivaldi, avec cette magnifique éloquence intérieure, cette émotion puisée au fond d'une technique instrumentale exigeante et passionnée, chantant la joue contre le manche de son instrument, comme pour l'écon-

Une délicieuse « Suite », de Parcell, aux morceaux brefs et poétiques, le « Divertimento K. 136 » de Mozart, un peu schématique, et la « Petite Musique de nuit » entourent de « Troisième Concerto brandebourgeois » joué avec véhémence et dans un excellent style, parfaitement adapté à l'harmonie de cette « chambre de musique ».

● Mêlée aux tableaux anciens, une exposition de photos de Jacques Devillers, très vivantes et plastiquement fort belles, complète cet accord entre les musiques d'hier et les musiciens d'aujourd'hui.

JACQUES LONCHAMPT.

★ Concerts tous les vendredis à 20 h. 30 : les samedis et dimanches à 17 h. 30 jusqu'au 3 octobre. (Renseignements : 861-04-71.)

■ Un documentaire autrichien « Gott in Togs », a reçu le prix du président de la République à l'issue du vingt-neuvième Festival du film amateur, qui a pris fin le 4 septembre à Cannes.

...D'autre part, la trente-huitième Rencontre de l'Union Internationale du cinéma non professionnel a eu lieu cette année à Vienne-Baden. Quatre films présentés par la France ont reçu respectivement une médaille d'or, deux médailles d'argent et une médaille de bronze.

M. Louis Maisei, le doyen des clowns français, est mort, le 27 août, à Aubray-sous-Belle. Il était âgé de quatre-vingt-deux ans. Connus sous le nom de Mâis, Louis Maisei avait commencé sa carrière en pratiquant l'aérobic et l'équilibrium, puis il était devenu le clown blanc de la tradition française. Il était ainsi le faire-valoir de vedettes de la piste telles que Baby, Forté, Faubé, Fautou et Charlie Rivals, Albert Matellin et Gronk.

« Engagez-vous, rengagez-vous mouvement même de la danse des dans l'armée du père Ubu. » II. Campesinos.

« Enquêtes-vous, rengardez-vous dans l'armée du père Ubu. » Il a investi le parc de la Pépinière fait pour les cheminement tranquilles dans ses allées majestueuses, et dans l'Ubu du parc, il a placé dans une vieille décapotable. Une autruche en papier crapon se dandine sur des mollets enfanfins. Un ours en acrylique cherche sur la rampe de l'Ubu, et se place dans le défilé qui parcourt la vieille ville somnolente. Les soldats d'Ubu en « battledress » rugissent et prennent un air d'effroi, hésitent et, finalement, ne savent plus que pleurer. Les chiens et pleurer les bêtes. Des immigrés solitaires du dimanche qui se promènent par deux, regardent, hésitent et, finalement, ne savent plus que pleurer. Les chiens pleurent et les bêtes pleurent. On ne comprend pas très bien ce qu'il dit, ce n'est pas grave. Avec sa moustache à la Rastafar, il est affreux et singulier. Il est affreux à souhait.

La veille on s'est préparé à ce carnaval grinçant (organisé par les artistes du théâtre comique de Paris) sur le théâtre comi-

COLETTE GODARD.

* Les Campesinos seront
Théâtre d'Orsay le 11 septembre.

Retrouvailles de dictionnaire

(Suite de la première page.)

répond en substance que ce n'est pas à lui de savoir ce qu'il faut faire, mais à laisser le système du « show-biz ».

Yue Budo fait lire parcs qu'il invente des personnages oideux qui causent des problèmes à la société. Yue Budo est mal dans sa peau : il sait que quelque part quelque chose bouge, mais ne sait pas quoi faire.

Malgré, en partie, pour le scénariste Dario Fo qui lui a trouvé le sens politique de son action et le « secret » de la communication.

Yue Budo est une personne d'expérience et de générosité sans retenue. L'expérience et, bien entendu, de talent.

Yue Budo nous rappelle de son visage se transformer, d'étonner, se moquer, de voir ses gestes se transformer, tellement simples et présents, se développer jusqu'à grandeur, pour nous proposer un rapprochement d'un grotesque tendre.

Dans la vie quotidienne, quand vous demandez un morceau d'aragoste à votre boucher, le dictionnaire vous aide à préciser qu'il n'est pas question de la bestiole velue synonyme de phagrin ou d'espoir mais d'un bifteck de choix. Et, la cuisine provençale bénéficiant de la publicité par un *resh-t'es-tavira*, le bœuf à la provençale est complétement rouillé, « *stolt* rempli de piments rouges », au demeurant fort supérieure aux aliments *pré-cuits* et *aux semi-conservés*. Au royaume de la coquetterie, la *taque*, toujours régnante n'est ni une *gomme ni un vernis* : c'est un « produit qu', *vepo* », c'est-à-dire, le produit d'un film protecteur ». Dans les sports le *kung-tu* exige un maximum de *puissance*, et dans les jeu, le *go* fait son apparition.

poétique. Rien ne résiste à la chaleur, à la conviction de Dario Fo. Il déclare : « Si on n'arrête pas le défile de l'histoire que l'on se propage, on descend du haut de l'échelle sociale, on n'en sortira pas » Il démontre, par exemples à l'appui, comment l'expression artistique est née des besoins humains, nous, les hommes, nous construisons le monde, nous construisons le rythme et les mouvements des paysans plantant leurs graines, le rythme et le mouvement de la vie.

une valeur de substantifs, telle l'OPEP (Organisation des pays exportateurs de pétrole), qui accumule des pétrodollars. Il est d'autres sociétés multinationales. Et le serpent assigne des frontières aux monnaies fluctuantes.

Les termes scientifiques et techniques prolifèrent, bien entendu, dans une proportion moindre, semble-t-il, que par le passé. A part, autre phénomène actuel, l'écologie, la biologie — électrophysiologie, prostaglandine, etc., et le très poétique *dormance*, qui qualifie seulement les organes végétaux en sommeil — et la médecine, en perpétuel développement : *piell-thérapie* pour les médecines des hôpitaux, *gélule*, *athérosclérose*, *hypertension*, en plaques, *enzymopathie*, *alopécie*, *hypertrophie*, *immunothérapie*, *transfusionniste* et beaucoup d'autres. Domaine où, comme ailleurs, les tendances à *sophistication* (ce veut dire dans le jargon actuel *perfectionnement* à l'extrême) quand on est *poliarisé* par sa discipline et où les spécialistes tendent à se *démарquer*.

Place aux arts d'avant-garde

...L'examen des noms propres n'est pas moins révélateur des engouements et autres aspects d'une actualité tantôt brûlante (politiquement), tantôt glacée, lorsque, pour répondre à des besoins accrus, éclosent les stations de sports d'hiver : Les Arcs, Le Corbier, Les Ménuires, Les Orres, Pra-Loup, Le Saizy, La Toussuire, Val-Thorens.

Mais la littérature ? Treize Français contre douze d'autres pays latins. Pas d'Anglo-Saxons, ni d'Allemands, ni d'Espagnols, ni d'Italiens.

[illegible]

Les arts sont diversement représentés. Si on ne relève pas un seul nom nouveau de musicien, en contrepartie, quelle ruée des arts plastiques ! L'indonésien, indonésien

plastiques ! L'informel, le *rétro*, les multiples, nous familiarisant avec le vocabulaire en cours. Le groupe Cobra s'inscrit à la suite des écoles ou tendances dont on parle. Le Metropolitan Museum of Art de New-York est trop important pour n'avoir ses droit à trois lignes. Et les peintres ou sculpteurs contemporains — dix-huit nouveaux venus — vont

travailler la culture d'une foule qui voudra peut-être en savoir davantage sur Hans Bellmer, Max Bill, Umberto Boccioni, Otto Dix, George Grosz, Barbara Hepworth, Yves Klein, Franz Kline, Alberto Magnelli, Serge Poliakoff, Pierre Soulages, Nicolas de Staël (jusqu'ici oublié), Saul Steinberg, Yves Tanguy, Antoni Tàpies,

d'autant plus grand qu'il se montrait en pleine nature de l'Ouest, c'est la légende de Buffalo Bill, le « héros américain » lueur de bisons et d'indiens, protecteur des pionniers. Ce spectacle est démythifié séquence par séquence, autant par le comportement de Buffalo Bill (dont la réputation est usurpée) que par la présence du vrai Sitting Bull, le vainqueur du général Custer. En fait, se l'on veut donner une idée générale

l'un veut donner une idée générale du film, il faut dire que le rapport constant *Sitting Bull-Buffalo Bill* dans le même espace (le cirque et son spectacle) démonte le personnage du second. L'indien serait donc la vérité du faux héros et leur affrontement se traduit dans des séquences semi-parodiques parfois poussées (la réception du président des États-Unis et l'intervention de la cantatrice) aux limites d'une situation absurde ou frôlant l'irréalité.

Après la mort de Sitting Bull, Buffalo Bill, pourtant, fait triompher sa légende en la réhabilitant à travers son spectacle où un autre Indien joue le rôle du chef disparu et se laisse vaincre. Comme quoi le « show business » a toujours raison. Est-ce cela qu'a voulu dire Altman, grand démythificateur ? Quoi qu'il en soit son film, moins ample, moins foisonnant, moins impressionnant que

Nashville prend part pour la vérité

indienne contre la fabrication des entrepreneurs de spectacles.

Paul Newman fait une composition fine et drôle de la plus grande star du western. Frank Kaquits est le silencieux, mais très présent Sitting Bull, auquel Will Sampson (qui fut l'indien muet dans *Vol au-dessus d'un nid de coucou*) sert d'interprète. Burt Lancaster tient, lui, le rôle secondaire, mais étrange, de Ned Butline, l'homme qui a inventé la légende de Buffalo Bill et qui disparaît brusquement dans la nuit sur un cheval noir.

C'est sur le film d'Altman — plutôt que sur *L'Apache*, de William A. Graham (affiche des tics du western italien) ou *Enemies* comme avant, d'Herbert Ross — que s'est achevé le Festival de Deauville. Un festival fondé, rappelons-le, sur l'exploratif de la production américaine moyenne. On y a regardé du grand choc, on y a vu l'air de découverte fondamentale. Mais on y a vu sans doute le cinéma que voit le plus souvent le public américain. Sociologiquement, avec les thèmes qui affleuraient dans tous les films (violence, érotisme, condition féminine, individualisme, goût du *rétro*, etc.), c'était d'un grand intérêt.

JACQUES SICLIER.
★ « Buffalo Bill et les Indiens »
par mercredi A. Paris

PRESSE

« LE PAPIVORE »
de Henri de Grandmaison

Le « président » Jean. Dubois-Jantet est un collectionneur d'une espèce, heureusement, peu répandue. Ce ne sont pas les ténors

Il possédait déjà cinquante-sept titres dans sa bibliothèque, les « titres » soigneusement encadrés, sur le mur en face de son bureau, et la Commanderie, le résident qu'il a acquis en guise de châtiment pour avoir écrit un livre, comme il a réservé la place d'honneur pour accrocher la première page du journal qu'il consultait et qui se trouve en effet, certainement, le 10^{er} jour de 1848.

Chacun des membres de la rédaction de « Paris-Match » vient de recevoir une lettre recommandée, signée du nouveau P-D.G. Daniel Filipacchi, lui confirmant de maintenir dans son emploi aux conditions de son employeur précédent.

Pour le syndicat des journalistes C.G.T. Il s'agit d'une deuxième victoire, qui vient s'ajouter à celle que les sections des journalistes C.G.T. du groupe Provest avaient déjà remportée en dénonçant notamment les conditions dans lesquelles M. Hersant avait acheté le *Figaro*.

● Le « Journal du Commerce », qui était le plus ancien quotidien régional, a publié, vendredi 3 septembre, son dernier numéro. A partir du samedi 4 septembre, il est devenu le supplément économique d'un autre quotidien de la région, le Diaro de Noticias. (A.F.P.)

* Jean-Claude Lattès, éd., 272 p.

(Publicité)

FORMATION CONTINUE DES CADRES ET DIRIGEANTS

ISSEC : Automne 1976

- des programmes nombreux et complets
- un rythme équilibré des cours, tant pour l'individu que pour l'entreprise

L'INSTITUT supérieur des sciences économiques et commerciales a été créé voici sept ans par l'ESSEC. Etroitemement associé à cette grande école de gestion, l'ISSEC propose des programmes de perfectionnement organisés par modules — ou « crédits » — de quatre mois. Quatre crédits qui totalisent

près de cinq cents heures de travail sur deux années et la rédaction d'un mémoire conduisant à un diplôme de spécialité du niveau de celui d'une grande école de gestion dans la discipline considérée. Ces programmes sont suivis par des dirigeants, des cadres et des ingénieurs d'entreprises de toutes dimensions

et de tous secteurs. Ils étaient un millier cette année. Précisons que, si les statistiques indiquent que 70 % des auditeurs ont des diplômes d'enseignement supérieur, les enseignements sont conçus pour être suivis également par ceux qui ont acquis leur savoir par la pratique. Les participants décident de leur

plan de perfectionnement. Ils ne sont pas tenus de s'inscrire à la totalité du programme « long » (deux ans). Les cours, généralement donnés par journées complètes, se déroulent dans les locaux modernes de l'ISSEC à Paris et à Cergy. L'ISSEC est partenaire du Gernie.

SESSION D'AUTOMNE 1976 : Le centre d'orientation est ouvert

Plan de perfectionnement et orientation

CHACQUE inscription est subordonnée à une rencontre avec un conseiller d'orientation de l'ISSEC : qu'il s'agisse d'une inscription pour un ou plusieurs crédits, cette entrevue permet de mieux informer les intéressés sur le contenu des enseignements et d'en vérifier l'utilité dans le cadre de leur plan de perfectionnement personnel.

Le Centre d'orientation, structure permanente de l'ISSEC, peut, dès maintenant, recevoir les personnes désireuses de suivre une formation en OCTOBRE 1976.

Il est également à la disposition des responsables de personnel ou de formation désireux d'insérer des enseignements de l'ISSEC dans leur plan de formation en interne comme en intra-entreprise.

Le choix d'un institut

EN matière de formation permanente, les stages et séminaires se sont multipliés ces dernières années. Les délégués et brochures qui affluent sur les bureaux des cadres et responsables de formation posent un problème difficile à résoudre : comment faire un choix dans cette avalanche de propositions ?

Évaluer la qualité de programmes de formation est complexe. Il faut tenir compte de ce qu'en attendent les participants (initiation, perfectionnement, reconversion...) de la durée des programmes, de la pratique systématique ou non d'une orientation pédagogique (et d'une évaluation a posteriori), de la comparaison entre ce qui est promis et ce qui est effectivement réalisé, de la qualité des enseignants et animateurs, etc.

Compte tenu de cette complexité, nombre de responsables s'accrochent à considérer comme un critère important de satisfaction deux données facilement pondérables :

1) « Le taux de répétition » (soit le nombre de participants qui se réinscrivent à un nouveau stage après en avoir déjà suivi un). A

l'ISSEC, ce taux a évolué comme suit : oct. 1971 : 42 % ; mars 1972 : 45 % ; oct. 1972 : 52 % ; mars 1973 : 55 % ; sept. 1973 : 58 % ; mars 1974 : 61 % ; oct. 1974 : 61 % ; mars 1975 : 60 % ; oct. 1975 : 61 % ; mars 1976 : 60 %.

2) « L'évolution du nombre global d'inscriptions » dans le centre ou l'institut considéré.

De ce point de vue, l'ISSEC a connu un développement remarquable : Plus de mille cadres et ingénieurs ont suivi cette année ses programmes (1).

L'ISSEC s'est ainsi placé — en très peu de temps — parmi les tout premiers centres français et européens spécialisés dans le perfectionnement des cadres et dirigeants.

L'ISSEC bénéficie depuis octobre 1973 des installations ultra-modernes que l'ESSEC a fait bâtir à Cergy-Pontoise, et qui ont permis de multiplier par vingt la surface de ses locaux. Ainsi les cours de l'ISSEC se déroulent aussi bien à Paris qu'à Cergy.

(1) Compte tenu des interventions intra-entreprises.

Des programmes qui sont suivis sans absence prolongée hors de l'entreprise

LES crédits de perfectionnement ISSEC ont pour but d'offrir à des cadres d'entreprises un perfectionnement dans un certain nombre de techniques de gestion, à raison de neuf journées complètes réparties sur quatre mois, au rythme d'une séance tous les quinze jours.

Ces crédits de perfectionnement sont articulés sur 15 axes principaux de la gestion des entreprises correspondant à 15 « options » ; chaque unité d'enseignement ou « crédit » constitue une entité, tant sur le plan pédagogique qu'au niveau du déroulement dans le temps.

Chaque crédit de perfectionnement est une unité de soixante-douze heures de cours, exposés, discussions, conférences, travaux dirigés et séances de discussion de cas avec une équipe de professeurs praticiens d'entreprise et animateurs.

L'enseignement porte sur un sujet précis de la gestion et des techniques afférentes : chaque crédit constitue une entité pédagogique placée sous la direction d'un responsable de crédit qui assure la coordination et le suivi du perfectionnement.

Des groupes de travail (de cinq à huit sessionnaires) sont constitués au sein de chaque crédit.

Ils doivent se réunir pour préparer les discussions de cas, les exercices et effectuer en commun des travaux de recherche suivis par le professeur.

Deux formules

Les crédits ISSEC peuvent être suivis selon deux formules :

● Soit à raison d'un crédit par session : chaque crédit représentant neuf journées de huit heures étalées sur quatre mois ; cette formule est particulièrement adaptée aux cadres en activité ; elle évite les absences prolongées et permet l'application progressive, dans l'entreprise, des formations reçues ;

● Soit à raison d'un crédit par mois : dans ce cas, les crédits représentent dix-huit demi-journées bloquées sur un mois ; il est donc possible de suivre une option complète en quatre mois ; cette formule est principalement destinée aux demandeurs d'emploi.

Les diplômes de spécialité ISSEC

LES diplômes ISSEC sont des diplômes de perfectionnement supérieur dans une discipline donnée de la gestion des entreprises appelée « option » (voir tableaux ci-dessous). Les demandes d'accession aux différents diplômes sont réservées aux sessionnaires de l'ISSEC ayant subi avec succès au minimum quatre crédits de perfectionnement, et ce dans un délai maximum de trois ans. Toute demande d'accession à un diplôme est accompagnée d'un projet de mémoire détaillé. Lorsque ce plan a été approuvé, un professeur du groupe ESSEC est chargé de suivre, en qualité de conseiller, les travaux de recherche du candidat. Le mémoire est soutenu devant un jury convoqué dans un délai de six mois minimum et de douze mois maximum après acceptation du sujet.

OPTIONS	CREDIT 1	CREDIT 2	CREDIT 3	CREDIT 4
A. — FONCTION PERSONNEL	Les Techniques de Base	Structures et Communications	Place des Relations de Travail	A. Politiques B. Droit du Travail
B. — FONCTION FORMATION	Les Méthodes de Formation Permanente	La Pratique de la Formation	a) Organisation et gestion de la Formation b) L'audio-visuel en formation	Psychopédagogie de la Formation Permanente
C. — MARKETING	Marketing fondamental	A) Méthodes d'analyses en marketing C) Marketing bancaire D) Marketing des produits industriels E) Exportation et marketing sur les marchés étrangers	B) Etudes et recherches en marketing F) Direction des ventes G) Publicité H) Politique de distribution et merchandising	D) Politique de marketing
D. — GESTION COMPTABLE ET CONTRÔLE DE GESTION	Comptabilité générale de gestion	Comptabilité analytique de Gestion	Comptabilité approfondie	Contrôle de Gestion
E. — GESTION FINANCIÈRE	Gestion Financière	A. Bourse et Évaluation des sociétés B. Crédit et Institutions Financières	C. Les Décisions Financières dans l'entreprise D. Les finances internationales	
F. — GESTION DE LA PRODUCTION	Éléments Fondamentaux de gestion de la production	Techniques de planification et de Contrôle de production	Conception d'un système de production	Processus de production et gestion du personnel
G. — SECRETARIAT GÉNÉRAL	Fonctions spécifiques du secrétariat général	Droit des sociétés	Fiscalité Technique contractuelle	Les techniques de base de la fonction personnel Gestion financière

Pour une information plus complète

M.

Adresse personnelle :

Tél. :

SOCIÉTÉ :

Adresse de la société :

Tél. :

FONCTION :

Désirerait recevoir une brochure de documentation sur l'ISSEC ☐Désirerait rencontrer un animateur du Centre d'orientation ☐

ISSEC Établissement d'enseignement privé

24, rue Hamelin, 75116 PARIS

Tél. 727-80-20 - 727-06-20 - 727-05-28

Métro : Boissière ou Iéna

Téléc. : 630943

1. — INITIATION A LA GESTION DE L'ENTREPRISE	Initiation à la gestion et à l'économie de l'entreprise			
2. — RELATIONS HUMAINES	Expression orale	La conduite de réunion	Méthodes d'enquêtes	
3. — INFORMATIQUE DE GESTION	Éléments de base d'informatique			
4. — DROIT DE LA GESTION	Droit général des affaires	Droit des sociétés	Droit du travail	Fiscalité
5. — ÉCONOMIE	Structures industrielles et initiation à la stratégie des marchés	Stratégie des entreprises et politiques de concurrence		
6. — LOGISTIQUE	Notions fondamentales de logistique			
7. — ORGANISATION	Les techniques d'organisation	Les structures d'organisation		
8. — MÉTHODES QUANTITATIVES POUR LA GESTION	L'utilisation des méthodes quantitatives			

ANGLAIS, ALLEMAND, ARABE, RUSSE, ETC.

Le centre de langues ESSEC-ISSEC propose à Paris et à Cergy

● Cours de langues, soit par petits groupes, soit en individuel, faisant appel à des méthodes actives, éprouvées, utilisant un équipement pédagogique moderne (laboratoires, vidéo, magnétoscope) et animés par une équipe d'enseignants qualifiés et spécialisés dans le recyclage des adultes.

● Cours pour débutants, faux débutants, de niveau intermédiaire et confirmé, axés sur l'apprentissage de la langue, mais orientés dès le début sur le maniement du langage des affaires.

● Horaires souples adaptés aux contraintes de chacun, allant de quatre heures à dix heures par semaine.

● Sessions intensives de recyclage en immersion sous forme de journées bloquées (en anglais seulement) ; recyclage d'anglais général pour faux débutants.

● Recyclage d'anglais d'affaires pour niveau intermédiaire (le but de cette session est de donner plus d'assurance et d'aisance dans l'expression en français).

sont appel entre autres aux jeux de rôles et discussions de cas).

* Pour tous renseignements, s'adresser au Centre de Langues ESSEC-ISSEC, B.P. 165, 93001 Cergy, tél. : 630-49-57 (postes 543-544). Tests sur rendez-vous à Paris ou à Cergy.

ISSEC

1976-1977

Le Monde DE L'ÉCONOMIE

L'ÉCHELLE MOBILE EST DÉSORMAIS UN FAIT

Une psychologie d'inflation domine le renouvellement des conventions collectives américaines

New-York. — Avec le renouvellement des conventions collectives, dont bénéficie quelque six millions d'ouvriers de l'industrie du caoutchouc, vient de s'ouvrir le dernier bastion important de la résistance patronale à l'introduction d'une échelle mobile des salaires dans l'industrie américaine. Tout porte à croire que cet élément caractéristique des économies en inflation est définitivement inscrit au palmarès outre-atlantique, en dépit de l'opposition du gouvernement et de l'avis contraire donné par la majorité des économistes.

C'est seulement vers 1973 que les syndicats américains ont commencé à mobiliser leurs forces avec succès en vue de gagner une protection automatique contre l'érosion de leur pouvoir d'achat. Automatismes qui, selon les détracteurs du système d'inflation, ne fera que renforcer les tendances inflationnistes.

Les ouvriers de la construction électrique et les conducteurs routiers furent parmi les premiers à obtenir, en juin 1973, un ajustement de leurs salaires de base reflétant, dans une certaine mesure, l'augmentation du coût de la vie. La pratique en est depuis passée dans

les mœurs sous l'épithète de « cola » (cost of living adjustment). En trois ans, les ouvriers de la sidérurgie, des abattoirs, ainsi que ceux de la construction électrique et les routiers ont reçu des suppléments de salaires très appréciables grâce au jeu du « cola ». Leurs salaires horaires ont été augmentés d'un montant qui va de 1 franc à 5 francs suivant les formules adoptées.

Pour l'industrie automobile, dont les contrats expirent le 14 septembre, le maintien du pouvoir d'achat de ses salariés n'est pas un sonnet nouveau. Le leader de ce secteur, la General Motors, a en effet joué le rôle de pionnier dans ce domaine. Dès 1943, General Motors garantissait ses employés une augmentation annuelle d'environ 3 % de leur pouvoir d'achat réel. Il est remarquable que les anciennes conventions, signées après la deuxième guerre mondiale, prévoyaient un ajustement lié à l'augmentation de la productivité aussi bien qu'à celle du coût de la vie, alors que dans les accords signés en 1973, il n'est même plus question de productivité.

C'est principalement l'écart entre les salaires de l'industrie automobile, « cola » inclus, et ceux de l'industrie des pneumatiques, sans « cola », qui a rendu les grèves dans ce dernier secteur si longues et les négociations si difficiles. A la veille de l'expiration des contrats ouvriers dans le caoutchouc, les salaires horaires de base étaient de plus de 2 dollars (10 fr.) inférieurs à ceux de l'automobile, alors que traditionnellement les deux secteurs s'alignent. La grève, déclarée le 20 avril, dure encore dans un certain nombre d'établissements touchés, quoique la signature des contrats avec Goodyear (23 août) et

Firestone (26 août) et leur ratification par les syndicats (27, 28, 29) indiquent que la fin en est proche.

Au contraire, le très important contrat automobile — il affecte directement les revenus de sept cent mille ouvriers — pourrait être renouvelé sans recours à la grève ou après une courte grève. Il expire, pour les trois sociétés — G.M., Ford et Chrysler — à minuit le 14 septembre, mais les négociations se poursuivent activement depuis le 14 juillet et seraient, dit-on à Detroit, en bonne voie. Ni les sociétés, ni les syndicats, semble-t-il, ne veulent courir le risque d'une interruption du travail au cours des semaines à venir. Les perspectives de vente des nouvelles voitures (les « modèles 77 » sortent en septembre) sont bonnes en dépit des augmentations de prix récemment annoncées. On estime que les constructeurs vendront onze millions et demi de voitures particulières l'année prochaine, ce qui serait un record. La promesse de nombreuses heures supplémentaires en octobre, liée à la nouvelle que les importations de l'étranger sont en perte de vitesse, devrait aussi amollir la résolution des syndicats.

S'il devait y avoir grève le 15 septembre, elle sera déclarée par les ouvriers des usines Ford seulement. Car la tactique du puissant syndicat de l'automobile, United Automobile Workers, est de frapper une société seulement afin de l'isoler de ses concurrents qui continuent à produire et, par là, à affaiblir sa position. Une fois obtenus d'un constructeur, les concessions patronales sont en général accordées par les autres à brève échéance. Selon la presse américaine, l'A.U.W. ne veut pas accabler Chrysler de peur de donner le coup de grâce à une société déjà affaiblie.

+ 36 % en trois ans

En moyenne, les nouvelles conventions qui viennent d'être conclues, d'être conclues dans le pneumatique vont augmenter le coût de la main-d'œuvre dans cette industrie de 36 % sur une période de trois ans.

Le gros du « paquet », négocié dans ses grandes lignes à Washington avec l'aide d'un médiateur du gouvernement fédéral, comporte une augmentation de 1,35 dollar (4,75 francs) du salaire horaire de base, augmentation dont la première tranche applicable immédiatement est de 80 cents (4 francs) chez Goodyear, et de 88 cents chez Firestone. Chez Goodyear et Uniroyal, des suppléments dits de « rattrapage » (level up) devront aussi compenser les différences de salaires de base résultant de l'application des contrats conclus en 1973. Autrement dit, l'alignement aussi complet que possible par le haut.

De plus, le jeu de l'échelle mobile ajoutera 1 cent (0,05 franc) au salaire horaire à chaque fois que l'indice officiel du coût de la vie, publié par le Bureau du travail à Washington, montera de 4/10 de point, c'est-à-dire deux premières années de la vie du contrat, ou 3/10 de point la troisième année. Ainsi, si l'inflation se maintient aux environs du rythme actuel, les salaires horaires se trouveraient augmentés de 3 francs au moins sur une période de trois ans, en sus du tarif de base.

Il faut dire qu'il y a autant de formules de fonctionnement de l'échelle mobile dans les contrats du travail américains qu'il y a de contrats. Dans la plupart des cas, les patrons ont réussi à mettre un plafond à ces paiements qui à long terme limiteraient les effets du « cola ». Le « cola » de General Motors, par exemple, suit l'inflation jusqu'à 7 % puis cesse d'augmenter tant que l'inflation ne dépasse pas 9 %, et repart au-dessus de ce niveau.

Un autre problème, jusqu'ici théorique et sur lequel les syndicats n'ont pas obtenu gain de cause, est celui de « coller » (indexer) l'échelle mobile. Les syndicats insistent sur la présence d'un tel objet qui permettrait à la « cola » de monter l'échelle mais l'empêcherait de redescendre dans l'hypothèse d'une diminution du coût de la vie. Les patrons entendent préserver une échelle libre à la descente comme à la montée.

Les retraites ouvrières dans le court-circuit (qui s'ajoutent, comme dans la majorité du secteur privé américain, à la retraite de la Sécurité sociale) sont fortement augmentées, mais cela sans introduction d'une échelle mobile. Les futurs retraités toucheront 12,50 dollars chaque mois pour chaque année de service, au lieu de 8,5 dollars actuellement (chiffre Goodyear).

La situation du chômage a en peu d'importance sur les négociations. Pourtant, il y a aujourd'hui sept millions quatre-cent mille chômeurs aux États-Unis, soit 7,8 % de la main-d'œuvre et les « jobs » sont parqués, à trouver pour les

grévistes lorsqu'ils ont épuisé leurs allocations-chômage, leurs assurances médicales et leurs économies, comme ce fut le cas pour les ouvriers du caoutchouc.

JAY McCULLEY.

(Lire la suite page 21.)

Une nouvelle politique des prix pour obtenir le consensus social

par JEAN-JACQUES PERQUEL (*)

APRÈS une assez forte hausse, la Bourse rebaisse. Après une remontée de plus de 2 %, le franc a tendance à s'affaiblir. Il y a actuellement un certain désenchantement, pourtant la situation n'est pas franchement mauvaise.

Le dynamisme dont fait preuve notre économie devrait lui assurer de passer les difficultés actuelles, mais il faut alors des mesures spectaculaires capables de retourner l'opinion. En fait, il y a actuellement deux impératifs et deux contraintes : l'inflation doit être ralentie, l'expansion assurée. Par contre, notre balance commerciale souffre des hésitations de la reprise internationale, car celle-ci reste insuffisante (en ce qui concerne en tout cas l'investissement) dans des pays à balance bénéficiaire comme l'Allemagne, elle tend à être freinée par des mesures d'austérité dans des pays à monnaie faible comme l'Angleterre ou l'Italie. D'autre part, l'essor français est gêné par ce que l'on pourrait appeler pudiquement les « rigidités sociologiques », et certains chroniqueurs, peut-être un peu trop pessimistes, y voient déjà des raisons d'un échec d'un « plan Barre »... non encore conçu.

Pour résoudre ces difficultés, on peut envisager deux politiques :

— Une de déflation classique ;

— L'autre de dirigisme modéré, à mi-chemin entre celles de M. Erhard et de M. Palma.

On peut, en effet, bloquer autoritairement les prix et salaires, mais on se heurte à l'opposition des syndicats et à celle des entreprises, à une époque où elles ont du mal à reconstruire leurs fonds propres et où une Bourse essouffée ne peut fournir facilement de capitaux propres extérieurs. Si l'on complète cette politique par des restrictions de crédit, la hausse des taux aide alors à empêcher le développement de stocks spéculatifs, ralentit l'investissement, donc la croissance, développe le chômage, entraînant une diminution de la combativité des syndicats en matière de salaires.

Bien entendu, une telle politique n'est pas populaire, mais, si elle est poursuivie assez longtemps, elle peut devenir efficace après un passage de stagnation, c'est-à-dire une période où la récession s'accompagne d'une intensification de l'inflation.

« A contrario », on peut envisager une politique en apparence assez semblable, mais dont les propriétés et certaines caractéristiques sont différentes.

On part d'une réorganisation budgétaire, c'est-à-dire d'une diminution relative de la dépense globale de l'État comme celle qui semble être actuellement envisagée par le gouvernement français et qui a fait, par ailleurs, le succès aux États-Unis de la campagne de M. Carter chez les démocrates.

Une telle mesure a deux effets :

a) On réduit la pression inflationniste. Comme l'économiste Norvégien Trygve Haavelmo l'a prouvé, l'ampleur du budget fiscal et social a un effet plus inflationniste (par l'accélération de la vitesse de la circulation de l'argent) qu'un déficit budgétaire qui reste mesuré.

b) la diminution des sommes redistribuées par l'État est déflationniste.

Bien entendu, la réorganisation du budget peut porter non seulement sur le montant total mais, également, sur la nature de la fiscalité. Le but à atteindre est de réaliser un retour à la confiance dans la stabilité de la monnaie et l'avenir de l'économie. Cela suppose une politique des revenus qui ne peut réussir que si elle est accompagnée d'un large consensus, d'où trois types de décisions :

— Une baisse de la T.V.A. sur les produits de première nécessité pour provoquer un choc psychologique et favoriser la reprise ;

— Une diminution de la fiscalité des entreprises (réévaluation des bilans) et de la parafiscalité. En effet, il faut aller à l'inverse de la politique pratiquée jusqu'à présent qui poussait les sociétés à augmenter leurs prix pour reconstruire leurs fonds propres. Au contraire, il serait nécessaire d'aider les sociétés à trouver les fonds extérieurs (réévaluation de la Bourse) ou internes par une réduction de leur coût fiscal. On pourrait, en contrepartie les obliger à ne pas élever leurs prix ;

— Malheureusement, la diminution du budget que l'on peut espérer sans gêner trop l'économie n'est pas suffisante pour couvrir le manque à gagner des diminutions d'impôt précédentes. Ce solde doit être couvert par la fiscalité directe. Elle a deux avantages : développer le sens de la solidarité nationale dans des périodes difficiles et éviter le recours à l'emprunt, politique qui serait très nuisible dans un marché financier étroit qu'il faudrait le plus possible réserver à la reconstruction des fonds propres du secteur privé.

Ces mesures restent assez déflationnistes. La baisse des commandes de l'État peut entraîner une augmentation du chômage, donc une certaine diminution de la consommation malgré les incitations à l'augmenter dues au blocage des prix. Les sociétés dont les marges s'améliorent un peu peuvent commencer à être incitées à investir, mais cela dépendra quand même de leur possibilité d'exporter, donc de l'ampleur de la reprise dans les pays limitrophes. Une autre mesure, très utile alors, serait la baisse des taux à court et long terme, qui aurait essentiellement pour effet de pousser les épargnants à détenir moins d'épargne liquide et à investir à plus long terme. Une baisse des taux aiderait à provoquer le choc psychologique dont nous avons déjà parlé.

Une telle politique réagit sur la valeur du franc. La stabilité des prix devrait assurer son redressement et rendrait possible le retour dans le « serpent » à un taux plus bas que précédemment (1,90 à 1,95 franc français pour 1 deutschemark par exemple). Cela aurait indirectement trois effets :

a) Une amélioration de la balance commerciale en diminuant le coût de l'énergie et des autres importations indispensables ;

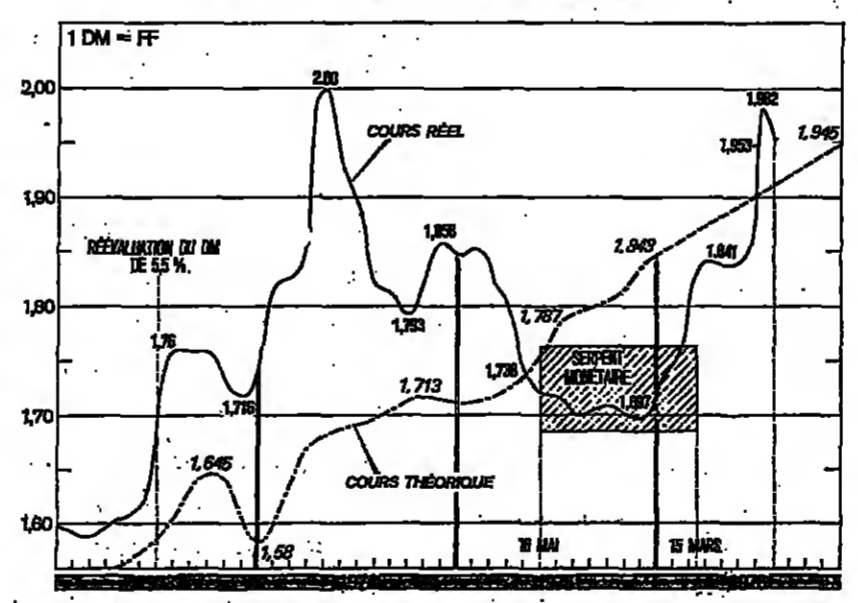
b) Un effet psychologique favorable sur les citoyens dont on bloque ou réduit les revenus ;

c) Une gêne pour les entreprises exportatrices mais qui devrait les pousser à un nouvel effort d'investissement pour conquérir des marchés extérieurs.

Ainsi, l'histoire dira comment on peut combiner ces deux politiques pour assurer l'essor économique du pays. Une austérité ne devrait pas faire peur à nos concitoyens, à condition que l'ensemble du pays y participe. Des mesures comme la baisse des taux, une réduction de la T.V.A. pourraient provoquer ce choc psychologique qui permettrait de faire accepter les sacrifices demandés : le redressement du franc et celui de la Bourse seraient les premiers indices du succès de cette politique, le consentement du public en serait la preuve.

(*) Agent de change, vice-président de l'Association nationale des docteurs en sciences économiques.

L'inflation intérieure, principale cause de la chute du franc



Le graphique ci-dessus, établi par Eurostat, société privée franco-allemande (constituée en groupement d'intérêt économique), semble bien appuyer la thèse selon laquelle les variations de taux de change, et on les examine sur une période suffisamment longue, sont commandées par l'évolution des taux d'inflation dans les différents pays. Cette société, dont la mission est de gérer les programmes de coopération industrielle entre la France et la République fédérale, a de son côté une idée assez exacte que possible de la tendance à moyen et à long terme des cours du franc et du deutschemark l'un par rapport à l'autre. Pour établir ces comparaisons de chiffres d'affaires, elle se sert d'un taux de change conventionnel et théorique qu'elle calcule elle-même et qui lui permet de rattraper les variations quotidiennes de cours.

La méthode retenue consiste à évaluer, à partir de formules paramétriques basées sur les indices officiels, les hausses de prix constatées dans les différents secteurs industriels, auxquels s'ajoutent les programmes de coopération. On estime, d'autre part, que les productivités sont sensiblement les mêmes dans ces deux pays en France et en Allemagne, ce qui fait qu'on ne comptabilise pas le calcul en introduisant une variable supplémentaire.

L'année 1970 a été choisie comme année de référence, car, pendant cette année-là, le parité franc-deutschemark a été particulièrement stable (1 DM = 1,615 FF en moyenne, les écarts maximaux en plus ou en moins n'ayant pas dépassé 0,3 %). Chaque point de la courbe du taux théorique est fixé en appliquant au taux moyen de l'année 1970 le coefficient d'inflation relative observé chaque mois. On en déduit le taux de change théorique, qui, malgré son caractère en quelque sorte sectoriel, paraît assez bien indiquer la tendance du marché. Les divergences qui apparaissent à certaines périodes entre la courbe du cours théorique et celle du cours réel s'expliquent surtout par des accidents de nature politique qui n'affectent le marché des changes que temporairement. Par exemple, la chute du deutschemark au printemps 1974 était due aux incertitudes de la présidence de la République en France. De même, le cours théorique du deutschemark a continué de monter en 1975 bien que le gouvernement français ait décidé alors de faire rentrer le franc dans le « serpent » européen et, par conséquent, de stabiliser (à l'intérieur de certaines marges) le taux de change entre le franc et le deutschemark.

ILE A VENDRE
Côte Nord d'Espagne
Château et Étère
150.000 m² de surface

PRIX INTÉRESSANT
S'adresser à :
« Apartado de Correos 227 »
SAINT-SEBASTIEN (Espagne).

LES INDICATEURS-CLÉS DE LA CONJONCTURE

	VARIATION (en %)	
	En 1 mois	En 1 an
EMPLOI :		
● Demandes : 808 500 (850 000)	- 0,6 (- 1,75)	5,6 (+ 5,5)
● Offres : 139 200 (133 000)	- 8,4 (- 3,6)	30,7 (+ 30,6)
COMMERCE EXTERIEUR :		
● Importations : 23 745 millions de francs (24 654 millions de francs)	- 1,2 (+ 5,6)	+ 28,7 (31,2)
● Exportations : 23 428 millions de francs (22 947 millions de francs)	- 4,1 (- 1,2)	18,5 (17)
PRODUCTION INDUSTRIELLE (juin 1976) :		
Base 100 en 1970 : bâtiments et travaux publics exclus : 126 (122)	+ 2,4 (0,8)	+ 8,6 (8,2)
RESERVES DE CHANGE (fin juillet 1976) :		
35,510 milliards de francs	- 1,138 millions	
PRIX (fin juin 1976) :		
● De détail (1970 = 100) : 167,1	+ 1	+ 9,2
● De gros alimentaires : 221,5	+ 5,2	+ 21,6
● De gros industriels : 209,2	+ 2,5	+ 11
MASSE MONETAIRE (juin 1976) :		
617,6 milliards de francs	+ 18,5 milliards	+ 19 milliards
	+ 2,3	de francs en 1975
CREDITS A L'ECONOMIE (juin 1976) :		
709 milliards de francs	+ 13,3 milliards	+ 15,7 milliards
		de francs en 1975
DEPOTS DANS LES CAISSES D'EPARGNE :		
— Excédents sur les retraits : 3,5 milliards de francs	+ 1,9 milliard	0

Les chiffres figurant dans ce tableau sont des données brutes. Ceux qui sont indiqués entre parenthèses sont corrigés des variations saisonnières.

Les prix de gros alimentaires sont ceux de la région parisienne. L'indice des prix de gros industriels (toutes branches) ne couvre que les demi-produits : fonte, acier, tissus, pâtes à papier, bois scié, etc.

Les dépôts dans les caisses d'épargne ne prennent pas en compte les dépôts bancaires d'épargne (comptes sur livret). Le signe « - » qui précède la variation en un an ne signifie pas une baisse de l'épargne par rapport à avril 1975, mais un excédent moins important en avril 1976 qu'en avril 1975.

SÉCHERESSE : pour régler la facture emprunter et... relever les prix agricoles

Le financement des indemnités de sécheresse aux agriculteurs est devenu un des sujets les plus délicats qu'aura à trancher le gouvernement Barre. A en croire le ministre de l'Agriculture, M. Christian Bonnet, les recettes devraient provenir uniquement de l'impôt. Cette prise de position va à l'encontre de l'opinion exprimée

en général par les milieux agricoles. On lira ci-dessous les solutions proposées par le vice-président du Conseil économique et social, qui fut pendant près de vingt ans (1945-1974) président de l'A.G.P.B. (Association générale des producteurs de blé et autres céréales).

par JEAN DELEAU (*)

La chose était prévisible : l'état de solidarité en faveur des agriculteurs, victimes de la sécheresse a trouvé ses limites lors de la présentation de la facture. Celle-ci ne peut être réglée que par un impôt supplémentaire et cette perspective ne peut amener que grogne et refus. Il faut maintenant éviter à tout prix un affrontement entre les éventuels bénéficiaires de la solidarité nationale et ceux qui en supporteront le poids. Une telle compréhension n'est possible qu'à la double condition que les aides apportées soient justifiées et équitables et que toute l'opinion soit bien informée de l'ampleur de la perte engagée et des mesures prises pour la gagner.

Beaucoup s'étonnent que les agriculteurs soient incapables de faire face financièrement à une mauvaise récolte. C'est oublier la baisse du revenu des agriculteurs ces dernières années et la dépendance sans cesse plus étroite entre le secteur agricole et les autres activités économiques. Personne ne conteste plus que, depuis plusieurs années, les revenus agricoles n'ont pas suivi la courbe ascendante de l'ensemble des activités professionnelles et qu'en particulier les années 1974 et 1975 ont marqué une diminution inquiétante des ressources des entreprises agricoles, ainsi que le montrent les appels de plus en plus fréquents au crédit. Devant les difficultés d'équilibre des budgets annuels, il était vain d'espérer des réserves pour pallier le déficit d'une mauvaise récolte.

D'autre part, le temps n'est plus où le travail humain était l'élément essentiel de la production : il y a désormais des consommations intermédiaires de plus en plus importantes et des investissements aux amortissements sans cesse plus exigeants. Or, en raison du renchérissement des matières premières et de l'inflation, les dépenses en produits essentiels (carburants, produits phy-

tosanitaires, services, etc.) et l'équipement agricole (tracteurs, machines diverses) ont connu des hausses que les prix agricoles n'ont pas intégrées. Tous ces éléments établissent bien que la trésorerie des entreprises agricoles n'est en mesure de supporter ni les dépenses courantes des ménages paysans, ni celles qui prépareront les récoltes des prochaines années. Un double but est donc à poursuivre : assurer à tous les ménages agricoles des conditions de vie décentes et salvager, dans l'intérêt de l'économie nationale, notre potentiel agricole. Si ce double but concerne les mêmes personnes, il serait opportun d'en différencier les méthodes d'attribution et aussi les sources de financement.

Depuis longtemps les organisations professionnelles agricoles s'interrogent sur les moyens d'assurer aux exploitants les plus déshérités un minimum de ressources. Plusieurs idées ont été avancées, et notamment celle de l'impôt négatif (selon laquelle le « contribuable », au lieu de verser une cotisation au fisc, reçoit du Trésor une certaine somme destinée, en principe, à combler l'écart entre son propre revenu et un certain minimum garanti). L'heure est sans doute venue d'entreprendre une telle réforme qui pourrait être basée soit sur une déclaration individuelle, soit sur une estimation régionale forfaitaire selon la structure et l'importance de l'exploitation. Le financement de cette aide devrait être à la charge du budget de la nation. Celui-ci n'assure-t-il pas, avec le consentement unanime des contribuables, les aides au chômage ? Y a-t-il une différence entre le sort du chômeur privé de son emploi et le paysan privé de ressources par l'inclemence du ciel ?

Augmenter les prix agricoles

Le financement de cette seconde action ne doit et ne peut pas être supporté par un seul exercice budgétaire : seul un appel à l'épargne est recevable, les budgets annuels gardant, pendant les années d'amortissement, la charge des seuls intérêts. De grands services publics (P.T.T., entreprises nationales), des secteurs essentiels de l'économie (sidérurgie) ont périodiquement recours à l'emprunt pour assurer leurs investissements. Ne peut-il en être de même pour l'agriculture qui a vu, au cours de la campagne 1975-1976, disparaître ses fonds propres ?

Certes, une différence demeure : les entreprises publiques ou privées qui ont recours à l'emprunt assurent les intérêts et les amortissements, alors qu'il ne serait prévu pour les entreprises agricoles que le remboursement du capital. Cela est vrai, mais est amplement justifié par la différence de traitement appliqué aux prix suivant qu'il s'agit de l'agriculture, de l'industrie ou des services.

Lorsqu'un secteur public ou nationalisé a des difficultés financières, il ne lui est jamais refusé un réajustement des tarifs (timbres-postes, communications, S.N.C.F., etc.). Les prix industriels sont libres ; les prix agricoles sont fixés à Bruxelles à des taux qui sont insuffisants pour supporter les aides d'une campagne comme celle de 1975-1976. Une telle mesure permettrait de ne pas faire supporter les conséquences de la sécheresse au seul budget de la nation, car chacun sait les problèmes que soulèvent son équilibre et les réserves des contribuables appelées à un effort qui leur apparaît insupportable.

(*) Vice-président du Conseil économique et social.

Impôt négatif

Cette réforme faciliterait la modernisation de l'agriculture : et un nombre important d'exploitations doivent se concentrer, une telle évolution n'est possible que dans la mesure où sera encouragée la transition pour ceux qui préparent leur départ.

Pour ce qui est de la sauvegarde de notre potentiel de production agricole, la composante essentielle de notre économie, il faut savoir qu'une agriculture en perte de vitesse, c'est une économie ralentie, un équilibre et une balance commerciale en péril. Il ne peut être de politique active de l'emploi sans une croissance suffisante, et le déficit agricole va sensiblement diminuer notre produit intérieur brut. Les conséquences en sont, dès maintenant, appréhensibles : baisse de l'activité dans les

industries alimentaires (sucreries, conserves, laiteries, etc.) et dans les secteurs en amont (industries des engrais, machines agricoles, etc.).

La part de plus en plus importante des produits agricoles dans nos exportations exige que soient conservés et accrus des débouchés « difficilement » conquis par la concurrence internationale : une absence même temporaire remettrait en cause les résultats actuels. Pour bien comprendre la nécessité de cet effort, il n'est qu'à comparer nos importations de pétrole et nos exportations de céréales et de sucre, et de constater leur parallélisme dans l'augmentation : nos ventes de produits agricoles compensent nos achats de carburants. Dans ces conditions, l'essentiel est que les pro-

Institut d'Administration des Entreprises

Université Paris I - Panthéon-Sorbonne

C. A. A. E.

Certificat d'Aptitude à l'Administration des Entreprises (C.A.A.E.)

Cycle court : plein temps : une année universitaire

Cycle long : soir ou demi-journée : 2 années universitaires

INSCRIPTIONS : DU 1-6 AU 14-9-1976

● TEST D'ENTRÉE : LE 18 SEPTEMBRE 1976

DÉBUT DES COURS : 18 OCTOBRE ET 25 OCTOBRE

RENSEIGNEMENTS : 578-91-16 p. 339 - 400 - 401

162, rue Saint-Charles, 75015 Paris

FORMATION GESTION 3^e CYCLE

SOCIÉTÉ FINANCIÈRE SUISSE

OFFRE

à non-résidents français*

des participations à court terme dans programme immobilier important

intérêt minimum garanti

dépôts en compte fiduciaire bancaire bloqué

auprès

grande banque suisse

contrôle permanent

Participation aux bénéfices nette d'impôts

Intérêts et bénéfices payés en Suisse

Discrétion absolue

Ecrire : sous chiffre F 18-4427, PUBLICITAS, CH-1211 Genève 3

*Vis-à-vis de la réglementation française des changes.

avec la participation des P.T.T. du GERPAC, de constructeurs et de futurs utilisateurs.

SESA

organise un séminaire

les 28 et 29 octobre 1976 :

RÉSEAUX DE TÉLÉINFORMATIQUE

orienté vers l'utilisation des nouveaux réseaux tels que :

LE RÉSEAU PUBLIC TRANSPAC

SESA

Société d'études

des Systèmes d'Automation

20, rue Jean-Jaurès - 92800 PUTEAUX
Tél. 610022 F - Tél. 776-41-03 p. 259 et 265

I F INSTITUT DE HAUTE FINANCE I F

- 10 séminaires résidentiels de 3 jours consacrés à la Stratégie Financière de l'entreprise
- ADMISSION sur TITRES, Directeurs Financiers, Cadres Supérieurs, Experts-Comptables, Contrôleurs de Gestion
- DÉBUT du CYCLE : 26 octobre 1976

Renseignements : Institut Français de Gestion, 37, quai de Grenelle, 75738 Paris Cedex 15
Tél. 578-61-32

ÉCOLE SUPÉRIEURE DE COMMERCE ET D'ADMINISTRATION DES ENTREPRISES DE BORDEAUX 3^e CYCLE

Management Achat Industriel

Sous le patronage de M. le Délégué aux Économies de matières premières

Si vous êtes :

- diplômé d'une Ecole d'Ingénieurs,
- diplômé d'une Ecole de Gestion,
- titulaire d'une maîtrise,
- vous êtes concerné par ce cycle d'enseignement.

Conçu en étroite collaboration avec les Directeurs des Achats de :

- Pechiney Rhône-Poulenc
- Usinor Honeywell Bull
- Ferodo Télémécanique
- Westinghouse E.D.F.
- Creusot-Loire Renault

le M.A.I. est destiné à former

des Cadres Supérieurs capables d'assumer de hautes responsabilités au sein des Services Achats des Entreprises Industrielles.

Le programme d'études

comprend :

- 500 heures d'enseignement (1 année universitaire) consacrées aux thèmes suivants :
 - environnement économique et juridique de l'achat (dimensions nationales et internationales),
 - approvisionnement de la France dans le contexte international,
 - analyse système,

- marketing de l'achat industriel,
- négociation d'achat,
- techniques de calcul économique (gestion de stocks, recherche opérationnelle...),
- gestion de la production,
- analyse de la valeur,
- finances, contrôle, audit,
- politique générale des achats,
- langues vivantes.

● deux mois de pratique professionnelle.

Conditions d'admission :

La sélection est opérée par un jury composé de professionnels et d'enseignants après examen des dossiers des candidats, et à l'issue d'un entretien destiné à déterminer les aptitudes des intéressés pour une formation à la fonction achat.

Les entretiens ont lieu à Paris,

Lyon et Bordeaux.

Le dossier de candidature doit être déposé avant le 5 octobre.

Le nombre des participants est limité à 20.

Inscription et renseignements :

au M.A.I./E.S.C.A.E.B.

de Bordeaux

Domaine de Rabat

680, cours de la Libération,

33405 TALENCE-CEDEX

Tél. (56) 80-70-50

CHAMBRE DE COMMERCE ET D'INDUSTRIE DE BORDEAUX.

Jp 11-62 150

Les contrôles médicaux pour lutter contre l'absentéisme UN ANTI-KNOCK AUSSI REDOUTABLE QUE L'AUTRE

Les attaques dont ils sont l'objet de tous côtés (syndicats, corps médical, inspection générale des affaires sociales, etc.), les réserves que continuent de manifester la majorité des employeurs, les nombreux litiges auxquels ils donnent lieu et dont la Cour de cassation devra prochainement avoir à connaître, n'ont pas empêché les contrôles médicaux organisés par le patronat pour lutter contre l'absentéisme de se développer rapidement dans

certaines grandes branches industrielles. Leur efficacité n'est-elle pas quasi miraculeuse ? Selon des statistiques de l'Union des industries métallurgiques et minières, établies en 1974 dans la sidérurgie, 30 % des salariés en arrêt de maladie reprennent le travail dès qu'ils sont avisés du contrôle ou le jour même de celui-ci, 15 % sont absents lors de la contre-visite, 20 % voient leur arrêt de travail contesté, le traitement du médecin

traitant n'est confirmé que pour 35 % seulement des salariés contre-visités. Et, depuis lors, ce dernier chiffre serait même tombé au-dessous de 30 % : 70 % de fraudeurs pris, si l'on peut dire, la main dans le sac ! L'illustre docteur Knock voyait dans tout homme bien portant un malade qui s'ignore... Ces contrôles médicaux permettent-ils, à l'inverse, de découvrir et de dénoncer, dans tout malade prétendu, un bien-portant qui ne s'ignore pas ?

LEUR essor est directement lié aux progrès de la mensuralisation : les salariés appelés à continuer de percevoir leur plein salaire pendant les périodes d'arrêt de travail pour maladie ou accident, grâce aux indemnités complémentaires versées par leur entreprise, risquent alors d'être tentés d'abuser de la

complaisance de certains praticiens (1). Aussi bien les auteurs des accords de mensuralisation y ont-ils fréquemment introduit une clause subordonnant le versement de ces indemnités complémentaires au constat de l'incapacité de travail « par certificat médical et contre-visite s'il y a lieu ».

Leur objectivité : si, directement ou indirectement, le médecin contrôleur reste dépendant d'employeurs pour lesquels il ne présente d'utilité qu'autant qu'il pousse au maximum la reprise du travail, comment éviter que cette situation n'influence son comportement ?

Leur compétence enfin et surtout, car à l'impossible nul n'est tenu. On demande en effet au médecin contrôleur d'apprécier si le salarié est ou non en état de reprendre le travail ; mais ce, sans disposer d'aucun dossier médical, sans rien savoir des antécédents pathologiques de l'intéressé, sans prendre aucun contact — et ce point est très grave — avec le médecin qui a ordonné l'arrêt de travail (4), sans rien connaître des examens de laboratoire, éventuels, du diagnostic posé, des prescriptions, sans pouvoir ordonner aucune investigation supplémentaire, et sans même, parfois, parler la même langue que le patient.

On est loin de la célèbre définition de

l'acte médical, « le dialogue entre une confiance et une conscience » ! Et, d'ailleurs, faut-il voir dans ces contrôles de véritables actes médicaux ?

Leur crédibilité est en tout cas et même que les défendeurs les plus acharnés de cette caricature de médecine estiment nécessaire de lester du test. Le salarié qui, en dépit du « diagnostic » du contrôleur, ne se sentirait pas en état de reprendre son travail pourrait demander aux tribunaux de désigner des experts, et plus précisément — sans perdre une heure — au juge des référés. Mais qui peut imaginer sérieusement que l'O.S. Mamadou, supposé malade, va se mettre à plaider à grands frais contre son employeur pour obtenir ses indemnités complémentaires ? Quel tollé aurait-ce ! Le grand malade que voilà, c'est-à-dire celui qui trouve la force de chicaner au lieu de prendre ses tisanes ! C'est sa lettre de licenciement que recevrait promptement l'imprudent !

rait être déclenchée, d'urgence, par les employeurs et dont les résultats seraient, enfin, opposables à toutes les parties intéressées, serait sans doute une solution cohérente (5). Il en est d'autres. Modifier profondément les missions et pouvoirs du médecin du travail ? Faire intervenir la commission d'entreprise dans la gestion de cette sécurité sociale complémentaire qui ressemble fort à une œuvre sociale d'entreprise ? Ce ne sont pas les directions qui manquent, mais plutôt, ici et là, un peu de bonne volonté.

JEAN-JACQUES DUPEYROUX,
directeur du département de droit
du travail de Paris-Lass.

Cent anecdotes croustillantes

Telle est donc la problématique de base : « J'accuse de verser des indemnités complémentaires de celles de la Sécurité sociale, mais seulement aux vrais malades, ceux dont l'incapacité de travail est confirmée par le médecin de mon choix ».

Problématique un peu sommaire, d'un point de vue social : cent anecdotes croustillantes sur des cas de fraude caractérisés et de malhonnêteté patente de praticiens rabâchés avec des mines gourmandes ne rendent nullement compte des causes principales de l'absentéisme. A moins qu'elles ne servent simplement à les voiler ! Car si trop de médecins accordent plus ou moins automatiquement l'arrêt de travail « demandé et si cette complaisance pose — incontestablement — de sérieux problèmes, pour les entreprises comme pour la Sécurité sociale, il est non moins vrai que l'absentéisme important touche deux catégories sociales bien déterminées : les mères de famille qui, bien obligées de

le garder quand il est souffrant, ont souvent « la maladie » de leur enfant, et les O.S. Dans le premier cas, la fraude est certaine, mais la solution ne peut être recherchée que dans une meilleure organisation de la garde des enfants. Dans le second, la notion de fraude doit être maniée avec beaucoup de précautions : à partir du moment où les conditions de travail sont par trop insupportables, voire infra-humaines — les anecdotes sur la fraude ne doivent pas faire oublier une réalité autrement scandaleuse : l'espérance de vie relativement faible des O.S. — la distinction entre arrêt de travail légitime et arrêt de travail illégitime devient par hypothèse singulièrement hasardeuse.

Quoi qu'il en soit, sommaire peut-être, cette problématique de base n'en est pas moins simple, frappante, cohérente pour chaque employeur. Reste à organiser ces contre-visites : comment aménager un contrôle à la fois médical et patronal, qui reste cependant suffisamment « crédible » ?

Une médecine pénitentielle

Dans un premier temps, le plus simple parait de faire largement appel à des sociétés spécialisées, du type Sécurité ou Supra. Les méthodes utilisées par certaines de ces sociétés, les directives qu'elles donnaient à leurs médecins contrôleurs (2), évoquent parfois une médecine pénitentielle, les ont rapidement discréditées : prenant prétexte de leur commercialité, l'Ordre national des médecins les a finalement condamnées en septembre 1975.

Le même Ordre national a, en revanche, établi avec l'U.I.M.M. un contrat type pouvant être conclu entre chambres syndicales d'employeurs et médecins contrôleurs, qui marque à divers égards des progrès certains par rapport aux errements des sociétés spécialisées (3). Et ce à dire que les inter-

ventions des médecins ainsi recrutés par les chambres syndicales et mis par elles à la disposition de leurs membres — ou à fortiori les interventions des praticiens directement recrutés par les entreprises — pourront atteindre un degré de crédibilité suffisant ? C'est douteux : les salariés resteront enclins à mettre en doute la sérénité, l'objectivité et la compétence de ces contrôleurs.

Leur sérénité, car on ne fait bien que le métier qu'on aime... Quelle peut être la psychologie de médecins qui, à défaut d'une clientèle à soigner ou d'une mission de service public à remplir, ont dû se résigner à faire profession d'une activité qui ressemble beaucoup à la simple délation ?

Lève-toi et marche

Pourrait-il au moins ignorer le résultat de la contre-visite et s'en tenir au traitement ordonné par son médecin, sauf à renoncer aux indemnités patronales ? (5). On nous l'assure parfois, mais la réalité est autre. En fait, le problème de la suspension des indemnités complémentaires est, dans une large mesure, un faux problème : au lieu de s'en tenir, sur le vu du verdict de son contrôleur, à cette suspension, l'employeur va ordonner la reprise du travail. Le plus souvent par télégramme. Et sous menace implicite de sanction, de licenciement. Lève-toi et marche... ou reste définitivement chez toi. Et, en pratique, l'O.S. Mamadou préférera, sans impossibilité absolue (normalement recourant par la courtoisie, se lever et marcher plutôt que de risquer de perdre l'essentiel, son emploi. Emploi que, de toute façon, ne lui rendrait pas un procès coûteux, interminable, aléatoire.

Ainsi en arrive-t-on à créer, en marge du régime général, des régimes d'assurance-maladie new look, indemnisant l'assuré d'excellente façon, mais « gérés » par des médecins patronaux appelés, pour les décisions relatives aux arrêts de travail — seul point concernant l'entreprise, — à « coiffer » les médecins traitants, voire, un jour ou l'autre à leur être totalement substitués. Ces innovations sont-elles bien confor-

mées aux desseins des créateurs du régime général, respectant-elles divers droits fondamentaux de ses assurés ?

Peut-être pas, nous répond-on ; mais c'est une réplique efficace aux excès grandissants d'une médecine libérale et concurrentielle est génératrice. Soit ! Certains de ces excès seront effectivement repérés et sanctionnés. Mais le remède ne risque-t-il pas d'être pire que le mal ? Il est permis de craindre que de tels systèmes, fondés sur des contrôles sommaires et « orientés », ne soient menacés de dérapage ; que leur pente naturelle ne les conduise à faire de la reprise précoce du travail l'objectif prioritaire, à sacrifier à des impératifs économiques la santé de catégories sociales vulnérables et déjà sous-médicalisées, à accroître les risques d'accident du travail pour des travailleurs imparfaitement remis.

Est-ce dire qu'il faille prendre son parti de tous les abus et de toutes les fraudes ? En aucune façon ! C'est dire simplement qu'il faut s'appliquer à rechercher des solutions « crédibles », acceptables. La création d'une nouvelle forme d'« expertise » technique, inspirée de celle qui tranche les divergences fréquentes entre le point de vue des médecins traitants et celui des médecins-conseils des caisses, mais qui pour-

(1) La mensuralisation a énormément provoqué une augmentation de l'absentéisme, mais les statistiques avancées par le patronat, par l'INSEE et par la médecine du travail sont largement divergentes. On notera, en tout cas, que, contrairement à des légendes tenues sur les « week-end de malade » des O.S., l'absentéisme ne varie guère selon les jours de la semaine.

(2) Il était recommandé aux médecins contrôleurs de s'adresser à l'entreprise au malade, de prendre sa tension et sa température, etc. Une de ces sociétés leur demandait même, dit-on, de rédiger systématiquement tous les arrêts de travail. Tous fraudeurs !

(3) Voir le texte Droit social, juillet 1976, en annexe de l'étude du professeur Javillier. On notera l'article 6) que le contrôleur est chargé d'informer l'entreprise de son avis, non sur l'état du salarié visité, mais sur le maintien ou la suspension des indemnités complémentaires. Cette formule pudique est-elle destinée à rendre moins criante la violation du secret professionnel ?

(4) Par un mot à cet égard dans le contrat-type. Notons qu'aux termes de l'article 34 du code de déontologie, « le médecin contrôleur ne doit pas s'immiscer dans le traitement ». Toutefois, si au cours d'un examen il se trouve en désaccord avec son confrère sur le diagnostic ou le pronostic, il doit le lui signaler ». A l'évidence, le contrôleur qui se prononce pour la reprise anticipée du travail s'immisce directement dans le traitement ordonné par le médecin traitant. A moins que le repos ne fasse pas partie du traitement ?

(5) Le salarié qui refuse de se soumettre à une contre-visite commet-il une faute contractuelle susceptible de sanction ? Question très délicate. Si l'on en croit une étude largement diffusée par l'U.I.M.M., la réponse doit être négative : v. H. Catala, J.O.P. 1975, 1497, n° 22 (v. cependant les nos 9 et 10).

(6) Actuellement, le médecin traitant, le médecin conseil de la Sécurité sociale, le médecin contrôleur de l'employeur et le médecin du travail peuvent émettre quatre avis différents sur la date de reprise du travail.

SUI NORTHERN GAS PIPELINES LTD. APPEL D'OFFRES

La société Sui Northern Gas Pipelines Limited lance un appel d'offres auprès des fabricants pour la fourniture de tubes de canalisation en acier destinés à une canalisation d'eau, sur la base d'un matériel rendu à Karachi, Pakistan, coût et fret. Ce matériel est le suivant :

Numéro de l'appel d'offres	Matériaux	Longueur totale approximative requise	Heure et jour de clôture de l'appel	Heure et jour d'ouverture des soumissions
SN-3897/76	Tube de canalisation d'eau 14" x 0,312" 45,61 lbs/ft API 5LX Grade X42 ET	105 600 ft	15/10/1976 à 11 heures	15/10/76 11 h 05mn
	Tube de canalisation d'eau 14" x 0,312" 45,61 lbs/ft API 5LX Grade X46	105 600 ft		

2. Les fabricants intéressés sont invités à demander les documents d'appel d'offres à l'adresse suivante, en mentionnant le numéro d'appel d'offres ci-dessus indiqué :

The Managing Director,
Sui Northern Gas Pipelines Limited,
Monroo House, 3 Montgomery Road,
P.O. Box No. 56 — LAHORE — PAKISTAN

3. Les soumissions définitives doivent arriver dans les bureaux de la société avant la date et l'heure de clôture indiquées ci-dessus.

RÉPUBLIQUE ALGÉRIENNE DÉMOCRATIQUE ET POPULAIRE

Ministère d'État chargé des Transports
Direction des Infrastructures
et des Transports Ferroviaires
Société Nationale des Transports Ferroviaires

SERVICE DE LA VOIE ET DES BATIMENTS

AVIS INTERNATIONAL

SC/VB/TX N° 1976/7 du 26 octobre 1976
pour présélection d'Entreprises.

La Société Nationale des Transports Ferroviaires (S.N.T.F.) organise la double voie à la ligne de CONSTANTINE et RAMBLANE-DJAMAL, et entre EL GUOUZEZ et EL KHEBOUS (longueurs respectives : 67 km et 21 km).

Les travaux comprennent l'exécution des terrassements (5 millions de mètres cubes environ), des ouvrages d'art, dont un viaduc de 650 m, trois tunnels d'une longueur totale de 2.850 m, dont un de 1.100 m, la fabrication et la mise en place du ballast, la fabrication des traverses, la pose des rails et des appareils de voie, le démontement de la voie existante et le remplacement par du matériel neuf, la signalisation ainsi que la construction de bâtiments, gares et logements.

Le démarrage effectif des travaux est envisagé au cours de l'année 1977.

Une présélection des entreprises sera effectuée avant le lancement d'un appel d'offres restreint. Les entreprises désirant présenter leur candidature à cette présélection devront adresser leur demande, en langue française, à Monsieur l'ingénieur - Chef du Service de la Voie et des Bâtiments de la S.N.T.F. - Bureau Travaux-Marchés - 21-23, boulevard Mohamed-V à ALGER, avant le 28 octobre 1976 à 16 heures, dernier délai.

Le devis-programme de la présélection leur sera alors envoyé.

80% de nos clients ont attendu d'être cambriolés pour découvrir la véritable sécurité.

Elle existe : conçue et mise au point dans nos laboratoires, nos détecteurs volumétriques d'intrusion sont issus des moyens les plus évolués de l'électronique moderne et répondent à toutes les formes d'agression dont votre domicile peut être l'objet. Totalement autonomes, indéchiffrables, inimitables, sans déclenchement intempestif, nos détecteurs d'intrusion ont toute la presse à portée de main et vous assurent la sécurité de votre vie, une épreuve morale et matérielle qu'il faut mieux ne jamais connaître.

Pour tous renseignements écrire à :
Alarme 2000 — Dept. 59, 8, rue Guifin 75016 PARIS, en nous retournant le bon ci-dessous.

Je désire recevoir gratuitement et sans engagements de ma part, toutes informations sur les détecteurs volumétriques d'intrusion Alarme 2000.

Nom Prénom

Rue N°

Code postal Ville

CONTRE LE VOL
ALARME 2000

7 agences régionales.
30 conseils en sécurité
à votre service.

2 NOUVEAUX HOTELS ★★★★★

sofitel
Jacques borel

MARSEILLE VIEUX PORT Bd Charles-Livon
13007 Marseille. Tél. : (91) 52.90.19. Télex 401.270.

MARSEILLE AÉROPORT 13722 Marignane
Tél. : (91) 89.91.02. Télex 401.980.

RESERVATION CENTRALE PARIS. TEL. : 657.11.43. TELEX 200.432.

RESERVATION DANS TOUS LES SOFTEL JACQUES BOREL OU CHEZ VOTRE AGENT DE VOYAGES.

RE

LES LIMITES DU CAPITALISME SOCIAL

CONSIDERER souvent comme un sous-produit de l'économie et comme un élément second du débat politique, le « social » est rarement abordé dans toutes ses dimensions. Le « social » que viennent de publier deux hauts fonctionnaires, professeurs aux Instituts d'études politiques de Paris, Bordeaux et Grenoble, M. Jacques Fournier et Mme Nicole Querleux, combine utilement cette lacune.

Mille cent pages de texte serré : les auteurs n'ont pas craint pour une « première » d'effrayer le lecteur par l'ampleur de leur étude. On leur pardonnera d'autant plus d'avoir « fait long » qu'ils ont manifesté au fil des pages un sens de pédagogie et de journalistes : écriture simple et claire, séparation de l'information et du commentaire, c'est-à-dire des faits peu contestables et des interprétations « nécessairement » sujettes à controverse. Les auteurs ont poussé la loyauté jusqu'à annoncer d'entrée de jeu leurs propres options politiques.

L'orientation générale de l'ouvrage « se situe dans une perspective socialiste. (...) Mais notre but premier n'est pas de la faire partager », écrivent-ils. Donnons-leur un acte. Car rien n'est moins dogmatique que ce traité, qui pêche plutôt par excès de nuances dans les analyses et de prudence dans les choix.

Partir de l'observation des faits amène à noter d'abord que le « champ du social » s'est considérablement élargi depuis la fin du XIX^e siècle. Il englobe non plus seulement les problèmes du travail et de la sécurité sociale, mais aussi ceux du mode de vie : famille, santé, habitat, etc. Force est de constater ensuite que le « social » recouvre aujourd'hui des domaines très hétérogènes sur lesquels on ne dispose pas toujours d'indicateurs précis. Malgré les tentatives faites lors de certaines enquêtes récentes, il reste plus facile de mesurer scientifiquement le degré de richesse économique d'un pays que le degré de sécurité ou de bonheur de ses habitants. « L'étude de situations sociales fait souvent l'objet d'appréciations empiriques, intuitives, qui, bien

qu'ayant toujours un point de départ dans la réalité, restent le plus souvent générales et qualitatives. » Sans se faire pourtant escaler des statistiques, les auteurs ont en la sagesse d'éviter l'impressionnisme dans l'approche des problèmes traités.

Enfin, la nature des besoins ou des aspirations des hommes évolue. Ainsi, la sécurité sociale protège assez bien aujourd'hui les travailleurs contre les conséquences des maladies ou des accidents ; mais n'existe-t-il pas de nouveaux risques, ressentis comme tels par la population, et pourtant non couverts : dans le domaine de l'emploi, de la formation ? « Celui qui a manqué sa chance de formation peut se trouver aussi handicapé aujourd'hui que parviendrait à l'être, il y a trente ans, le malade. » Et l'aspiration des hommes ne va-t-elle pas vers une limitation, voire une suppression, du risque plutôt que vers une amélioration de la couverture de ce risque ? La garantie de la sécurité de l'emploi tend à passer avant l'augmentation des assurances de chômage.

Il serait trop long de relever ici les analyses et les interrogations fort judicieuses que les auteurs présentent au fil de leur examen des faits, des institutions, des groupes sociaux : hiérarchie des salaires et des revenus ; effets des transferts sociaux ; sélectivité des aides sociales ; relations contractuelles et conflictuelles dans l'entreprise ; évolution des classes moyennes et des cadres, etc. En regard, certains thèmes, comme celui de l'évolution du travail, sont traités bien schématiquement, et l'analyse, par exemple, de la C.G.T. paraît statique et n'intègre pas les éléments d'évolution constatés depuis 1968, comme si, seule, la C.F.D.T. changeait.

Les germes d'une explosion

La critique la plus sérieuse que l'on puisse faire à ce traité porte sur sa conclusion. Les auteurs ayant caché leur option sociale, on espère quelques perspectives claires sur ce qui pourrait être une autre dynamique du « social ». On reste sur sa faim. Et cela

d'autant plus que les critiques du capitalisme social sont solidement argumentées.

Les auteurs mettent clairement en lumière la simultanéité de deux phénomènes, qui portent en eux les germes d'une explosion : d'une part, la concentration du pouvoir économique entre un petit nombre de mains ; d'autre part, l'élargissement des problèmes sociaux, c'est-à-dire des domaines dans lesquels une intervention collective s'avère nécessaire. « De moins en moins nombreux sont ceux qui commandent, par leurs décisions, l'évolution économique et sociale ; de plus en plus nombreux sont ceux qui, dans leur travail, leur mode de vie, la sécurité de leur existence, sont touchés par cette évolution. »

Ils montrent aussi les limites du discours sur « le changement, facteur de progrès ». Dans cette société, tout doit changer, sauf l'essentiel : l'organisation économique, les structures de production.

Pas question de toucher à la règle du jeu (propriété privée des moyens de production, pouvoir patronal dans l'entreprise, etc.). Malgré les indéniables progrès accomplis dans le domaine social, les disparités de salaires, de fortune, de patrimoine, d'accès aux services collectifs — créés pourtant pour corriger certains aspects de l'inégalité — restent d'ailleurs criantes et ont toutes pour source essentielle la place des uns et des autres dans le système de production. Plus grave — et les exemples américains ne manquent pas pour conforter le constat fait à propos de la France, — les inégalités ne se compensent pas, elles se cumulent.

Modifier, dans le sens tracé par le programme commun de la gauche, l'organisation économique, puisque celle-ci est, selon les auteurs, « le principal obstacle à la satisfaction des besoins sociaux », permettrait-il à la politique sociale de faire faire un « saut qualitatif » ? Cela supposerait une remise

en cause radicale de la division du travail, la définition de critères d'utilité sociale remplaçant « le règne actuel du profit ». Ces questions sont loin d'être élucidées par la gauche. Le seraient-elles qu'il resterait « l'homme, sa vie, sa condition, son bonheur, objectif toujours poursuivi, jamais atteint, des politiques sociales ».

Fidèles jusqu'au bout à leur démarche scientifique, mélange de rigueur dans l'analyse et de prudence dans le jugement, les auteurs ont pris le risque de décevoir ceux qui rêvaient de voir tracer, au terme de ce long ouvrage, qui montre, ô combien ! les limites du « capitalisme social », les grandes lignes d'une autre société. Faut-il, finalement, le leur reprocher ?

JEAN-MARIE DUPONT.

* *Traité du social. Situations, limites, politiques, institutions*, par Jacques Fournier et Nicole Querleux. Ed. Dalloz 1976. 140 p.

Une psychologie d'inflation

(Suite de la page 17.)

Le chômage, endémique dans certaines régions, a tout de même influencé le résultat des négociations en ce sens que la centrale syndicale du caoutchouc a consenti, exceptionnellement, à ce que certaines usines, pour la plupart anciennes et fabriquant des produits « exotiques » (pneus de bicyclette, semelles de chaussures) paient des salaires inférieurs au tarif contractuel. Pour ces usines, situées pour la plupart dans les anciennes villes industrielles du nord-est des États-Unis (Massachusetts, Vermont, Rhode-Island) une nouvelle augmentation de salaires signifierait souvent la fermeture.

Bien qu'on compte un nombre record d'emplois dans l'économie américaine (dont 6,8 millions ont été créés au cours des cinq dernières années), le problème du chômage risque d'être le plus sérieux et le plus difficile auquel le prochain

gouvernement aura à faire face. « our diminuer son taux de deux points — c'est-à-dire le rapprocher du but modeste de 5,5 % adopté par l'administration actuelle — il faudra créer 13 millions d'emplois nouveaux d'ici à 1980. La réalisation de intentions de ce genre par des démocrates, telles qu'elles sont définies dans la proposition de loi Humphrey-Hawkins, visant à ramener le chômage à 3,5-4 %, demanderait un effort double.

Cette crise de l'emploi est due à l'arrivée sur le marché du travail de classes très nombreuses de jeunes, à quoi s'ajoute l'entrée en masse des femmes mariées de cette nouvelle génération qui ont, elles-mêmes, peu ou pas d'enfants. On a d'ailleurs observé au cours de la longue grève du caoutchouc combien les changements intervenus dans la situation des travailleurs ont modifié leur attitude vis-à-vis de l'interruption du travail. Le fait que les familles ouvrières

ont aujourd'hui souvent deux salaires, ou plus et que les syndicats ont aidé à créer des mutuelles de crédit qui prêtent aux grévistes, tout cela retire aux « conflits » sociaux beaucoup de leur acuité en ce qui concerne les travailleurs syndiqués.

Alors que le chômage et le sous-emploi seront les thèmes favoris des démocrates pendant la période électorale, les républicains essaieront de retenir l'attention du public sur la lutte qu'ils considèrent avoir menée avec succès, contre l'inflation. Si le gouvernement Ford a des résultats honorables à produire dans ce domaine, Jimmy Carter, lui, se targue de pouvoir trouver la formule — laquelle, il l'avoue, n'a pas encore vu le jour — qui permettra de maintenir un plus haut niveau de l'emploi sans créer de pressions inflationnistes. Lequel des deux le public écouterait-il le mieux ?

JAY McCULEY.

FORMATION SUPÉRIEURE AU MANAGEMENT 3^e CYCLE ET PERFECTIONNEMENT DE L'ÉCOLE SUPÉRIEURE DE COMMERCE DE LYON C.E.S.M.A.

Centre d'Études Supérieures des Techniques du Management

L'origine du CESMA

Le CESMA est le programme de 3^e cycle de formation au management de l'Ecole Supérieure de Commerce de Lyon. Fondée en 1872, celle-ci s'est dotée d'un ensemble de ressources de qualité élevée tant au niveau des hommes que des équipements. 30 professeurs permanents appuyés par 150 professeurs extérieurs venant des entreprises ou d'autres Business Schools européennes permettent aux participants des différents programmes (2^e cycle, 3^e cycle et Formation permanente) d'acquiescer les concepts et les outils fondamentaux du management et de développer un état d'esprit de futurs responsables d'entreprises. La Chambre de Commerce et d'Industrie de Lyon a apporté une aide décisive dans la création du CESMA en 1970. Par son appui financier et sa position de contact privilégiée auprès des entreprises, la Chambre de Commerce et d'Industrie de Lyon contribue au développement des échanges entre l'Ecole et le monde économique. La doctrine fondamentale du CESMA repose sur une interdépendance profonde entre l'Ecole et les entreprises.

Le Comité de patronage comprenant notamment les entreprises :
— Berliet — Francheries BEL
— Groupe Lafarge — Glaxo France
— CGE — Peugeot S.A.
— Crédit Lyonnais — N.S.M.
— EDF — GDF — P&G
— ERAP — ELF — Rhône-Poulenc
— Soc. Lyonnaise des Dépôts
témoigne de son attachement à la fois régional, national et international du CESMA et de l'ensemble auquel il appartient.

La vocation du CESMA

Le CESMA s'adresse :
— à des étudiants diplômés de 2^e cycle d'université et de grandes écoles (ingénieurs, scientifiques, pharmaciens, économistes, juristes, littéraires, sciences politiques) ;
— aux jeunes cadres ayant quelques années d'expérience professionnelle.

L'objectif est de donner une formation générale au management prolongée par une spécialisation à choisir entre deux options : Management de la fonction commerciale ou Contrôle de Gestion.

La formation se caractérise par un équilibre entre :
a) l'enseignement généraliste et pluridisciplinaire portant sur l'étude globale des problèmes de l'entreprise et b) l'enseignement technique et professionnel du domaine de spécialisation.

Le programme d'enseignement

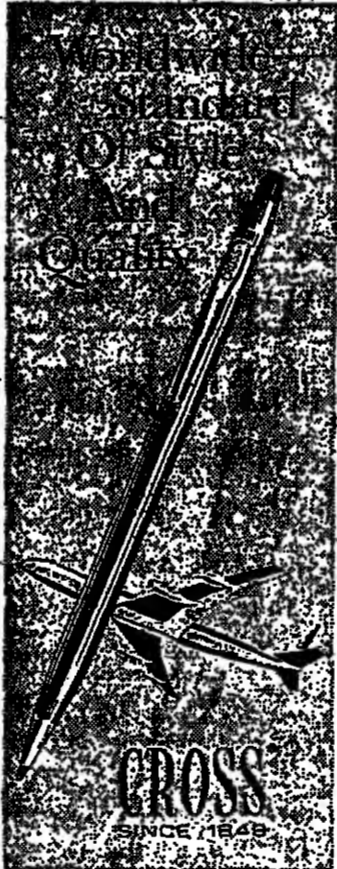
Le programme d'une durée de 9 mois, d'octobre à juin, impose un effort de travail important basé sur une pédagogie active où la méthode des cas est largement utilisée. L'enseignement compte 4 phases :
1. L'étude des concepts et techniques de gestion : Statistiques et modèles de décision, Informatique, Comptabilité et Finance, Droit des Affaires, Techniques commerciales.
2. L'étude des disciplines de synthèse : Stratégie et Environnement.
3. L'approfondissement consacré à la discipline choisie en option :
— Le Management de la fonction commerciale : le comportement du consommateur, les études et la recherche commerciale, le marketing-mix, les plans et stratégies de marketing.
— Le Contrôle de Gestion : l'analyse des coûts, le choix des investissements, les systèmes d'information et de contrôle, les systèmes de prévision, les plans et budgets.

4. Le stage d'application en entreprise de 4 mois (facultatif pour les cadres). Les stages sont obtenus par le CESMA et comportent une prise de responsabilité et répondent à un besoin précis des entreprises. Ce stage s'avère être un moyen privilégié de transition vers la vie professionnelle, et dans la majorité des cas conduit à des offres fermes d'emploi en France ou à l'étranger. Ce séminaire de synthèse rassemble les participants à l'issue du stage pour confronter les expériences sur les méthodes de management rencontrées dans les entreprises et sur leur évolution future.

Le service carrières et liaisons

entreprises
Ce service est chargé d'organiser et faciliter le placement des participants auprès des entreprises. Chaque participant reçoit en moyenne 13 propositions de recrutement après le stage de formation. Par ailleurs, l'orientation internationale du programme et la présence d'étudiants de nationalités diverses contribuent à élargir le champ des possibilités offertes.

En raison du report des examens universitaires, une épreuve supplémentaire de sélection, tests et entretiens, est organisée les 20 et 21 septembre. Pour plus d'informations et dossiers d'inscription, téléphoner à Madame GOMEZ, (79 33 55 00) CESMA - 29, rue de Dardilly 69130 ECULLY



Le Monde

Service des Abonnements
5, rue des Italiens
75001 PARIS - CEDEX 08
C.C.E. 4297 - 23

ABONNEMENTS
3 mois 5 mois 9 mois 12 mois

FRANCE - D.O.M. - P.O.M.
et COMMUNAUTÉ (sauf Algérie)
36 F. - 160 F. - 232 F. - 300 F.

TOUTS PAYS ÉTRANGERS
PAR VOIE NORMALE
165 F. - 310 F. - 455 F. - 610 F.

ÉTRANGERS
Par messagerie
1. BELGIQUE-LUXEMBOURG
PAYS-BAS - SUISSE
115 F. - 216 F. - 307 F. - 408 F.

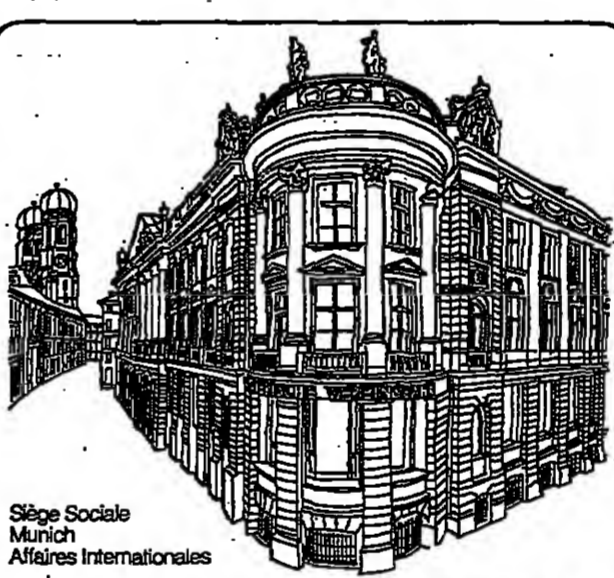
II - TUNISIE
125 F. - 221 F. - 337 F. - 440 F.

Par voie aérienne
tarif sur demande

Les abonnés qui paient par chèque postal (trois volets) voudront bien joindre ce chèque à leur demande.

Changement d'adresse dûment notifié ou prolongation de l'abonnement (voir les abonnements) sont joints à formuler leur demande une semaine au moins avant leur départ.

Joindre la dernière bande d'envoi à toute correspondance. Veuillez avoir l'obligeance de préciser tous les noms propres en caractères d'imprimerie.



Siege Sociale
Munich
Affaires Internationales

Voici la BV

une des grandes
banques allemandes

Groupe Bayerische Vereinsbank
Rapport intermédiaire au 30.6.76

Total du bilan	52.723
Total des dépôts	13.485
Créances sur clients	11.514
Obligations en circulation	29.569
Prêts hypothécaires et prêts aux autorités publiques	30.232
Fonds propres	1.335
en millions de DM	

Représentation pour la France
9, rue de la Paix
75002 Paris
Téléphone: 2616208, Télex: 210219 (bvp)

Siege Social: Affaires Internationales
Kardinal-Faulhaber-Strasse 1
D-8000 München 2
Téléphone: (089) 2132-1, Télex: 523321



**BAYERISCHE
VEREINSBANK**

REUNIE AVEC BAYERISCHE STAATSBANK AG

LIVRES

LES NOTES DE LECTURE

d'Alfred Sauvy

J.-P. Mockers.

L'INFLATION EN FRANCE
(1945-1975)

Selon l'opinion « bien-pensante » de divers milieux, le mal essentiel de l'économie étant l'inflation, il importe d'y mettre fin. Ce vœu n'ayant que valeur d'exorcisme, il reste à remonter aux causes : c'est ce qui est fait ici.

Thèse générale : il est d'autant plus tentant d'attribuer aux salaires la responsabilité de la spirale que leur part augmente dans le PIB et que l'augmentation des salaires dépasse celle de la productivité. Au contraire, est-il précisé, ce sont les intouchables revenus non salariaux qui sont en question et, plus précisément (quoique dit avec discrétion de termes), les revenus industriels et commerciaux.

Une analyse serrée montre que les apparences recouvrent la réalité, notamment du fait des facilités données, sinon à la fraude fiscale, du moins à l'amortissement. Finalement, le revenu du salarié aurait, en France et ailleurs, moins augmenté que celui de la moyenne des personnes actives.

Une explication pourrait se présenter : le confinement des effectifs des non-manuels (et non, comme il est dit ici, des cadres supérieurs), signalé et mesuré par le CERC. Une autre est aussi plausible : les ententes tacites et la réglementation elle-même, toujours moins sévère que la concurrence sauvage. Malheureusement, le contrôle des prix sévère et inefficace est inflationniste à long terme, observation peu contestable, puisque ce contrôle ne vise que l'immédiat. L'analyse des périodes 1945 à 1968, 1968 à 1972, et 1972 à 1975, vient ensuite, alternant les observations profondes et les superficialités. A ce stade, nous nous disons qu'il déstabilise des lois ou de la justice la logique tout au moins est respectée.

Et nous en arrivons au terrain de la vérité, comme on dit à Séville, aux mesures positives. Elles sont pleines de bonne volonté, peut-être même de façon excessive. La proposition sur l'« abaissement du prix de l'essence » a-t-elle l'excuse d'avoir été formulée avant 1973 ? C'est l'hypothèse la moins défavorable, mais nous sommes tout aussi déconçus en apprenant qu'il faut révaloriser le franc de 6 %. Les mesures homologues, efficaces, qu'il faudrait écrire en lettres de feu, alternent malheureusement avec d'autres, inspirées par un souci, certes compréhensible, de ne pas être trop repoussant et repoussé.

Un effort méritant, des idées qu'il reste à mettre davantage à l'épreuve d'une cruelle réalité.

* Paris 1976, Éditions Cujas, 22 cm, 370 p., 80 F.

Michel Delapierre.

et Charles-Albert Michelet.

LES IMPLANTATIONS
ÉTRANGÈRES EN FRANCE :
STRATÉGIES ET STRUCTURES

Il devient difficile de faire un pas dans le monde économique sans se heurter aux multinationales. Les deux auteurs ont été amenés, d'ailleurs, à spécialiser leurs recherches, ayant publié antérieurement « la Multinationalisation des entreprises françaises ».

Allant bien au-delà du simple inventaire statistique auquel se limitent parfois les ouvrages sur ce sujet, ils décrivent le processus et l'organisation, s'attachant spécialement aux entreprises françaises, aspirées par la grande ventouse et passant sous contrôle étranger. Principaux personnages : les F.M.N. ou filiales de firmes multinationales.

Extrême est la variété des situations, des liens et des méthodes (secteurs, branches, mode de dépendance, opérations conjointes, rôle de la maison mère, etc.). L'enchevêtrement ne facilitant ni classement ni typologie, un échantillon a été constitué de diverses entreprises, devenues filiales de groupes étrangers depuis une dizaine d'années. Trois phases d'organisation sont notées. Le contrôle diffère largement selon les coupages, mais le budget est toujours bien plus contrôlé que l'embauche de personnel. La recherche-développement est presque ignorée de la filiale, devenue instrument.

Le type le plus intéressant à suivre, parce qu'appelé à se généraliser, est celui de la « filiale relais », destinée à conquérir une part du marché national.

Loin de se contenter de cette saisissante analyse de la constitution de réseaux, les jeunes auteurs, chercheurs et professeurs, entendent pousser bien plus loin, étendre leur champ aux actions menées ou à entreprendre, dans les pays en développement et même aux implantations européennes et japonaises aux États-Unis. Une planche largement garnie de plans : l'appétit est à l'échelle.

* Paris 1976, Calmann-Lévy, 21 cm, 280 p., 47 F.

P. Grevet.

BESOINS POPULAIRES
ET FINANCEMENT PUBLIC

Conscientieux et quelque peu déconcertant, cet ouvrage paramétriste sur la politique sociale en France, s'arrête curieusement vers 1960, dépassant à peine la deuxième guerre et parfois même la première. Ce n'est sans doute pas l'ampleur des progrès sociaux accomplis dans la suite qui a effrayé l'auteur, car, sur le triptyque classique santé-enseignement-logement, les critiques possibles ne manquaient pas, ne serait-ce que sur l'évolution des classes modestes et

des familles, hors des logements construits pour elles et ce au profit des classes moyennes, sinon supérieures.

Nombreux sont les documents de poids, notamment sur le logement, difficiles parfois à trouver, encore que généralement frappés de quelque lacune. Les analyses d'Anta Hirsch sur le logement et l'enseignement entre les deux guerres, plus serrées, auraient pu servir, sinon de modèles, du moins de base. Il suffirait d'ailleurs de supprimer quelques formules, plus sonores que pénétrantes, pour faire de l'ouvrage une histoire méritante.

Deux préoccupations divergentes semblent avoir inspiré l'auteur. Peut-être aurait-il pu laisser au lecteur le soin d'interpréter la solide documentation fournie, puis de doctriner à son gré.

* Paris 1976, Éditions sociales, 16 cm, 543 p., 80 F.

Christophe Guillemin.

LE PRIX DE LA ROUTE.
ESSAI SUR LA TARIFICATION
PUBLIQUE

Préface de Raymond Courbis.

Une vieille question, bien débattue, qui compte presque autant de réponses que d'auteurs, est étudiée ici avec une rare conscience, d'ailleurs même avec acuité, c'est-à-dire avec une certaine dose de savoir.

L'ordre adopté est logique : l'étude du réseau routier et des dépenses qu'il entraîne en France est suivie de l'évaluation des recettes, qui pose la redoutable et redouté problème de la fiscalité spécifique ; les choix sont ici clairs et souvent ingénieux.

Viennent ensuite les principes de la tarification et ses applications, lesquelles comportent l'évaluation du « coût marginal d'usage » et du « coût marginal externe », c'est-à-dire des nuisances (congestion et accidents, mais non la pollution, car les villes sont exclues du calcul). La prise en compte des accidents conduit à évaluer la valeur de la vie humaine, inévitablement arbitraire. L'application stricte des résultats conduirait à réduire les taxes, si l'on admet le principe de l'équilibre budgétaire du secteur. Mais la prise en compte des agglomérations renverserait le sens, du moins si l'on s'en rapporte aux recherches de M. J.-M. Beauvais conduites dans le même esprit sur la région parisienne. Du reste l'auteur, non satisfait, quitte à ce moment le jeu marginaliste pour faire intervenir divers facteurs macroéconomiques.

De toute façon, il ne s'agit que d'une approche partielle ; il n'est pas conforme, en effet, de s'en tenir à un mode de transport isolé. C'est l'ensemble qui doit être considéré et « optimisé », ce qui ferait intervenir la notion de service public. Du reste, l'équilibre budgétaire est loin d'être assuré pour d'autres secteurs,

comme le logement, qui acquitte des taxes spécifiques aussi élevées que celles des carburants routiers sans contrepartie en services publics. Enfin la question de la balance des paiements n'est pas soulevée : l'étude se rapporte au resté à 1970, donc avant le quadruplement du prix du pétrole. Ainsi, nous ne tenons qu'une pierre solide d'un édifice, qui, après un demi-siècle de débats, attend encore son constructeur.

* Paris 1976, Economica, 22 cm, 152 p., 32 F.

R. Feramasian.

U.S.A. MILITARISM
ET ÉCONOMIE

Ce petit livre est instructif de divers points de vue : nous y trouvons, en premier lieu, des documents correctement reproduits, de source américaine ou européenne, rarement rassemblés sous un seul faible volume. Nous pouvons ainsi voter de tableau en tableau, en apprenant, assimilant, précisant un ensemble, dont l'intérêt documentaire ne pourrait être surestimé.

Le second enseignement est moins réconfortant, car nous mesurons la distance considérable qui sépare deux systèmes d'information, distance plus grande encore que nous ne le pensions. Que la mode d'écriture et d'interprétation employée convienne aux lecteurs soviétiques n'est pas ici en question et nous pouvons donc penser que l'objectif poursuivi est atteint. Mais il est étonnant que ce même objectif n'ait pas suggéré une sérieuse adaptation de l'édition française. La simplicité n'est pas en doute, mais c'est précisément ce qui est inquiétant. Du reste, l'éditeur demande expressément aux lecteurs de lui communiquer leurs impressions.

Du même coup, dans ce réquisitoire, pas toujours bien dirigé, les critiques positives comme le trust des cerveaux, sont à peine esquissées, alors que d'autres plus ingénues sont largement développées. L'appel à Galbraith et, plus loin, à Hansen, voire à Keynes, provoque sans doute plus de sourires que d'irritations.

* Moscou 1975, diffusé par les Éditions du Globe, 18 cm, 384 p., 13 F.

Ph. Marini et B. Remond.

SPECULATION ET POLITIQUE
FONCIÈRES

Préface d'Olivier Guichard.

Sur un sujet important, un livre important. Depuis les premiers ébranlements de la foi libérale, tous les pays évolués ont attaqué ce problème rugueux, fait de la multiplicité de petits monopoles, sans jamais lui donner de solution satisfaisante, même dans les

pays socialistes. C'est que le marché de cette bazarure de mètres carrés est moins facile à régler que le marché du sucre.

Une première partie, largement descriptive, mais dénonciatrice aussi, nous donne des idées et des chiffres sur les gains réalisés et les troubles sociaux qu'en résultent. L'ambiguïté persiste toutefois sur les mots « spéculation » et surtout « spéculateur » : comme dans la récente loi sur les plus-values, non traitée ici, culpabilité et mécanismes économiques se mélangent de façon équivoque.

Dans la description des institutions foncières en France, nous suivons le guide, non sans difficulté, tant l'enchevêtrement est serré et si largement conventionnel. Au passage est signalée, d'une façon un peu sommaire ou attardée, « l'absence de fiscalité foncière ». Le nombre et la diversité des solutions nous confirment la fugacité de l'idéal. Aux mesures radicales, les deux maîtres financiers préfèrent d'ailleurs les aménagements et les disciplines.

Vient enfin, un peu tard peut-être, des exemples français et étrangers. En conclusion, il est précisé (mais qui en douterait ?) que la question est de volonté politique.

Il reste un aspect toujours ajourné, toujours oublié : le marché est une façon de répartir. S'il est refusé, mis hors de cause, il faut prévoir comment se fera la répartition des terrains entre les usagers. Rien n'est dit sur ce sujet. « Selon l'utilité générale », veut-il sans doute répondre, ce qui n'est guère qu'une esquisse. Documentation précieuse, parfois difficile à ordonner. Annexes copieuses : chronologie, bibliographie, liste, combien utile, des sigles, etc., complètent ce grand bréviaire, indispensable aux professionnels et ce guide, bien utile à ceux qui s'aventurent dans le maquis urbain.

* Paris 1976, Berger-Levrault, 21 cm, 421 p., 85 F.

Jacques Valier.

LE PARTI COMMUNISTE
FRANÇAIS ET LE CAPITALISME
MONOPOLISTE D'ÉTAT

La bibliothèque anticommuniste, ou du moins contre le parti communiste, diffère profondément de celle de nos pères. Elle est conçue, aujourd'hui, sous les auspices de Marx et de Lénine, auxquels les communistes français prêtent, est-il précisé ici, des idées qu'ils n'ont pas eues ; mais on ne prête qu'aux riches. Les démonstrations se succèdent, sur la théorie d'abord, notamment de l'accumulation du capital, puis, avec un style plus vigoureux encore, sur l'orientation actuelle de la « démocratie avancée », Boccass étant la cible principale, suivi du Thorez 1946.

* Paris 1976, Petite Collection Maspéro, 18 cm, 223 p., 16 F.

Le Monde
de l'éducation

Le numéro de septembre est paru

LE RÉVEIL DES LANGUES RÉGIONALES

Alsacien - Basque - Breton
Corse - Flamand - Occitan

Bannis de l'école par la III^e République, emportés par l'exode rural et les grands bouleversements sociaux du XX^e siècle, les « patois » français étaient en passe de disparaître. Ce reflux est maintenant stoppé. Les mouvements régionalistes ont retrouvé vigueur et audience. Des couches nouvelles refusent l'uniformisation centralisatrice et tentent de retrouver les racines du terroir. L'administration elle-même l'admet désormais : les langues et les cultures régionales font partie d'un patrimoine à préserver.

Dans le même numéro

Une interview de François Billeloux : le théâtre pourrait servir de base à l'enseignement. Des propositions pour un nouveau calendrier scolaire... Les Arabes ont-ils inventé l'université ? Les métiers de la banque. La formation continue à la Banque de France. Les livres et les revues.

Le numéro : 5 F - Abonnements (11 numéros par an)

France : 50 F - Étranger : 68 F

5, rue des Italiens - 75427 Paris Cedex 09

loterie nationale

tranche de la musique
tirage le 8 septembreprix du billet : 65f, le 1/10 : 7f
gros lots : 1 et 2 millions de fLes nouveaux
BONS DU TRÉSOR
à intérêt progressif6,50 % à 10,50 %
Taux actuariel brut annuel

A votre choix • Intérêts versés à l'échéance lors du remboursement.

• Intérêts des trois premières années versés d'avance à la souscription.

Renseignez-vous sur chacune de ces formules auprès des comptables publics (Trésor et Poste) qui vous fourniront, sans engagement de votre part, toutes les précisions que vous souhaitez obtenir.

150

OFFRES D'EMPLOI	La ligne	La ligne 1/2
"Placards encadrés" 2 col. et +	40,00	48,70
DEMANDES D'EMPLOI	42,00	49,04
CAPITAUX OU PROPOSITIONS COMMERC.	70,00	81,73

ANNONCES CLASSEES

L'IMMOBILIER	La ligne	La ligne 1/2
"Placards encadrés"	34,00	39,70
Double insertion	98,00	44,37
"Placards encadrés"	40,00	48,70
L'AGENDA DU MONDE	28,00	32,69

REPRODUCTION INTERDITE



emplois internationaux

emplois internationaux

emplois internationaux

L'organisation générale de la Radio et de la Télévision Irakienne offre des emplois pour cadres spécialisés dans les domaines suivants :

NOMBRE	SPECIALITE	EXPERIENCE
1	SCÉNARISTE	10 ans au moins dans la rédaction des scénarios radiotélévisuels pour films télévisés.
1	MAQUILLEUR	5 ans au moins dans l'écrouissage du maquillage des acteurs et actrices des films cinématographiques.
1	INGÉNIEUR DU SON	10 ans au moins dans les enregistrements et mixage du son et des effets des appareils d'enregistrement.
1	CHEF D'ÉCLAIRAGE	Dans les opérations de préparation et d'éclairage de l'extérieur et à l'intérieur. Direction de l'équipe de personnel de la lumière.
1	EXPERT LABORATOIRE COULEUR	10 ans au moins dans les laboratoires de couleur.
1	INGÉNIEUR, CHIMISTE LABORATOIRE DE CINÉMA	Hautement qualifié et une expérience de plus de trois ans dans des laboratoires de cinéma couleur.

Les candidats intéressés peuvent déposer leurs demandes avec les documents nécessaires à l'Ambassade d'Irak à Paris, 53, rue de la Faisanderie, 75016.

TISSMETAL LIONEL-DUPONT MANUTENTION TELEFLEX

Is one of the International Leaders in the Continuous Handling Market.

Its activities are in Airports, Post Offices, distribution, Industrial production and hospitals. The International Division is looking for its

SALES - AGENT MANAGER

(WORLD - WIDE)

Job description :

- Animation, coordination, control of results, training of the correspondent network (worldwide except France).
- He will prepare Business-Plan in terms of objectives, strategy and means and will be responsible for sticking to his forecasts.
- He will support correspondent and represent them in the factory.
- He will have an important role in the flow of informations between the different countries and the factory.

Profile :

- technical background (mechanical is better),
- international sales experience,
- fluent in English,
- not afraid by Business-Trips.

Send resume, photo and actual salary to:

CLAUDE OLIER
International Director
TISSMETAL LIONEL-DUPONT
32-34, rue Robert-Wichet
94201 IVRY-SUR-SEINE.

GRUPE TEXTILE FRANÇAIS DE DIMENSION INTERNATIONALE

recherche pour sa filiale de CASABLANCA, un

Directeur de Fabrication

Après une période de mise au courant dans les usines françaises, il prendra la responsabilité d'une usine de 100 personnes sur tous les plans : administration, organisation, personnel, produits, matériel.

Contrat de détachement pour une période de 2 ans renouvelable.

Ce poste conviendrait à

Ingénieur Diplômé Arts et Métiers

ou équivalent.

30 ans minimum, motivé par un poste à l'étranger offrant de larges possibilités d'initiative et d'épanouissement. Connaissances textiles pas indispensables mais souhaitées. Une expérience de direction d'atelier ou de chantier est nécessaire.

Les dossiers de candidatures - sous Réf. M. 1202 à préciser sur l'enveloppe - seront traités confidentiellement par

DEVELOPPEMENT

10 rue de la Paix, 75002 Paris.

DIRECTEUR GÉNÉRAL TEXTILES MAROC

Groupe international textiles recherche pour sa nouvelle usine CASABLANCA (LINGE ÉPONGE) :

DIRECTEUR GÉNÉRAL

La personne choisie sera responsable d'une unité de production sur le plan technique, administratif et financier. Poste à pourvoir rapidement.

Adresser C.V. et prétentions n° 72.250. CONTESSE Publicité, 20, av. Opéra, Paris-1^{er}, q. 1^{re}.

EXPANSIAL

Recherche pour Société Algérienne d'Engineering spécialisée dans le transport des hydrocarbures par canalisations.

- chef de projet pipeline** Réf. 119
Responsable des études et de la conception de dossiers d'Appels d'Offres. Le candidat doit être Ingénieur Mécanicien ou hydraulicien et justifier d'une expérience de plus de 5 années dans un bureau d'études ou en qualité d'exploitant.
- ingénieur génie civil et bâtiment** Réf. 111
Responsable de la section Génie Civil et Bâtiment. Spécialisation : béton armé et charpente métallique. Activité d'au moins 5 années dans un bureau d'études.
- ingénieur hydraulicien ou thermodynamicien** Réf. 101
Pour le bureau d'études.
- ingénieur électricien chantier** Réf. 103
chargé de la supervision de l'instrumentation. Expérience exigée de 5 années dans unités pétrolières.

Pour tous ces postes, il est exigé une solide formation et une expérience confirmée. Il est offert : - une rémunération élevée (nette d'impôts et transférable) - un logement meublé à Alger - le bénéfice de la Sécurité sociale.

Adresser C.V. détaillé et photo sous référence correspondante à : EXPANSIAL : 6, rue Halévy 75009 PARIS.

Société filiale groupe pétrolier important recherche pour travail à l'étranger (environ 2 ans)

UN SECRÉTAIRE STENOGRAPHE HOMME ANGLAIS COURANT

Ecr. Agence Gustav Elm, n° 342, 4^e avenue Montaigne, 75008 Paris, qui transmettra.

SOCIÉTÉ D'ÉTUDES recherche pour mission longue durée auprès du gouvernement Afrique noire francophone

UN INGÉNIEUR GÉNIE CIVIL pour conception et programmation des infrastructures urbaines.

Formation Grandes Ecoles

UN INGÉNIEUR ÉCONOMISTE pour conception et programmation des infrastructures d'accompagnement des grands projets agricoles et industriels.

Formation Grandes Ecoles plus diplômes d'économie

Adresser C.V., lettre manuscrite, photo et prétentions sous réf. FEVT (mentionner l'enveloppe) à EMPLOIS et CARRIÈRES 30, rue Vernet, 75008 PARIS

SOCIÉTÉ GÉNÉRALE DES MINÉRAIS

Division Zaïre

Afin d'élargir le cadre de son Département Médical et d'assurer notamment la pleine activité d'un hôpital d'un millier de lits, une société minière et métallurgique de niveau mondial (35.000 agents), établie en République du Zaïre (région du Shaba), recherche actuellement des

médecins spécialistes

diplômés dans l'une ou l'autre des disciplines suivantes :

- anesthésie-réanimation □ bio-pathologie □ chirurgie générale □ dermatologie □ médecine interne □ ophtalmologie □ oto-rhino-laryngologie □ pneumologie.

Les candidatures, accompagnées d'un bref curriculum vitae, sont à présenter à la SOCIÉTÉ GÉNÉRALE DES MINÉRAIS - DIVISION ZAÏRE, rue du Marais 31 à 1000 Bruxelles (Belgique). Elles seront traitées rapidement et avec un maximum de discrétion.

Importante société d'ingénieurs suisse recherche pour succursale Tunis

INGÉNIEUR HYDRAULICIEN dipl. grandes écoles Expérience confirmée 5 ans min. Adresser C.V. et prétentions sous chiffre A 18-15341 Publicités CH - 1211 Genève 3

ENTREPRISE TRAVAUX PUBLICS recherche pour AFRIQUE NOIRE

INGÉNIEUR diplômé grande école, ayant plusieurs années d'expérience sur chantiers à l'étranger et connaissant l'anglais. C.V. complet et précis à S.T.O. 11, rue Géricault, 75014 PARIS.

IMPORTANTE SOCIÉTÉ INTERNATIONALE ENGINEERING PETROLE

recherche pour chantier Moyen-Orient

INGÉNIEUR ÉLECTRICIEN ou **CONDUCTEUR DE TRAVAUX**

très expérimenté installations pétrolières. Haut salaire. Prétentions réduites en France. Libre immédiatement.

Ecrire avec curriculum vitae, au n° 72.756, CONTESSE Publicité, 20, av. de l'Opéra, Paris-1^{er}, qui transmet.

Notre Organisation, par le sérieux de ses prestations et la compétence de ses ingénieurs, s'est acquise une très grande notoriété dans le secteur Bâtiment et Travaux Publics.

Pour notre filiale SOCOTEC-BULLEN & Co (créée en association avec BULLEN and PARTNERS COMPANY) nous sommes amenés à vous proposer à Londres le poste de

general manager

Vous aurez à développer notre filiale et à promouvoir ses services auprès des entreprises de construction anglaises.

Vous êtes ingénieur en génie civil et avez acquis, par plus de dix années d'expérience, une compétence en technique et en gestion commerciale.

Vous êtes si possible britannique et vous connaissez bien le milieu professionnel auprès duquel vous aurez à intervenir.

La rémunération qui vous sera proposée ne saurait être inférieure à 9.000 £/an.

Si cette offre vous intéresse, adressez votre candidature, sous la référence 75-106 M. 3 :

P. CANDES - Service Recrutement & Mouvements
17, place Edouard Pernet - 75738 PARIS CEDEX 15

SOCOTEC

quand le contrôle devient service

SOCIÉTÉ D'ÉTUDES recherche pour mission longue durée auprès du gouvernement Afrique noire francophone

UN ÉCONOMISTE ANALYSTE des systèmes économiques et sociaux (santé, transports, infrastructures économiques, etc.)

Formation Grandes Ecoles et/ou DES Economie plus quelques années d'expérience professionnelle en matière d'analyse de systèmes.

UN EXPERT EN PLANIFICATION PROGRAMMATION ayant connaissance effective des méthodes de programmation par objectifs.

Formation Grandes Ecoles plus DES Economie.

Adresser C.V., lettre manuscrite, photo et prétentions sous réf. PARTIE (mentionner l'enveloppe) à EMPLOIS et CARRIÈRES 30, rue Vernet, 75008 Paris.

FOUGEROLLE

GRUPE T.P. BATIMENT

d'envergure internationale - 15.000 personnes C.A. prévu pour 1976 : 3 milliards recherche pour

AFRIQUE FRANCOPHONE

UN DIRECTEUR adjoint ADMINISTRATIF ET COMPTABLE

LES CANDIDATS SERONT :

- de formation supérieure,
- spécialistes des problèmes comptables (2 ans d'expérience minimum),
- particulièrement expérimentés dans les domaines de l'organisation administrative et comptable.

Expérience OUTRE-MER appréciée.

Env. C.V. détaillé et prétentions à réf. 356 à Service Recrutement - 3, avenue Morane Saulnier - 78140 VELIZY VILLACOUBLAY.

Société Internationale en Conseil recherche

pour **AFRIQUE DU NORD**

UN SENIOR MANAGEMENT CONSULTANT

haut niveau, grande expérience dans le management (MIS, organisation) acquis soit en tant qu'ingénieur-chercheur, soit dans une société de distribution de produits pétroliers, par exemple.

UN EXPERT EN LOGISTIQUE

ingénieur grande école ou équivalent étranger, maîtrisant les problèmes de distribution.

UN INGÉNIEUR

expert dans le MARKETING international des minerais et matières premières.

Nous sommes à la recherche de candidats parlant français, ayant un sens aigu des responsabilités et de la qualité des prestations. Nous offrons des conditions matérielles très satisfaisantes.

Ecrire n° 7414, à LE MONDE à Publ., 5, rue des Italiens, 75227 PARIS (9^e).

Dans le cadre du développement de ses activités de DISTRIBUTION une filiale d'UNILEVER Ltd

implantée en

AFRIQUE NOIRE francophone

recherche

- 4 CHEFS COMPTABLES titulaires du D.E.C.S. complet et pouvant justifier de plusieurs années d'exercice de leur profession.
- 2 INGÉNIEURS ARTS ET MÉTIERS pour animer et gérer un réseau de vente « Autos/Camions/Engins » et « Moteurs Diesels ».
- 2 INGÉNIEURS TEXTILES (Epinal, Mulhouse, Roubaix, L.T.F. Boulogne) intéressés par le commerce des tissus, notamment imprimés, et articles d'habillement.

Une expérience préalable de l'Afrique Noire serait appréciée.

Les salaires proposés et les avantages annexes devraient être attractifs pour des candidats de haut niveau.

Envoyer C.V. détaillé en précisant le poste choisi à N° 3340

L.T.P. 31, Bd Bonne Nouvelle 75002 Paris

TRES IMPORTANTE SOCIÉTÉ FRANÇAISE

filiale Groupe Multinationale recherche

NÉGOCIATEUR INTERNATIONAL ACIERS

La mission consistera à partir de Paris mais pour l'étranger (AFRIQUE ANGOLOPHONE surtout) à trouver les meilleures opportunités d'achat auprès des clients pour lui vendre les produits et à approvisionner les Agents et Filiales auprès desquels il assurera un rôle complémentaire de conseiller technique et de promoteur.

Ce poste conviendrait à un

ACHETEUR NÉGOCIATEUR EXPORT ACIERS

expérimenté, disponible pour voyager 120 jours par an et de 30 ans minimum. De plus la connaissance de l'anglais est indispensable et celle de l'allemand serait appréciée.

Adr. C.V. détaillé, photo et prét. à réf. 2.191.

L.T.P. 31, Bd BONNE NOUVELLE 75002 PARIS qui transmettra

150

100000 L150

OFFRES D'EMPLOI	La semaine	La semaine
"Papiers encadrés", 2 col. et +	40,00	48,70
(La ligne colonne)	42,00	49,04
DEMANDES D'EMPLOI	9,00	10,33
CAPITAUX OU PROPOSITIONS COMMERC.	70,00	81,78

ANNONCES CLASSEES

	La semaine	La semaine
L'IMMOBILIER	28,00	32,69
"Papiers encadrés",	34,00	38,70
Double insertion	38,00	44,37
"Papiers encadrés",	40,00	46,70
L'AGENDA DU MONDE	28,00	32,69

REPRODUCTION INTERDITE

emplois régionaux emplois régionaux emplois régionaux emplois régionaux

DÉSIREZ-VOUS DEVENIR N° 1 ?

RAPIDEX S.A. à Angers, filiale d'un groupe multinational européen, est dans son secteur un des plus importants constructeurs internationaux de machines pour fabrication d'emballages en carton et en bois. Un accroissement rapide de son activité et de ses bénéfices est prévu. C'est pourquoi nous recherchons :

UN DIRECTEUR EXPÉRIMENTÉ

Responsable :
— Du BUSINESS IMPROVEMENT ;
— Du MARKETING ;
— Du PROFIT CENTER SALES MANAGEMENT ;
— De la RECHERCHE ET DU DEVELOPPEMENT.

Des résultats positifs peuvent conduire à un poste de Direction Générale.

PROFIL DU CANDIDAT SOUHAITE :
— 35 ans minimum ;
— Français de préférence ;
— Parle plusieurs langues ;
— Ingénieur A. et M. ou équivalent ayant une solide formation complémentaire en gestion ; 5 ans d'expérience dans le marketing et la gestion d'entreprise ;
— Connaissance des problèmes d'entreprise de grandeurs moyennes et/ou d'une filiale d'un Groupe, autonome et décentralisée ;
— Une bonne expérience de l'équipement industriel et de l'industrie de l'emballage serait un atout apprécié.

En résumé, un homme d'affaires expérimenté et aguerri, et souhaitant accéder à la première place par le trébuchet de la rentabilité par la vente !

Contactez :
M. R. VAN DYCKE, BP. 3008 - 49017 Angers Cedex.

FUTUR DIRECTEUR PRODUCTION

Rhône-Alpes 120 000 F.

Un groupe multinational bénéficiant d'une forte notoriété, spécialisé dans la fabrication et la distribution de produits grand public, recherche pour sa filiale française, son futur directeur de production. Après une période de prise de contact et d'intégration à l'entreprise, il assumera les responsabilités de directeur de Production : fabrication, entretien, travaux neufs, contrôle qualité (environ 400 personnes), cédant sous l'autorité du directeur de l'usine.

Ce poste doit motiver un ingénieur diplômé (mécanique, électrotechnique) justifiant d'une expérience industrielle en production avec commandement d'équipes. Une expérience acquise dans les fabrications de grande série et au sein d'un groupe serait appréciée. La pratique courante de l'anglais est indispensable. Le siège et l'usine sont localisés dans une ville importante de la région Rhône-Alpes. La rémunération annuelle de départ sera de l'ordre de 120 000 F et fonction de l'expérience acquise.

Envoyer CV détaillé et photo au service 11028 M INTERCARRIÈRES 5, rue du Helder, 75009 Paris. Discretion absolue.

HEWLETT PACKARD FRANCE

Nous fabriquons à Grenoble du Matériel Informatique. Nous étions moins de 200 en 1970, nous sommes plus de 350 aujourd'hui. Notre moyenne d'âge est de 28 ans.

NOUS RECHERCHONS POUR RECHERCHER NOTRE SERV. DU PERSONNEL

JEUNE CADRE

DIPLOME DE L'ENSEIGNEMENT SUPERIEUR BILINGUE FRANÇAIS-ANGLAIS ayant deux années d'expérience dans la fonction.

L'intéressé participera à l'ensemble des tâches de la fonction personnel et prendra progressivement en charge la réalisation de tableaux de bord et de plans de formation. Une expérience de la gestion informatique serait appréciée.

Pour notre Laboratoire de Recherches et de Développement

UN JEUNE INGÉNIEUR MÉCANICIEN (A. et M. ou EQUIVALENT).

- Il travaillera avec une équipe de jeunes Ingénieurs Electroniciens à la conception de périphériques d'ordinateurs.
- Il aura impérativement participé durant 3 à 4 années en Bureau d'études à la conception d'ensembles de mécanique de précision (distribution de chaînes cinématiques rapides et des organes en mouvement les constituant).
- Connaissance pièces plastiques appréciée.
- Anglais indispensable.

Pour ces postes, écr. avec curriculum vitae dét., à HEWLETT PACKARD - Service du Personnel, 5, rue Raymond-Chanas - 38220 EYBENS.

BUREAU D'ETUDES A VOCATION INTERNATIONALE

Très Important Projet d'Aménagement Urbain

URBANISTE CONFIRMÉ

ayant au moins 10 ans d'expérience.

PROFIL SOUHAITE :
— Formation de base d'Architecte et une expérience acquise au sein de l'équipe d'une Ville Nouvelle ou d'une Agence d'Urbanisme d'une ville importante.

Compétences de formation :
— PLANNING U.S.A. apprécié ;
— Anglais parlé et écrit indispensable.

Résidence Ville Capitale au MOYEN-ORIENT.

Adresser CV manuscrit, photo et références sous référence 6588 à :

Organisation et publicité

ENTREPRISE NORD FRANCHE-COMTÉ

recherche

SON DIRECTEUR COMMERCIAL

ROMAN, 35 ans minimum, large expér. d'animation commerciale et de direction dans le secteur coopérative alimentaire, formation sur le tas ou supérieure. EXPÉRIENCE de collaboration à la direction d'une unité. FORTE PERSONNALITÉ, souple, adaptable. ALLEMAND COURANT INDISPENSABLE. CE POSTE DEVAIT ÉVOLUER VERS CELUI DE DIRECTEUR GÉNÉRAL.

Adresser C.V. et manuscrit à F. GUYON, INFOREC-BONNEVENT - 70100 GY.

GRUPE DE DISTRIBUTION EN FORTE PROGRESSION RECHERCHE POUR 2 DE SES HYPERMARCHÉS UN DIRECTEUR

SITUÉS DANS LE SUD-EST DE LA FRANCE

Disposant d'une large autonomie, il sera chargé :
— de faire appliquer la politique du Groupe dans les domaines : commercial, humain, administratif et méthodes ;
— de coordonner et d'analyser une équipe de cadres ;
— d'assurer les relations de son établissement avec les services fonctionnels centraux et les administrations locales.

Le Cadre retenu aura une expérience de plus de 5 ans dans des fonctions de responsabilité hiérarchique et une parfaite maîtrise de la gestion en hypermarché.

Salaire élevé. Nombreuses perspectives d'évolution.

UN DIRECTEUR ADJOINT

Avec une équipe de responsables de rayons, il aura pour mission :
— de mettre en œuvre la politique commerciale ;
— de préparer et de suivre les budgets ;
— d'analyser les résultats et de les traduire en actions ;
— de monter les opérations publicitaires et promotionnelles.

Il devra avoir :
— expérience confirmée dans la distribution en hypermarché dans des fonctions commerciales ;
— une solide formation en gestion ;
— le goût des responsabilités.

La rémunération proposée, liée au niveau de compétence, ne sera pas inférieure à 80.000 F/an.

POUR CES POSTES, ENVOYER C.V. + PHOTO + PRÉFÉRENCES au N° 7417, 131 MONDRIEN - PUL, 5, rue des Italiens, 75427 PARIS (9).

ingénieur matières plastiques

ALLIBERT recherche un ingénieur de développement pour sa division MANUTENTION. Rattaché au Directeur Général de la division, il exercera son activité dans l'usine de Normandie (100 Km de Paris - 450 personnes). Il participera à l'élaboration des recherches et essais ainsi qu'à la mise au point des produits nouveaux.

Il apportera en outre une assistance technique au Directeur de l'Usine. Ce poste convient à un ingénieur chimiste de 30 ans minimum connaissant bien les matières plastiques.

Langues étrangères appréciées.

Adresser C.V., photo récente, rémunération actuelle sous la référence 2549 bis/M (à mentionner sur l'enveloppe).

Le secret absolu des candidatures est garanti par :

BERNARD KRIEF CONSULTANTS
1, RUE DANTON 75263 PARIS CEDEX 06

GRUPE INTERNATIONAL D'ORIGINE FRANÇAISE A VOCATION COMMERCIALE ET INDUSTRIELLE SPECIALISÉES DANS LES BIENS D'EQUIPEMENT POUR LES INDUSTRIES

PÉTROLE-CHIMIE-GAZ

recherche

DIRECTEUR GÉNÉRAL

pour sa filiale à MADRID, couvrant l'Espagne et le PORTUGAL.

Le candidat retenu devra répondre au profil suivant :

- De nationalité française, ayant déjà assumé une direction commerciale ou générale durant au moins cinq années en Espagne ;
- Ou de nationalité espagnole, ayant déjà une expérience solide au sein d'une société française implantée en Espagne ;
- Age : 35 ans environ ;
- Ambitions, souplesse, de tempérament commercial, ayant déjà de bonnes notions de gestion acquises au sein d'une entreprise moyenne ;
- Parfaitement bilingue : ESPAGNOL - FRANÇAIS - ANGLAIS.

ADRESSER VOTRE CURRICULUM VITAE sous le n° 40.576 M à SODEP-PRESSE, 25 bis, rue Raymond, PARIS (9), qui transmettra. DISCRETION ASSURÉE.

BEGHIN-SAY KAYSERSBERG

département emballages c.a. 300 millions

VOUS OFFRE UN POSTE PASSIONNANT DE

DIRECTEUR DES VENTES

En voici le profil :

- min. 28 ans. Formation supérieure. Sachant allier l'énergie au sens de la négociation pour :
- animer nos Directeurs régionaux et nos Cadres de vente ;
- assurer les contacts avec la clientèle.

Résidence en Alsace, en ville ou au milieu des vignes selon son goût.

Nos projets sont ambitieux. Si vous l'êtes aussi, envoyez lettre manuscrite et C.V. à :

BEGHIN-SAY, Bureau de Psychologie appliquée 26, avenue de Suffren, 75740 Paris Cedex 13 sous référence C. 1. (Une photo de vous nous permettrait de mieux faire connaissance).

Importante Entreprise commercialisant des produits de haute technicité recherche pour développer ses ventes sur

PARIS et les GRANDS CENTRES REGIONAUX

ingénieurs commerciaux EXPERIMENTES

dipômés de l'Enseignement Supérieur dans les domaines technique, scientifique ou de gestion qui désirent des responsabilités à niveau élevé, une structure à dimension humaine, la faculté de penser et de faire valoir leurs idées, une grande liberté de manœuvre, des possibilités de carrière exceptionnelles tant au niveau intellectuel que matériel.

Pour un premier contact, envoyez CV détaillé sous réf. 92 M à :

P. ZEEGERS - 149, rue Saint-Honoré 75001 PARIS - qui tr.

Importante Société Industrielle recherche pour l'un de ses établissements situé près d'Avignon (600 personnes)

une conseillère du travail

Ce poste conviendrait à une Assistante Sociale diplômée d'Etat, ayant quelques années d'expérience Industrielle, intéressée par les problèmes posés par l'homme au travail.

Elle exercera son activité au sein de l'équipe Relations Humaines de l'établissement. Elle apportera sa contribution à l'amélioration des conditions de travail dans tous leurs aspects.

Une formation complémentaire (Surintendante, Conseillère du Travail...) serait appréciée.

Ecrire avec C.V. sous référence 235 à EMPLOIS ET ENTREPRISES 18, rue Volney 75002 PARIS

Pour Algérie et Afrique Noire

CONDUCTEUR TRAVAUX ayant expérience de l'étranger

INGÉNIEUR CIVIL

pour coordination de travaux auprès des entreprises locales.

ADJOINT

à DIRECTEUR DE CHANTIER expérience de travaux routiers et gros ouvrages.

ANGLAIS COURANT.

Envoyer C.V. détaillé en précisant disponibilité, à A.T. 25, avenue Friedland, 75008 PARIS.

MOYEN-ORIENT RESPONSABLE TRANSPORT et DIESEL

compétent mécanique, anglais, etc.

UTILITY INGENIEUR

responsable services courants. Expérience chantier. Indispensable. ANGLAIS COURANT.

Envoyer C.V. détaillé en précisant disponibilité, à A.T. 25, avenue Friedland, 75008 PARIS.

CHAMBRE DE COMMERCE ET D'INDUSTRIE NEVERS

recherche pour Informations, diagnostics et conseils

ASSISTANT EN GESTION INDUSTRIELLE

- 27 ans minimum.
- Formation supérieure.
- Qualités de contact et d'adaptation.
- Sens du travail en équipe.
- Expérience Industrielle.
- Rémunération 55 000/65 000 F, selon compétences.

Env. lettre manusc. C.V. photo et réf. 607 à :

CEFAGI 89, Av. Kléber 75704 PARIS Cedex 16.

saci **GRUPE IMMOBILIER DE PREMIER PLAN**

recherche pour son

AGENCE DE TOULOUSE

Cadre Commercial

sous l'autorité du Directeur d'Agence il aura la responsabilité directe de la vente de programmes pouvant comporter bureaux, logements et commerces :

- étude du produit ;
- définition des moyens publicitaires ;
- commercialisation.

Expérience minimum nécessaire :
— 2 ans de vente dans l'immobilier.

Adresser C.V., photo et prétentions de rémunération à :

DIRECTION DU PERSONNEL
50, avenue Daumesnil, 75012 PARIS.

LE DIRECTEUR DE LA SUCCURSALE DE TOULOUSE D'UNE GRANDE BANQUE PRIVEE cherche son

adjoit administratif

Il est responsable des services intérieurs : caisse, portefeuille, étranger, titres, comptabilité. Il prépare les dossiers de crédit pour la direction.

C'est une opportunité intéressante pour un cadre bancaire (classe V) ou un gradé confirmé, ayant au minimum le BP et 10 ans d'expérience bancaire.

Ecrire à MME M.C. TESSIER, ss réf. 3087 LM.

ALEXANDRE TICS A.
10, RUE ROYALE - 75008 PARIS
LYON - ULIE - BRUXELLES - GENÈVE - LONDRES

Nous prions instamment nos annonceurs d'avoir l'obligeance de répondre à toutes les lettres qu'ils reçoivent et de restituer aux intéressés les documents qui leur ont été confiés.

OFFRES D'EMPLOI	La semaine	La semaine 72
"Placards encadrés" 2 col. et +.	42,00	49,04
DEMANDES D'EMPLOI	9,00	10,38
CAPITAUX OU PROPOSITIONS COMMERC.	70,00	61,73

ANNONCES CLASSEES

L'IMMOBILIER	La semaine	La semaine 72
"Placards encadrés".	28,00	32,69
"Placards encadrés".	34,00	39,70
"Placards encadrés".	40,00	45,70
L'AGENDA DU MONDE	28,00	32,69

REPRODUCTION INTERDITE



emplois régionaux emplois régionaux emplois régionaux emplois régionaux

Importante Société de produits industriels, très réputée sur le marché, faisant partie groupe américain, recherche pour une de ses usines (400 personnes) situées aux environs de TOURS,

UN INGÉNIEUR AM-ICAM-ECAM-ENSM

ayant déjà acquis une première expérience dans une Unité de production de biens de consommation moyenne série.

Sa première mission sera de réfléchir et de mettre au point les méthodes dans cette usine évoluant vers une plus forte mécanisation.

Il pourra ensuite évoluer vers d'autres responsabilités dans le groupe.

Bonne maîtrise de l'anglais indispensable, connaissance des problèmes d'automatisme et de régulation appréciée.

Veuillez écrire sous réf. 11024 M.

INTERCARRIÈRES

SANDVIK S.A.

FILIALE D'UNE IMPORTANTE SOCIÉTÉ INTERNATIONALE SUÉDOISE poursuit l'expansion de son département informatique et organisation et recherche

UN ANALYSTE ORGANISATION (HOMME ou FEMME)

- Il optimise les systèmes et procédures existants.
- Il étudie la mise en place des nouvelles procédures et participe à l'élaboration de projets spécifiques s'intégrant à de nouveaux systèmes informatiques.
- Il a une expérience de 2 à 5 ans de la fonction.
- Son anglais, perfectionné, lui offre la possibilité de débouchés et contacts internationaux.

13 mois et demi — Prime de vacances — Avantages sociaux.

Adresser C.V. photo et prétentions à SANDVIK S.A. Service du Personnel - B.P. 6137 - 45017 ORLÉANS CEDEX.

Pour LYON Contrôleur de matériel de levage et de manutention crée poste de

CHEF VENTES FRANCE EXPORT

ne pourra être confié qu'à un

CADRE DIPLOMÉ

de 35 ans minimum ayant fait ses preuves dans des commercialisations similaires

- Anglais indispensable.
- Allemand souhaité.

C.V. détaillé s/réf. 6.183 M.

DIRECTEUR D'UNITÉ DE PRODUCTION

150.000 +

RÉGION RHONE-ALPES

Filiale d'un groupe international une société française (C.A. 150.000.000 - 1.000 personnes) spécialisée dans la fabrication et la commercialisation d'articles de conditionnement pour cosmétiques, parfums et produits d'entretien. Recherche :

- 1 Directeur d'Unité de production pour l'une de ses unités (650 personnes) située dans la région Rhône-Alpes.

Sous l'autorité d'un directeur de division, le titulaire sera responsable de la gestion de l'unité dans les domaines technique, administratif et humain, en mettant au point les moyens de production, nécessaires pour adapter et répondre aux impératifs commerciaux français et étrangers de la division.

Le candidat retenu, de 35 ans minimum, sera un ingénieur diplômé de grande école, aura une bonne connaissance de l'anglais et justifiera d'une expérience de plusieurs années acquise à un poste comparable, de préférence dans les branches mécanique (moteurs), plastique, de fabrication de grande et petite série et dans le secteur des emballages ou du montage en matière plastique.

Env. avec C.V., photo et prêt sous réf. 1232/S, A.M.P., 40, rue Olivier-de-Serres, 75015 PARIS, qui transmettra.

chef de produits

BSN Gervais Danone, premier groupe alimentaire français, recherche pour l'une de ses sociétés de sa Division Produits Frais, un H.E.C., E.S.S.E.C., E.S.C.P., E.S.C. ayant acquis au cours d'une expérience de 2 à 5 ans, une bonne maîtrise de la gestion des produits de grande consommation.

Rattaché au Directeur des Produits, il devra proposer la politique marketing, puis mettre en œuvre les moyens permettant d'optimiser les résultats de la gamme qui lui sera confiée.

Poste à pourvoir dans le département du Nord, au sein d'un groupe facilitant les évolutions de carrière.

Adresser votre candidature avec C.V. détaillé, sous réf. D 11 M, à M. Daniel HARDOUIN, 126-130, rue Jules-Guesde - 92302 Levallois-Perret.

bsn. gervais danone

Importante Entreprise Filiale d'un Groupe à vocation internationale, recherche

DEUX JEUNES SUP. DE CO.

- **CONTROLE BUDGETAIRE** : Assistance d'une Direction pour la définition et le suivi des budgets de différentes unités de production (C.A. global de 150 millions).
- **FONCTION PERSONNEL** : Recrutement et gestion de carrière, salaires, relations sociales et animation.

Dans les deux cas une expérience de type gestion est souhaitée. Ces postes, à pourvoir à LILLE après une brève période d'intégration, peuvent être le point de départ d'évolutions intéressantes dans une entreprise réputée.

Les candidatures (C.V., photo, prétentions) envoyées à ROBERT JY/84 - 24745, 138, av. de Gaulle 92222, Neuilly-sur-Seine, seront étudiées directement par l'entreprise dans les meilleurs délais.

BISCOTTERIE

Société familiale bénéficiant d'une forte implantation régionale, d'une distribution nationale, et d'une haute qualité de produits, nous recherchons pour l'élargissement de nos marchés et de notre gamme de produits, nous conduir à créer la fonction de

directeur commercial

100 Km Ouest de Paris 100.000 +

Vous donneriez un nouvel essor à sa marque en apportant outre une bonne expérience d'animation d'équipes de vente, une connaissance solide du marketing, de la publicité et des secteurs promotionnels. Age de 35 ans minimum, votre expérience acquise de préférence dans le domaine de la distribution de produits alimentaires ou de grande consommation, complétée une formation commerciale supérieure. Réponses et discrétion assurées à tre lettre man. + C.V. + photo + rfm. adresse s/réf. A/5043 à Mme Siglet.

bernard juliet psycom

DEVANLAY RECOING S.A.R.L.

(Bonneterie) recherche

CHEF DE SERVICE COMMERCIAL EXPORT

chargé dans le cadre d'une politique commerciale export de contacter des clients, de conclure des marchés, de faire des propositions de nouveaux produits.

Le candidat, de 30 ans min., doit être disponible (déplacements nombreux), posséder les langues anglaise et allemande. Une expérience commerciale de quelques années serait appréciée.

Adresser C.V. détaillé, photo et prétentions à : M. le Directeur du Personnel DEVANLAY RECOING 513 X 10080 TROYES CEDEX.

Important Groupe d'Assurances

RÉGION OUEST-FRANCE

recherche

POUR LES DÉPARTEMENTS ASSURANCES DE SA SOCIÉTÉ ACCIDENTS

JEUNES DIPLOMÉS H.E.C.-ESSEC-E.S.C.P.

ÉCOLES SUPÉRIEURES DE COMMERCE OU FORMATION ÉQUIVALENTE EN UNIVERSITÉ.

- Nous leur proposons une formation approfondie en assurances.
- Nous offrons deux types de postes : des postes de responsabilité : — de la gestion de leur personnel ; — de l'organisation ; — des coûts de leur secteur.
- De réelles et diverses possibilités d'ouverture dans le Groupe sont offertes à ceux qui désirent évoluer.

Adresser C.V. et prétentions sous réf. n° 7.138.

IMPORTANTE SOCIÉTÉ

recherche pour usine en

BASSE-NORMANDIE

INGÉNIEUR ELECTROMECHANICIEN CONFIRME

ayant 5 à 10 ans d'expérience industrielle de fabrication grandes séries, pour DIRIGER :

- LE BUREAU MÉTHODE
- LES SERVICES ENTRETIEN MÉCANIQUE ET ÉLECTRIQUE
- LE SERVICE MAINTENANCE OUTILLAGE

Adresser lettre manuscrite, C.V., photo à n° 8.273 SPERAB, 12, rue Jean-Jaures, 82807 POTEAUX.

INTERBOVI

(Association Interprofessionnelle de Viande Bovine) recherche

2 ASSISTANTS TECHNIQUES

qui auront à intervenir dans les abattoirs de la Région de Bretagne pour harmoniser les conditions de pesée des carcasses.

Conditions requises :

- Connaissances animales et connaissances en carcasses.
- Être disponible, car appelé à déplacements fréquents en Bretagne.
- Aptitude aux relations humaines et caractère affirmé.
- 25 ans minimum.

Une formation leur est assurée.

Candidatures à adresser avant le 15 septembre 1976. Secrétariat INTERBOVI, 18, rue de Lorient, 35000 RENNES.

matrix

Division Instrumentation de la S.P.I. - I.T.T. recherche

INGÉNIEUR DES VENTES

Pour assurer la responsabilité de son

Agence de TOURS

MISSION :

- Dans le cadre d'objectifs annuels assurés, dans huit départements, la vente d'instruments de mesure électrique et électronique auprès de notre clientèle : grossistes, industriels.
- Sens de l'organisation, ténacité, goût de négociation.

PROFIL SOUHAITÉ :

- Ingénieur électronique ou niveau équivalent.
- La connaissance théorique et pratique des techniques de ventes sera appréciée.

Adresser C.V., manuscrite, photo et prétentions à MATRIX, Direction du Personnel, Boîte Postale 30 - 74010 ANNÉCY.

ADJOINT DE DIRECTION LE MANS

GRUPE DE DISTRIBUTION - C.A. 200 millions en développement continu, recherche

CADRE SUPÉRIEUR apporant :

- Une formation Ecole supérieure de commerce, option finance, comptabilité et/ou D.E.C.S.
- Une expérience au niveau gestion comptabilité d'au moins 3 ans dans une société importante possédant plusieurs centres de profit.

Rattaché au Directeur général adjoint, il sera plus spécialement chargé des problèmes comptables et financiers en liaison avec l'informatique et de l'administration.

Rémunération de départ non inférieure à 90.000 F/an. Adresser lettre manuscrite, prétentions, C.V., sous référence 7.416 à « Le Monde » Publiaté, 5, rue des Italiens, 75421 Paris (9°).

CENTRE D'ÉTUDES JURIDIQUES LYON

crée un poste de

CHEF DE SERVICE DOCUMENTATION

- Juriste pluridisciplinaire.
- Titulaire en droit.
- 10 années minimum d'expérience.

Il sera principalement chargé de :

- La direction et la coordination du Service.
- Les liaisons avec un service Consultation et avec d'autres centres régionaux.
- Le contrôle permanent de la qualité de l'ensemble de la base documentaire.

Ce poste exige :

- Un sens affirmé de l'organisation.
- Un esprit méthodique, rigoureux, précis.
- Une bonne adaptabilité.

Merci d'adresser votre candidature, s/réf. 7188 A à AVISO-CONSEIL, 49, rue Servient, 69003 LYON. Réponse et discrétion assurées.

SPECIALISÉS EN ÉQUIPEMENTS ÉLECTRIQUES INDUSTRIELS

nous recherchons

- **DES INGÉNIEURS DE VENTE** POUR LA RÉGION PARISIENNE ET POUR L'EST DE LA FRANCE — diplômés ou autodidactes de valeur ; — expérimentés et introduits dans le milieu industriel.
- **UN INGÉNIEUR D'AFFAIRES** POUR L'EST DE LA FRANCE Spécialisé et expérimenté en régulation - instrumentation.

Envoyer C.V. détaillé sous n° 72.576, CONTESSÉ Publicité, 20, av. de l'Opéra, Paris-1^{er}, qui tr.

TOULOUSE ANALYSTES-PROGRAMMEURS

pour une Société de Télé-Gestion Informatique opérant sur toute la France.

Formation IUT ou équivalent avec expérience en matière d'informatique de gestion.

Envoyer C.V. et lettre motivée manuscrite s/réf. 8160 E à :

CFF-ORES Groupe BOSSARD 84 bis rue d'Alsace 31000 TOULOUSE

UNE FILIALE DU COMITÉ INTERPROFESSIONNEL DU LOGEMENT D'ÎLE-DE-FRANCE

recherche

UN DIRECTEUR DES ÉTUDES "MAISONS INDIVIDUELLES"

De formation E.S.T.P., A.M., E.C.P.

Il aura pour mission d'assurer le développement de ce secteur d'activité sous tous ses aspects.

Analyse des dessins, mise au point des programmes, négociation et gestion des marchés, suivi des travaux.

Une expérience réussie dans ce domaine est indispensable.

Écrire avec C.V., prétentions, photo sous référence 69.132 à :

NAVIGES DE LIGNE

Compagnie internationale transports maritimes armement, importante flotte, navires de charge et pétroliers, recherche

pour son bureau de Monaco

CHEF D'EXPLOITATION

Navires de ligne, connaissance approfondie conférences maritimes, expérience acquise auprès armateurs et/ou capitaines. Age : 35 ans environ. Parfait bilingue anglais.

Adresser candidature, C.V. détaillé, photo récente (retournée), rémun. annuelle, prêt, s/réf. 480.077 M. Régie-Presse, 15 bis, rue Sébastien, Paris-2^e, qui tr. Discrétion absolue.

IMPORTANTE SOCIÉTÉ ELECTROMÉTALLURGIQUE

recherche :

pour ses Usines de Province (Ouest et Sud-Est)

JEUNES INGÉNIEURS

Formation : Grandes écoles (Mines, A.M., E.C.P., I.E.C.)

Débutants ou quelques années d'expérience pour occuper postes dans les services de contrôle qualité, de fabrication ou d'entretien.

Env. C.V. dét. avec photo et prêt, s/réf. n° 73.613 à CONTESSÉ Publ., 20, av. de l'Opéra, Paris-1^{er}, qui tr.

CENTRE D'ÉTUDES JURIDIQUES LYON

recherche pour son service consultation

JURISTE DROIT IMMOBILIER

au courant des problèmes de sociétés de construction méthodes de vente, urbanisme, copropriété. Expérience nécessaire. — Situation intéressante pour collaborateur aimant le travail en équipe.

Rémunération suivant compétence

Envoyer curriculum vitae et prétentions à CRIDON, 59 bis, rue de Créquy - 69006 LYON.

ETUDE DU TRAVAIL MACHINES ET EQUIPEMENTS

La Société fabrique des équipements pour la navigation aérienne. Avec 2.000 personnes, elle a réalisé 295 M de C.A.H.T. en 1975. Ses activités sont en expansion. C'est pourquoi elle recherche un Chef de Service qui devra mettre en place les postes de travail, gérer les machines et équipements, promouvoir l'innovation dans ces domaines en vue d'améliorer l'efficacité et les conditions de travail.

Le poste conviendrait à un ingénieur électromécanicien de plus de 30 ans, possédant une large expérience dans toutes les fonctions de la production.

Lieu de travail : CHATELERAULT.

26 rue Marbeuf 75008 Paris vous adressera note d'information et dossier de candidature sur demande. Réf. 503M4

IMPORTANTE SOCIÉTÉ DE CONSTRUCTION MÉCANIQUE

recherche

JEUNE INGÉNIEUR

pour analyse et programmation sur ordinateur

Grande ville province.

Écrire avec C.V. s/réf. n° 73.091, CONTESSÉ Publicité, 20, av. de l'Opéra, PARIS (1^{er}), qui tr.

Jeune Ingénieur

ANNONCES CLASSEES

OFFRES D'EMPLOI	La ligne	La ligne T.C.
"Placards encadrés" 2 col. et + (la ligne colonne)	40,00	46,70
DEMANDES D'EMPLOI	42,00	49,04
CAPITAUX OU PROPOSITIONS COMMERC.	9,00	10,93
	70,00	81,73

L'IMMOBILIER	La ligne	La ligne T.C.
"Placards encadrés"	28,00	32,69
"Double insertion"	34,00	39,70
"Placards encadrés"	38,00	44,37
L'AGENDA DU MONDE	40,00	46,70
	28,00	32,69

REPRODUCTION INTERDITE

offres d'emploi

AGF ASSURANCES GENERALES DE FRANCE IART

offrent à
JEUNES DIPLOMES DE L'ENSEIGNEMENT
SUPERIEUR (libérés des obligations militaires)
Licenciés en droit, ESC,
Sciences Eco.

inspecteurs du cadre

INCENDIE, ACCIDENTS, RISQUES DIVERS
(non rémunérés à la commission)

Ces postes requièrent :
- dynamisme et technicité,
- goût pour les contacts et la vie active,
- aptitude à la négociation.

Les candidats sont recrutés avec le statut de CADRES et recevront une FORMATION rémunérée à Paris.

Adresser C.V. détaillé manuscrit avec photo, et photo au Département Recrutement et Emploi, ASSURANCES GENERALES DE FRANCE, 33, rue Lafayette, 75009 Paris.

offres d'emploi



crédit foncier de france

LE CREDIT FONCIER DE FRANCE
organisé à PARIS
les 29 et 30 octobre 1976

un concours d'ATTACHES

Ce concours, ouvert aux candidats français, masculins et féminins, âgés de 20 à 32 ans au 1er Janvier 1976, est accessible notamment aux :

- titulaires :
- d'une maîtrise ou d'une licence en droit, sciences économiques, lettres ou sciences, gestion ou économie appliquées,
- du diplôme d'études comptables supérieures,
- anciens élèves diplômés de certaines Grandes Ecoles, des Instituts d'Etudes Politiques ou du Centre d'Etudes Supérieures de Banque,
- notaires,
- clercs de notaires justifiant d'une ancienneté professionnelle de 5 ans au moins et de la possession du diplôme de l'enseignement secondaire ou de la capacité en droit,
- architectes et géomètres experts, diplômés par le Gouvernement.

Sous réserve que les candidats obtiennent des notes jugées satisfaisantes par le jury d'examen, ce concours est ouvert pour 15 postes au maximum se répartissant normalement à raison de 9 postes en option juridique, 2 postes en option mathématiques et 4 postes en option financières.

CLOTURE DES INSCRIPTIONS : 1er OCTOBRE 1976

Renseignements complémentaires et documentation peuvent être obtenus au CREDIT FONCIER DE FRANCE - Service du Personnel - 48, rue Cambon - B.P. 65 - 75009 PARIS CEDEX 01 (Tél. 360.35.30)

offres d'emploi

DARTY

ELECTRO-MENAGER
TELEVISION - HI-FI

recherche

auditeur interne ET analyste financier

- diplômés grande école commerciale ou équivalent,
- de préférence 1 à 2 ans d'expérience dans des fonctions similaires,
- libres rapidement,

pour effectuer :

- AUDIT INTERNE : missions de révisions des comptes et de l'ensemble des procédures du groupe (déplacements en Province à prévoir).
- ANALYSTE FINANCIER : participation à l'élaboration et au contrôle de l'exécution des budgets annuels et des prévisions de trésorerie, analyses des dépenses et des marges.

Adresser lettre, C.V. et rémunération demandée au Directeur du Personnel et des Relations Sociales 123-155, avenue Galliéni 93140 BONDY.

offres d'emploi

SOCIÉTÉ FROMAGÈRE
recherche
DIRECTEUR D'USINE

- Avoir l'habitude de l'organisation et de la gestion.
- Capable de concevoir et de contrôler l'évolution technique de l'usine.
- Capable d'animer une équipe de cadres et d'ouvriers, ayant l'expérience, l'habitude des hommes et les qualités morales correspondant à ce poste.
- Formation technique et technique indispensables, connaissances fortes.

LIBRE DE TOUT ENGAGEMENT

Envoyer C.V. manuscrit, photo et prétentions sous N° 76.644 B à :

17, rue du Commerce, 92130 VANVES (Paris) 15

ingénieur concepteur

110 000 F +

Une Société française de construction électrique membre d'un puissant groupe international, recherche un ingénieur concepteur âgé de 28 ans minimum pour sa Direction Informatique en banlieue Nord-Paris. Rattaché au responsable des études, il devra concevoir de grands projets de gestion. Sa mission première sera la mise en place d'une application pays et gestion de personnel pour l'ensemble du groupe. Nous voyons à ce poste un ingénieur grande école ou équivalent ayant déjà assuré en tant que Chef de Projet l'étude et la mise en œuvre de systèmes de gestion importants. La connaissance de bases de données serait souhaitable. La structure de la Direction Informatique au sein du groupe permet d'envisager une évolution de carrière très positive pour des candidats de valeur.

Envoyer C.V., photo récente et rémunération actuelle sous la réf. 2624/M (à mentionner sur l'enveloppe). Le secret absolu des candidatures est garanti par :

BERNARD KRIEF CONSULTANTS
1, RUE DANTON 75263 PARIS CEDEX 06

TEXAS INSTRUMENTS FRANCE
Premier fabricant mondial semi-conducteurs recherche pour OCCUPER LES FONCTIONS :

D'INGÉNIEURS COMMERCIAUX

DES INGÉNIEURS ÉLECTRONIQUES AYANT DÉJÀ UNE EXPÉRIENCE DE QUELQUES ANNÉES DE LABORATOIRE OU D'ÉTUDES. Ces postes conviendront à des candidats ambitieux capables d'assurer des contacts à tous niveaux hiérarchiques et soutenus de promouvoir leur développement sur des critères d'efficacité.

- Ils seront responsables :
- De la conduite et de l'aboutissement des négociations ;
- De la promotion et de la définition des nouveaux produits ;
- Des stratégies à développer dans le cadre des marchés dont ils ont la responsabilité ;
- Des prévisions à court et moyen terme.

Les candidatures des ingénieurs débutants ne seront pas examinées. Anglais souhaités. — Permis de conduire exigé CES POSTES SONT À POURVOIR À PARIS.

Pour faire acte de candidature, écrire avec C.V., prétentions, photo et date de disponibilité, sous réf. S.C.M. 6/876-T2 à Mme L.B. GUST, T.I.P. Boite Postale 5 - 62270 Villeneuve-Loubet.

JEUNE CADRE COMMERCIAL

Il assistera le Responsable du Service dans les domaines suivants :
- mise en place de la commercialisation des programmes de logement ;
- recrutement des vendeurs, organisation et animation des bureaux de vente ;
- relations avec les Agences de Publicité ;
- suivi et régularisation des ventes.

Cette mission conviendrait à un jeune diplômé d'une école de commerce.

Stage de formation assuré sur le terrain.

Écrire sous référence FORÉ (à mentionner sur l'enveloppe) à :

Publicis Conseil
EMPLOIS et CARRIÈRES
30, rue Vernet, 75008 PARIS

IMPORTANT GROUPE DE SOCIÉTÉS D'ASSURANCES DU SECTEUR PRIVÉ

RECHERCHE UN

ANIMATEUR

Apté à la création et au commandement d'une unité de distribution de produits financiers et immobiliers, autonome au sein d'une organisation plus vaste, et au service de la politique commerciale du Groupe.

PROFIL

EXPERIENCE PRATIQUE DE LA VENTE ET DU MANÈGE. Dispositions particulières pour les relations humaines et la négociation active. Sens aigu de l'analyse commerciale, de l'action et du pragmatisme. Capacité d'intervention personnelle et directe dans l'action. Coefficient de stabilité élevé nécessaire à l'animation et au commandement de l'importante organisation commerciale projetée.

LE POSTE NE PEUT CONVENIR QU'À L'HOMME JEUNE DÉTERMINÉ À CONQUÉRIR UNE POSITION SOCIALE PAR L'ACTION (VOLUME ET INTELLIGENCE).

IL EXCLUT DES PRÉTENTIONS BASÉES SUR UNE POSITION « ARRIÈRE » DE SON RÔLE

FORMATION

École supérieure de commerce, équivalent ou solide formation autodidacte.

AGE

MINIMUM : 30 ANS

OFFRE

Stage de formation aux problèmes spécifiques de la vente et du management du Département. Position hiérarchique adaptée au quotient personnel et rapidement évolutive.

REMUNÉRATION MINIMALE GARANTIE DE DÉPART (1^{er} semestre) :

6.000 FRANCS PAR MOIS

Écrire avec curriculum vitae MANUSCRIT et photo à : Publicité France, sous le n° 901, 13, rue Marivaux - 75002 PARIS.

Dans le cadre de l'aménagement hôtelier et résidentiel de grands ensembles touristiques français, nous souhaitons rencontrer avec toutes garanties de discrétion

personnalité de 1er plan

ayant incontestable expérience immobilière et financière sur les plans national et international au niveau de la recherche des investisseurs et de la négociation avec eux.

Envoyer lettre manuscrite, C.V. photo à SÉLÉCOM sous réf. 11 M 225, rue Fg-St-Honoré 75008 Paris.

RÉGIE-PRESSE

recherche

pour le journal le Monde

HOTELLES TÉLÉPHONISTES

chargées de prendre des petites annonces par téléphone et de prospecter une clientèle nouvelle.

Il leur est demandé :
- une voix agréable,
- un sens commercial,
- l'aspect d'équipe.

La préférence sera donnée aux candidats ayant déjà une expérience pratique du téléphone.

Envoyer C.V., photo et prétentions à n° 110 M. RÉGIE-PRESSE, 81 bis, rue Réaumur, 75004 PARIS.

emplois régionaux

INGÉNIEUR DE PRODUCTION

La deuxième groupe carrossier français (1800p, 200 M. de C.A.) recherche pour la Direction Technique de la division automobile (800 p.) un adjoint chargé des fabrications. Le poste convient à un ingénieur diplômé (A.M., E.C.A.M., I.C.A.M., ...) de plus de 28 ans, possédant une expérience d'au moins deux ans dans un atelier de production. Rémunération : 80 000 F. Résidence : Deux Sèvres. 28 rue Marbut 75008 Paris vous adressera sous pli fermé et sous pli cacheté la notice de candidature sur demande. Réf. 615M.

SOCIÉTÉ ALSACIENNE DE SUPERMARCHÉS

engage de suite pour son

SERVICE INFORMATIQUE PUPITRES confirmés

- Matériel utilisé : IBM 370/135 ;
- Travail en équipes successives (8 X 8 heures) ;
- Lieu de travail : Strasbourg-Koenigsplatz ;
- Restaurants d'entreprise.

Prévoir d'envoyer demande manuscrite avec curriculum vitae au siège de la Société Alsacienne de Supermarchés, 117, rue des Romains, 67000 STRASBOURG - CEDEX, à l'attention de Mme MARTZOLFF.

TECALEMIT FLEXIBLES

recherche

LE DIRECTEUR de son usine de Blois

Cet ingénieur ayant 10 ans d'exp. en product. d'équipement de prêt-à-porter, en caoutchouc mat. plastiq. S.E.S.A. RESPONSABLE d'une unité de 500 personnes et dépendra de la Direction générale. POSTE À POURVOIR RAPIDEMENT. Adresser C.V. manuscrit, photo et salaire actuel, n° 40, à l'attention de M. BASSEROT, B.P. 494, 41000 SALES-BUNGES.

IMPT. ORGANISME FINANCIER DE L'EST

cherche

CADRE RESPONSABLE DES ÉTUDES COMMERCIALES

- Homme minimum 28 ans.
- Licencié en Sciences Économiques, H.E.C., E.S.E.C., ...
- Expérience bancaire ou commerciale souhaitée.
- Connaissance en informatique.

Faire offre manuscrite avec C.V., photo, sous le n° 7494 A, « Le Monde » Publications, 5, rue des Italiens - 75001 Paris Cedex 01.

IMPORTANT GROUPE DE PRÉVOYANCE

siège PARIS recherche pour son service

RELATIONS EXTERIEURES

UN CADRE

pour région NORD avec résidence LILLE

Homme 35 ans minimum. Études supérieures. Esprit d'initiative. Stage Paris. Formation rémunérée.

Adresser C.V. manuscrit et photo, n° 72.882, Contesse Publicité, 20, av. Opéra, Paris-1^{er}, ou à :

20, av. Opéra, Paris-1^{er}, ou à :

Service Médical du Travail, Bâtiment et T.P. Mosnier, recherche pour METZ

SECRÉTAIRE GÉNÉRAL

Juriste expérimenté en gestion administrative et financière, droit du travail, responsable de l'organisation et du fonctionnement du Service à l'échelon du département.

Sal. 600 F. à 1.000 F. selon qualif. Possibilité promotion. Candidatures manuscrites (C.V. et photo) à :

1, rue Marie-Anne-de-Sévil, 57000 METZ

ENTREPRISE FORCE ET MÉCANIQUE DE L'OUEST

recherche

INGÉNIEUR ou TECHNICIEN

responsable commercial Département Sous-Traitance.

Écrire av. C.V. à Serge Bastien, B.P. 485, 44019 Nantes Cedex.

Petite Société en expansion produits pour laboratoires recherche

CADRE FINANCIER

30 ans minimum, pour coordonner relations entre maison mère et filiale française.

Lieu de travail : FERRIERES-EN-GATINAIS (Loiret) - Études : C.V. avec prétentions à : STE WHATMAN, B.P. 12, 45010 FERRIERES

SOCIÉTÉ INFORMATIQUE, recherche pour SODIAL, société de distribution, moderne, CONCEPTEUR-CONTRÔLEUR DE SYSTÈME DE GESTION Formation : ingénieur + I.A.E. ou I.C.O. ou Ecole de commerce. Expérience : 2 ans minimum à un poste de cadre. Le poste est situé à Marolles-sur-Loire, 41009 Marolles.

LOGARIX Informatique

DIRECTION REGIONALE de l'EST

recherche pour une de ses agences dans le cadre de son Service Local

ANALYSTE CONFIRME

ayant un minimum de 3 ans d'expérience dans l'analyse des problèmes

Adresser C.V. et prétentions à SE LOGARIX, 22, allée de la Roberteau, 67000 STRASBOURG

IMPORTANT GROUPE IMMOBILIER PARIS

recherche

JEUNE CADRE COMMERCIAL

Il assistera le Responsable du Service dans les domaines suivants :

- mise en place de la commercialisation des programmes de logement ;
- recrutement des vendeurs, organisation et animation des bureaux de vente ;
- relations avec les Agences de Publicité ;
- suivi et régularisation des ventes.

Cette mission conviendrait à un jeune diplômé d'une école de commerce.

Stage de formation assuré sur le terrain.

Écrire sous référence FORÉ (à mentionner sur l'enveloppe) à :

Publicis Conseil
EMPLOIS et CARRIÈRES
30, rue Vernet, 75008 PARIS

Adresser C.V. et prétentions à SE LOGARIX, 22, allée de la Roberteau, 67000 STRASBOURG

OFFRES D'EMPLOI	La ligne	La ligne T.E.
"Placards encadrés" 2 col. et + (la ligne colonne)	40,00	46,70
DEMANDES D'EMPLOI	42,00	49,04
CAPITAUX OU PROPOSITIONS COMMERC.	9,00	10,33
	70,00	61,73

ANNONCES CLASSEES

	La ligne	La ligne T.E.
L'IMMOBILIER	26,00	32,69
"Placards encadrés"	34,00	39,70
Double insertion	38,00	44,37
"Placards encadrés"	40,00	46,70
L'AGENDA DU MONDE	28,00	32,69

REPRODUCTION INTERDITE

offres d'emploi

UNILEVER FRANCE
recherche pour sa société
LEVER INDUSTRIEL
située à Paris (banlieue Nord-Est), spécialisée en détergents industriels (nettoyage général, blanchisseries, nettoyage industriel) son

CHEF DE VENTES
nettoyage industriel

- Il aura la responsabilité des négociations commerciales à haut niveau, sur l'ensemble du territoire national, avec les grandes industries, brasseries, industries alimentaires, industries mécaniques, automobiles, marines, etc.
- Il sera chargé de coordonner l'action commerciale des spécialistes régionaux, de les superviser techniquement et d'assurer leur formation.
- Il sera responsable de ses prévisions et de son budget.
- Il aura une formation de type ENSIA, IESRI, ENSALA, etc., et aura une bonne pratique de l'anglais.
- Le poste basé à Paris, au siège de la société implique des déplacements fréquents en province et éventuellement à l'étranger.

Ecrire avec C.V. et prétentions (réf. XIV/76)
UNILEVER FRANCE
Département Central du Personnel
8, avenue Delcassé
75364 PARIS CEDEX 08

IMPORTANT GROUPE INDUSTRIEL FRANÇAIS 13.000 PERSONNES - 1 MILLIARD 600 MILLIONS C.A. recherche

1) Dans le cadre du plan à moyen terme de sa Direction Informatique

UN CHEF DE PROJET ETUDES COMMERCIALES

Chargé de concevoir et mettre en œuvre les projets de développement dans le domaine de l'administration et de la gestion commerciale pour l'ensemble des réseaux de vente, français et étrangers.

Une formation supérieure (INGENIEURS GRANDES ECOLES ou H.E.C., E.S.E.C., etc.) et une expérience de 5 à 10 ans en qualité d'analyste concepteur puis de chef de projet dans le domaine de l'organisation des ventes et de l'information commerciale sont indispensables.

Connaissance anglaise ou allemande. Référence 1193

2) Pour sa Direction

RECHERCHE ET DEVELOPPEMENT UN INGENIEUR DE HAUT NIVEAU

dont la mission au sein du département ETUDES AVANCEES, consistera à effectuer des recherches appliquées dans le domaine de la MECANIQUE DE STRUCTURE COMPLEXE et à élaborer de nouvelles méthodes d'essai et de mesure.

Il sera responsable d'un groupe opérationnel d'experts de techniciens et ingénieurs en mécanique, métrologie et électronique.

Ce poste nécessitera un diplôme de grande école (SUP. AERO. ENSTA, ENSA, etc.) posséder l'anglais et quelques années d'expérience DE LA RECHERCHE.

Connaissance de l'anglais et de l'allemand appréciées. Référence 1194

Pour faire acte de candidature, adresser lettre manuscrite, C.V., photo et prétentions, sous référence correspondante à :

SLIGOS 31 Bd BONNE-NOUVELLE 75002 PARIS qui transmettra

CHEF DE SECTION CREDIT ET RECOURS

recherche par la direction financière d'OCEANIC, à Rouenville.

- Vous avez une formation financière et commerciale ;
- Vous avez 5 à 10 ans d'expérience des problèmes de crédit et de recouvrement ;
- Vous avez des notions de gestion et aussi d'adaptation à des interlocuteurs variés ;
- Vous êtes sérieux, dynamique, et vous êtes libre de suite.

Nous vous proposons de prendre en charge les dossiers de crédit et de recouvrement des clients, après visite et analyse de bilan ;

Vous établirez le dossier des contentieux et états mensuels.

Ecr. en envoyant C.V. et photo à M. L. NAY, OCEANIC, Serv. du personnel, 97, av. de Verdun, 93200 ROUANVILLE.

CARRETEUR DE MARCHÉ (Etudes de marché)

Capable de devenir plus tard MARKETING/CONSULTANT

Des qualités de synthèse et d'efficacité dans l'action ;

Une aisance dans les contacts, pour participer à l'élaboration des plans de développement des entreprises clientes, aux études « terrain » préalable et assurer la réalisation de sanctions programmées.

Ce poste, très formateur, permet une évolution rapide à l'adresse de premier plan.

Adresser C.V. et photo, à M. J. L. NAY, OCEANIC, Serv. du personnel, 97, av. de Verdun, 93200 ROUANVILLE.

Informaticien DE HAUT NIVEAU

pour prendre en charge, au sein de sa Direction Informatique, le lancement et le suivi d'une nouvelle méthode de développement (Prolog).

Pour ce poste clé, le profil suivant est souhaité :

- Formation supérieure
- 5 ans minimum d'expérience dans des fonctions d'encadrement dans un Service d'Etudes Informatiques.
- Connaissances approfondies du logiciel, Prolog en expérience pratique d'utilisation d'au moins 2 ans.
- Connaissance de l'Anglais.

Pour mener à bien sa mission, le candidat devra, en outre, posséder des qualités de contact et des aptitudes pédagogiques.

Lieu de travail : Région parisienne.

Merci de faire parvenir votre candidature sous ref. 1573 à

PL. Pierre Lichon 10, rue de Louvois 75003 Paris cedex 03 qui transmettra

IMPORTANT GROUPE DE PROMOTION IMMOBILIERE
recherche

POUR PARIS :
CADRE DE DIRECTION

Responsable de programmes immobiliers en province, de recherches foncières et d'implantations nouvelles. Expérience financière ou immobilière indispensable (5 ans minimum). Formation supérieure.

POUR ROUEN :
CADRE

Responsable de programmes immobiliers en Normandie. Expérience professionnelle préalable souhaitable. Carrrière et progressions de salaires assurées pour collaborateurs efficaces.

Adresser C.V., photo, prétentions à N° 7320 CONTEXTE Publ. 20, av. Opéra, Paris-1^{er}, qui transmettra.

MENSUEL FEMININ
Paris
recherche

SECRÉTAIRE COMMERCIALE
pour gestion éditeurs internationaux, poste à responsabilité. Libre rapidement. Tél. pour R.V. au 261-1543

ETABLISSEMENT FINANCIER
Centre Paris
Spécialiste Crédit d'équipement au Commerce recherche pour SERVICE ETUDES

RÉDACTEUR ADJOINT
Sup. de Co - IUT gestion ou équivalent même débutant Sans et goût des contacts indispensables

Envoyer C.V., lettre manuscrite, photo, réf. et photo, à N° 7320 CONTEXTE PUBLI. 20, av. Opéra, Paris-1^{er}, qui transmettra.

SLIGOS
GROUPE A VOCATION EUROPEENNE
recherche pour commercialiser un réseau de temps partagé axé sur l'utilisation d'un langage original

2 INGENIEURS COMMERCIAUX

qui auront pour mission de développer des applications existantes et de promouvoir de nouvelles applications auprès des directions financières de Grandes et Moyennes Entreprises et des Administrations.

Le poste convient à des diplômés Grandes Ecoles d'Ingénieurs ou H.E.C., ESSEC... ayant 1 ou 2 ans d'expérience - Connaissance informatique appréciée - Langue anglaise souhaitée.

Formation complémentaire assurée.

Le développement de cette activité en pleine expansion offre d'importantes possibilités de carrière.

Adresser C.V. détaillé et photo à SLIGOS - Département APL - 91, rue Jean-Jaurès - 92807 PUTEAUX.

HOECHST FRANCE
Recherche pour son département
PRODUITS AUXILIAIRES

UN CADRE
TECHNICO-COMMERCIAL

pour assurer la gestion et le développement commercial d'une gamme de produits additifs déjà fortement implantés.

Ce poste conviendrait à :

- 1 INGENIEUR CHIMISTE ayant une très bonne connaissance de l'allemand et si possible une expérience de l'industrie des peintures ou des matériaux de construction.

Adresser C.V. et photo, Département du Personnel, Tour Roussel Nobel Cedex 3, 92080 PARIS LA DÉFENSE

IMPORTANT GROUPE DE PROMOTION IMMOBILIERE
recherche
homme jeune ayant tempérament de Manager pour un poste de

DIRECTEUR D'IMMEUBLE

Afin de prendre en charge un important ensemble immobilier (IGH et Centre Commercial).

Ce poste autonome, aux aspects très divers, nécessite une grande expérience de l'exploitation des grands ensembles d'immobilier d'habitation ou de bureaux tant sur le plan technique que sur le plan du nettoyage, de la sécurité et du gardiennage.

Le candidat retenu saura allier à une grande disponibilité et une grande mobilité des qualités d'autorité, d'initiative, d'ordre et de méthode, le souci du détail et la volonté de faire aboutir toute action entreprise, le goût des contacts humains et le sens du développement.

Envoyer C.V., photo, rémunération actuelle à N° 7285 CONTEXTE Publ. 20, av. Opéra, 75004 PARIS CEDEX 01, qui transmettra.

digital

Si vous vendez des systèmes "INFORMATIQUE DE GESTION", vous nous avez déjà rencontrés. Nous sommes le N° 1 des mini-ordinateurs et les promoteurs de l'INFORMATIQUE REPARTIE.

Venez participer à l'expansion de ce département commercial ; il double son chiffre d'affaires chaque année.

Nous recherchons des **ingénieurs commerciaux** ayant :

- une bonne connaissance de l'informatique,
- l'ambition de prendre des responsabilités,
- une expérience minimum de 2 ans,
- une bonne connaissance de l'anglais.

Veuillez adresser votre C.V. + photo sous référence BM3 à :

DIGITAL EQUIPMENT FRANCE
Direction du Personnel
18, rue Searlène - Cidex L 225 - 94533 RUNGIS SILIC

spécialistes analyse industrielle en continu
(ON STREAM ANALYSERS)

Une importante société internationale développe sa division «Systèmes d'Analyses» et cherche à s'adjointre des ingénieurs expérimentés connaissant l'instrumentation très spécifique de ces systèmes et les matériels utilisés.

Le profil est celui d'un ingénieur d'affaires : il doit participer aux négociations, étudier les besoins du client, établir le devis et suivre la réalisation.

Il faut avoir acquis sur le terrain une bonne connaissance de la clientèle et des conditions d'utilisation industrielle de tels systèmes.

Le poste est à pourvoir en banlieue ouest Paris (très accessible par le métro express) mais nécessite de nombreux déplacements à l'étranger. Anglais écrit et parlé indispensables.

Envoyer C.V., photo récente et rémunération actuelle sous la réf. 2591/M (à mentionner sur l'enveloppe).

Le secret absolu des candidatures est garanti par :

BERNARD KRIEF CONSULTANTS
1, rue DANTON 75261 PARIS CEDEX 06

L'UN DES PREMIERS GROUPE FRANCAIS de Constructions Mécaniques
recherche pour son

Centre de Recherches un
Chef de Service
Génie Chimique et Alimentaire

Il aura la responsabilité technique d'une équipe composée de plusieurs ingénieurs et techniciens, depuis la conception des études et jusqu'au stade de la réalisation industrielle. Ce poste peut convenir à

Ingénieur Grande Ecole
ayant une expérience, soit de recherche industrielle appliquée (réalisation de nouveaux procédés et de prototypes), soit de conception ou d'exploitation dans l'industrie Agro-Alimentaire.

Les dossiers de candidatures - sous réf. M.1195 - à préciser sur l'enveloppe - seront traités confidentiellement par

DEVELOPPEMENT
10 rue de la Paix, 75002 Paris.

PARIS - PORTE DAUPHINE
robotique sanitaire recherche

COLLABORATEUR (TRICE)
Serv. Commercial. Très expérimenté, administration des ventes, statistiques, suivi clientèle, déplacements, etc. Exp. avec C.V. et prétentions, n° 2213 C.V. DUTCHES REUNIES 112, bd Voltaire, Paris-11.

Important organisme social privé rech. pour son centre chirurgical, PORTE DE PANTIN

INFIRMIERES D.E.
Bonnes conditions de travail 40 h. hebdo. 1 week-end sur 2 Prime de vacances - 12 mois Retraite d'entreprise Avantages sociaux

Tél. à partir du 7 : 222-22-24

auditeur
PARIS
anglais
courant

Nous sommes une importante Société Multinationale de construction et de distribution de matériels de T.P.

NOUS RECHERCHONS :
DE JEUNES AUDITEURS INTERNES pour renforcer notre équipe de contrôle de gestion.

ILS DEVONT :

- contrôler la gestion de nos agences de ventes, participer à l'élaboration et à la mise en application de procédures administratives et comptables ;
- assister et conseiller les responsables d'agences.

Pour ces postes, nous demandons des candidats diplômés d'études supérieures (grandes écoles de commerce, H.E.C., ESSEC, ESCP) de gestion (Sciences) - Dauphine - Sciences Ecoi.

Les candidats sont invités à adresser leur C.V. photo et prétentions à N° 73004, CONTEXTE PUBLI. 20, avenue de l'Opéra, 75004 Paris Cedex 01 q. tr.

SOCIETE NORD, SOLIDE ET PROSPERE
SECOND OEUVRE BATIMENT INDUSTRIEL
recherche pour la Région Parisienne

UN CHEF DES VENTES HAUT NIVEAU

Ce Cadre sera un vendeur expérimenté et un homme de terrain, capable de recevoir une formation technique. Il sera un animateur et un organisateur. Il aura 28 ans minimum et un sens commercial qui sera mis à rude épreuve. Situation évolutive de premier plan pour un homme d'action.

Adresser à GABRIEL COPIN, Conseil d'Entreprises, réf. G.A.P. avec photo et C.V., références, prétentions manuscrites, à Place A.-Dumas, 93000 LITTLE

Groupe Industriel européen créé au sein de sa division RÉGULATION, le poste de
responsable de la gestion commerciale

Il a pour mission de proposer, de mettre au point, de suivre des procédures permettant de gérer l'ensemble des activités internes et externes qui concourent à la réalisation des commandes reçues de la clientèle.

Pour ce poste, en grande partie fonctionnel, nous souhaitons recruter un homme de 30 ans minimum ayant une formation de type E.S.C., de préférence option finances comptabilité.

Il aura 5 ans au moins d'expérience dans un poste de ce type et aura en particulier une bonne connaissance des liaisons avec l'informatique.

Anglais et/ou Allemand appréciés.

Pour recevoir informations complémentaires écrire

Legor
5 rue Meyerbeer 75008 Paris

010100150

Jeune Ingénieur

OFFRES D'EMPLOI	La ligne	La ligne T.C.
"Placards encadrés" 2 col. et +	40,00	48,70
(la ligne colonne)		
DEMANDES D'EMPLOI	42,00	49,04
CAPITAUX OU PROPOSITIONS COMMERC.	9,00	10,33
	70,00	81,73

ANNONCES CLASSEES

L'IMMOBILIER	La ligne	La ligne T.C.
"Placards encadrés"	28,00	32,69
"Bouilles laserlines"	34,00	39,70
"Bouilles laserlines"	38,00	44,37
"Placards encadrés"	40,00	48,70
L'AGENDA DU MONDE	28,00	32,69

offres d'emploi

DEPUIS DES ANNEES, VOUS VENDEZ :

- SÉCURITÉ
- FISCALITÉ
- LIQUIDITÉ
- RENTABILITÉ

ASSEZ !

AVEC NOUS

VENDEZ

DU PROFIT !

(FINANCIER)

Pour tous renseignements téléphones au : **293-66-64**

ou adressez carte visite (sous référence 363) à : SIF, 11, rue d'Orléans, 75002 PARIS, qui transmettra.

offres d'emploi

La Compagnie Bancaire recherche pour une de ses filiales spécialisée dans le Conseil en Informatique, un

jeune ingénieur

(Supélec, Telecom, CNAM...)

Sa mission : Dans le cadre du lancement de son département "mesure, évaluation et audit de système", secteur utilisant des techniques de pointe :

- il participera au plan de mesure
- il sera responsable de la mesure et de son analyse, et de l'amélioration des méthodes de travail

Son profil :

- une expérience hardware et software de base de 2 années chez un grand constructeur
- un intérêt pour le travail en équipe et les relations clientèles
- une disponibilité pour des déplacements fréquents de courte durée

Adressez cv, et photo sous réf. 436 au Service Recrutement - 25, avenue Kléber - 75016 PARIS

compagnie bancaire

offres d'emploi

SOCIÉTÉ FRANÇAISE DE COMPOSANTS ÉLECTRONIQUES

IMPLANTATION MONDIALE LEADER DANS SA BRANCHE

EXPORT MANAGER

Bonne connaissance de l'ANGLAIS et de l'ALLEMAND. Cet homme sera responsable de l'exportation depuis la France. Il aura à assister les filiales et agents sur le plan commercial et prendra une part importante dans les études de marché internationales. Il sera très autonome et souvent loin du siège.

Dépendra directement du Directeur Commercial

- Age minimum 32 ans
- Lieu de travail : Paris + voyages internationaux à l'étranger
- Nationalité indifférente

TECHNICO-COMMERCIAL FRANCE

Cet homme devra participer au développement du chiffre d'affaires métropole. Si ses capacités et son A.G.E. lui permettent, il pourrait dans le futur passer à des fonctions commerciales internationales. Sa promotion dépendra de ses résultats.

- 35 ans minimum
- Formation technique (électronique ou électromécanique) + commerciale par expérience ou études
- Anglais souhaité
- Lieu de travail : Paris + voyages internationaux

Nous recherchons des hommes d'action, de résultats et d'initiative, à l'esprit pragmatique. Facilité d'expression et excellente présentation. Veuillez adresser votre C.V. détaillé avec photo à : Société ISOSTAT, Secrétariat Général, 5, av. de la Doune, 93170 BAGNOLET. Tél. 858-41-80. Discretion totale assurée.

offres d'emploi

Pour sa Société de Recherche Commerciale (SECED), située à Paris,

UNILEVER FRANCE

recherche des :

diplômés de grandes écoles scientifiques

CENTRALE, MINES, AGRO...

psychologues expérimentés

MAITRISE, INSTITUT, PSYCHO-PRACT, ayant une bonne formation en psychologie sociale.

Ils recevront une formation dans les techniques les plus avancées de la recherche commerciale et se verront confier rapidement des études et des responsabilités diversifiées en marketing. Au niveau national et international, les perspectives de carrière sont très ouvertes.

Ecrire avec C.V. (réf. X V76) à : **UNILEVER FRANCE** Département Central du Personnel 8, avenue Daumesnil 75384 PARIS CEDEX 08

Directeur du personnel

Notre groupe industriel (environ 5.000 personnes) a des activités diversifiées et spécialisées (pyrotechnie, métallurgie fine, petite mécanique) : un constant effort d'adaptation est nécessaire, mais il doit tenir compte de la solide tradition technique de notre personnel.

C'est dans ce cadre d'action que nous vous proposons de développer et d'enrichir notre fonction "Personnel".

Comme Directeur du personnel de notre société mère, vous aurez la responsabilité :

- de la gestion du personnel du siège basé à Paris
- des problèmes concernant l'encadrement
- de l'assistance et du conseil auprès des responsables des unités de production réparties en région parisienne et en province.

Vous serez adjoint au Directeur des relations humaines du Groupe.

Il est absolument nécessaire que vous ayez une réelle expérience du monde industriel et une connaissance précise des divers aspects de la fonction de personnel.

Les consultants du Département Recrutement d'EUREQUIP vous aideront à l'évaluer et respecteront l'anonymat de votre candidature, écrivez leur, sous référence 10.220-M.

EUREQUIP
B.P. 30 - 92420 Vanvreson

offres d'emploi

PHILIPS

Notre service central des crédits commerciaux recherche jeune cadre diplômé enseignement supérieur.

POSTE : Définition de ligne de crédit pour une partie de notre clientèle en concertation avec nos services commerciaux.

FONCTIONS :

- constitution des dossiers de crédit
- analyse financière
- contacts permanents avec nos services commerciaux
- déplacements sur le terrain pour examen des problèmes importants (visites des clients et des services régionaux)

Adressez lettre manuscrite, C.V., photo et 3 présentations sous référence 368 à : **PHILIPS**, Direction du Personnel, 10, avenue Montaigne, 75008 PARIS.

offres d'emploi

Les laboratoires pharmaceutiques

ELI LILLY FRANCE

à SAINT CLOUD

FILIALE D'UN GROUPE MULTINATIONAL

recherchent pour leur département **TRESORERIE**

cadre financier

- Il sera essentiellement chargé : des prévisions de trésorerie, de l'analyse et des prévisions de bilan, et de l'élaboration de procédures dans le cadre du département.
- Ce poste conduira à un cadre débiteur de formation supérieure (HEC, ESCP, ESSEC, IEP, etc...)
- Connaissance requise de l'anglais et, si possible, du time-sharing.

Prérez d'adresser C.V. détaillé au Département du Personnel 203, Bureaux de la Colline 92213 ST-CLOUD.

60 à 66.000 F selon expérience

Nous sommes un organisme de services de dimension nationale.

Dans le cadre du développement de notre activité d'aide aux entreprises dans le domaine du recrutement et de son environnement socio-économique, nous recherchons :

PLUSIEURS CADRES

Chargés des Relations avec les Entreprises

MISSIONS : entre autres :

- Contacts avec les services du personnel ou les chefs d'entreprise
- Définition de postes et de profils de candidats
- Examens détaillés de curriculum vitae
- Etudes approfondies de dossiers

PROFIL : 5 ans d'expérience minimum en entreprise de préférence à un poste de cadre, mais surtout : outre le sens des contacts et l'esprit d'équipe, le poste EXIGE le goût d'un travail très minutieux d'études sur dossier.

Envoyer C.V., photo et présentations à n° 73.422, CONTEXTE Publicité, 20, av. Opéra, 75004 PARIS Cedex 01 qui transmettra.

IMPORTANTE SOCIÉTÉ D'INGENIERIE PARIS EST

recherche d'urgence pour son Service **TRESORERIE**

COMPTABLE QUALIFIÉ ET EXPÉRIMENTÉ

dans la gestion financière, possédant, si possible C.A.P., B.P. ou D.E.C.S.

Le titulaire du poste placera directement sous l'autorité de l'administrateur-comptable, pour la mise en œuvre de toutes les opérations de service comptable en fonction de ses capacités.

Horaires : 8 heures - 5 heures 30

- Avantages sociaux importants
- Restaurant - Cantine
- Prévoyance - Médecin - Parking société.

Adressez C.V. et photo sous n° 3491 à : **EPERAB**, 12, rue Saint-Victor - 75007 PUTEAUX, qui transmettra.

IMPORTANT GROUPE BANCAIRE

recherche pour sa Direction du Personnel

PSYCHOLOGUE

(Institut, psycho-prat, maîtrise)

Il lui sera offert de participer :

- aux différentes actions de recrutement
- à l'orientation du personnel
- aux études s'y rapportant.

Lieu de Travail : PARIS

Ecrire avec C.V. et présentations sous réf. 75491

CAISSE CENTRALE DE CRÉDIT COOPÉRATIF

recherche

RÉDACTEURS (TRICES) CONTENTIEUX

NOUS VOULONS :

- 3 ans expérience minimum en établissement financier (crédits, véhicules, matériel) ;
- Pratique du recouvrement créances ;
- Grande disponibilité.

NOUS RECHERCHONS :

- Candidats (es) désireux (euses) d'apporter leur technicité dans un groupe qui leur permettra d'évoluer.

Ecr. avec photo et présent. Direction du Personnel, 18 bis, avenue Hoche, Paris (8^e).

TELECOMMUNICATIONS PARIS et PROVINCE

Les R.T.T. recrutent sur titres

diplômés d'écoles d'ingénieurs

ou : TITULAIRES D'UNE MAITRISE D'INFORMATIQUE ou de TELECOMMUNICATIONS, ou : ESCP-HEC-JF-DEA ou DESS (Marketing) de Grenoble II.

ou LICENCE DE SCIENCES ECONOMIQUES + : ESCAE - ESC Angers - EDHEC du Nord - IC Nancy - IEC Strasbourg - ISEF de Paris (Section économique et financière).

Pour études et réalisations techniques, organisation, informatique, formation, actions commerciales.

Dans les services d'exploitation, de gestion d'enseignement ou de recherches.

ADRESSER VOTRE CANDIDATURE AVANT LE 30 SEPTEMBRE 1976

Renseignements et inscriptions dans les directions régionales des Télécommunications du Chef-Lieu de résidence.

GROUPE DE SOCIÉTÉS PARIS 17^e

recherche

FISCALISTE

CONSEIL AUPRES DU PRÉSIDENT

Le candidat diplômé de l'Ecole Nationale des Impôts aura une expérience d'au moins trois années soit dans l'Administration, soit dans un service juridique d'entreprise, soit dans un cabinet.

Env. C.V. et présentations sous réf. 1576 à : **RE**, 10, rue de la Lingerie - 75003 Paris cedex 02 qui transmettra.

Filiale d'un groupe multinational français

SOCIÉTÉ EN PLEINE EXPANSION

banlière OUEST recherche

2 JEUNES INGENIEURS GRANDE ÉCOLE

Pour : ETUDES ET REALISATIONS D'INSTALLATIONS INDUSTRIELLES DANS LA TECHNIQUE ANTIPOLLUTION.

Envoyer lettre manuscrite à CAMPBELL, B.P. 57, 78340 PARIS CEDEX 11, sous réf. 804, qui transmettra.

STÉ LOGAR

recherche pour son Département Inspection

UN RESPONSABLE TECHNIQUE

Compétence : la gestion informatique des stocks et de son matériel (10 personnes). Formation de base électronique appliquée. Expérience indispensable dans les domaines : — Exploitation informatique — Gestion des stocks — Commandement.

Adressez C.V. et photo et réf. **STÉ LOGAR**, rue de la République - 93170 BAGNOLET-LEZ-LYON.

REVUE TECHNIQUE PROFESSIONNELLE

recherche

RÉDACTEUR QUALIFIÉ EN ÉLECTRONIQUE

Pointe à lances capoté débutant ou senior - technique solide.

Env. C.V. n° 7401 CONTEXTE Publicité 20, av. Opéra, Paris 1^{er} qui transmettra.

ATTENTION

BIEL

spécialiste en petites annonces téléphonées

17, rue du Docteur Lebel - 94300 VINCENNES

Vous informent de leur nouveau numéro de téléphone depuis le 1 juillet 1976

374.12.12.

TELEX 230728 - TELECOPIEUR

IMPTE SOCIÉTÉ MÉTALLURGIQUE

recherche pour Service Commercial (Paris)

INGÉNIEUR

TECHNICO-COMMERCIAL

Formation : Grandes Ecoles (Métallurgie ou Chimie). Anglais indispensable.

Déplacements fréquents (France et étranger) pour prospection clientèle et vente matériaux spéciaux.

Accepteront Cadre commercial ayant à quelques années d'expérience industrielle en produits métallurgiques.

Env. C.V. dét. avec photo et prêt. au n° 73.612, à CONTEXTE Publ., 20, av. Opéra, Paris-1^{er}, qui tr.

IMPORTANTE SOCIÉTÉ MARITIME

recherche POUR POSTE DIRECTION

CADRE HAUT NIVEAU

parlant anglais couramment, ayant expérience de la CONSIGNATION, représentation ARMEMENTS ÉTRANGERS et EXPLOITATION PORTUAIRE.

LE CANDIDAT DEVRA AVOIR aussi une CONNAISSANCE APPROFONDIE DE LA GESTION FINANCIÈRE ET ADMINISTRATIVE.

Adressez lettre manuscrite, C.V., photo et présentations n° T 91871 M. Régis-Prem, 85 bis, rue Beaumais, 75002 PARIS, qui transmettra.

OFFRES D'EMPLOI	La ligne	La ligne T.E.
"Placeurs encadrés" 2 col. et + (la ligne colonne)	40,00	46,70
DEMANDES D'EMPLOI	42,00	49,04
CAPITAUX OU PROPOSITIONS COMMERC.	9,00	10,33
	70,00	81,73

ANNONCES CLASSEES

L'IMMOBILIER	La ligne	La ligne T.E.
"Placeurs encadrés"	28,00	32,69
Double insertion	34,00	39,70
"Placeurs encadrés"	39,00	44,57
L'AGENDA DU MONDE	40,00	46,70
	28,00	32,69

REPRODUCTION INTERDITE

offres d'emploi

offres d'emploi

offres d'emploi

offres d'emploi

DIRECTEUR COMMERCIAL

Paris F. 90.000 +
Radiateur Acier

Notre client, une filiale d'un groupe sidérurgique français, fabrique et vend des radiateurs de chauffage central très élaborés. Dépendant du Directeur Général, ce Directeur Commercial jouera un rôle déterminant dans la définition de la politique commerciale, les recherches d'orientations nouvelles et de diversifications. Entièrement responsable du chiffre d'affaires pour les différentes lignes de produits, il fixera les objectifs commerciaux de son équipe de vente, contrôlant son action dans les différents canaux de distribution. Il assurera personnellement les contacts commerciaux au plus haut niveau. Le candidat de bonne formation technique, devra posséder une expérience confirmée de la vente dans cette branche d'industrie. Ce poste est particulièrement intéressant pour un animateur dynamique, tenace et gestionnaire à la fois. Ecrire à MICHEL SOYER - 6, Avenue Marceau - 75008 PARIS sous la référence M691. La plus grande confidentialité est garantie.

BÉGHIN-SAY

C.A. : 3 MILLIARDS DE FRANCS.



UN JEUNE INGÉNIEUR

(ayant au moins 3 ans d'expérience).

Il aura la responsabilité de la recherche et du développement, la responsabilité de la mise au point d'une nouvelle gamme de produits issus d'une invention BEGHIN-SAY brevetée tous pays.

Se mission sera à la fois :
— Technique : mise au point des produits et de nouvelles applications en liaison avec les usines.
— Commerciale : il s'adressera directement à une clientèle vaste et diversifiée en France et à l'étranger.

Il devra posséder un excellent esprit, très ouvert et créatif, et aller au sans technique de bonnes aptitudes commerciales.

Une bonne connaissance des milieux agricoles est souhaitée.

La connaissance de l'anglais est indispensable ; l'allemand sera très apprécié.

En cas de réussite, d'importantes satisfactions, tant matérielles que professionnelles, attendent le titulaire.

Adresser lettre manuscrite, C.V., photo et présentation à :
BEGHIN-SAY, Bureau de Psychologie appliquée, 26, avenue de Suffren, 75008 PARIS CEDEX 12. Discretion garantie.

IMPORTANT GROUPE D'AMÉLIORATION recherche POUR SON SIEGE ADMINISTRATIF A PARIS DIRECTEUR COMMERCIAL

ayant une expérience de 8 à 10 ans

Il aura la responsabilité de :
— Proposer à la Direction Générale la politique commerciale permettant d'atteindre les objectifs du groupe ;
— Faire appliquer la politique retenue ;
— Analyser et organiser la force de vente ;
— Suivre le marché par des contacts fréquents avec la clientèle ;
— Définir les besoins d'évolution de la gamme produit.

Il sera jugé :
— Sur le respect des objectifs de rentabilité et le développement harmonieux des différents types de clientèle.

Préférence sera donnée à un candidat connaissant la diffusion de l'ameublement : groupements d'achat, magasins spécialisés, grands magasins.

Le candidat intéressé devra adresser C.V. manuscrit, et prêt à ÉMÉRILLON, B.P. 285, 75434 PARIS CEDEX 09, sous réf. 436/M, qui transmet (discretion assurée).

FIRME INDUSTRIELLE D'IMPLANTATION MONDIALE

cherche

AUDITEURS

ayant déjà, au moins, 5 ans de pratique et un fort niveau de réussite professionnelle.

Préférence sera donnée aux candidats qui ont eu, par ailleurs, une expérience dans un poste opérationnel.

Adresser C.V. sous réf. FALL (à mentionner sur l'enveloppe) à

Publicis Conseil
EMPLOIS & CARRIÈRES
30, rue Vernier, 75008 PARIS

DIRECTEUR DU PERSONNEL

Paris-Ouest F. 100.000 +
Ingénierie

Une importante société d'ingénierie appartenant à un groupe multinational, leader sur son marché, recherche son Directeur du Personnel. Ce cadre de haut niveau sera responsable de la mise en place de la politique sociale tant au plan individuel qu'à travers ses rapports avec les partenaires sociaux. Il participera à la définition de la politique et à son adaptation aux différentes composantes de l'entreprise. Le poste implique une large autonomie et un rôle primordial de contact. Il convient à un homme de personnel ayant une première expérience de cinq ans dans la fonction et fortement motivé par les relations sociales. Une bonne connaissance de la langue anglaise est nécessaire. Ecrire à MICHEL SOYER - 6, Avenue Marceau - 75008 Paris sous la référence D 693. La plus grande confidentialité est garantie.

Controlleur REGION PARISIENNE

Société franco-américaine spécialisée dans la fabrication et la commercialisation de matériel pour l'industrie automobile, nous cherchons, pour renforcer notre équipe financière, un contrôleur de gestion.

En relation constante avec le contrôleur américain — auquel il devra succéder dans un délai maximum de 2 ans — il aura pour mission la mise en place et le suivi du contrôle budgétaire de nos six usines.

Le poste peut être la première étape d'une carrière dans notre Groupe pour un ingénieur (X, Centrale, A & M) ou pour un HEC, ESSEC, ayant au moins 5 années d'expérience industrielle et maîtrisant parfaitement l'anglais.

Si ces perspectives vous intéressent, écrivez sous référence 40.218-M aux: Conseils du Département Recrutement d'EUREQUIP auxquels nous avons confié le soin d'étudier les candidatures.

EUREQUIP
B.P. 30 - 92420 Nanterre

Jeunes commerciaux Région parisienne - Nord

Responsable du développement commercial de votre secteur et de l'entretien des objectifs de vente, vous disposerez pour vous aider de moyens efficaces dont une cellule de marketing performante, ainsi qu'une formation et un perfectionnement permanents. Votre rémunération de départ, hors frais, sera située selon votre expérience entre 50 et 80.000 F, dont 60 % environ de fixe, et pourra progresser rapidement en fonction de vos résultats personnels. Possibilité d'évolution vers une direction régionale. Réponse et discrétion assurées à la lettre manuscrite C.V. et photo + r. adressée sous réf. 4055 à Mme Bernier.

bernard juliet psycom
93, avenue Charles de Gaulle 92200 Nanterre

CONTROLEUR DE GESTION

Intégré à l'équipe existante, vous serez le spécialiste des problèmes d'élaboration et de contrôle budgétaire, en particulier pour :

- la préparation et le suivi de l'élaboration budgétaire des différents centres de frais et profits ;
- l'analyse périodique des différents postes du compte d'exploitation.

Ces études devront vous amener à proposer des méthodes de travail plus performantes.

Une formation de type HEC, ESSEC, ESCP, une expérience de 2 à 3 ans dans le même domaine (analyse financière, audit) pourront faire de vous notre prochain collaborateur.

Nous saurons également apprécier votre formation ou votre expérience des problèmes informatiques.

olivetti

Adresser C.V. et prétentions sous réf. K 13 à Monsieur BASSAN - Direction du Personnel et des Relations Humaines, OLIVETTI FRANCE, 91, rue du Fg St-Honoré, 75008 PARIS.

CONTROLEUR FINANCIER

Paris F. 80.000 +
Ingénierie

Notre client, la filiale d'un groupe américain de première grandeur, est spécialisé dans l'ingénierie et la vente de biens d'équipement destinés à l'industrie métallurgique. Il recherche un contrôleur qui dans un premier temps devra prendre en charge la comptabilité avant d'étendre ses activités à l'ensemble des fonctions financières et administratives. Ce poste requiert une excellente maîtrise des techniques comptables françaises et anglo-saxonnes et une bonne connaissance de la langue anglaise. Il conviendrait parfaitement à un jeune diplômé d'enseignement supérieur (type ESC ou DECS) ayant une première expérience de trois à cinq ans. Ecrire à MICHEL SOYER - 6, Avenue Marceau - 75008 PARIS sous la référence D692. La plus grande confidentialité est garantie.

UN IMPORTANT ORGANISME ADMINISTRATIF recherche dans le cadre du développement de son informatique de gestion des personnes d'importantes projets (base de données et télé-informatique) des ingénieurs de formation ENSI, ENSA, INAG, libérés des obligations militaires, dont :

2 ANALYSTES PROGRAMMEURS « SYSTÈME »

1 INGÉNIEUR DÉBUTANT intéressé par l'organisation

3 ANALYSTES PROGRAMMEURS ayant 2 ans d'expérience de programmation

2 ANALYSTES débutants

Système C II et langage Socrate appréciés. Formation assurée. Lieu de travail : PARIS. Adresser lettre man. et C.V. dt. à M. CLERE, Réf. 73358/M S&LS-CEGOS, 33, quai Gallieni, 92153 Suresnes, qui s'engage à répondre et garantir une totale discrétion.

SOCIÉTÉ DE PRECONTRAINTE

INGÉNIEUR A. et M. ou T.P. pour promouvoir vente de matériel en France. Goûte du contact et des déplacements indispensables.

Ecrire avec curriculaire, photo et prétentions à PTC-PUBLICITE (n° 12), 91, rue Lecourbe, 75015 Paris, qui transmettra.

SOCIÉTÉ DE TÉLÉCOMMUNICATION en pleine expansion recherche pour PARIS

RESPONSABLE du service « Travaux » installation et entretien

- POSITION CADRE
- Forte compétence technique en téléphonie
- Expérience de plusieurs années de la gestion des hommes et des chantiers
- Il encadrera le personnel chargé des installations et de l'entretien
- Poste évolutif devant conduire à des responsabilités plus importantes.
- S.A. : 80.000/90.000 Francs.

Adr. candidature manuscrite, C.V. et photo sous référence 901 à : M. Lanfranchi, 11, rue Troyon, 75017 PARIS, qui transmettra.

SOCIÉTÉ DE SERVICE ET DE CONSEIL EN INFORMATIQUE partageant entre tous ses collaborateurs les profits de sa gestion

programmeurs ou analystes programmeurs

DÉBUTANTS ou 1 à 2 ans D'EXPERIENCE Libérés des obligations militaires

- Les postes à pourvoir impliquent des contacts fréquents avec les clients.
- Des déplacements en province sont à prévoir.
- Les premiers mois seront consacrés à la formation aux méthodes de la société.

Envoyer lettre manuscrite avec C.V. et photo à : INFORMATIQUE ET ENTREPRISE S.A. 9 rue Alfred - de - Vigny - 75008 PARIS

Directeur

120.000 +

Agé de 30 ans minimum, vous avez une formation grande école (Centrale, T.P. Paris), vous possédez une solide expérience technique et des introductions dans le milieu Bâtiment. Nous vous confions la Direction d'une de nos sociétés comportant : la supervision des agences, la direction technique des pilotes qui coordonnent les chantiers, les relations avec les clients multinationaux et le développement commercial de la Société. Réponse et discrétion assurées à la lettre man. + C.V. + photo + r. adressée sous réf. 5/6007/8 à Mme Sigolier.

bernard juliet psycom
93, avenue Charles de Gaulle 92200 Nanterre

GENERAL MOTORS FRANCE

recherche

ingénieur-instructeur et service après-vente

Ayant solides connaissances en diesel 4 et 2 temps de 50 à 1600 CV et transmissions hydrauliques.

Connaissances anglaises et qualités pédagogiques indispensables.

Adresser C.V. et prétentions Service du Personnel (YM) 5, boulevard Gallieni 92231 GENNEVILLIERS.

Compagnie Française de TRANSPORTS AERIENS MINERVE Diplômé (ée) Grande École Commerciale

Créée en 1975, Minerve exploite 2 Caravelles en charter. Son Président désire confier progressivement l'ensemble des fonctions administratives, comptables et de gestion à un jeune cadre, jeune débutant, mais efficace et d'esprit vif, motivé par l'ambiance stimulante d'une petite entreprise en très rapide expansion.

Le Bouquet pois Paris.
Adr. lettre manuscrite et C.V. à PUBLIVAL, en la n° 1.247, 70, rue du Point-du-Jour - 92100 BOULOGNE.

1500

	la page	la page 12
OFFRES D'EMPLOI	28,00	32,69
"Placards encadrés" 2 col. et +	40,00	48,70
(la ligne colonne)	42,00	49,04
DEMANDES D'EMPLOI	9,00	10,38
CAPITAUX OU PROPOSITIONS COMMERC.	70,00	81,73

ANNONCES CLASSEES

	la page	la page 12
L'IMMOBILIER	28,00	32,69
"Placards encadrés"	34,00	39,70
Deuxième insertion	38,00	44,37
"Placards encadrés"	40,00	48,70
L'AGENDA DU MONDE	28,00	32,69

REPRODUCTION INTERDITE

offres d'emploi

offres d'emploi

offres d'emploi

offres d'emploi

1er Assureur Français du Bâtiment et des T.P.

LA SOCIÉTÉ MUTUELLE D'ASSURANCES

114, avenue Emile-Zola PARIS 15e

-DUT Informatique
OU 2 ANS D'EXPERIENCE PROFESSIONNELLE (postes de programmeurs) réf. 124

-maîtrise informatique
+ 2 ANS D'EXPERIENCE PROFESSIONNELLE (postes d'analystes-programmeurs et d'analystes) réf. 125

Libérés des O.M. ou bénéficiant d'un report d'incorporation de 12 à 24 mois.

Envoyez-nous votre candidature, en précisant la référence, elle sera étudiée en vue d'un poste au Département Informatique - S.M.A.B.T.P. Mme VIARD «ADI» - 114, Avenue Emile Zola 75015 PARIS.

First National Bank in Dallas

recherche pour la

département crédit

de sa succursale de PARIS

UN DIPLOME DE L'ENSEIGNEMENT SUPERIEUR HEC, ESCP, INSEAD, ESCP, IEP, SC. ECO.

3 ans minimum d'expérience bancaire acquise auprès d'un établissement de premier plan, de préférence en France.

- Connaissance des opérations internationales souhaitée.

- Bilingue Français-Anglais, la connaissance d'autres langues étrangères serait un avantage.

- Voyages à l'étranger.

- Intéressantes perspectives de carrière dans un groupe bancaire en plein développement.

Envoyer CV détaillé à Madame SCOTTE - First National Bank in Dallas - 10, rue de la Paix - 75002 Paris

vente directe de résidences secondaires et produits d'épargne

Métier exigeant, secteur difficile, concurrence sévère. Nous savons à quel point nous devons notre réussite : haute qualité des produits, excellente connaissance de notre marché, valeur de l'équipe, perfectionnement permanent.

Directeur des ventes

Vous avez au moins 33 ans, une formation supérieure, une expérience de la vente directe, incluant le recrutement et l'animation d'une équipe. Les tâches comprennent : prospecter, vous devez l'écarter et l'organiser, notamment par la création de directions régionales. Personne entre vous et le Directeur Général. Dans notre domaine, où les vraies réussites sont rares, les rémunérations sont élevées. Réponse et discrétion assurées à la lettre man. + CV + photo + rém. adressée sous réf. 4056 à Mme Berné.

bernard julhiet psycom
33, avenue Charles de Gaulle 92200 Neuilly

GENERAL MOTORS FRANCE

recherche pour son

Département Etudes et Essais

UN INGÉNIEUR DIPLOMÉ

Possédant au moins 5 ans d'expérience en laboratoire d'essais sur produits électromécaniques et, si possible, en accessoires automobile.

- Bonnes notions d'informatique et d'application.
- Excellente organisation.
- Sens des responsabilités.
- Anglais courant indispensable.

Adresser C.V. et présent. Service Personnel (Y.M.), 5, boulevard Gallieni - 92231 GENNEVILLIERS.

MILLIPORE S.A.

recherche un

TECHNICO-COMMERCIAL

Pharmaciens ou microbiologistes ayant une expérience d'un an ou deux en fabrication ou contrôle de qualité pour vendre une grande variété d'appareils de filtration hautement spécialisés aux laboratoires de fabrication des produits pharmaceutiques et cosmétiques. Ces emplois demandent un contact permanent avec les clients, y compris démonstrations et séminaires. Le poste est situé dans la région parisienne et exige de nombreux déplacements tant à Paris qu'en province.

Une formation supérieure en chimie (écoles d'ingénieurs en chimie, biochimie) ou pharmacie (ET) ou microbiologie industrielle est souhaitable, ainsi qu'une certaine expérience du commerce ou du marketing. La langue maternelle française et une bonne connaissance de l'anglais, écrit et parlé sont nécessaires.

Le candidat retenu sera passionné par la technologie, il aura une personnalité ouverte et agréable et saura faire preuve d'une grande initiative. Un stage de formation de six semaines à la maison mère (Boston, Massachusetts, U.S.A.) est obligatoire.

Le salaire proposé est approprié au niveau de qualification requise. Les frais de déplacement sont payés et une voiture de société mise à disposition. Les candidatures sont à adresser par courrier avec C.V. complet à : Mr. Frederic W. DAWSON, Market Manager MILLIPORE S.A. Zone Industrielle 6150 MOLESME.

ORGANISME NATIONAL de PROMOTION de la PETITE et MOYENNE INDUSTRIE

Séjour Paris

souhaité intégrer à son équipe de

Consultants-Formateurs

un

Conseiller d'Entreprises P.M.I.

35 ans minimum.

Il devra avoir la pratique de l'intervention dans ce type d'entreprises et de la formation d'adultes.

Les dossiers de candidatures - sous R.F.M. 1208 à préciser sur l'enveloppe - seront traités confidentiellement par

DEVELOPPEMENT
10 rue de la Paix, 75002 Paris.

IMPORTANT FABRICANT FRANÇAIS

ROBES ET ENSEMBLES

Marque connue sur marché national recherche pour

L'EXPORTATION

INSPECTEUR DES VENTES

- Ce poste peut convenir à un homme dynamique.
- Excellent vendeur.
- Capable de mettre en place, d'animer un réseau de vente à l'étranger et d'exercer une activité personnelle de vente.
- Pouvoir voyager sans aucun inconvénient.
- La pratique d'un ANGLAIS parfait est indispensable, l'allemand serait un atout supplémentaire.

Dans le cadre du développement du secteur exportation de la Société, le candidat devra travailler en collaboration avec la direction. Le salaire se situera entre 70.000 et 100.000 F/AN + frais. Les possibilités d'avancer sont grandes.

Ecrire avec C.V. manuscrits détaillés : Paul MAUVERG, 20, r. Saint-Martin, 75005 PARIS.

Importante Société Banlieue Ouest de Paris appartenant à un Groupe International recherche

CADRE COMPTABLE

titulaire du DECS, et ayant une bonne expérience des techniques comptables acquises au sein d'une direction financière ou comptable d'un groupe important.

Outre la gestion des investissements et immobilisations il participera à diverses études de comptabilité et à leur mise en application. Il sera à même d'assurer des liaisons avec l'informatique.

Il sera répondu à toutes les candidatures.

Envoyer CV et présentations sous N° 4336 à PARFRANCE P.A. 4, rue Robert Estienne 75008 Paris qui transmettra

Neuilly-sur-Seine

Société d'un effectif de 450 personnes

ACTIVITE TERTIAIRE

recherche pour son

SERVICE PERSONNEL ASSISTANTE

Elle sera en contact avec le personnel pour les renseignements sur leurs droits et obligations (maladie, caisse de retraite, ...).

Elle participera à l'ensemble des travaux du service (mail, charges sociales, déclarations, ...).

Nous demandons :

UNE GRANDE CAPACITE D'ACCUEIL indispensable à ce niveau et une expérience de quelques années dans un service du personnel.

Nous offrons :

Bonne rémunération, avantages sociaux, horaire personnalisé.

Ecrire en indiquant préférences sous réf. 184 à

CEPIAD - 2, rue Joseph-Sabbatier, 75008 PARIS.

Capacité ou

DUT en DROIT

dans le service juridique Siège nous recherchons un nouveau collaborateur - Notre but :

- Nous décharger, peu à peu, du recouvrement dont il deviendra totalement responsable.
- Etre assisté dans le traitement des dossiers de crédit et les opérations de Secrétariat Général.

Vous, qui avez 25 ans minimum, vous justifiez de bonnes connaissances en Droit Commercial, de quelques notions comptables et d'une première expérience dans l'un de ces domaines.

Vous voulez vous développer par votre travail faites-nous

PLACOPLATRE
Service Recrutement
20, rue Victorien-Sardou - 92259 Neuilly-Malmaison.

FILIALE FRANÇAISE D'UN GRAND GROUPE PETROLIER INTERNATIONAL

recherche

INGENIEUR

SPECIALISE DANS LUBRIFIANTS ET PRODUITS ANTI-CORROSION

- Formation I.F.P. ou équivalent.
- Connaissances chimie solvantes.
- Capable d'assurer plans de graissage, surveillance, fabrication, rédaction documentation technique.
- Parler anglais et susceptible d'animer réseau de vendeurs.

Salaire/m. : 52.000/98.000 F. suivant expérience et qualification.

Ecrire en adressant photo, C.V. et prétentions sous référence 14.014 à :

an.p.m. 105, av. Ch. de Gaulle 92522 NEUILLY

ETABLISSEMENT IMPORTANT SUD DE PARIS

recrute

UN INGÉNIEUR

Débutant ou ayant quelques années d'expérience pour recherche appliquée utilisant la mécanique des fluides.

Bonne pratique du calcul scientifique sur ordinateur souhaitée.

UN INGÉNIEUR ou CADRE

Pour assurer la responsabilité de la production et de la distribution des fluides.

Expérience dans le domaine. Age minimum : 35 ans.

Ecr. avec prétentions et C.V. en la réf. 12.580 à : CONTESSÉ Publ., 20, av. Opéra, Paris-1^{er}, qui tr.

lotus

Leader en France sur les marchés des papiers domestiques et sanitaires à usage unique, et en très forte expansion.

offre à une

CHARGÉE D'ETUDES

le poste de collaboratrice directe du responsable des études de marché.

- Deux ans d'expérience dans un institut d'études de marché ou équivalent, sont nécessaires.

Env. lettre manuscrite, C.V., photo et présentations à : BUCHER S.A., Bureau de Psychologie Appliquée, 26, avenue de Suffren, 75740 PARIS CEDEX 12.

Filiale groupe Américain engineering clefs en mains

controller

pour assurer la gestion de contrats à l'exportation

Il faut :

- Etre parfaitement bilingue anglais
- avoir une connaissance approfondie de la comptabilité anglo-saxonne
- avoir l'expérience de la gestion complète de contrats d'usines clefs en mains à l'exportation, minimum 100 millions.

Adresser C.V. + rémunération actuelle + photo sous référence 16150 à :

carrières services
19, rue de la Paix - 75002 Paris 073.21.05

LA SOCIÉTÉ DE PROMOTION IMMOBILIERE SERCO RECHERCHE

VENDEUSE DE QUALITÉ

EXPERIMENTÉE IMMOBILIERE

Rémunération élevée en fonction des efforts.

Adresser C.V. et photo à :

SERCO, 14, rue Magellan - 75008 PARIS.

Banque Moyenne

recherche pour PARIS-OPERA

COMPTABLE BANCAIRE

CLASSE IV ou V - Homme

pour animer plusieurs sections de comptabilité et participer à l'exploitation des données comptables à des fins de gestion.

- Expérience en comptabilité bancaire exigée ;
- Sans de la gestion ;
- Aptitudes au commandement et à l'organisation ;
- Anglais apprécié.

Promotion pour candidat de valeur

Adresser C.V., photo et prétentions à : 72.257, Contesse Publicité, 20, av. Opéra, Paris-1^{er}, qui tr.

PREMIER FABRICANT FRANÇAIS DE MATERIEL DE PEINTURE (1.000 personnes)

recherche :

Pour son siège social à STAINS

1. CONTROLEUR de GESTION ADJOINT

- Il assurera l'élaboration et le contrôle des comptes d'exploitation et des plans annuels.

- Il participera à la conception et à la mise en place des systèmes de contrôle de gestion des divisions.

Le poste convient à un jeune diplômé grande école commerciale. Option : finance, comptabilité.

Envoyez C.V., présent. Mme THIBAUT S.E.M., 150, avenue de Stalingrad, 93240 STAINS.

IMPORTANTE SOCIÉTÉ FRANÇAISE

recherche pour son

USINE

INGÉNIEUR-MÉCANICIEN

FORMATION A.M. ou ÉQUIVALENT

Ayant expérience construction de machines, montage, entretien général d'usines. Connaissances et pratique thermodynamique et électrotechnique.

SITUATION D'AVENIR - LOGEMENT ASSURÉ

Adr. C.V. man. photo, présent. en la réf. 12.579, à : CONTESSÉ Publ., 20, av. Opéra, Paris-1^{er}, qui tr.

GRANDE ENTREPRISE INTERNATIONALE

recherche

POUR SON SERVICE IMMOBILIER

jeune cadre

basé à Paris.

Il sera chargé, au sein d'une équipe, de mettre en place les moyens de gestion des actifs immobiliers.

Une formation juridique et une expérience des secteurs cadastres, domaine, etc., sont souhaitées.

Perspective d'avenir intéressante.

Adresser C.V. sous réf. GAUD (à mentionner sur l'enveloppe) à :

Publicis Conseil EMPLOIS et CARRIÈRES 30, rue Vernet, 75008 PARIS

Société Immobilière de Gestion recherche

1 MONITEUR ANALYSTE PROGRAMMEUR

Expérimenté pour installation terminaux de gestion à travers son réseau province et Paris.

Disponibilité et mobilité totales.

Connaissances comptables indispensables.

Ecrire sous réf. 2187 à P. LICHOU S.A. 10 rue de Louvois 75003 Paris cedex 02 qui transmettra

SOCIÉTÉ TÉLÉCOMMUNICATIONS

EN GENIEERING ET INFORMATIQUE

recherche URGENT

INGÉNIEUR D'ETUDES

3 à 4 ans exp., ayant compétences Télécom. électronique et informatique industrielle.

Libre rapidement.

Rémunération selon compétences.

Promotion rapide selon résultats.

Envoyer curriculum vitae et présentations à : SECOM, 14, rue de Stly, - 92190 BOULOGNE.

SCREG INFORMATIQUE S.A.

recherche :

- ANALYSTES CONFIRMÉS
- PROGRAMMEURS DÉBUTANTS
- ANALYSTE PROGRAMMEUR
- SYSTÈME CONFIRMÉ
- PROGRAMMEUR SYSTÈME

Vous participerez à l'évolution d'applications de gestion (COBOL) dans le cadre d'une informatique centralisée (à ordinateurs C.I.B.) qui sera progressivement répartie (mise en œuvre de mini-ordinateurs).

Formation supérieure exigée.

Formation au matériel assurée.

Envoyer currc. vitae, détails et prétentions à : SCREG INFORMATIQUE S.A. - B.P. 24 - 75002 PARIS CEDEX 12.

jeunes ingénieurs ECP - AM - INSA

Importante Société de Construction Mécanique, 15 000 personnes, C.A. 3 milliards, nous recherchons plusieurs ingénieurs diplômés grandes écoles, débutants ou ayant déjà quelques années d'expérience professionnelle dans le secteur mécanique de préférence.

Nous leur proposons des postes dans nos services centraux à Paris : Etudes - Méthodes - Planification - et dans nos usines de Province, notamment en fabrication.

Adresser C.V. détaillé sous référence EGRET.

EMPLOIS et CARRIÈRES
30 rue Vernet 75008 PARIS

ÉQUIPEMENT ET RÉGIONS

CIRCULATION

Selon un responsable communiste du Val-de-Marne

Le gouvernement renoncerait au péage sur l'autoroute A4

Le principe du péage sur l'autoroute de l'Est (A 4) entre Paris et la ville nouvelle de Marne-la-Vallée est-il abandonné ? Pour M. Guy Poussy, membre du comité central du P.C.F. et conseiller général du Val-de-Marne, la chose est certaine. « Nous avons gagné, affirmait-il dans un communiqué. Le ministère de l'équipement vient d'annoncer l'abandon du péage urbain sur l'autoroute A 4. La barrière du péage ne sera installée ni à Saint-Maurice ni au Tremblay, mais après la ville nouvelle de Marne-la-Vallée. C'est précisément ce que M. Georges Marchais avait demandé début août dans une lettre au ministre de l'équipement. (...) L'autoroute libre et gratuite en région Ile-de-France doit conduire à l'abandon du péage urbain partout dans le pays. »

Au ministère de l'équipement, on déclarait, ce lundi matin 6 septembre, qu'aucune décision n'avait été prise. La situation reste donc inchangée depuis que, le 29 juillet, le président de la République avait fait suspendre les travaux de construction des guichets de péage à Saint-Maurice (Val-de-Marne), « de manière à préserver la liberté et la sérénité du réexamen et du choix de l'emplacement définitif du péage ».

La solution définitive de cet épineux problème est attendue avec d'autant plus d'attention que la décision qui sera prise ne manquera pas d'avoir une portée générale pour les autoroutes urbaines françaises.

Dans la région parisienne d'abord, puisque le même sort devrait être logiquement réservé à l'autoroute A 15 (Paris-Cergy-Pontoise), en construction, et aux populations qui habitent le long de cet axe. D'une façon générale, la doctrine gouvernementale sur les péages urbains apparaît fluctuante et il serait souhaitable, dans l'optique d'une planification cohérente des investissements routiers et de l'urbanisation, qu'une attitude précise soit

adoptée et que les pouvoirs publics s'y tiennent.

Les milieux économiques seraient satisfaits de cette clarification. La chambre de commerce et d'industrie de Paris adoptant en 1975 le rapport « Fichet », disait « oui » aux péages sur les autoroutes radiales au milieu urbain, à condition que ce soit sur « toutes » les radiales ; le produit des péages servirait à financer les travaux sur les autres axes, notamment sur les voies périphériques et les autoroutes de déviation. Cette position de la chambre de commerce de Paris est aujourd'hui inchangée.

Une mise au point gouvernementale — voire une remise en cause de la doctrine officielle — s'impose aussi, afin que les grandes métropoles de province sachent à quoi s'en tenir. Actuellement, la situation est marquée par une regrettable incohérence. En effet, pour ne prendre que quelques exemples, aucun péage n'est perçu sur les autoroutes du Nord-Pas-de-Calais et l'automobiliste peut circuler gratuitement entre Lille et Roubaix, ou Lille et Dunkerque, et, demain, entre Lille et Valenciennes.

De même, dans le Sud-Est, on va de Marseille à Aix-en-Provence ou de Marseille à Fos et à la ville nouvelle de l'étang de Berre, sans rien payer.

En revanche, l'automobiliste lyonnais acquitte un droit de 250 francs pour se rendre à la ville nouvelle de l'Isle-d'Abeau (17 km). Mais les parcoures Lyon-Vienne et Lyon-Saint-Etienne sont gratuits.

Tant au regard de la politique du financement des autoroutes qu'à l'égard de l'aménagement du territoire, quelles métropoles favoriser ? Quelles liaisons encourager ? Il faut que les pouvoirs publics établissent désormais avec les élus une doctrine cohérente et applicable.

POINT DE VUE Pour le permis de conduire à points

par HENRI CUNY (*)

NON, la dégradation de la sécurité routière au cours du premier trimestre de 1976, l'augmentation de 5,4 % des accidents mortels pendant cette période, ne peuvent être considérées comme résultant de la fatalité. S'il faut en analyser les causes, proposer des remèdes, pourquoi négliger, dans l'arsenal thérapeutique nécessaire, le permis à points ?

Le conducteur se verra attribuer, pour chaque infraction constatée, un certain nombre de points d'insécurité. Lorsque le nombre de ces points aura atteint un seuil fixé à l'avance, il recevra un avertissement attirant son attention sur la gravité de son permis de conduire et l'invitant à regagner des points : soit en redoublant de prudence afin de conduire désormais sans contravention (en effet, les points d'insécurité sont effacés automatiquement après un certain laps de temps), soit en gagnant d'emblée les points perdus par un recyclage adapté à son cas. Si, alors, malgré tout, il continue à mériter des points d'insécurité en quantité jugée inadmissible, son permis lui sera retiré.

L'examen du permis de conduire, quelles que soient les améliorations qui lui ont été ou lui seront apportées, ne pourra jamais constituer qu'une toute première épreuve visant à éliminer ceux qui ne connaissent pas le fonctionnement de la machine ou les règles de la circulation routière. Il ne garantit nullement que le titulaire du permis ne présentera pas, dès ses premiers essais sur la route, ou plus tard, un danger particulier et constant pour lui-même, ses passagers ou les autres usagers de la route. Il paraît donc

nécessaire de noter le comportement des conducteurs tout au long de leurs années de conduite, pour tenter d'améliorer les plus dangereux, voire de les éliminer.

Le système actuel de suspension éventuelle du permis pour un certain nombre d'infractions graves ne remplit pas ce rôle. Il peut frapper un conducteur pour une seule infraction, alors que le meilleur n'est pas certain de ne jamais commettre, une fois dans sa vie, l'une des fautes pouvant entraîner le retrait du permis. Il n'est nullement formateur, le conducteur frappé d'un retrait de permis ayant tendance à attribuer cette sanction gênante, humiliante, souvent coûteuse, à un manque de chance plutôt qu'à une conduite défectueuse, alors qu'une telle sanction prononcée après une répétition de fautes serait certainement mieux comprise.

L'ancien système, ni formateur, ni juste, ni réellement admis par l'opinion, était pourtant, par sa brutalité même, un élément de dissuasion. Il l'est beaucoup moins depuis le 1^{er} janvier dernier, date d'application de la loi du 11 juillet 1975 votée avec l'amendement dit « amendement Bignon ». Cette loi a retiré aux préfets la possibilité d'utiliser la procédure rapide de suspension du permis jusqu'à deux mois sans comparution obligatoire des intéressés, alors qu'une telle procédure, qui déterminait 70 % des retraits de permis, formait l'essentiel de la dissuasion.

Depuis le 1^{er} janvier, les commissions préfectorales sont moins souvent saisies ; elles sont moins disposées à instruire des affaires qui seront jugées en dernier ressort, et différemment le plus souvent, par un tribunal. Les conducteurs, percevant à tort ou à raison un certain laxisme dans la répression, respectent moins les limitations de vitesse, dont d'ailleurs une jurisprudence récente risque de rendre souvent inutiles les contrôles photographiques.

Juridiction d'exception ?

La liste des infractions passibles de points d'insécurité ne devrait pas se borner à celles mentionnées dans l'actuel code de la route comme susceptibles d'entraîner la suspension du permis. Il s'agit moins, en effet, de sanctionner une faute que de juger, sur un certain nombre de faits, un comportement.

Celui qui se permet de tenir le volant sans avoir exigé que son passager ait bouclé sa ceinture ; celui qui se permet de conduire sans lunettes alors que sa vue, excellente à l'époque où il a passé son permis, nécessite des verres correcteurs ; celui qui s'obstine à conduire malgré les prescriptions du médecin, justifiées par le thérapeutique utilisé par une maladie pouvant entraîner une perte de connaissance ou une détérioration des réflexes, tous montrent un mépris de leur vie ou de celle des autres incompatible avec la prudence nécessaire. Celui qui descend de son siège pour invectiver ou frapper un autre conducteur fait preuve d'une agressivité qui se révèle fort dangereuse au volant.

En revanche, l'article R-10 du code de la route prescrivant que « tout conducteur doit constamment rester maître de sa vitesse », s'il peut être maintenu comme comportant d'utiles conseils, ne devrait pas être retenu dans le système proposé. Subjectif, il met entre les mains du juge (ou de l'examineur) une arme qui comporte nécessairement une part d'arbitraire.

D'autre part, il conviendrait, après un accident, de ne prendre en considération que la faute qui l'a provoqué, et non pas les conséquences de ce comportement d'un conducteur, et non pas des conséquences de ce comportement qui, elles, ne dépendent que du hasard — ou sont trop influencées par lui.

Doubter dans une côte, sans visibilité, voilà la faute. Le faire sans dommage ou avec cinq personnes dans la voiture, cela relève d'un fait totalement indépendant, l'absence ou la présence d'un véhicule en sens inverse. Sanctionner différemment une même faute suivant ses conséquences aléatoires, comme le font encore le code pénal et le code de la route, c'est appliquer une juridiction qui s'apparente à la loi du talion, encore en usage dans certains pays, fort en retard sur notre civilisation.

La commission spéciale instituée par l'article 18 du code de la route devrait être saisie obligatoirement avant toute mesure d'avertissement ou de retrait. Actuellement, elle ne se prononce que sur une seule infraction. Dans le système de points, elle pourra mieux juger de l'aptitude à la conduite, car elle disposera d'un dossier mentionnant les

diverses infractions sanctionnées par des points d'insécurité.

C'est cette commission qui, corrigeant s'il y a lieu ce que tout automobiliste peut engendrer d'injustice, déterminera les modalités de rachat de points applicables à chaque conducteur. Il peut s'agir, en effet, d'un recyclage concernant la partie théorique de l'examen du permis de conduire ou d'une épreuve de conduite spécialement adaptée à chaque cas, et d'une durée variable. Il pourrait parfois s'agir de demander au conducteur de se soumettre à une cure de désintoxication, à une visite médicale approfondie, éventuellement par des médecins spécialistes. Dans certains cas, un examen psychologique, voire psychiatrique, pourra être demandé. Certains caractères, certains accidents, devront être, pour le bien de la collectivité, privés du droit de conduire.

L'exemple de l'étranger

Un Etat canadien, le Manitoba, depuis plus de vingt ans, et trente-sept Etats américains, le Québec, l'Allemagne fédérale, l'Australie, le Japon, ont mis en application des systèmes de permis à points. Il sera bon de profiter de leur expérience, en l'adaptant toutefois à notre droit français que nous entendons, on le sait, une philosophie différente de la philosophie allemande, par exemple, dans sa conception de la liberté. Tous ont considéré que les conventions dont le nombre dépasse largement celui des accidents, donnent du conducteur une image utilisable. Une relation existe entre le nombre de contraventions ayant frappé un ensemble de conducteurs et le nombre des accidents mortels qu'ils ont causés.

Pour ne citer qu'un exemple, une expérience de cinq années dans le Manitoba a montré que les conducteurs titulaires de six mauvais points et plus, représentant 2,2 % des conducteurs, avaient causé 30 % des accidents mortels. On voit ainsi quel progrès serait réalisé si l'on pouvait recenser, amender, voire écarter de la route ces 2 % responsables de tant de victimes.

Alors un progrès réel aura été accompli pour rendre moins dangereuse la circulation routière et réaliser l'objectif du VIF. Réduire le nombre des accidents à un niveau inférieur à 1975 (soit treize mille deux cents tués et trois cent cinquante mille blessés), malgré la constante augmentation de la circulation.

QUALITÉ DE LA VIE

Après l'intervention du ministre de l'agriculture

VA-T-ON RETARDER LA CONSTRUCTION DE LA NOUVELLE VOIE FERRÉE PARIS-LYON ?

Les premiers travaux de construction de la nouvelle voie ferrée Paris-Lyon, sur laquelle circuleront en 1982 des trains à grande vitesse (T.G.V.), devraient commencer, cet automne, en Seine-et-Marne. Ces travaux ont été « déclarés d'utilité publique et urgents » par un décret publié au Journal officiel du 24 mars dernier.

Va-t-on surseoir à ces travaux ? Des associations de défense antinucléaire, on le sait, l'opportunité et la rentabilité de ce projet. Elles dénoncent la « gaspillage écologique » auquel donnerait lieu cette opération de prestige. Pour sa part, l'association de sauvegarde du pays d'Othe a introduit auprès du Conseil d'Etat une requête aux fins de sursis à exécution de la déclaration d'utilité publique.

Consulté par la haute juridiction sur le bien-fondé de cette action, le ministre de l'Agriculture vient de faire connaître sa position : « Il est certain que la réalisation d'un ouvrage public aussi important que l'établissement d'une voie ferrée ultrarapide entre Paris et Lyon aura des conséquences considérables, notamment au point de vue écologique, et qu'il sera impossible de rétablir la situation antérieure. »

Le décret attaqué a été pris avec le seul contreseing du secrétaire d'Etat aux transports. Or sa réalisation implique, en ce qui concerne mes seules attributions, d'importantes conséquences, la réglementation des vignes à appellation contrôlée, et surtout la gestion de parcelles de forêts soumises au régime forestier. J'estime, en conséquence, que le problème de ma compétence pour poser et sur quel texte amener ce projet et la saisie de votre très haute juridiction, en ce qui concerne les sursis à exécution demandés.

Levee de boucliers chez les Alsaciens

De notre correspondant

Strasbourg. — « Dans notre pays égalitaire il ne saurait y avoir deux poids et deux mesures. C'est en ces termes que M. Pierre Trilling, à l'impitoyable, demandait au gouvernement la suppression ou l'adoucissement du péage sur le tronçon alsacien de l'autoroute Strasbourg-Paris. »

Le maire de Strasbourg intervenait ainsi à son tour, dimanche 5 septembre à l'occasion de la trente-quatrième Foire européenne de Strasbourg, dans la fiévreuse polémique qui soulève depuis plusieurs semaines la création du péage de Brumath, à 15 kilomètres au nord de la métropole alsacienne. Partis politiques, qu'ils soient de gauche ou de la majorité, les syndicats ont multiplié les démarches pour obtenir un déplacement vers l'ouest du péage ou, mieux, sa suppression. Les raisons de cette levée de boucliers sont diverses, et la toile de fond électoral n'est pas la moindre.

Depuis le début des travaux de l'autoroute A 4, le département du Bas-Rhin s'est inquiété du lieu d'implantation du poste de péage à l'échangeur de Brumath.

TRANSPORTS

CONCORDE A NEW-YORK : REPORT DE L'ACTION EN JUSTICE

Les compagnies British Airways et Air France ont obtenu de la cour de justice du district de New-York un report de la procédure engagée à l'occasion de la demande d'atterrissage de Concorde à New-York. Ce report a pour but de permettre aux autorités du port de New-York de terminer l'analyse des six premiers mois d'exploitation de l'avion supersonique à Washington-Dulles, analyse que ces autorités avaient jugée nécessaire avant de prendre une décision.

Si, le 24 novembre prochain, à l'issue de la période probatoire de six mois que s'étaient fixés les autorités du port de New-York, celles-ci refusent à Concorde le droit d'atterrir à New-York-Kennedy, l'affaire sera jugée en référé le 17 janvier 1977. Cette suspension de l'action judiciaire est de nature à désamorcer la crise en laissant les responsables du port de New-York prendre toute leur responsabilité. — (A.F.P.)

Nord, qui devait détourner hors de cette agglomération l'exceptionnel trafic de quelque dix-neuf mille véhicules qui traversent quotidiennement, en plein centre, cette cité de sept mille trois cent cinquante habitants.

A cause de la proximité de Strasbourg, il était cependant évident qu'il n'y aurait de détourner le trafic substantiel qu'à condition que le tronçon d'autoroute Brumath-Strasbourg soit libre de tout péage. Diverses démarches, sans résultats jusqu'à ce jour, ont été entreprises par les élus locaux afin d'obtenir le déplacement de ce poste vers la limite du département.

« A un moment où le département, la région et l'Etat conjuguent leurs efforts pour ne pas avoir de péage sur l'axe nord-sud, sur la voie rapide de la route de la Bruche, sur les axes de déviation de Strasbourg, comment ne pas comprendre que l'élémentaire justice est de faire bénéficier les habitants du secteur Brumath et Sarre-Union des mêmes avantages ? Le nord-ouest de l'Alsace est une région dévalorisée. Dans le domaine de l'emploi, de l'agriculture, de la régularisation des liaisons téléphoniques, elle est en queue du département. On voudrait lui imposer une autoroute à péage de 15 centimes par kilomètre pour la distance la plus éloignée du chef-lieu du département, soit 73 kilomètres. Cela veut dire qu'un salarié habitant Sarre-Union et travaillant à Strasbourg qui voudrait emprunter l'autoroute, devrait prévoir un budget annuel pour le péage de 5 139,20 francs, expliquent les responsables de l'association de défense des intérêts des usagers de l'autoroute qui s'est constituée à Sarre-Union. »

Pour les membres de l'association, le péage est une solution de gaspillage : « Les emplois sont « parqués » car l'improvisation des investissements supplémentaires ne sont également pas chaque poste coûte très cher. Le péage empêche l'autoroute de résoudre les problèmes qu'elle devrait solutionner. »

« En fin de compte, le péage est le chien qui se mord la queue. Il dissuade l'automobiliste de prendre l'autoroute, ce qui crée un déficit, déficit qui appelle une augmentation du prix du péage. » Les Alsaciens, à leur tour, se tournent aujourd'hui vers l'Etat. Ils ne comprennent pas qu'une mesure analogue à celle qui vient d'être prise dans l'est parisien ne soit pas appliquée à cette région frontalière qu'on veut développer.

J.-C. PHILIPP.

QUESTION...

Trains hors frontières

AN MOMENT où le débat de la balance commerciale s'est ouvert, M. Pierre Sudreau, président de la Fédération des industries ferroviaires, présente d'un secteur d'activités qui, l'an dernier, a réalisé à l'exportation 35,5 % de son chiffre d'affaires et rapporté ainsi au Trésor 15 milliards de francs de devises.

L'industrie ferroviaire a une importance toute relative dans l'ensemble de la production industrielle nationale, dont elle représente 0,5 %. Elle joue, par contre, un rôle considérable dans nos échanges extérieurs, puisqu'elle contribue pour 12 % au solde positif global de la balance commerciale des produits industriels. Elle a, par ailleurs, élaboré une technologie qui est considérée comme l'une des plus évoluées, sinon la plus évoluée, au monde.

Son ossature est constituée par vingt grandes sociétés et quinze entreprises moyennes. Elle a pour principaux clients la S.N.C.F., la R.A.T.P. et de nombreux réseaux étrangers. Elle emploie vingt-six mille salariés, dont dix mille dans les usines, sont des ouvriers. Sa capacité annuelle de production est de l'ordre de quatre cents voitures de voyageurs et trente mille wagons.

Son chiffre d'affaires hors taxes pour 1975 est de près de 4,5 milliards de francs, dont plus de 1,5 milliard, soit 35,5 %, à l'exportation. Ce dernier chiffre représente un second rang, après les Etats-Unis, de toutes les industries de son secteur.

Quelles sont ses perspectives ? L'époque redécouverte le chemin de fer, la modestie des besoins d'énergie, son respect de l'environnement, son adéquation aux évolutions récentes de l'aménagement du territoire et de l'urbanisme. Les progrès techniques du transport guidé par rails d'acier permettent, quant à eux, d'envisager pour le train une révolution comparable à ce que fut pour l'automobile le passage de la route à l'autoroute.

Encore faut-il, pour en tirer profit, que les choix politiques soient en faveur du plan national, vers la réalisation d'équipements nouveaux et le rétablissement d'une concurrence loyale avec les autres modes de transport. Du reste, l'industrie ferroviaire a besoin d'un marché intérieur régulier pour maintenir sa place à l'exportation.

L'un de ses traits les plus marquants tient à l'exemplarité des liens qui l'unissent à ses grands clients nationaux qui sont la S.N.C.F. et la R.A.T.P. De leur confiance réciproque et de leur intense coopération dans la définition des matériels, des développés, puis imposés hors de nos frontières, l'image d'une industrie ferroviaire française qui, confiant constructeurs et clients, se situe à la pointe de l'évolution technologique.

Le record du monde de vitesse sur rail a été établi, en 1955, par deux locomotives B.B. C.C. de la S.N.C.F. Le train à grande vitesse (T.G.V.) de la future ligne Paris-Sud-Est a déjà roulé à 316 km-h, tandis que les deux générations de turbo-trains qui l'ont précédé roulaient respectivement à 160 km-h et plus de 200 km-h. Les techniques françaises de métré sur rails se sont enrichies, aussi bien à Montréal qu'à Mexico, Santiago-du-Chili et Téhéran.

La qualité technique, pourtant, ne suffit pas. La plupart des pays développés se sont dotés d'une industrie ferroviaire qui permet de satisfaire au moins leurs besoins intérieurs. Certains pays du tiers-monde, eux-mêmes, tendent vers l'autosuffisance. La concurrence n'en est que plus vive et fait intervenir jusqu'au plus profond des marchés extérieurs les notions de prix et de conditions de crédit.

L'industrie française ne peut compter ni sur les très grandes séries de son homologues américains, ni sur l'Etat. Elle est, par ailleurs, en matière de prix, elle tend donc à faire une plus grande part au travail manuel et à l'investissement sur mesure de matériels très élaborés, dont la qualité arrive à faire oublier que les conditions de fabrication de ces matériels sont assés et souvent moins favorables que celles de la plupart de ses concurrents.

Elle s'efforce, d'autre part, de plus en plus vers le transfert de technologie, développe l'assistance technique et la formation de techniciens étrangers. Elle s'engage, enfin, dans la voie toute récente des opérations « clés en main », qui, comme au Venezuela, sont de la construction des voies à l'exploitation, provision des lignes, en associant les constructeurs de matériels et les sociétés de transport.

Son ambition est de faire en sorte que le matériel ferroviaire français continue d'être présent partout dans le monde, de la Chine populaire à l'Amérique du Sud, de l'Europe et de la R.D.A. à la plupart des pays d'Afrique ou du Moyen-Orient. L'un de ses paris est que, d'ici quelques années, la desserte du corridor nord-est des Etats-Unis soit assurée par un T.G.V. de conception française.

Pourquoi ne pas le dire ? On peut, pour le prix d'un seul Concorde, construire cent rames d'un train transportant plus de trois cent quatre-vingts personnes à près de 300 kilomètres-heure.

RÉPONSE...

(PUBLICITE)

AVIS

Métro régional — Ligne de Seaux. Prolongement de la station « CHATELET » à la station « GARE DU NORD » — portion située dans le 1^{er} arrondissement.

Par arrêté du 11 août 1976, le préfet de Paris vient de prescrire l'ouverture de l'enquête préalable à la déclaration d'utilité publique du projet de prolongement de la ligne de Seaux entre les stations « CHATELET » et « GARE DU NORD » dans la portion située dans le 1^{er} arrondissement.

Les intéressés pourront consulter le dossier, soit : — à la Préfecture de Paris, 41^e administrative, 17, boulevard Mortand, 75058 Paris (18^e étage) ; — à la mairie du 1^{er} arrondissement, du 15 septembre au 6 octobre 1976 (les samedis, dimanches et jours fériés non compris), de 10 à 17 heures. Ils pourront consigner leurs observations sur le registre ouvert, à cet effet.

Cette publication est faite en application de la loi n° 75-1323 du 31 décembre 1975.

Handwritten signature and stamp at the bottom of the page.

LA VIE SOCIALE ET ÉCONOMIQUE

M. Barre reçoit les partenaires sociaux

(Suite de la première page.)
Au-delà de ces généralités, les divergences apparaissent lors de l'énumération des mesures concrètes proposées au premier ministre. En matière économique, la C.G.T., la C.F.D.T. et, dans une moindre mesure, la FEN et F.O. insistent sur la nécessité d'une politique interventionniste de l'Etat, les premières selon les schémas de la gauche — priorité à l'emploi et au pouvoir d'achat des plus modestes, — F.O. rappelant, elle, son attachement à un certain libéralisme, même si elle n'a guère confiance dans la libre concurrence. Sur ce thème, ainsi que sur

de la Sécurité sociale et l'amélioration des conditions de travail. Les priorités et les moyens à mettre en œuvre divergeant, trois attitudes peuvent être distinguées :
— Les revendications de la C.G.T., périodiques traditionnelles et très liées au programme commun ;
— La C.F.D.T. (qui met en avant la réévaluation des bas revenus), la FEN, Force ouvrière et la C.P.T.C. semblent pratiquer une certaine ouverture ;
— La C.G.C. maintient, comme préalable à tout appel de sa part aux projets gouvernementaux, un

ment productif, bien qu'en légère progression en 1976 (+1 %), reste inférieur à ce qu'il était en 1973. La petite progression constatée a, pour l'essentiel, été le fait des petites et moyennes entreprises. Deux raisons essentielles expliquent, selon le patronat, que l'investissement marque le pas : la surcapacité de l'appareil de production et la fragilité de la situation financière, qui se traduit par une sensible diminution de l'autofinancement (46,6 % en 1974, contre 75,3 % en 1971) et une forte progression de l'endettement (qui atteignait 124 % des fonds propres en 1974, contre 86 % en 1970). Mais la surcapacité de production n'est qu'un phénomène passager et ne doit pas empêcher le développement des investissements, pour éviter la réapparition ultérieure de goulets d'étranglement.

C'est un langage un peu différent que tiendront au premier ministre, les représentants des petites et moyennes entreprises.

La première est l'adoption du système du « carry back », inspiré de la législation fiscale américaine, qui permet aux entreprises d'imputer le déficit d'une année sur le bénéfice éventuel de l'année précédente, système qui vient d'être adopté par l'Allemagne fédérale ;

La seconde est la réévaluation des bilans, à condition, souligne le C.N.P.F., que « le système de l'amortissement dégressif soit maintenu » ;

Enfin, pour favoriser le recours à des capitaux extérieurs, le C.N.P.F. suggère la remise en vigueur — avec certains aménagements — du décret de 1967 qui permettait aux sociétés de déduire du bénéfice imposable la rémunération des actions nouvelles émises par les firmes, et la suppression de la double imposition des revenus distribués par les entreprises à leurs actionnaires en portant l'impôt fiscal de 50 à 100 %.

Le C.N.P.F. estime que l'action énergique à entreprendre contre l'inflation ne doit cependant pas remettre en cause la politique de libération des prix. Industriels amorcée par M. Fourcade. On souligne, avenue Pierre-I^{er}-de-Serbie, que les prix des produits manufacturés ont augmenté ces derniers mois beaucoup moins vite que les autres. En contrepartie d'une liberté maintenue, le C.N.P.F. pourrait demander à ses adhérents de limiter volontairement les hausses de prix (en répercutant toutefois la hausse des matières premières). Le patronat compte proposer à M. Barre un blocage temporaire des tarifs publics. Partisan d'une modération de la croissance des salaires, le C.N.P.F. pourrait accepter un ralentissement équivalent de la progression des revenus du capital.

C'est un langage un peu différent que tiendront au premier ministre, les représentants des petites et moyennes entreprises. Les « petits patrons » pensent qu'ils ont supporté l'essentiel des conséquences du plan de « refroidissement » de 1974, et ils redoutent que des restrictions de crédit augmentent les difficultés de leurs entreprises. Les P.M.E. attendent du premier ministre qu'il se penche sur le problème du financement du chômage, lequel, affirment-elles, est supporté pour l'essentiel par les entreprises et pèse sur leur compétitivité. Les P.M.E. avaient proposé il y a quelques mois de créer 500 000 emplois en échange d'une libération complète des prix des services. Comme le C.N.P.F., elles espèrent que M. Barre pourra convaincre les syndicats de modérer leurs revendications salariales et souhaitent que l'exemple soit donné dans les entreprises publiques.

J.-P. DUMONT
et PHILIPPE LABARDE



(Dessin de PLANTU.)

celui de la coopération économique européenne. Force ouvrière rejoint les positions de la C.G.C. qui se prononce de manière très nette pour l'application des propositions — actualisées — du comité Armand-Ruffet contre les rigidités de l'économie française et les freins à sa croissance.

Dans le domaine fiscal, les syndicats sont tous favorables à la recherche de l'équité ; mais, si la C.F.D.T., de façon précise, et F.O., sur un ton moins appuyé, acceptent une ponction fiscale accrue sur les salaires les plus élevés et souhaitent, avec la C.P.T.C., un rétrécissement de l'éventail hiérarchique, la C.G.T. et la C.G.C. rejettent cette hypothèse. La C.G.T. donne la priorité, parmi les cinq mesures qu'elle a présentées dans une lettre à M. Barre, à la réduction de la TVA et des marges bénéficiaires des entreprises ainsi qu'à la création d'un impôt sur le capital. La C.F.D.T., également favorable à un impôt sur le capital, demande que soient imposées « les activités économiques qui ont profité de la sécheresse » et que la solidarité commence par jour à l'intérieur du monde agricole. MM. Bergeron et Charpentier ont, chacun à leur façon, préconisé une telle solidarité professionnelle.

Les divergences entre syndicats sont peut-être plus nettes s'agissant des revendications sur les bas salaires, la restauration de la politique familiale, la sauvegarde

LES MINEURS C.F.T.C. RÉCLAMENT LA RÉOUVERTURE DE BASSINS HOUILLERS

La Fédération des mineurs C.F.T.C., au cours de son 29^e congrès, a réuni, samedi 4 septembre, à Saint-Laurent-sur-Sèvre (Vendée), son président, M. Jean Bernard ; M. Louis Bergamini a été élu secrétaire général. Les congressistes ont réaffirmé leur attachement à la politique contractuelle et ont inscrit dans leur cahiers de revendication l'obtention d'une cinquième semaine de congés payés et la suppression des discriminations au niveau des avantages en nature.

Dans la résolution finale du congrès, évoquant l'avenir de la profession, les mineurs C.F.T.C. ont souligné l'importance des ressources minières françaises et demandé la remise en exploitation des bassins houillers de La Houle, en Lorraine, et de Laurance, en Auvergne. Il faut, a conclu la résolution, reprendre l'industrialisation des régions minières françaises et assurer la maîtrise des prix énergétiques mondiaux.

engagement solennel des pouvoirs publics d'agir en faveur des cadres, comme s'y était engagé M. Chirac, en proposant une rencontre périodique gouvernement-C.G.C. ; à l'instar des « rendez-vous » accordés depuis des années aux dirigeants agricoles.

C.N.P.F. : d'abord la relance de l'investissement

Le patronat, lui, place la relance de l'investissement au premier plan de ses préoccupations. Dans un long article de sa revue mensuelle (*Investissements : remettre la pente*), le C.N.P.F. rappelle que le volume des dépenses d'équipe-

ÉNERGIE LA PRODUCTION PÉTROLIÈRE D'U.R.S.S. DEVRAIT ÊTRE EN LÈGÈRE AUGMENTATION EN 1976

Premier producteur mondial depuis 1973, l'U.R.S.S. extrait chaque jour 14 millions de tonnes de pétrole. La *Fravda* du 5 septembre estime que ce niveau permettra d'atteindre les objectifs du plan pour 1976, soit une production de 520 millions de tonnes de pétrole. En 1975, la production avait été de 490 millions de tonnes. L'organe du P.C. soviétique souligne que parallèlement à l'exploitation des gisements de Sibérie occidentale, de nombreux travaux de recherches et de pré-exploitation ont lieu dans les gisements d'Arkhangelsk et de la République autonome de Komi (Grand Nord), du moyen Ob (Sibérie) et de la dépression de la mer Caspienne en Turkménie et en Ukraine. — (A.F.P.)

UN SIÈCLE DE RÉSERVES DE PÉTROLE POUR LE CANADA. — Le Canada dispose d'importantes réserves de pétrole. Un rapport publié le 2 septembre par la commission des réserves énergétiques de l'Alberta, il y a, selon ce document, 1 000 milliards de barils dans les sables bitumineux et dans les accumulations d'huile lourde de l'Alberta. Ces dernières réserves sont faciles à extraire mais trop éloignées pour être économiquement rentables actuellement. Ces estimations semblent loin de celles de compagnies comme la Shell et la Gulf Oil qui estiment qu'on importerait du pétrole brut en 1980 pour alimenter l'Ontario. — (A.F.P.)

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

CHARBONNAGES DE FRANCE

BONS 8,50 % 1971

Mise en paiement du coupon n° 5
Les intérêts courus du 30 septembre 1975 au 30 septembre 1976 sur les bons Charbonnages de France 8,50 % 1971 seront payables à partir du 30 septembre 1976 à raison de 34,42 F par titre de 400 F nominal contre détachement du coupon n° 5 et estampillage du certificat nominatif, après une retenue à la source donnant droit à un avoir fiscal de 14,3 F (montant global 34,23 F). En cas d'option pour le régime du prélèvement, d'impôt forfaitaire, le complément de prélèvement libératoire sera de 5,73 F, soit un net de 28,50 F.

BONS 8 % 1972

Mise en paiement du coupon n° 4
Les intérêts courus du 25 septembre 1975 au 25 septembre 1976 sur les bons Charbonnages de France 8 % 1972 seront payables à partir du 25 septembre 1976 à raison de 22,98 F par titre de 400 F nominal contre détachement du coupon n° 4 ou estampillage du certificat nominatif, après une retenue à la source donnant droit à un avoir fiscal de 3,29 F (montant global : 22 F). En cas d'option pour le régime du prélèvement d'impôt forfaitaire, le complément de prélèvement libératoire sera de 4,79 F, soit un net de 24,91 F.

Le paiement des coupons sera effectué aux frais aux caisses des comptables directs du Trésor (trésoreries générales, recettes des finances et perceptions) à la Caisse nationale de l'énergie, à Paris, 17, rue Caumartin, ainsi qu'aux guichets de la Banque de France et des établissements bancaires désignés ci-après :
Crédit Lyonnais - Société Générale - Banque Nationale de Paris - Banque de France - Caisse d'Epargne de Paris - Caisse d'Epargne de la Région de Paris - Caisse d'Epargne de la Région de la Seine - Caisse d'Epargne de la Région de la Normandie - Caisse d'Epargne de la Région de la Bretagne - Caisse d'Epargne de la Région de la Loire - Caisse d'Epargne de la Région de la Rhône-Alpes - Caisse d'Epargne de la Région de la Provence - Caisse d'Epargne de la Région de la Corse.

LAFFITTE-BAIL

La situation comptable au 30 juin 1976 fait ressortir un bénéfice d'exploitation de 4 315 637 F contre 4 183 414 F pour le premier semestre 1975.

Depuis le début de l'exercice en cours, Laffitte-Bail a conclu six nouvelles opérations de crédit-bail qui portent le montant global de ses engagements d'investissement à 300 millions de francs hors taxes.

Le patrimoine locatif couvre 15 % environ du capital social et donne à la société une solide assise immobilière, tandis que le développement régulier des concours de crédit-bail, avec les contreparties en refinancements extérieurs à la même zone et les garanties bancaires qui y sont attachées, offre d'attractives perspectives de rendement. Ces différences données autorisent Laffitte-Bail à prétendre pouvoir, dans un proche avenir, accéder au marché boursier.

CHANNEL ISLAND FERRIES LIMITED

Société en liquidation volontaire. Siège social : La Motte-Chambers, Saint-Helier-Jersey C.I.

La Société informe ses créanciers qu'ils devront adresser, dans les dix jours de la publication du présent avis, un état détaillé de leurs créances à M. Richard A. Farrow, liquidateur. La Motte-Chambers, Saint-Helier-Jersey C.I., et demande à ses débiteurs de s'acquiescer de leurs dettes dans les mêmes délais.

Richard A. Farrow, liquidateur.

Pour louer une voiture en Hollande, réservez chez **europcar** 645.21.25

GIMAT

LE GROUPEMENT DES INDUSTRIES DE MATERIAUX DE CONSTRUCTION

1 598 700 000 F d'emprunts lancés depuis 1967

GITT

LE GROUPEMENT DES INDUSTRIES DU TRANSPORT ET DU TOURISME

1 047 000 000 de F d'emprunts lancés depuis 1970

GIMIXTE

LE GROUPEMENT POUR LE FINANCEMENT DES SOCIÉTÉS D'ÉCONOMIE MIXTE

427 600 000 F d'emprunts lancés depuis 1975 avec la garantie des collectivités locales

GIDIM

LE GROUPEMENT INTERENTREPRISES POUR LE FINANCEMENT DU DÉVELOPPEMENT IMMOBILIER

284 500 000 F d'emprunts lancés depuis 1973

DES GROUPEMENTS SPÉCIALISÉS DANS LE FINANCEMENT A LONG TERME
GÉRÉS PAR DES PROFESSIONNELS POUR DES PROFESSIONNELS
AVEC L'ASSISTANCE TECHNIQUE D'EXPERTS FINANCIERS

Ces quatre Groupements professionnels ont mis leurs moyens en commun dans un G.I.E.

FINANCE INDUSTRIES ANALYSES

FIA

12, rue de Castiglione, 75001 PARIS
Tél. : 260-38-54

BUREAUX

Evolution

Cloisonnés, éliminés
Restent 1600 m² divisibles
à partir de 140 m².

A Paris, 19^e

415F
le m² annuel H.T

260F
le m² annuel H.T
Possibilité d'achat

A LOUER.

La Tour d'Asnières

Moquette, luminaires encastrés
dans les faux-plafonds, téléphones.
Divisibles à partir de 540 m².

Pour tous renseignements :
522.12.00

TRANSACCTIONS
37, rue de Rome
75008 Paris
522.31.72

سكينة الحارثي

MARCHÉ OFFICIEL.	COURS préc.	COURS à 9	de grs & grs contre banques	MOMMATES ET DEVISES	COURS préc.	COURS à 9
Indo-Chine (5 %).	4 935	4 948	4 93		16895	17150
Indo-Chine (5 %).	5 847	5 831		Dr fil (filin en barre).	7195	72405
Indo-Chine (100 D.M.).	195 645	195 740	195 50	Dr fil (filin en lingots).	7245	7290
Indo-Chine (100 D.M.).	7100	7100		Pièce française (10 fr.).	170	170
Indo-Chine (180 fr.).	12 728	12 725	12 36	Pièce française (10 fr.).	170	170
Indo-Chine (100 D.M.).	3170	3170	31 25	Pièce suisse (10 fr.).	174	174
Indo-Chine (100 D.M.).	7260	7260	72 10	Pièce suisse (10 fr.).	174	174
Indo-Chine (100 D.M.).	5 761	5 759	5 39	Superverre.	183	179
Indo-Chine (100 D.M.).	80 170	80 170	80	Pièce de 10 dollars.	420	425
Indo-Chine (100 D.M.).	187 389	187 389	186	Pièce de 5 dollars.	278	280
Indo-Chine (100 D.M.).	187 389	187 389	186	Pièce de 1 dollar.	54	55
Indo-Chine (100 D.M.).	112 379	112 328	111 76	Pièce de 10 florins.	181	180
Indo-Chine (100 D.M.).	189 376	189 360	187 75			

Le Monde

UN JOUR DANS LE MONDE

2. EUROPE
 - IRLANDE : partis politiques, Eglises et syndicats demeurent à l'écart du mouvement spontané des « femmes pour la paix ».
3. ASIE
3. DIPLOMATIE
 - Le colonel Kadhafi souhaite rencontrer le président Sadate.
 - Le détournement d'un DC-9 de la KLM.
5. AFRIQUE
 - La rencontre entre MM. Kissinger et Vorster à Zurich.
5. AMERIQUES
 - Ouverture officielle de la campagne pour l'élection présidentielle.
- 6-7. POLITIQUE
 - LIBRES OPINIONS : « Chrétiens et communistes », par Maxime Gremetz.
- 8-9. RELIGION
 - Mgr Lefebvre adopte un ton plus modéré dans son conflit avec le Vatican.
9. SCIENCES
 - Premières informations transmises par Viking-2.
9. EDUCATION
11. JUSTICE
 - L'agitation dans les prisons italiennes.
11. FAITS DIVERS
 - La disposition de M. Hervé de Vothaire.
12. AERONAUTIQUE
12. DEFENSE
- 14-15. ARTS ET SPECTACLES
 - CINÉMA : Robert Altman vedette de Deauville.

LE MONDE DE L'ECONOMIE

- Pages 17 à 22
- Une psychologie de l'inflation domine le renouvellement des conventions collectives aux Etats-Unis.
 - Mesures pour obtenir un consensus sur la politique des revenus.
 - Les contrôles médicaux pour lutter contre l'obésité : un anti-Knock aussi redoutable que l'autre.
 - La France demeure le principal partenaire du Cameroun.
 - Sécheresse : Pour régler la facture, emprunter et relever les prix agricoles.
23. SPORTS
 - AUTOMOBILISME : victoire de Porsche au championnat du monde des voitures de sport.
 34. EQUIPEMENT ET REGIONS
 - CIRCULATION : le gouvernement va-t-il abandonner le péage sur l'autoroute A 4 ?
 - POINT DE VUE : « Pour le permis de conduire à points », par Henri Comy.
 - 35-36. LA VIE ECONOMIQUE ET SOCIALE
 - La sécheresse et l'impôt de solidarité.

LIRE EGALEMENT

RADIO-TELEVISION (13)
 Annonces classées (24 à 33) :
 Aujourd'hui (13) ; Carnet (12) ;
 Journal officiel (13) ; Médiocratie (13) ; Notes croisées (13) ;
 Bourne (27).

DIPLOMES DE LANGUES pour la vie professionnelle

Tous ceux qui ont étudié une langue (anglais, allemand, italien, espagnol), quel que soit leur âge ou leur niveau d'études, ont intérêt à compléter leur qualification par une formation en langues, décisive dans la vie professionnelle. Cette formation peut être confirmée par un des diplômes suivants :

- Chambres de Commerce étrangères, compléments indispensables pour tous les emplois du commerce et des affaires.
- I.T.S. Traducteur Commercial, attestant une formation de spécialiste de la traduction et de l'interprétation d'entreprise.
- Université de Cambridge (anglais), carrières de l'information, édition, tourisme, hôtellerie, etc.
- Examens chaque année dans les principales villes de France.
- Etudiants, cadres commerciaux et administratifs, ingénieurs, techniciens, secrétaires, représentants, comptables, etc., profiteront de cette opportunité pour améliorer leur compétence et leurs chances.
- Documentation gratuite ne 1690 sur la préparation et les démarches de ces diplômes, sur demande à : Langues et Affaires, 35, rue Collange, 92043 Paris-La Plaine, Tél. 226-51-68 (enseignement privé à distance).

A B C D E F G

A CHYPRE

Les partisans de Mgr Makarios l'emportent largement aux élections législatives

De notre correspondant

Nicosie. — M. Clerides et son parti, le Rassemblement démocratique, ont subi une défaite écrasante aux élections législatives de dimanche 5 septembre, face à la coalition formée par les communistes, les socialistes et les centristes de M. Kyprianou. Après avoir été pendant seize ans le président incontesté de la Chambre, M. Clerides n'a même pas réussi à être réélu dans sa circonscription, comme d'ailleurs

presque tous les candidats de son parti, qui disposaient précédemment de dix-sept sièges à la Chambre. Toutefois, le décompte des votes n'était pas encore terminé ce lundi en fin de matinée. Le grand vainqueur des élections de dimanche est M. Kyprianou, ancien ministre des affaires étrangères et chef du front démocratique, qui prend ainsi la seconde place parmi les dirigeants chypriotes, immédiatement après Mgr Makarios. M. Kyprianou est d'ores et déjà considéré comme le nouveau président de la Chambre. Son parti semble en effet avoir obtenu la majorité absolue des sièges, soit vingt et un sur les trente-cinq à pourvoir. On peut prévoir dès à présent que, sur les quatre-vingt sièges restants, neuf reviendront au parti communiste AKEL, qui disposait du même nombre de candidats, et trois au parti socialiste EDEK de M. Lysarides. Enfin, à également été élu comme indépendant M. Tassos Papadopoulos, l'actuel représentant de la partie chypriote grecque aux pourparlers inter-communautaires pour le règlement du problème de Chypre.

La défaite de M. Clerides s'explique par son hostilité à l'égard de la politique de Mgr Makarios et également par sa collaboration étroite avec les putschistes chypriotes grecs, dont il était devenu, qu'il le veuille ou non, le chef. Sa défaite a été d'autre part, favorisée par le système électoral majoritaire. En effet, le parti de M. Clerides n'aurait dans le meilleur des cas obtenu dix sièges qu'il semble avoir obtenu 25 des votes.

DIMITRI ANDREOU.

A Panmunjon

LE COMMANDEMENT DE L'ONU ET LES COREENS DU NORD SONT PARVENUS A UN ACCORD

Séoul (A.P.). — Le commandement des Nations unies en Corée et la Corée du Nord ont signé, lundi 6 septembre, un accord éliminant les mesures qui permettaient d'assurer à l'avenir la sécurité dans le village de Panmunjon. L'accord a été paraphé par les secrétaires représentant les deux parties dans la commission d'armistice et doit être ratifié par chacune des autorités responsables. Il a pour objectif d'éviter la répétition des incidents similaires à celui qui causa la mort de deux militaires américains le 28 août.

A Meyssignac

DESIGNER - EXPOSE
 FABRIQUE - RESTAURE
 DECORE - INSTALLE
 tapisserie ébénisterie
 Meubles - Boiserie
 Rangements - Eléments
 Meubles-lits
 Sièges et Canapés
 Lits Classiques
 Canapés-lits
 Tentures murales
 Rideaux - Décor de fenêtres
 tous travaux
 Styles et contemporains
 ATELIER-MAGASIN
 BUREAU D'ETUDES
 42-44, FAUBOURG ST-ANTOINE
 PARIS 12 - BASTILLE
 PARKING
 CONSEILS - DESSINS - PROJETS - DEVIS
 343-86-31 ALIGES

Rémy
 32, rue St-Antoine
 PARIS XII - 343.65.58

Lit de repos Louis XVI
 canapé 190 x 190 ou les dimensions
 en nos ateliers : lit
 lit de repos, bureau, table
 guin, tous styles, fab. sur mesure.
 Laques et peintures anciennes.

Collection
 unique
 de commodes
 et secrétaires
 Vénitaines copies exécutées
 sur modèles originaux.

INSTITUT CORPOREL CLAUDE MASSARD
 6, rue de la Paix 75002 Paris
 Tél. 261.27.25 - 261.27.97

Imaginez le site grandiose et le raffinement d'un des plus beaux salons de Paris (entièrement climatisé).
 Imaginez aussi un massage tout en douceur et en douceur, pratiqué en bain d'eau tiède et d'arômes parfumés.
 C'est le massage thaïlandais tel que le conçoit Claude Massard et son équipe de danseuses massagistes.
 A découvrir de toute urgence.
 Prenez pour cela un rendez-vous personnel par téléphone.

Egalement, tous autres types de traitements spéciaux et massages sportifs ou de relaxation.

Après avoir affétri au Japon

LE PILOTE SOVIETIQUE D'UN MIG-25 DEMANDE L'ASILE POLITIQUE AUX ETATS-UNIS

Le pilote soviétique d'un Mig-25 a fait un atterrissage d'urgence, lundi matin 6 septembre, sur l'aéroport d'Oakland, dans l'Etat d'Alaska, dans le nord de l'archipel américain. Les autorités japonaises qu'il avait l'intention de demander l'asile politique aux Etats-Unis, mais qu'il n'avait pu se rendre compte dans ce pays de la route de carburant.

Ce chasseur ultra-moderne avait un équipage de deux hommes. Le pilote avait tout d'abord, après son atterrissage, émis l'hypothèse qu'il était à court de carburant. Il avait aussi demandé que son avion soit reconstruit d'une bache afin de protéger des secrets militaires. Il avait tiré des coups de semonce avec son revolver lorsque les Japonais s'étaient approchés du Mig. Il accepta ensuite de suivre les policiers à l'intérieur de l'aéroport. (A.F.P., U.P.I.)

A Europe 1

M. ROCARD : la gauche a intérêt à ce que la situation économique et sociale soit bonne.

M. Michel Rocard, membre du secrétariat national du parti socialiste, a déclaré lundi matin 6 septembre à Europe 1 : « Les socialistes et communistes ont tout intérêt à ce que la situation économique et sociale soit la meilleure possible, lorsqu'ils prendront le pouvoir (...). M. Barre ne peut réussir totalement, parce que la majorité est ce qu'elle est. On ne peut pas faire que la situation soit meilleure, car la majorité ne veut pas lâcher le moindre des privilèges de la droite. »

A propos des mesures financières d'aide aux agriculteurs victimes de la sécheresse, M. Rocard a estimé : « Frère de 10 % de ce que la France produit chaque année sert à alimenter la spéculation foncière, immobilière, des ventes et des achats de titres. Si on ne peut pas faire que la situation soit meilleure, car la majorité ne veut pas lâcher le moindre des privilèges de la droite. »

A propos des mesures financières d'aide aux agriculteurs victimes de la sécheresse, M. Rocard a estimé : « Frère de 10 % de ce que la France produit chaque année sert à alimenter la spéculation foncière, immobilière, des ventes et des achats de titres. Si on ne peut pas faire que la situation soit meilleure, car la majorité ne veut pas lâcher le moindre des privilèges de la droite. »

NOUVELLES BRÈVES

- M. Hédi Mabrouk, ambassadeur de Tunisie en France, a été reçu ce lundi matin 6 septembre par M. Giscard d'Estaing, qui lui a remis un message verbal du président Bourguiba. Aucune précision n'a été donnée sur le contenu de ce message.
- L'Assemblée nationale pakistanaise a adopté, dimanche 5 septembre, un amendement constitutionnel réduisant la possibilité pour le pouvoir judiciaire d'accorder la liberté provisoire aux personnes en vertu de la législation d'exception (Défense of Pakistan rule).
- Des inscriptions en faveur de Mgr Lefebvre ont été posées dans la nuit de samedi à dimanche 5 septembre sur les murs du Palais des congrégations vaticanes, l'entrée de la place Saint-Pierre.
- En noir et bleu, les partisans anonymes de l'ancien évêque de Tulle ont écrit : « Ce suffit avec la subversion communiste », et puis, partout, des « Vive Lefebvre ».
- Selon les observateurs, le style de ces inscriptions est celui du mouvement traditionaliste « Civiltà Cristiana » (civilisation chrétienne), qui devait recevoir ce lundi l'abbé Louis Coache pour une conférence de presse.
- Au Danemark, un cadre de la société privée S.T.A.S., qui gère le téléphone à Copenhague, a été suspendu en attendant les résultats d'une enquête sur un contrat d'équipement obtenu par Honeywell-Bull, filiale française des firmes américaines Honeywell et General Electric. Les écritures des comptes de la filiale française ont relevé le versement d'une commission de 384 000 couronnes (près de 270 000 francs) au profit d'un consultant associé en affaires avec le cadre suspendu.
- (Reuters) La C.P.T., le Parlement pour indemniser les agriculteurs victimes de la sécheresse, devrait recourir à un « emprunt national obligatoire ». Cette mesure, pour la C.P.T., qui juge « anormal » de « faire payer la facture par un impôt sur le revenu », est la « plus équitable », et « pourrait s'ajouter à l'aide communautaire qui devrait en toute justice nous parvenir des partenaires européens ».

Le numéro du « Monde » daté 5-6 septembre 1976 a été tiré à 522 608 exemplaires.

Au conseil municipal de Nice

La gestion de M. Jacques Médecin est mise en cause

De notre correspondant

Nice. — La séance, au cours de laquelle le conseil municipal de Nice, le 3 septembre, a émis un avis favorable au projet de schéma directeur d'aménagement de l'agglomération, a donné lieu à un vif incident qui a opposé M. Jacques Médecin, conseiller municipal, délégué aux affaires culturelles (1), au maire de la ville, M. Jacques Médecin, secrétaire d'état au tourisme. Regrettant ce qu'il appelle de « mauvaises méthodes de travail », M. Bounin s'est notamment étonné que le procès-verbal d'une séance précédente ait pu porter la mention : « Le conseil approuve le plan d'occupation des sols », alors que, selon M. Bounin, il ne pouvait être question que d'une étape dans la marche d'approche vers la mise au point définitive de ce plan. M. Bounin s'est, d'autre part, inquiété « des raisons qui avaient fait se volatiliser, au moment de la rédaction du procès-verbal, les discussions ayant eu pour objet la ZAC du Mont-Vinagrier ». Enfin, il a regretté qu'on se soit « obstiné à vouloir jumeler Nice avec Le Cap, en Afrique du Sud, malgré le refus par la préfecture de la dénomination d'occupation des sols ».

M. Médecin, en relevant que les propositions du conseil municipal mettaient gravement en cause le personnel municipal, a déclaré que la délibération concernant le jumelage avec Le Cap était exécutoire, puisque dans le délai d'un mois le préfet ne l'avait pas refusé.

A propos du plan d'occupation des sols, le maire répondit que le conseil municipal doit légalement délibérer sur le projet préparé par les services de l'équipement. En ce qui concerne la ZAC du Mont-Vinagrier, elle fait, selon M. Médecin, partie intégrante de la POS et dès lors, dans la rédaction du procès-verbal, il n'est pas nécessaire de lui accorder une mention spéciale.

Des propos assez vifs furent échangés ensuite, et finalement M. Médecin adressa à M. Bounin un « rappel à l'ordre » en l'invitant à se taire.

MICHEL VIVIS.

M. Jacques Médecin, que nous avons interrogé ce lundi matin, nous a confirmé que son conseil municipal avait bien voté le jumelage de Nice avec Le Cap. La préfecture Alpes-Maritimes n'avait pas contesté les délibérations du conseil pour ce qui con-

cernait le jumelage de jumelage, celui-ci est entré en vigueur. Le maire de Nice rappelle que sa ville est déjà jumelée avec une quinzaine d'autres grandes villes, parmi lesquelles figurent notamment Yalta, Nuremberg, Edimbourg.

Il indique d'autre part que le congrès des agents de voyages sud-africains, qui devait se réunir à Deauville du 6 au 10 septembre et qui a été annulé, ne se tiendra pas à Nice. L'annonce de cette réunion, qui devait rassembler quelque trois cents délégués de l'Union Sud-Africaine et une centaine de spécialistes du tourisme européens, avait soulevé des protestations du comité anti-Ouïstpan.

Ce comité, créé il y a un an et qui regroupe plusieurs organisations de gauche, a commencé de se manifester en organisant le boycottage des agences sud-africaines vendues en France sous la marque Ouïstpan. Dans son dernier communiqué, il demande au gouvernement « de faire savoir clairement si oui ou non il s'oppose à abriter sur son territoire les ambassadeurs touristiques d'un pays qui, en deux mois de répression, a déjà massacré, blessé, emprisonné plusieurs milliers d'Africains en lutte pour leurs libertés ».

Le projet de zone d'aménagement concerté (ZAC) sur le mont Vinagrier, zone verte inscrite à l'inventaire des sites et qui se trouve l'observatoire de Nice, prévoit la construction de villas, de huit cents logements en immeubles et d'un hôtel. Il a soulevé la triple opposition des communistes, des associations de défense et des scientifiques qui ont réussi à faire stopper les travaux entrepris sans autorisation. (Le Monde du 8 mai 1976.)

(1) M. Jacques Bounin, soixante-huit ans, ancien ingénieur, a été conseiller municipal de Nice de 1935 à 1941. Il fut élu député des Alpes-Maritimes en 1959 à la faveur d'une élection partielle. Entré dans la Résistance, il contribua à fonder le Front national avec les communistes et fut commissaire de la République à Montpellier de 1944 à 1946. M. Bounin a raconté ses souvenirs de Résistance dans un ouvrage paru en 1974 intitulé « Souvenirs d'imprudences » (Le Monde du 28 mai 1974). Il est revenu au conseil municipal de Nice en 1971 à la suite de l'élection de la liste de M. Jacques Médecin, sur laquelle il figurait.

HAUSSE DE L'OR

La remontée du cours de l'or sur les marchés libres amorcée à la veille du week-end s'est poursuivie et amplifiée lundi : l'once de métal valait en fin de cotation 118 dollars contre 115,55 dollars vendredi en début de journée et 107,49 dollars dans la soirée. Cette remontée est attribuée aux déclarations de M. Brejnev suivant lesquelles la récolte soviétique de céréales sera satisfaisante : l'O.R.S.S. devrait donc vendre moins d'or pour payer ses achats à l'étranger, ce qui allègerait les pressions sur les cours du métal.

Le calme régnait d'autre sur les marchés des changes, où le cours du dollar à Paris restait stable aux environs de 4,93 F.

Assurez votre PROMOTION PROFESSIONNELLE

COURS EN FIN DE JOURNÉE ET LE SAMEDI

- 1 soir par semaine, pendant 3 mois
- 1 samedi tous les 15 jours
- En complétant votre formation dans les matières de votre choix
- Sans interrompre votre activité professionnelle
- Avec la possibilité de recevoir un certificat de fin d'études

Economie - Gestion financière
 Marketing - Fonction Personnel
 Relations du Travail
 Prise de Décision

CROF-GSSE

Etablissement Privé d'Enseignement Supérieur
 reconnu par l'Etat
 14, rue Monsieur le Prince
 75006 PARIS (Métro Odéon)
 033 83 46

Possibilité de prise en charge par l'employeur

Je m'abonne à 1.500